

Léon Trotsky

ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre Broué

septembre 1939

à

décembre 1939

Introduction et notes de Pierre Broué

Publications de l'Institut Léon Trotsky

SOMMAIRE

<i>AVERTISSEMENT</i> (Institut Léon Trotsky)	11
<i>UNE COLLABORATION INTERNATIONALE</i>	13
<i>LISTE DES SIGLES</i>	15
<i>INTRODUCTION</i> (Pierre Broué)	17
<i>REPÈRES CHRONOLOGIQUES</i>	23

Nous avons titré tous les textes qui ne l'avaient pas été soit par Trotsky, soit de son vivant. Les titres que nous proposons sont placés entre [].

=	[La Nature sociale de l'U.R.S.S.] à J. P. Cannon (12 septembre 1939)	27
	Resserrement des liens entre Hitler et Staline. (14 septembre 1939)	29
	Le Mystère est éclairci (18 septembre 1939)	31
	L'Anniversaire de l'assassinat d'Ignace Reiss (21 septembre 1939)	35
	Joseph Staline, le nouvel ami de Hitler (22 septembre 1939)	36
=	L'U.R.S.S. dans la guerre (25 septembre 1939)	40
	[Remarques brèves] à R. Karsner (28 septembre 1939)	63
	[Le Retard du <i>Staline</i>] à A. C. Collins (28 septembre 1939)	65
	Le Super-Borgia du Kremlin (29 septembre 1939)	66
	[Plan d'un Article] à N. Busch (30 septembre 1939)	85
-	Les Etats-Unis entreront en guerre (4 octobre 1939)	87
	[Garder les Proportions] (8 octobre 1939)	91

[L'Invitation de Dies] au S.W.P. (12 octobre 1939)	94
[L'Article sur Staline] à N. Busch (14 octobre 1939)	97
[La traduction de l'article] à Malamuth (14 octobre 1939)	98
[Encore sur l'Article] à N. Busch (15 octobre 1939)	99
Encore une fois sur la nature de l'U.R.S.S. (18 octobre 1939)	100
[Pour aider des Amis] à W. Lander (19 octobre 1939)	111
[Le Référendum et le centralisme démocratique] au S.W.P. (21 octobre 1939)	113
[Les Funérailles de Lénine] à Ch. Malamuth (21 octobre 1939)	115
[Des Aspects dangereux dans la discussion] à S. Stanley (22 octobre 1939)	118
L'Auto-défense ouvrière (25 octobre 1939)	122
[Le Congrès tranchera] à J. P. Cannon (28 octobre 1939)	130
[Encore les funérailles] à Ch. Malamuth (29 octobre 1939)	133
[L'Edition française du <i>Staline</i>] à R. Ranc (31 octobre 1939)	134
[La Capacité de <i>Life</i>] à E. Haggard (3 novembre 1939)	135
[La Question des Archives] au S.W.P. (4 novembre 1939)	137
[Où est le Danger principal ?] à M. Shachtman (6 novembre 1939)	140
[Marchandage avec Harvard] au S.W.P. (11 novembre 1939)	147
[Contre l'Enquête à Austin] à A. Goldman (11 novembre 1939)	148
[Le <i>Bulleten</i>] à R. Spiegel (14 novembre 1939)	149
[Projet pour un article de revue] à A. C. Collins (15 novembre 1939)	150
[Conditions pour un article] à A. C. Collins (15 novembre 1939)	153
[Encore une fois l'enterrement de Lénine] à Ch. Malamuth (17 novembre 1939)	154
[Les Difficultés d'un Livre] à C. Canfield (18 novembre 1939)	156

Une mauvaise Façon d'informer] au <i>New York Times</i> (20 novembre 1939)	157
Le Lieu de la déposition] à A. Goldman (21 novembre 1939)	160
<i>Life</i> et l'article sur Staline] à <i>Life</i> (23 novembre 1939)	161
[Deux Questions à trancher] à A. Goldman (23 novembre 1939)	164
[L'Armée rouge en Inde ?] à S. Perera (24 novembre 1939)	165
[Pourquoi il faut aller chez Dies] au S.W.P. (28 novembre 1939)	168
[Le Problème de l'article sur Staline] à J. J. Thorndike (29 novembre 1939)	172
Hitler et Staline, étoiles jumelles (4 décembre 1939)	174
Pourquoi j'accepte de comparaître (11 décembre 1939)	190
M. Dies ment (12 décembre 1939)	194
Une Opposition petite-bourgeoise dans le S.W.P. (15 décembre 1939)	196
[Comment l'opposition va réagir] à J. P. Cannon (15 décembre 1939)	221
[Démenti à M. Matthews] à la presse (17 décembre 1939)	223
[Il faut accepter d'être en minorité] à J. Vanzler (19 décembre 1939)	224
[Il faut payer] à <i>Life</i> (19 décembre 1939)	226
[Pour une Discussion directe] à M. Shachtman (20 décembre 1939)	227
[Rien de commun avec Acosta], à <i>Excelsior</i> (26 décembre 1939)	228
[Faut-il publier les discussions internes ?] à Cannon (26 décembre 1939)	229
[L'Opposition a soif de publicité] à Cannon (27 décembre 1939)	231
[Un Bon Livre] à G. Novack (28 décembre 1939)	234

ANNEXES

Ouvrages cités ou consultés	236
Index des noms de personnes	241
Index des journaux et périodiques	245
Index des matières	246
Index des organisations, institutions, instances	248

AVERTISSEMENT

Depuis le volume 8, les Œuvres reposent essentiellement sur la documentation de la Houghton Library de l'Université de Harvard, les Papiers d'exil de Trotsky, accessibles depuis le 2 janvier 1980. Nous n'avons pas systématiquement indiqué les rares textes que nous n'avons pas cru devoir retenir, accusés de réception, courtes lettres, télégrammes. Le lecteur constatera l'absence de quelques documents : nous le regrettons avec lui, le départ de Coyoacán de Jean van Heijenoort a pesé de façon négative sur la conservation et le classement des archives auxquelles il avait jusque-là consacré beaucoup de temps.

Les textes traduits ou revus pour ce volume du russe l'ont été par Isabelle Lombard et Katia Péresse, de l'anglais par Pierre Broué, de l'allemand par Maurice Stobnicer. Pierre Broué a dactylographié le manuscrit.

Introduction et notes sont de Pierre Broué. La documentation utilisée a été réunie par les collaborateurs de l'Institut Léon Trotsky. L'index des noms est de Pierre Broué, les autres de Damien Durand et Serge Lambert.

UNE COLLABORATION INTERNATIONALE

Les personnes dont les noms suivent, qui ont toutes été actives de son vivant dans le mouvement suscité par Trotsky ont été interrogées oralement ou par écrit par les chercheurs ou collaborateurs de l'Institut et ne nous ont pas ménagé leur aide.

Ce sont Fulvio Abramo (Sao Paulo), Erwin H. Ackerknecht (Zurich), Manuel Alvarado (Mexico), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Earle Birney (Toronto), Charlie Curtiss (Los Angeles), Yvan Craipeau (Nice), Margaret Dewar (Lindfield), Octavio Fernandez (Mexico), Eugenio Fernández Granell (Madrid), (Paris), Milton Genecin (Los Angeles), Luciano Galicia (Mexico), Frank Glass (Los Angeles), Albert Glotzer (New York), Plinio Gomès de Mello (Sao Paulo), Oskar Hippe (Berlin), Félix Ibarra (Mexico), Loukas Karliaftis (Athènes), Siegfried Kissin (Londres), Pearl Kluger (New York), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montreal), Katia Landau de Balboa (Cuernavaca), Ernest Mandel (Bruxelles), Harry Milton (San Francisco), Raymond Molinier (Paris), Felix Morrow (New York), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zurich), George Novack (New York), Michel Raptis (Athènes), Gérard Rosenthal (Castelnau-Magnac), Georges Scheuer (Paris), Clara Thalmann (Nice), Jean van Heijenoort (Stanford), Oscar Waiss (Frankfurt/Main), Adolfo Zamora (Mexico).

Nous saluons la mémoire de Juan Andrade, Jean Beaussier, Hugo Dewar, Lola Estrine, Pierre Frank, Sam Gordon, Joseph Hansen, Tom Kerry, Alfonso Leonetti, Mário Pedrosa, John Poulos, Jean Rous, Herminio Saccheta, Art Sharon (Ray Sparrow), Paul Thalmann, Georges Vereeken, George L. Weismann, Francisco Zamora, Francisco Zendejas.

Pour la documentation générale, nous devons beaucoup aux institutions suivantes :

LÉON TROTSKY

- La Houghton Library de Harvard.
- Les archives de la Hoover Institution de Stanford.
- La Library of Social History de New York (archives Cannon).
- La Tamiment Library de New York (archives Shachtman).
- L'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.
- La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.) de Nanterre.
- L'Institut Feltrinelli de Milan.
- La Bibliothèque communale de Follonica.
- Les archives de la guerre civile de Salamanque.
- Le centre d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale à Bruxelles.
- Le centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (C.E.R.M.-T.R.I.).
- Le Centre de documentation internationale (C.E.S.-E.D.I.) de Paris.
- Le Centre de documentation Benjamin Franklin à Paris.
- La Bibliothèque Medem à Paris.
- Les Bibliothèques universitaires de Berkeley et Harvard.
- Les Archives du Labour Party à Londres.
- Les archives du Musée social à Paris.
- L'équipe du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, le « Maitron ».
- Les archives départementales du Vaucluse (archives Richartz).
- Les archives privées de Georges Vereeken (Bruxelles-Harvard), Albert Glotzer à New York et Charlie Curtiss à Los Angeles.

Nous remercions également les enseignants, chercheurs, militants qui nous ont aidés bénévolement et qu'il n'est plus possible de continuer à énumérer. Nous retenons seulement le nom de notre collaborateur Pierre Saccoman et celui de George Breitman, qui avec l'équipe des *Writings of Leon Trotsky*, nous a ouvert la voie.

LISTE DES SIGLES

A.W.P.	American Workers Party
<i>B.O.</i>	<i>Biulleten Oppositsii</i>
C.C.	Comité central
C.I.O.	Congress of Industrial Organization
Comintern	Internationale communiste
C.P.A.	Communist Party of America
G.P.U.	Gosoudarstvennoïé Polititcheskoïé Upravlenié
G.R.O.	Grupo Revolucionario Obrero
I.C.	Internationale communiste
I.L.G.W.U.	International Ladies Garment Workers Union
I.L.P.	Independent Labour Party
K.P.D.	Kommunistische Partei Deutschlands
P.C.	Parti communiste
P.C.E.	Partido comunista de España
P.C.I.	Parti communiste internationaliste
P.C.T.	Parti communiste de Tchécoslovaquie
P.O.I.	Parti ouvrier internationaliste
P.O.U.M.	Partido Obrero de Unificación Marxista
P.S.R.	Parti socialiste révolutionnaire
R.A.F.	Royal Air Force
R.S.S.	République socialiste soviétique
S.F.I.O.	Section française de l'Internationale ouvrière
S.P.A.	Socialist Party of America
S.R.	Socialiste révolutionnaire
S.W.P.	Socialist Workers Party
T.P.P.S.	Toujours Prêts Pour Servir
U.R.S.S.	Union des Républiques socialistes soviétiques
W.P.U.S.	Workers Party of the United States
Y.P.S.L.	Young People's Socialist League

INTRODUCTION

Il faut admettre qu'aucun des événements qui secouent le monde en 1939 n'a pris Trotsky au dépourvu. Il savait la guerre mondiale inévitable et proche. Il avait perçu depuis Munich les efforts de Staline pour s'entendre avec Hitler, détourner la guerre de l'U.R.S.S. elle-même. Il avait également prévu la crise qui secoue, à travers le S.W.P., la seule section de la IV^e Internationale avec laquelle il soit dans un contact régulier depuis que la plupart des sections européennes ont été, dans le meilleur des cas, plongées dans la clandestinité.

Cette crise, la discussion qui la rythme, vont dominer l'activité de Trotsky dans les sept mois à venir et perturber une fois de plus les plans de travaux littéraires sagement agencés pour satisfaire des éditeurs qui s'impatientent ou pour produire des articles « alimentaires ». Il ouvre lui-même le débat par l'un des premiers textes de ce volume « L'U.R.S.S. dans la guerre ». Sans doute est-il sincèrement étonné que des hommes qui continuent à se réclamer du trotskysme et être membres de la IV^e Internationale se mettent à exiger une révision de l'appréciation de l'U.R.S.S. à cause du pacte germano-soviétique, alors qu'ils n'avaient pas jugé utile de la demander à l'époque où Staline étranglait la révolution en Espagne ou liquidait en U.R.S.S. la vieille garde bolchevique. Mais il veut avant tout les prendre de vitesse et les priver du bénéfice d'une émotion entretenue par la grande presse. Il utilise dans ce but une polémique, sur un ton très mesuré d'ailleurs, contre un ancien de l'Opposition de gauche italienne, Bruno Rizzi, théoricien du « collectivisme bureaucratique », avec qui il a correspondu et qui lui a envoyé ses travaux.

Très vite, il découvre d'ailleurs que l'U.R.S.S. est loin d'être seule en cause dans la crise qui secoue la section américaine. L'un des motifs les plus puissants qui anime la nouvelle opposition est en réalité ce qu'on commence à appeler « le régime du parti », en

d'autres termes, les méthodes de direction de Cannon. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire de la section américaine et personne ne peut s'étonner de voir les amis d'Abern — ceux de Cannon diront bientôt « la clique d'Abern » — constituer le squelette d'une opposition qu'ils ont animée aussi dans les années 35-36. Rien d'étonnant non plus à ce que Burnham soit à la tête de la nouvelle opposition : n'a-t-il pas déjà polémique en 1938 contre la conception traditionnelle de l'U.R.S.S. comme « Etat ouvrier », critiqué la conception que la direction a du « bolchevisme » et, finalement, de tout temps suscité chez Cannon méfiance, pour ne pas dire hostilité? Le fait nouveau — et le coup dur — c'est la présence de Shachtman à la tête de l'opposition. Personne dans le S.W.P. ou dans l'entourage de Trotsky n'ignore certes combien fréquents et parfois violents ont été les heurts entre Shachtman et Cannon et que les dirigeants historiques du S.W.P. sont profondément divisés. Mais Shachtman n'a jamais fait mine de s'opposer au moins directement ni à Trotsky et à ses analyses ni à la direction du mouvement international et c'est au fond lui que Trotsky destina à deux reprises au moins à diriger effectivement la IV^e Internationale à sa place. Le fait que cet homme-là soit à la tête de l'opposition dans le S.W.P. est le signe d'un véritable déchirement, non seulement du groupe dirigeant aux Etats-Unis, mais de la continuité historique de la IV^e Internationale.

Les conséquences en sont graves au niveau des forces en présence. Derrière Shachtman et Burnham se trouve en effet, dès les premières heures de la crise, la jeune génération gagnée au cours des trois ou quatre années précédentes à travers la politique de l'« entrisme » et la conquête de l'Y.P.S.L. Les appréhensions de Trotsky sur ce point se confirment, dans les pires conditions, comme il peut le constater à la lecture des lettres que lui adressent les jeunes comme Sherman Stanley : ces recrues n'ont jamais été véritablement assimilées, ces jeunes hommes talentueux n'ont jamais été véritablement gagnés au « bolchevisme ». La discussion qui s'ouvre est certes le moyen de combler cette lacune, mais les conditions ne sont pas idéales pour une telle conversion — éducation dans une atmosphère envenimée par les inévitables violences verbales d'une lutte fractionnelle. Et Trotsky entrevoit là, sans aucun doute, un second danger, une réaction que l'on peut suivre dans ce volume à la fois à travers les textes et entre les lignes. Ce danger, c'est le vieux fractionnisme, le goût pour le combat fractionnel, la rudesse bien connue de Cannon. Ne va-t-il pas saisir l'occasion de se débarrasser d'hommes, jeunes ou non, qu'il a toujours considérés et considère encore comme des petits-

bourgeois? Ne va-t-il pas utiliser le fait qu'il détient au comité national une majorité nette et que l'appareil est entre ses mains pour s'orienter vers une scission dont il doit juger, au moins en son for intérieur, qu'elle est inévitable, ce qui peut lui inspirer l'idée de l'organiser pour mieux la maîtriser?

On verra à travers ces pages Trotsky revenir et revenir sans cesse sur la nécessité de ne pas se laisser guider par une orientation scissionniste : il va jusqu'à écrire que ses camarades devraient d'avance accepter loyalement d'être mis en minorité sur ces questions clés et de demeurer dans le parti en membres disciplinés. Il accepte même, pendant un certain temps, de céder à l'une des revendications les plus pressantes de la minorité, à savoir la publication des textes et positions des uns et des autres dans la presse du parti — une position sur laquelle il va d'ailleurs revenir sous l'impact des arguments de Cannon. On aurait tort cependant de voir là quelque faiblesse secrète à l'égard des positions exprimées par la minorité : Trotsky est convaincu que la vérité et la justesse de la ligne sont de son côté et de celui de ceux qui défendent sa position — car telle est la situation après quelques semaines : c'est lui, non Cannon, qui a l'initiative politique. Mais il veut avoir le loisir, donc le temps, de regagner les véritables militants égarés dans les rangs de l'opposition, ceux qui n'attendent que des arguments pour être convaincus, ceux qui ne sont pas prêts à envisager une scission sous la direction d'un dilettante, aussi intelligent fût-il, comme Burnham. Après tout, la présence dans les rangs de la minorité de celui qui fut son plus proche collaborateur pendant des années, Jan Frankel, n'est-elle pas pour Trotsky, la preuve que tous les minoritaires ne sont pas des Burnham?

Il reste que, si Trotsky a l'initiative politique, il n'a pas celle de la pratique, ni le contrôle quotidien du combat fractionnel et que le lecteur le sentira à travers des interrogations, des hésitations, voire des retraites partielles. Et que l'on peut se demander si sa politique a toujours été fidèlement appliquée, à constater que la minorité ne s'est finalement pas divisée et qu'elle est allée à la scission en bloc, alors même que certains de ses porte-drapeau, et non des moindres, n'envisageaient cette dernière que comme une catastrophe et ne croyaient nullement à la possibilité de construire un parti qui serait dirigé par Shachtman, Burnham et Abern et orienté contre Trotsky. Il faudrait une étude des conditions de la discussion dans le S.W.P. et même de son déroulement concret pour donner une réponse à cette surprenante question : pourquoi la politique d'organisation préconisée par Trotsky pour diviser la

minorité, éviter la scission ou au moins la scission en bloc, n'a-t-elle pas donné en 1940 les résultats qu'elle avait donnés en 1936 par exemple ? A-t-elle été réellement appliquée ? C'est encore à Trotsky que revient cependant le mérite d'avoir signalé, avec une analyse solide, le poids des pressions sociales sur l'organisation révolutionnaire et la dépendance dans laquelle ses dirigeants — en l'occurrence ceux de la minorité — peuvent se trouver vis-à-vis de ce qu'il est convenu d'appeler « l'opinion publique » dans un pays démocratique, particulièrement à un moment où la grande presse mondiale non seulement identifie U.R.S.S. et Allemagne nazie, mais s'efforce de présenter Hitler comme un instrument de Staline.

Les pressions sociales se manifestent dans d'autres domaines et ce ne sont pas toujours les mêmes. Trotsky, à propos de l'article sur Staline que lui a demandé la revue *Life* et des difficultés qu'il rencontre ensuite pour sa publication, réalise combien la pression de l'Union soviétique conserve d'efficacité dans les milieux du journalisme et de la littérature, dans l'intelligentsia traditionnelle où il se trouve, du coup, des démocrates ou d'authentiques libéraux pour estimer que tout de même Trotsky « exagère » dans les appréciations qu'il porte sur Staline, sans doute parce qu'il est « trop concerné personnellement ». Mais ces difficultés-là prennent Trotsky à la gorge à partir du moment où il n'a pas terminé à temps les livres promis par contrats et où les paiements d'avances prennent fin. Le problème financier est aggravé encore par la rupture avec Rivera et la nécessité pour Trotsky de devenir le propriétaire de la maison qu'il a louée après avoir quitté la « maison bleue ». Il doit passer de longues heures à défendre ses conditions financières ou réclamer son dû à des directeurs de journaux qui, de toute évidence, ne comprennent pas son langage et vivent dans un univers tout différent. Il pousse à la vente des archives et diminue fortement ses exigences.

Un gros orage se prépare avec la décision de Trotsky de répondre à l'invitation de témoigner que lui lance la fameuse commission Dies des Etats-Unis. La commission en question est devenue le principal instrument d'une véritable « chasse aux sorcières » et elle traque impitoyablement depuis des mois tous ceux qu'elle soupçonne d'être « des rouges ». Trotsky accepte pourtant, sans hésitation, de témoigner parce qu'il pense que la commission lui assurera involontairement une tribune, donc une audience importante, et qu'il croit en sa propre capacité d'entraîner et convaincre au-delà, bien sûr, des politiciens qui la constituent. A la direction du S.W.P., Burnham est le seul à

protester contre cette acceptation, mais il est permis de supposer que d'autres s'étonnent en silence. Bien que leur dirigeant, Earl Browder, ait répondu à la convocation de Dies et s'y soit rendu pour accuser les trotskystes de collusion... avec Hitler (c'était avant le pacte), staliniens américains et mexicains déclenchent une campagne de haine pour identifier Trotsky et la commission Dies, le fondateur de l'Armée rouge et de l'I.C. et les médiocres chasseurs de tête du Congrès de Washington. Déjà mécontent que la commission projette de le recevoir dans la ville texane d'Austin où il ne pourra disposer d'aucune documentation, Trotsky fait savoir qu'il refuse toute condition préalable et, bien entendu, qu'il ne saurait faire la moindre « dénonciation ». En fait, dans les milieux dirigeants du gouvernement des Etats-Unis, on commence à se demander si l'intervention de Trotsky ne serait pas au bout du compte pire que tout et si son invitation n'a pas été une erreur. Et finalement Dies recule : plutôt que de laisser Trotsky parler librement sur les questions qu'il connaît, il préfère annuler l'invitation sous un prétexte parfaitement mensonger. Trotsky ne déposera donc pas, mais en revanche, la campagne de haine et de meurtre contre lui se poursuit sur le thème de sa « collaboration » à la commission Dies qu'orchestrent les dirigeants du P.C.M. aux ordres, les Laborde et les Campa, cependant que plusieurs membres des services secrets entrent au Mexique ou se préparent à y entrer, comme le Catalan Ramón Mercader, avec la mission de préparer et de réaliser son assassinat.

Curieusement, le débat avec la minorité du S.W.P. a amené Trotsky à consacrer plusieurs dizaines de pages à ce problème de « la dialectique », dont il pense qu'il éclaire en partie au moins le comportement de Shachtman et de Burnham, l'éclectique et l'empirique, et c'est au début de la Deuxième Guerre mondiale qu'il a pour la première fois consacré à ce problème philosophique des heures de son travail. Il intervient cependant dans l'analyse de la situation mondiale avec son habituelle clairvoyance, analysant notamment avec une grande précision le rôle et la place du gouvernement de Staline dans la politique internationale, ses motifs, sa subordination à Hitler mais aussi ses efforts pour trouver une issue. Trotsky, dans ces analyses, est presque souverain et domine tellement son sujet que les petites algarades avec des journalistes de la grande presse prennent très vite le caractère de leçons particulières — sinon de « savons ». Mais il faut souligner qu'il est tout à fait persuadé à cette époque que le stalinisme, avec le début de la guerre mondiale, approche de sa fin ignominieuse.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1939

SEPTEMBRE

- 3 – Au comité politique du S.W.P., J. Burnham réclame la convocation d'un comité national du parti pour discuter de la réévaluation de la « nature de l'U.R.S.S. ».
- 5 – Burnham soumet à la discussion le texte « Sur le Caractère de la guerre ».
- 17 – Entrée de l'Armée rouge en Pologne.
- 21 – Chute devant l'Armée rouge de Lvov (Lviv ou Lemberg).
- 26 – En France, dissolution des organisations « communistes » : trotskystes, anarchistes et autres vont être poursuivis au même titre que les communistes staliniens.
- 28 – Fin des combats à Varsovie et entrée de l'armée allemande dans la capitale polonaise.
– Nouvel accord germano-soviétique et protocole secret délimitant de nouveau les « sphères d'intérêt respectives ».

OCTOBRE

- 5 – Pacte soviéto-letton; cession à l'U.R.S.S. de bases en Lettonie.
- 10 – Pacte soviéto-lituanien; cession à l'U.R.S.S. de bases en Lituanie.
- 12 – Invitation de la commission Dies à Trotsky pour qu'il témoigne et accord de principe de ce dernier.

LÉON TROTSKY

- 12 – Entrée au Mexique, pour la première fois, de l'agent du G.P.U. Ramón Mercader qui va rejoindre à México la militante américaine Sylvia Ageloff.
- 18 – *La Voz de México* écrit : « Les Juifs trotskystes soutiennent Almazán ».
- 20 – Arrestation de Manuel Fernández Barrechena qui tentait de s'introduire dans la maison de Trotsky.
- 22 – Elections en Ukraine occidentale et en Biélorussie ex-polonaise occupées par l'Armée rouge.
- 26/28 – L'assemblée récemment élue en Ukraine occidentale demande le rattachement à la République socialiste soviétique d'Ukraine.
- 28/30 – L'assemblée récemment élue demande le rattachement à la R.S.S. de Biélorussie.
- 28 – Le *New York Times*, rendant compte de l'agitation à Prague, signale que les trotskystes tchèques essaient de déclencher la grève.

NOVEMBRE

- 3 – Réforme agraire décrétée dans les régions récemment annexées à la R.S.S. d'Ukraine et celle de Biélorussie.
- Au Mexique, le congrès du P.R.M. choisit comme candidat à la présidence de la République le général Ávila Camacho.
- 4 – Les Etats-Unis modifient la loi sur la neutralité et lèvent l'embargo sur les armes qui va leur permettre des ventes d'armes aux Alliés occidentaux.
- 5 – Départ de Coyoacán de Jean van Heijenoort.
- 6 – Discours de Molotov au Bolchoï et violentes attaques contre les trotskystes.
- 9/13 – Ultimatum soviétique au gouvernement finlandais et échec des négociations.
- 19 – Van écrit à Trotsky que Cannon pense qu'il sera « difficile de se passer de scission » dans le S.W.P.

- 20** – La C.A.P. du P.S.O.P. (c'est sa dernière réunion) exclut la minorité dont les trotskystes.
- 27** – L'U.R.S.S. dénonce son pacte de non-agression avec la Finlande.
- 30** – L'Armée rouge attaque le front dans l'isthme de Carélie et ses avions bombardent Helsinki.
- Annonce de la constitution d'un gouvernement populaire de Finlande présidé par le communiste O.W. Kuusinen.

DÉCEMBRE

- 2** – Le Président Roosevelt appelle à « l'embargo moral » contre l'U.R.S.S. après l'agression contre la Finlande.
- 12** – La Commission Dies retire son invitation à Trotsky.
- 13** – Abern, Bern, Burnham et Shachtman soumettent à la discussion du comité national du S.W.P. le texte intitulé « La Guerre et le conservatisme bureaucratique ».
- 14** – La S.D.N. déclare l'U.R.S.S. exclue en tant qu' « agresseur ».
- 16/17** – Dernière conférence du R.S.A.P., parti néerlandais dirigé par Sneevliet.
- ..** – Scission en trois morceaux du G.O.R. argentin.

[LA NATURE SOCIALE DE L'U.R.S.S.]¹ (12 septembre 1939)

Cher Jim²,

Je suis en train d'écrire en ce moment une étude sur la nature sociale de l'U.R.S.S. par rapport au problème de la guerre³. La rédaction et la traduction prendront une semaine encore. En voici les idées essentielles :

1. Notre définition de l'U.R.S.S. peut être juste ou fausse,

1. Lettre à J. P. Cannon (7550), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. James P. Cannon (1890-1974), vétéran du P.C. américain, avait fondé l'Opposition de gauche aux Etats-Unis en 1928, avec Abern et Shachtman. Il dirigeait la section américaine, le S.W.P.

3. Déjà à la direction du S.W.P. un courant se dessinait pour « réviser » la conception de l'U.R.S.S. à la lumière du pacte. Au comité politique du 3 septembre, Burnham avait déposé une motion demandant la convocation d'un comité national pour reconsidérer la question russe. La majorité avait accepté et demandé un délai pour permettre à Trotsky de s'exprimer par écrit. Le 5 septembre, Burnham avait soumis son texte intitulé « Sur le Caractère de la Guerre » dans lequel il écrivait notamment : « Il est impossible de considérer l'Union soviétique comme un Etat ouvrier en quelque sens que ce soit [...] L'intervention soviétique sera entièrement subordonnée au caractère impérialiste général du conflit dans son ensemble et ne sera d'aucune manière une défense des restes de l'économie socialiste. » Le 8 septembre, Cannon avait informé par lettre Trotsky de ces développements et lui avait également adressé une copie du texte de Burnham. Il y exprimait surtout son mécontentement de l'attitude de Burnham « à l'égard des décisions du parti prises par des congrès après une discussion adéquate et surtout à des moments de crise ». Il ajoutait qu'il était plus scandaleux encore que les rédacteurs de *New International*, Burnham et Shachtman, dans l'éditorial de septembre de la revue aient affirmé que les bureaucrates étaient « des exploiters » ce qui revenait selon lui à les considérer comme formant une classe. Il parlait d'« insulte au parti » et disait qu'il doutait beaucoup que le parti puisse s'offrir « le luxe d'une discussion nouvelle, en ce moment, devant les difficiles tâches pratiques ». Cette lettre de Trotsky du 12 constituait de toute évidence la réponse à cette lettre de Cannon et, à certains égards, une fin de non-recevoir à ses arguments, puisqu'il contribuait à la discussion réclamée par la minorité par un texte sur la nature de l'U.R.S.S. et ne faisait nul écho aux plaintes de Cannon quant à l'aspect formel des choses.

mais je vois aucune raison de faire dépendre cette définition du pacte germano-soviétique.

2. La nature sociale de l'U.R.S.S. n'est pas déterminée par son amitié avec la démocratie ou avec le fascisme. Quiconque adopte le point de vue contraire devient prisonnier des conceptions staliniennes datant de l'époque des Fronts populaires.

3. Quiconque affirme que l'U.R.S.S. n'est plus un Etat ouvrier dégénéré, mais une formation sociale nouvelle, doit clairement dire quel additif il propose à nos conclusions politiques.

4. La question de l'U.R.S.S. ne peut être traitée comme un cas unique, isolé du processus historique global de notre époque. Ou bien l'Etat stalinien est une formation transitoire, la déformation de l'Etat ouvrier d'un pays arriéré et isolé, ou bien le « collectivisme bureaucratique » est une formation sociale nouvelle qui est en train de remplacer le capitalisme partout dans le monde (stalinisme, fascisme, New Deal, etc.). Les essais terminologiques (Etat ouvrier, Etat non ouvrier, classe, pas classe, etc.) ne trouvent un sens que dans cette perspective historique. Quiconque choisit le second terme de l'alternative admet, ouvertement ou tacitement, que tout le potentiel révolutionnaire du prolétariat mondial est épuisé, que le mouvement socialiste a fait faillite et que le vieux capitalisme est en train de se transformer en « collectivisme bureaucratique », avec une nouvelle classe exploiteuse.

L'énorme importance d'une telle conclusion s'explique d'elle-même. Elle concerne le destin tout entier du prolétariat mondial et de l'humanité. Avons-nous le moindre droit de nous lancer, à partir de simples essais terminologiques, dans une conception historique nouvelle qui se trouve être en contradiction absolue avec notre stratégie et notre tactique ? Un tel saut dans l'aventure serait doublement criminel aujourd'hui, face à la guerre mondiale, alors que les perspectives de la révolution socialiste prennent le caractère d'une réalité imminente et que le cas de l'U.R.S.S. va apparaître à chacun comme un épisode transitoire dans le processus de la révolution socialiste mondiale.

J'écris ces lignes en hâte, ce qui explique leur insuffisance mais, dans une semaine, j'espère vous envoyer des thèses plus complètes.

RESSERREMENT DES LIENS ENTRE STALINE ET HITLER¹

(14 septembre 1939)

1. Le 13 septembre, des informations en provenance de Paris annonçaient que tous les navires soviétiques qui se dirigeaient vers l'Angleterre avaient reçu de Moscou l'ordre de regagner les ports russes. Qu'est-ce que cela signifie ? Une rupture de fait des relations commerciales avec l'Angleterre ? Moscou ne pourrait être amenée à prendre une mesure aussi grave sur l'exigence de Berlin. Sur quoi cette exigence pourrait-elle se fonder ? Evidemment sur les clauses secrètes du pacte germano-soviétique. Nous ne pouvons trouver d'autres explication. Peut-être les amis internationaux de Staline et de Hitler (les amis de nos amis sont nos amis) pourront-ils nous en fournir une autre ?

2. Le 13 septembre, l'agence de presse soviétique officielle Tass accusait ouvertement et brutalement la Pologne de violer la frontière soviétique avec ses avions militaires. Même les amis de Staline et de Hitler auraient des difficultés à soutenir que la Pologne prépare actuellement la conquête de l'U.R.S.S. Cette information concerne évidemment les cas où des avions polonais cherchant à échapper à l'aviation allemande s'approchent de la frontière soviétique. Quel intérêt le Kremlin peut-il avoir à ameuter l'opinion internationale sur de tels incidents ? Tentative de prouver sa fidélité à Hitler ? Indubitablement. Mais ce peut être quelque chose de plus. Il est possible que le Kremlin, à la demande de Hitler, ait commencé à chercher et à rendre publics des prétextes pour une coopération plus étroite et plus ouverte avec Hitler.

1. Article (T 4625), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Adolf *Hitler* (1889-1945), chancelier du III^e Reich et Iossif Vissarionovitch Djougachvili, dit *Staline* (1879-1953), qui était en U.R.S.S. le tout-puissant secrétaire général, avaient conclu récemment un accord germano-soviétique.

Une chose est claire avant tout : si le Kremlin, développant sa politique actuelle, se trouve poussé à entreprendre une action hostile à la Pologne, les amis du Kremlin à travers le monde (et, par le fait, les ennemis des peuples de l'U.R.S.S.) verront là un nouveau service rendu par Staline à la paix et à la démocratie.

P.-S. Ces lignes étaient déjà écrites quand les journaux du soir ont annoncé que la *Pravda* du 14 septembre accusait la Pologne d'opprimer les Ukrainiens, les Biélorussiens et les Juifs. Ces accusations en elles-mêmes sont exactes. Mais n'est-il pas étonnant que la *Pravda* s'en souvienne au moment précis où la Pologne baigne dans le sang sous les coups de l'armée allemande? Quel but les accusations de la *Pravda* poursuivent-elles? Deux buts en même temps : 1. Justifier l'attaque de Hitler contre la Pologne, 2. Préparer une coopération plus active du Kremlin avec Hitler.

LE MYSTÈRE EST ÉCLAIRCI¹

(18 septembre 1939)

La guerre, comme la révolution, se distingue par le fait qu'elle balaie d'un seul coup les formules vides et met à nu la réalité. La « défense de la démocratie » est une formule vide. L'invasion de la Pologne est une réalité sanglante².

Il est clair aujourd'hui que, pendant les années où le Comintern menait à grand tapage sa campagne pour une alliance des démocraties contre le fascisme, le Kremlin était en train de préparer une entente militaire avec Hitler contre les prétendues démocraties. Même de parfaits crétins doivent comprendre aujourd'hui que les procès de Moscou qui ont permis d'exterminer la vieille garde bolchevique sous l'accusation de collaboration avec les nazis, n'étaient rien d'autre qu'une couverture de l'alliance de Staline et de Hitler. Il n'y a plus de secret. Tandis que les missions militaires britannique et française examinaient avec Vorochilov³ le meilleur moyen de défendre la Pologne, le même Vorochilov discutait avec les représentants de l'état-major allemand du meilleur moyen de détruire et de partager la Pologne. Le Kremlin n'a pas seulement trompé Chamberlain, Daladier et Beck⁴, mais aussi

1. Article (T 4621), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. L'armée allemande avait envahi la Pologne le 1^{er} septembre 1939, déclenchant ainsi la deuxième guerre mondiale. Après plusieurs semaines de marchandages et négociations diplomatiques entre Berlin et Moscou, l'Armée soviétique avait franchi la frontière polonaise le 17 septembre. Le 18, les troupes soviétiques étaient au contact des troupes allemandes à Brest-Litovsk, chacun occupant le territoire déterminé à l'avance.

3. Klementi E. *Vorochilov* (1881-1969), médiocre chef militaire, mais proche de Staline, était le chef de l'Armée rouge dont tous les chefs capables avaient été exécutés au cours des années précédant la guerre. Les Soviétiques avaient effectivement négocié de deux côtés à la fois depuis le mois d'avril.

4. Neville *Chamberlain* (1869-1940), conservateur, membre d'une dynastie d'industriels et hommes politiques, était Premier ministre en Grande-Bretagne

systématiquement les masses laborieuses d'Union soviétique et du monde entier.

Quelques imbéciles et des snobs m'ont accusé d'avoir été amené par ma « haine » de Staline à faire d'horribles prédictions. Comme si les gens sérieux pouvaient se laisser guider par leurs sentiments personnels dans des questions de portée historique ! Les faits inexorables démontrent que la réalité est plus horrible que toutes les prédictions que j'ai faites. En pénétrant en territoire polonais⁵, les troupes soviétiques savaient d'avance à quel endroit exact elles allaient rencontrer — en tant qu'alliés, pas en tant qu'ennemis — les armées de Hitler. L'opération avait été déterminée dans ses aspects essentiels par les clauses secrètes du pacte germano-soviétique ; les états-majors des deux pays devaient collaborer en permanence ; l'intervention de Staline n'est que le complément symétrique des opérations hitlériennes. Voilà les faits.

Jusqu'à très récemment, le Kremlin, cherchant à gagner l'amitié de Varsovie (en l'occurrence la tromper) disait que le mot d'ordre d'auto-détermination pour l'Ukraine occidentale (la Galicie orientale) était criminel. Les purges et les exécutions en Ukraine soviétique⁶ ont été provoquées avant tout par le fait que les révolutionnaires ukrainiens, contrairement à la volonté de Moscou, aspiraient à l'émancipation de la Galicie de l'oppression polonaise. Aujourd'hui, le Kremlin couvre son intervention en Pologne d'une sollicitude repentante pour l'« émancipation » et l'« unification » des nations ukrainienne et biélorussienne. En réalité, l'Ukraine soviétique, plus que toute autre partie de l'Union soviétique, est ligotée férocement par les chaînes de la bureaucratie de Moscou. Les aspirations des différentes parties du peuple ukrainien à l'unité et à l'indépendance sont tout à fait légitimes et revêtent une grande intensité. Mais ces aspirations sont dirigées également contre le Kremlin. Si l'objectif de l'intervention est atteint, le peuple ukrainien sera

depuis le 28 mai 1937. Edouard *Daladier* (1884-1970), professeur et radical-socialiste, était président du conseil depuis 1938, le premier depuis 1936 à ne pas se réclamer alors du Front populaire. Le colonel Jozef *Beck* (1894-1944) était depuis 1932 le ministre polonais des Affaires étrangères. Les trois hommes symbolisent ici ce qu'on appelait les « démocraties », une étiquette difficile à coller sur la Pologne de l'époque.

5. L'armée rouge avait franchi la frontière polonaise le 17 septembre.

6. L'épuration à la fin des années trente avait été particulièrement radicale en Ukraine où même les « épurateurs » avaient finalement été « épurés » : non seulement les opposants, mais la quasi-totalité des hommes qui avaient servi Staline avaient été exterminés.

« unifié », non dans la liberté nationale, mais dans la servitude bureaucratique. De plus, il ne se trouvera pas un seul honnête homme pour approuver « l'émancipation » de huit millions d'Ukrainiens et de Biélorussiens au prix de l'asservissement de millions de Polonais ! Même si le Kremlin organisait par la suite un plébiscite en Galicie orientale sur le modèle de Goebbels⁷, il ne tromperait personne. Car il ne s'agit pas de l'émancipation d'un peuple opprimé, mais de l'agrandissement du territoire sur lequel vont s'exercer oppression et parasitisme bureaucratique⁸.

La presse hitlérienne approuve totalement « l'unification » et l'« émancipation » des Ukrainiens dans les griffes du Kremlin. Hitler mène ainsi à bien deux tâches. Premièrement, il attire l'Union soviétique dans son orbite militaire. Deuxièmement il effectue un pas préparatoire sur la voie de la réalisation de son programme d'une « Grande Ukraine ». La politique de Hitler est la suivante : l'établissement d'un ordre précis pour ses conquêtes, l'une après l'autre et la création, en vue de chaque nouvelle conquête, d'un nouveau système d'« amitiés ». A l'étape présente, il cède à son ami Staline la Grande Ukraine à titre de dépôt temporaire. A l'étape suivante, il posera la question de savoir qui est le propriétaire de l'Ukraine, Staline ou lui, Hitler.

Il y a des gens qui osent comparer l'alliance Hitler-Staline au traité de Brest-Litovsk⁹. Quelle dérision ! Les négociations de Brest-Litovsk ont été menées ouvertement, sous les yeux de l'humanité tout entière. La révolution soviétique, à la fin de 1917 et au début de 1918, n'avait pas un seul bataillon capable de se battre. L'Allemagne des Hohenzollern attaquait la Russie, s'emparant des provinces soviétiques et du matériel militaire. Le jeune gouvernement n'avait pas d'autre possibilité physique que de signer le traité de paix. Cette paix, nous l'avons publiquement définie comme une *capitulation* d'une révolution désarmée face à un ennemi puissant. Nous n'avons pas célébré le culte des Hohenzollern, mais dénoncé publiquement la paix de Brest-Litovsk comme extorsion et brigandage. Nous n'avons pas trompé les ouvriers et les paysans. Le pacte actuel Hitler-Staline

7. Joseph Goebbels (1897-1945) était le ministre de la Propagande de Hitler. On sait que les plébiscites nazis donnaient presque un résultat unanime.

8. On peut relever ici la formule comme première expression de l'appréciation portée par Trotsky sur l'extension du territoire de l'U.R.S.S.

9. Le traité de Brest-Litovsk entre l'Allemagne et la Russie soviétique avait été signé le 3 mars 1918 et avait constitué une « paix séparée » qui permettait aux puissances centrales de tourner toutes leurs forces vers leur front ouest.

a été conclu malgré l'existence d'une armée de plusieurs millions d'hommes, et son objectif immédiat était de faciliter à Hitler l'écrasement de la Pologne et son partage entre Berlin et Moscou. Où est l'analogie ?

Les propos de Molotov ¹⁰, que l'Armée rouge se couvrirait « de gloire » en Pologne, resteront comme une honte ineffaçable pour le Kremlin. L'Armée rouge a reçu l'ordre d'en finir en Pologne avec ceux qui avaient été battus par Hitler. Tel est le rôle honteux et criminel qui a été assigné à l'Armée rouge par les chacals du Kremlin.

10. Viatcheslav M. Skriabine, dit *Molotov* (né en 1890), vieux collaborateur de confiance de Staline, était alors président du conseil des commissaires du peuple et commissaire aux affaires étrangères.

L'ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT D'IGNACE REISS¹

(21 septembre 1939)

Il y a plus de deux ans, Ignace Reiss², vieux bolchevik, révolutionnaire dévoué et éminent, a rompu publiquement avec le régime de Staline. Il a quitté son poste important dans le G.P.U., renvoyé son Ordre de Lénine (« Il serait contraire à ma dignité de la porter en même temps que les bourreaux des meilleurs représentants de la classe ouvrière », écrivit-il au comité central du parti communiste ukrainien le 17 juillet 1937), et il rejoignit publiquement les rangs de la IV^e Internationale, afin de « tout recommencer pour sauver le socialisme ».

A la lettre de Reiss, Staline ne répondit que par les balles de ses assassins à gages. Le corps criblé de balles de Reiss fut trouvé dans les faubourgs de Lausanne dans la nuit du 5 septembre. Mais les assassins, harcelés par Staline, ont fait leur travail sans soin, précipitamment et n'ont pas couvert leurs traces. La police suisse est arrivée sans difficulté particulière à établir que le meurtre avait été perpétré par le G.P.U.

En rompant avec Staline, Reiss savait très bien — mieux que quiconque — ce qui l'attendait, mais Staline n'a pu le terroriser. Avec d'autres révolutionnaires authentiques, Reiss a trouvé son chemin vers la IV^e Internationale. C'est précisément pour cette raison, pour la révolution mondiale, qu'il a donné sa vie. En lui la jeune génération se souviendra toujours de son camarade de combat, martyr et ferme combattant.

1. Traduction du russe d'un article paru dans *Biulleten Opposisii* n° 79-80, 8 octobre 1939.

2. Ignace Reiss était le nom sous lequel était connu depuis son assassinat, le communiste polonais Ignacy S. *Poretski* (1900-1937). Passé des services de renseignements de l'Armée rouge au service étranger du G.P.U. dont il était un des principaux responsables en Europe occidentale, il avait renvoyé à Staline ses décorations en annonçant son intention de rallier la IV^e Internationale. Il avait été assassiné en Suisse en septembre 1937.

JOSEPH STALINE, LE NOUVEL AMI DE HITLER¹

(22 septembre 1939)

Staline personnellement n'est pas un lâche, mais sa politique reflète la peur des parvenus privilégiés pour leur propre avenir. Staline n'a jamais eu dans les masses la moindre confiance, mais, maintenant, il a peur d'elles. Son alliance avec Hitler, qui a étonné presque tout le monde, découlait inéluctablement de sa peur de la guerre. Il était possible de la prévoir, mais il aurait fallu que les diplomates changent leurs lunettes à temps. L'auteur de ces lignes, en particulier, a prédit cette alliance. Mais ces messieurs les diplomates, qui sont de simples mortels, préfèrent les prédictions vraisemblables à celles qui sont exactes. Bien entendu, une alliance avec la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, serait avantageuse pour l'U.R.S.S. en cas de guerre. Mais ce que le Kremlin voulait avant tout, c'était éviter la guerre. Staline sait que si l'U.R.S.S., alliée aux démocraties, sortait victorieuse du conflit, le peuple russe en profiterait très certainement pour affaiblir et renverser l'oligarchie au pouvoir. Pour le Kremlin, le problème n'est pas de trouver des alliés avec lesquels gagner la guerre, mais de l'éviter. Ce n'est possible qu'en gagnant l'amitié de Berlin et de Tokio. Tel a été l'objectif de Staline depuis l'arrivée des nazis au pouvoir.

Il est également impossible de fermer les yeux sur le fait que ce n'est pas Chamberlain, mais Hitler, qui en a imposé à Staline. Chez le Führer, Staline trouve non seulement ce qu'il a, mais ce qui lui manque. Hitler, pour le meilleur et pour le pire, a été l'instigateur d'un grand mouvement. Ses idées, pour misérables qu'elles soient, ont réussi à réunir des millions d'hommes. C'est

1. Article (T 4631), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

ainsi que s'est créé un parti qui a donné à son chef un pouvoir sans précédent dans aucun pays. Hitler aujourd'hui, en combinant l'initiative, la perfidie et l'épilepsie politique, ne prépare rien de moins que la reconstruction du monde à son image.

Ce n'est pas Staline qui a créé l'instrument. C'est l'appareil qui a fait Staline. Mais un appareil, pas plus qu'un pianola, ne peut remplacer la puissance créatrice de l'homme. La bureaucratie est tout imprégnée de l'esprit de médiocrité. Staline est la plus brillante médiocrité de la bureaucratie soviétique. Sa force réside dans le fait qu'il possède l'instinct d'auto-conservation de la caste dirigeante, avec plus de fermeté, plus de résolution et de façon plus impitoyable que quiconque. Mais c'est aussi sa faiblesse. Il est très perspicace à court terme, mais aveugle à l'échelle de l'histoire. Tacticien clairvoyant, il n'est pas un stratège. Son attitude en 1905, pendant la grande guerre et en 1917, l'a clairement montré. Staline a conscience de sa médiocrité. D'où son besoin d'être flatté. D'où sa jalousie à l'égard de Hitler et une secrète déférence vis-à-vis de lui.

Selon le rapport de l'ancien chef de l'espionnage soviétique en Europe, Krivitsky², la purge organisée par Hitler en juin 1934 dans les rangs de son propre parti produisit sur Staline une énorme impression. « Voilà un chef », se disait l'inactif dictateur du Kremlin. Il n'est pas douteux que, depuis, il a imité Hitler. Les sanglantes purges en U.R.S.S., la farce de la « Constitution la plus démocratique du monde » et, finalement, la récente invasion de la Pologne, tout cela fut inspiré à Staline par le génie allemand aux moustaches à la Charlie Chaplin³.

Les avocats internationaux du Kremlin — parfois aussi ses adversaires — ont essayé de démontrer une ressemblance entre le pacte Staline-Hitler et la paix de Brest-Litovsk en 1918. C'est une supercherie. Les négociations de Brest-Litovsk ont été menées ouvertement, sous les yeux de l'humanité entière. L'Etat soviétique ne disposait à l'époque d'aucun bataillon capable de se battre. L'Allemagne attaquait la Russie, s'emparant des provinces et du matériel militaire. Le gouvernement de Moscou n'avait aucune autre solution que de conclure la paix

2. Samuel Ginzburg, dit Walter G. *Krivitsky* (1899-1940) était un haut fonctionnaire du G.P.U. à l'extérieur, lié à Ignace Reiss qui avait fait défection quelque temps après lui. Il semble qu'il avait un peu bluffé sur ses responsabilités, moins élevées que ne le croit Trotsky.

3. Charles *Chaplin* (1889-1977) dit Charlot, était bien connu comme acteur, mais Trotsky ne le cite ici que pour un trait physique de ressemblance avec Hitler

que nous avons nous-mêmes ouvertement qualifiée de capitulation d'une révolution désarmée devant un pillard redoutable.

Et aujourd'hui ? Le pacte a été conclu alors qu'existe une armée soviétique de plusieurs millions d'hommes. L'objectif immédiat du traité était de faciliter à Hitler l'invasion de la Pologne. Finalement, l'intervention de l'Armée rouge sous le couvert de la « libération », de 8 millions d'Ukrainiens et de Biélorussiens, a conduit à l'asservissement de 24 millions de Polonais. Les deux pactes s'opposent donc radicalement. Le Kremlin vise avant tout, en occupant l'Ukraine occidentale et la Biélorussie, à donner à la population de l'U.R.S.S. une compensation patriotique pour cette alliance avec Hitler qui lui fait horreur.

Mais Staline a également une raison personnelle pour envahir la Pologne : comme presque toujours, il s'agit d'une vengeance. En 1920, Toukhatchevsky, le futur maréchal⁴, fit marcher ses troupes sur Varsovie. Le futur maréchal Egorov⁵ avançait en direction de Lemberg (Lvov). Avec Egorov se trouvait Staline. Quand il devint évident que Toukhatchevsky était menacé par une contre-attaque sur la Vistule, l'état-major de Moscou donna l'ordre à Egorov de faire mouvement vers le nord, dans la direction de Lublin, pour venir en aide à Toukhatchevsky. Mais Staline craignit que Toukhatchevsky, après avoir pris Varsovie, s'empare également de Lemberg, le privant ainsi de la tâche qui lui avait été confiée. Abrisé derrière l'autorité de Staline, Egorov n'exécuta pas les ordres de l'état-major général. Ce ne fut qu'au bout de quatre jours, quand la situation de Toukhatchevsky apparut dans toute sa gravité, que les armées d'Egorov tournèrent vers le nord, en direction de Lublin. Il était déjà trop tard. C'était la catastrophe. Dans les hautes sphères du parti et de l'armée, tout le monde savait que le responsable de l'échec de Toukhatchevsky, c'était Staline. Aujourd'hui, l'invasion de la Pologne et la prise de Lemberg sont donc pour Staline une revanche de la grave défaite de 1920.

La supériorité du stratège Hitler sur le tacticien Staline est

4. Mikhaïl N. *Toukhatchevsky* (1893-1937), ancien officier de la Garde impériale entré dans l'Armée rouge en 1918 commandait en 1920 la 5^e Armée. Plus tard chef de l'état-major général à 33 ans, maréchal en 1935, il fut fusillé en 1937 après un « procès », à huis clos.

5. Aleksandr I. *Egorov* (1883-1939), fils d'ouvrier, ancien s.r., engagé volontaire, était lieutenant-colonel en 1917. Il fut ensuite l'un des grands chefs de l'Armée rouge. Il était censé avoir siégé dans le tribunal qui condamna Toukhatchevsky mais mourut lui-même en prison en février 1939.

évidente. Avec la campagne de Pologne, Hitler accroche Staline à sa locomotive, le prive de toute liberté de manœuvre, le discrédite et, accessoirement, abat le Comintern. Personne ne va dire que Hitler est devenu communiste. Chacun dit que Staline est devenu un agent du fascisme. Mais, même au prix d'une alliance humiliante de trahison, Staline n'a pas réussi à sauver son principe de paix.

Aucune nation civilisée n'échappera à ce cyclone, aussi strictes et sages que puissent être les lois de la neutralité. L'Union soviétique est la dernière à pouvoir y échapper. A chaque étape nouvelle, Hitler aura des exigences toujours plus importantes à l'égard de Moscou. Aujourd'hui, il offre, à titre de sauvegarde provisoire, la « Grande Ukraine » à son ami du Kremlin⁶. Demain, il posera la question de savoir qui doit être le maître de l'Ukraine. Staline et Hitler n'ont que peu de respect pour les traités. Combien de temps durera un traité entre eux ? Le caractère sacré des obligations internationales sera définitivement dissous dans les nuées de gaz asphyxiant. « Chacun pour soi », telle sera la devise des gouvernements, des nations et des classes.

De toute façon, l'oligarchie moscovite ne survivra pas à cette guerre dont elle a si peur. La chute de Staline ne servira pas toutefois Hitler qui se comporte avec l'infailibilité d'un somnambule qui marche vers l'abîme. Hitler ne réussira pas à reconstruire la planète, même avec l'aide de Staline. Ce sont d'autres qui le feront.

6. Hitler avait mené grand tapage autour du thème de la « Grande Ukraine » au lendemain de Munich. Mais c'était Staline qui venait d'annexer les territoires ukrainiens de l'ancienne Pologne.

L'U.R.S.S. DANS LA GUERRE ¹

(25 septembre 1939)

Le pacte germano-soviétique et la nature de l'U.R.S.S.

Peut-on, après la signature du pacte germano-soviétique, considérer l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier? L'avenir de l'Etat soviétique suscite à nouveau la discussion dans nos rangs². Ce n'est pas étonnant. Nous avons sous les yeux la première expérience d'un Etat ouvrier dans l'histoire. Ce phénomène n'a encore jamais été étudié nulle part. Dans le problème de la nature de l'U.R.S.S. les erreurs découlent d'ordinaire, comme nous l'avons déjà écrit, du fait qu'on met une norme programmatique à la place du fait historique. Le fait concret diverge d'avec la norme. Cela ne signifie pourtant pas qu'il lui ait enlevé sa valeur : au contraire, il l'a confirmée par la négative. La dégénérescence du premier Etat ouvrier que nous avons établie

1. Article (T 4633), dont la traduction du russe a été revue, publié avec la permission de la Houghton Library. Cet article est l'intervention de Trotsky dans la discussion qui vient de commencer à la direction du S.W.P. avec le texte de Burnham sur la nature de l'Etat soviétique (cf. n. 3, p. 27).

2. Le 18 septembre, lors de la réunion du comité exécutif du S.W.P., deux motions avaient été présentées. La motion Burnham disait notamment :

1) « Par son invasion de la Pologne, l'Armée rouge participe intégralement à une guerre de conquête impérialiste.

2) Cette évaluation du caractère de la guerre doit gouverner les articles d'information et éditoriaux de notre presse. » Cette motion avait obtenu trois voix (Shachtman, Burnham, Carter) contre 7 et 4 abstentions. La résolution Cannon disait notamment :

1) « La presse du parti, en traitant de la participation de la Russie à la guerre en Pologne doit le faire du point de vue de l'analyse fondamentale du parti du caractère de l'Etat soviétique et du rôle du stalinisme, tels qu'ils ont été établis dans la résolution fondamentale du congrès de fondation de la IV^e Internationale. »

Elle avait obtenu 9 voix contre 2 et 2 abstentions. Le second vote était clair, le premier en revanche montrait quelques hésitations dans les rangs de la majorité.

et expliquée ne fait qu'indiquer avec plus de netteté ce que devrait être un Etat ouvrier et ce qu'il serait dans certaines conditions historiques données. La contradiction entre le fait historique et la norme nous contraint, non à rejeter la norme, mais, au contraire, à lutter pour elle par la voie révolutionnaire. Le programme de la révolution en U.R.S.S. est défini d'un côté par notre appréciation de l'U.R.S.S. en tant que *fait* historique objectif et, de l'autre, par la *norme* de l'Etat ouvrier. Nous ne disons pas : « Tout est perdu, il faut tout recommencer à zéro ! » Nous indiquons clairement quels sont les éléments de l'Etat ouvrier qui peuvent, à un stade donné, être préservés, maintenus et développés.

Ceux qui s'efforcent aujourd'hui de démontrer que le pacte germano-soviétique modifie notre appréciation de l'Etat soviétique se placent, au fond, sur les positions même de l'I.C. ou plus exactement sur ses positions d'hier. Conformément à cette logique, la mission historique de l'Etat ouvrier consiste à lutter pour la démocratie impérialiste. Le fait qu'elle ait « trahi » les démocraties pour le fascisme empêche de considérer l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier. En fait, la signature d'un accord avec Hitler ne fait que fournir un instrument supplémentaire de mesure du degré de la dégénérescence de la bureaucratie soviétique et de son mépris pour la classe ouvrière internationale, y compris l'Internationale communiste, mais elle ne donne aucune base pour une révision de l'appréciation sociologique de l'U.R.S.S.

Divergences politiques ou terminologie ?

Commençons par poser le problème de la nature de l'Etat soviétique non pas sur le plan sociologique abstrait, mais sur celui des tâches politiques concrètes. Admettons un instant que la bureaucratie soit une nouvelle « classe » et que le régime actuel de l'U.R.S.S. soit un système particulier d'exploitation de classe. Quelles nouvelles conclusions politiques découlent pour nous de ces analyses ? La IV^e Internationale a reconnu depuis longtemps la nécessité de renverser la bureaucratie par un soulèvement révolutionnaire des travailleurs³. Ceux qui affir-

3. L'idée en a été exprimé pour la première fois par Trotsky en 1933, après que la politique de Staline ait permis l'accession au pouvoir de Hitler en Allemagne.

ment que la bureaucratie est une « classe » exploiteuse ne proposent et ne peuvent proposer rien d'autre. L'objectif que le renversement de la bureaucratie doit permettre d'atteindre, c'est le rétablissement du pouvoir des soviets en chassant de leur sein la bureaucratie actuelle. Nos critiques de gauche ne proposent et ne peuvent rien proposer d'autre. L'aide à la révolution internationale et la construction de la société socialiste, telles seront les tâches des soviets régénérés. Le renversement de la bureaucratie suppose donc que soient préservées la propriété d'Etat et l'économie planifiée. C'est là le nœud du problème.

Bien entendu, la répartition des forces productives entre les différentes branches de l'économie et, de façon générale, le contenu du plan tout entier, vont changer très profondément, quand ce plan sera défini, non par les intérêts de la bureaucratie, mais par ceux des producteurs eux-mêmes. Mais, dans la mesure où la question du renversement de l'oligarchie parasitaire demeure encore liée au maintien de la propriété nationalisée (d'Etat), nous appelons politique la prochaine révolution. Certains de nos critiques (Ciliga, Bruno Rizzi⁴ etc.) veulent absolument la définir comme une révolution *sociale*. Acceptons cette définition. Que change-t-elle fondamentalement? Elle n'ajoute rien de décisif aux tâches de la révolution que nous avons énumérées.

Nos critiques, en règle générale, acceptent les faits tels que nous les avons établis depuis longtemps. Ils n'ajoutent rien de décisif à notre appréciation, soit de la situation de la bureaucratie, dans la société soviétique, et sur les relations entre elle et les travailleurs, soit sur le rôle du Kremlin sur l'arène internationale. Dans toutes ces questions, non seulement ils ne contestent pas notre analyse, mais au contraire ils s'appuient sur elle et même s'en tiennent là. Ils nous reprochent seulement de ne pas

4. Ante Ciliga (né en 1896), un Croate qui avait été dirigeant du P.C. yougoslave, puis membre, en U.R.S.S., de l'Opposition de gauche, était sorti de camp et d'U.R.S.S. en 1935. Après un bout de chemin avec les trotskystes, il s'était rapproché des mencheviks et soutenait que l'U.R.S.S. était un « capitalisme d'Etat ». Bruno Rizzi (1901-1977) avait été membre du P.C. italien, proche des bordiguistes et avait fréquenté les groupes italiens émigrés proches du trotskysme. Il avait élaboré une théorie du « collectivisme bureaucratique » et avait écrit un livre qu'il venait de faire publier sous le titre *La Bureaucratiation du Monde*. Il avait échangé une correspondance avec Trotsky à ce sujet et lui avait envoyé ses écrits (cf. B. Rizzi, « Lettere a Trockij 38-39 », présentées par Attilio Chitarin). Trotsky ne donne jamais le nom de Rizzi, qu'il connaissait, pour des raisons de clandestinité. Nous l'avons rétabli partout.

en tirer les « conclusions » nécessaires. A l'examen cependant, il apparaît que ces conclusions ne sont que terminologiques. Nos critiques refusent d'appeler « Etat ouvrier » l'Etat ouvrier dégénéré. Ils exigent que l'on qualifie la bureaucratie totalitaire de classe dirigeante. Ils proposent de considérer la révolution contre cette bureaucratie, non comme une révolution politique, mais comme une révolution sociale. Si nous leur faisons ces concessions terminologiques, nous placerions nos critiques dans une situation extrêmement délicate, car ils ne sauraient que faire de cette victoire purement verbale.

Mettons-nous une fois de plus à l'épreuve

Ce serait donc une absurdité monstrueuse que de faire scission avec des camarades qui ont une opinion différente de la nôtre sur la nature sociologique de l'U.R.S.S., pour autant qu'ils se déclarent solidaires de nous sur les problèmes politiques. Mais à l'inverse, ce serait de notre part pur aveuglement que d'ignorer des différences purement théoriques et même terminologiques qui, dans un développement ultérieur, peuvent prendre chair et sang et aboutir à des conclusions politiques diamétralement opposées. De même qu'une maîtresse de maison soigneuse ne laisse pas s'entasser toiles d'araignées et saleté, de même un parti révolutionnaire ne peut supporter le manque de clarté, la confusion, l'équivoque. Il faut tenir propre sa maison !

Je rappellerai pour illustrer cette idée la question de Thermidor. Nous avons longtemps affirmé que Thermidor⁵ ne faisait que se préparer en U.R.S.S. et qu'il n'était pas encore accompli. Plus tard, donnant à l'analogie avec Thermidor un caractère plus précis et plus réfléchi, nous en sommes arrivés à la conclusion que Thermidor était déjà derrière nous depuis longtemps⁶. Cette correction publique de notre erreur n'a pas provoqué dans nos rangs le moindre désarroi. Pourquoi ? Parce que nous avons tous porté le même jugement sur *l'essence* des processus en cours en Union soviétique, comme nous avons

5. Rappelons que Thermidor, avec la chute de Robespierre et de ses amis marque le début de la réaction bourgeoise dans le cours de la Révolution française. L'analogie avec la Révolution française et la notion de Thermidor avaient joué un rôle important dans les analyses de Trotsky.

6. Voir « L'Etat ouvrier. Thermidor et Bonapartisme », *Œuvres*, 5 pp. 68-89.

suivi ensemble, jour après jour, le développement de la réaction. Il s'agissait pour nous de préciser une analogie historique, rien de plus. J'espère qu'aujourd'hui encore, malgré la tentative de quelques camarades, qui tentent de mettre au jour des divergences sur la question de la « défense de l'U.R.S.S. » — nous en discuterons plus loin —, nous arriverons, tout simplement en précisant nos idées, à conserver notre unité sur le terrain du programme de la IV^e Internationale.

Tumeur ou nouvel organe ?

Nos critiques ont plus d'une fois insisté sur le fait que la bureaucratie soviétique actuelle ressemble fort peu à la bureaucratie bourgeoise ou ouvrière de la société capitaliste et sur le fait qu'elle constitue, plus encore que la bureaucratie fasciste, une formation sociale nouvelle, beaucoup plus puissante. C'est parfaitement exact et nous n'avons jamais fermé les yeux là-dessus. Mais, si l'on considère la bureaucratie comme une « classe », il nous faut dire tout de suite que cette classe ne ressemble à aucune des classes possédantes que nous avons connues dans le passé, et notre profit est donc bien mince. Nous appelons souvent la bureaucratie soviétique une caste, soulignant par là son caractère fermé, son despotisme et sa morgue de couche dirigeante qui considère que ses géniteurs sortent des lèvres de Brahma, tandis que les masses populaires proviennent des parties beaucoup plus viles de son corps. Mais, bien entendu, même cette définition n'a pas un caractère strictement scientifique. Sa relative supériorité consiste en ce que le caractère figuré de la dénomination est clair pour tous et qu'il ne viendrait à l'idée de personne d'assimiler la bureaucratie de Moscou à la caste indienne des brahmanes. La vieille terminologie sociologique n'a pas préparé et ne pouvait pas préparer de dénomination pour un phénomène social nouveau en plein développement (la dégénérescence) et qui n'a pas revêtu de formes stables. Nous continuons tous cependant à qualifier la bureaucratie soviétique de bureaucratie sans oublier par ailleurs ses particularités historiques. A notre avis, pour le moment, c'est suffisant.

Sur le plan scientifique et politique — et non pas purement terminologique — la question se pose ainsi : la bureaucratie constitue-t-elle une *excroissance* temporaire sur un organisme social, ou bien cette excroissance est-elle déjà devenue un

organe historiquement nécessaire ? Des excroissances sociales peuvent résulter d'une combinaison accidentelle (c'est-à-dire temporaire et exceptionnelle) de circonstances historiques. Un organe social — et c'est ainsi que se présente toute classe, y compris exploiteuse — ne peut prendre forme que comme le résultat des exigences internes profondes de la production elle-même. Si nous ne répondons pas à cette question, alors toute la controverse va dégénérer en un jeu stérile sur les mots.

La dégénérescence initiale de la bureaucratie

La justification historique de toute classe dirigeante a toujours consisté en ce que le système d'exploitation qu'elle dirigeait élevait à un niveau supérieur le développement des forces productives. Il est indubitable que le régime soviétique a donné un grand élan à l'économie. Mais la source de cet élan a été la nationalisation des moyens de production et les débuts du plan, pas du tout le fait que la bureaucratie avait usurpé la direction de l'économie. Au contraire, le bureaucratisme en tant que système est devenu le pire frein au développement technique et culturel du pays. Cela a été masqué un certain temps par le fait que l'économie soviétique s'est attachée pendant deux décennies à assimiler la technique et l'organisation de la production des pays capitalistes avancés. Cette période d'emprunt et d'imitation pouvait encore, pour le meilleur et pour le pire, s'accommoder de l'automatisme bureaucratique, c'est-à-dire de l'étouffement de l'esprit d'initiative et de création. Mais plus l'économie s'est développée, plus ses exigences sont devenues complexes, et plus intolérable est apparu l'obstacle du régime bureaucratique. La contradiction sans cesse aggravée entre eux conduit à des convulsions politiques permanentes, à la destruction systématique des éléments les plus créateurs et les plus remarquables dans tous les domaines de l'activité. Ainsi, avant même de pouvoir sécréter une « nouvelle classe » à partir d'elle-même, la bureaucratie entraine en contradiction inconciliable avec les exigences du développement. L'explication est à chercher dans le fait que la bureaucratie n'est pas porteuse d'un nouveau système économique, qui lui soit particulier et qui soit impossible sans elle, mais qu'elle est une excroissance parasitaire sur un Etat ouvrier.

Les Conditions de l'omnipotence et de la chute de la bureaucratie

L'oligarchie soviétique a tous les défauts des vieilles classes dirigeantes, sans en avoir la mission historique. Dans la dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique, ce ne sont pas les lois générales de la société contemporaine du capitalisme au socialisme qui trouvent leur expression, mais une réfraction particulière, exceptionnelle et temporaire, de ces lois dans les conditions d'un pays révolutionnaire arriéré dans un environnement capitaliste. La pénurie de produits de consommation et la lutte universelle pour eux engendrent le gendarme qui s'arroge la fonction de répartition. La pression hostile du dehors impose au gendarme le rôle de « défenseur » du pays, lui confère une autorité nationale et lui permet ainsi de piller doublement le pays.

Les deux conditions qui fondent la puissance de la bureaucratie (l'arriération du pays et l'environnement capitaliste) ont cependant un caractère temporaire et transitoire et doivent disparaître avec la victoire de la révolution mondiale. Les économistes bourgeois eux-mêmes ont calculé que, dans le cadre d'une économie planifiée, on pourrait rapidement élever le revenu national des Etats-Unis à 200 milliards de dollars par an et garantir ainsi à la population entière, non seulement la satisfaction de ses besoins fondamentaux, mais encore un véritable confort. Par ailleurs, la révolution mondiale marquerait la fin du danger extérieur, cause supplémentaire de bureaucratisation. La disparition de la nécessité de dépenser une part énorme du revenu national pour l'armement élèverait encore plus le niveau de vie et le niveau culturel des masses. Dans ces conditions, la nécessité du gendarme répartiteur disparaîtrait d'elle-même. L'administration sous la forme d'une coopérative géante supplanterait très vite le pouvoir d'Etat. Il n'y aurait pas de place pour une nouvelle classe dirigeante, ni pour un nouveau régime d'exploitation situé à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme.

Et si la révolution ne se produit pas ?

La désintégration du capitalisme atteint des limites extrêmes, tout comme celle de la vieille classe dirigeante. Ce système ne peut pas survivre. Les forces productives doivent

être organisées conformément à un plan. Mais qui le fera, le prolétariat ou une nouvelle classe dirigeante de « commissaires », politiciens, administrateurs et techniciens? L'expérience historique témoigne, de l'avis de certains théoriciens, qu'il ne faut pas compter sur le prolétariat. Il s'est montré « incapable » d'empêcher la dernière guerre impérialiste, bien que les conditions matérielles d'une révolution socialiste aient déjà existé à cette époque. Les succès du fascisme après la guerre ont été une fois de plus la conséquence de l'« incapacité » du prolétariat à sortir la société capitaliste de l'impasse. La bureaucratisation de la société soviétique a été, à son tour, la conséquence de l'« incapacité » du prolétariat lui-même à régler la société à travers un mécanisme démocratique. La révolution espagnole a été écrasée par les bureaucraties fasciste et stalinienne sous les yeux même du prolétariat mondial. Enfin, le dernier maillon de cette chaîne est l'approche de la nouvelle guerre impérialiste, dont la préparation s'est déroulée au grand jour devant un prolétariat réduit à une impuissance totale. Si l'on accepte cette conception, c'est-à-dire si l'on admet que le prolétariat n'a pas la force d'accomplir la révolution socialiste, alors c'est que quelqu'un d'autre réalisera la tâche urgente de l'étatisation des forces productives. Qui? Une nouvelle bureaucratie, qui remplacera la bourgeoisie déclinante en tant que nouvelle classe dirigeante à l'échelle du monde. C'est ainsi que ceux de nos critiques « de gauche » qui ne se contentent pas de jouer sur les mots commencent à poser la question.

La Guerre actuelle et le destin de la société contemporaine

Le cours même des choses pose aujourd'hui le problème sous des formes très concrètes. La Seconde Guerre mondiale a commencé. Elle atteste que la société ne peut plus continuer à vivre sur la base du capitalisme. Elle soumet ainsi le prolétariat à une nouvelle épreuve, peut-être décisive.

Si cette guerre provoque, comme nous le croyons fermement, la révolution prolétarienne, elle entraînera inévitablement le renversement de la bureaucratie en U.R.S.S., et la résurrection de la démocratie soviétique sur une base économique et culturelle infiniment supérieure à celle de 1918. Dans ce cas, la question de savoir si la bureaucratie stalinienne était une « classe » ou une excroissance sur l'Etat ouvrier sera résolue d'elle-même. Il sera alors clair pour tous que, dans le processus

de développement de la révolution mondiale, la bureaucratie soviétique ne constituait qu'une rechute *épisodique*.

Si l'on considère cependant que la guerre actuelle va provoquer, non la révolution, mais le déclin du prolétariat, il n'existe alors plus qu'une issue à l'alternative : la décomposition ultérieure du capital monopoliste, sa fusion ultérieure avec l'Etat et la substitution à la démocratie, là où elle s'est encore maintenue, d'un régime totalitaire. L'incapacité du prolétariat à prendre en mains la direction de la société pourrait effectivement, dans ces conditions, mener au développement d'une nouvelle classe exploiteuse issue de la bureaucratie bonapartiste et fasciste. Ce serait, selon toute vraisemblance, un régime de décadence qui signifierait le crépuscule de la civilisation.

On aboutirait à un résultat analogue dans le cas où le prolétariat des pays capitalistes avancés, ayant pris le pouvoir, se révélerait incapable de le conserver et l'abandonnerait, comme en U.R.S.S., à une bureaucratie privilégiée. Nous serions alors obligés de reconnaître que la rechute bureaucratique n'était pas due à l'arriération du pays et à l'environnement capitaliste, mais à l'incapacité organique du prolétariat à devenir une classe dirigeante. Il faudrait alors établir rétrospectivement que, dans ses traits fondamentaux, l'U.R.S.S. actuelle était le précurseur d'un nouveau régime d'exploitation à une échelle internationale.

Nous nous sommes bien écartés de la controverse terminologique sur la dénomination de l'Etat soviétique. Mais que nos critiques ne protestent pas : ce n'est qu'en se plaçant sur la perspective historique nécessaire que l'on peut formuler un jugement correct sur une question comme le remplacement d'un régime social par un autre. L'alternative historique poussée jusqu'à son terme se présente ainsi : ou bien le régime stalinien n'est qu'une rechute exécrable dans le processus de la transformation de la société bourgeoise en société socialiste, ou bien le régime stalinien est la première étape d'une société d'exploitation nouvelle. Si le second pronostic se révélait juste, alors, bien entendu, la bureaucratie deviendrait une nouvelle classe exploiteuse. Aussi lourde que puisse être cette seconde perspective, si le prolétariat mondial se montrait effectivement incapable de remplir la mission que lui a confié le cours du développement, il ne resterait plus qu'à reconnaître que le programme socialiste, construit sur les contradictions internes de la société capitaliste s'est finalement avéré une utopie. Il va de soi qu'on aurait besoin d'un nouveau « programme minimum » pour défendre

les intérêts des esclaves de la société bureaucratique totalitaire.

Existe-t-il toutefois des données objectives indiscutables ou du moins assez convaincantes pour nous contraindre aujourd'hui à renoncer aux perspectives de la révolution socialiste ? C'est toute la question.

La Théorie du « collectivisme bureaucratique »

Peu après la prise du pouvoir par Hitler, un « communiste de gauche » allemand, Hugo Urbahns⁷, arriva à la conclusion qu'une ère nouvelle, celle du « capitalisme d'Etat », allait remplacer l'ère du capitalisme. Il citait comme premiers exemples l'Italie, l'U.R.S.S. et l'Allemagne. Urbahns n'a cependant pas tiré les conclusions politiques de sa théorie. Récemment, le « communiste de gauche » Bruno Rizzi, ancien membre de la IV^e Internationale, est parvenu à la conclusion que le « collectivisme bureaucratique » allait remplacer le capitalisme. La nouvelle bureaucratie est une classe, son rapport avec les travailleurs est défini par l'« exploitation collective », les prolétaires ont été transformés en esclaves des exploiters totalitaires.

Bruno Rizzi met ici sur le même plan l'économie planifiée de l'U.R.S.S., le fascisme, le national-socialisme et le New Deal de Roosevelt⁸. Tous ces régimes ont indiscutablement des traits communs qui, en dernière analyse, sont déterminés par les tendances collectivistes de l'économie contemporaine. Dès avant la révolution d'Octobre, Lénine formulait les principales caractéristiques du capitalisme impérialiste comme suit : concentration gigantesque des forces productives, fusion grandissante du capital monopoliste avec l'Etat, tendance organique à la dictature ouverte comme résultat de cette fusion. Les traits de centralisation et de collectivisation déterminent aussi bien la

7. Hugo Urbahns (1890-1946) avait été un des dirigeants de la « gauche » du K.P.D., avec R. Fischer et Maslow et le dirigeant de l'insurrection de Hambourg en 1923. Exclu en 1926, il avait été l'un des fondateurs, puis, après 1928, le dirigeant du Leninbund. La polémique de Trotsky contre lui sur la question de la nature de l'U.R.S.S. se trouva dans « La IV^e Internationale et l'U.R.S.S. La Nature de classe de l'Union soviétique » (1^{er} octobre 1933), *Œuvres*, 2, pp. 243-268.

8. Franklin Delano Roosevelt (1882-1945) avait été élu à la présidence des Etats-Unis en 1932 et avait mené la politique du New Deal (Nouvelle Donne), relance de l'économie par la consommation. Il préparait avec une grande prudence l'entrée en guerre de son pays.

politique de la révolution que celle de la contre-révolution. Mais cela ne signifie nullement qu'il soit possible de mettre un signe « égal » entre la révolution, Thermidor, le fascisme et le réformisme américain. Bruno Rizzi a saisi le fait que les tendances à la collectivisation prennent, du fait de la prostration politique de la classe ouvrière, la forme du « collectivisme bureaucratique ». Le phénomène est en lui-même indiscutable. Mais où sont ses limites et quel est son poids historique ? Ce que nous reconnaissons comme la déformation d'une période de transition, comme le résultat du développement inégal de facteurs multiples dans le processus social, Bruno Rizzi le considère comme une formation sociale indépendante, dans laquelle la bureaucratie est la classe dirigeante. Bruno Rizzi a, en tout état de cause, le mérite d'essayer de sortir la question du cercle vicieux des exercices terminologiques sur des lieux communs pour la placer sur le terrain des grandes généralisations historiques. Il n'en est que plus facile de montrer son erreur.

Comme beaucoup d'ultra-gauches, Bruno Rizzi identifie fondamentalement le stalinisme et le fascisme. D'un côté, la bureaucratie soviétique a adopté les méthodes politiques du fascisme ; de l'autre, la bureaucratie fasciste qui s'en tient, pour le moment, à des mesures « partielles » d'intervention de l'Etat, tend vers l'étatisation complète de l'économie et va bientôt y parvenir. La première affirmation est tout à fait juste. Mais il est tout à fait faux d'affirmer, comme Bruno Rizzi, que l'« anticapitalisme » fasciste est capable d'aller jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie. Les mesures « partielles » d'intervention de l'Etat et de nationalisation sont en réalité aussi différentes de l'économie étatisée et planifiée que les réformes de la révolution. Mussolini⁹ et Hitler ne font que « coordonner » les intérêts des propriétaires et « réguler » l'économie capitaliste, par-dessus le marché essentiellement à des fins militaires. L'oligarchie du Kremlin, c'est autre chose : elle n'a la possibilité de diriger l'économie comme un tout que parce que la classe ouvrière russe a accompli la plus grande révolution des rapports de production de toute l'histoire. On ne peut pas perdre de vue cette différence.

Pourtant, même si l'on admet que, partis de pôles opposés,

9. Benito *Mussolini* (1883-1945), ancien socialiste, fondateur du parti fasciste, était chef du gouvernement italien depuis 1922. Il était lié à Berlin par l'« Axe » et le « pacte d'acier », ainsi que le « pacte anti-Comintern ».

le stalinisme et le fascisme aboutiront, à un moment donné, à un seul et même type de société d'exploitation (le « collectivisme bureaucratique », selon la terminologie de Bruno Rizzi), cela ne sortira pas pour autant l'humanité de l'impasse. La crise du système capitaliste est produite, non seulement par le rôle réactionnaire de la propriété privée, mais aussi par le rôle, non moins réactionnaire, de l'Etat national. Même si les différents gouvernements fascistes réussissaient à établir chez eux un système d'économie planifiée, indépendamment de l'éventualité, inévitable à la longue, de mouvements révolutionnaires du prolétariat qu'aucun plan ne saurait prévoir, la lutte entre Etats totalitaires pour la domination mondiale se poursuivrait et s'intensifierait même. Les guerres dévoreraient les fruits de l'économie planifiée et détruiraient les fondements de la civilisation. Bertrand Russell¹⁰ croit, il est vrai, qu'un Etat victorieux pourrait, en conséquence de la guerre, unifier le monde entier dans un étai totalitaire. Mais, même au cas où cette hypothèse se vérifierait, ce qui est plus que douteux, cette « unification » militaire n'aurait pas plus de stabilité que la paix de Versailles. Les soulèvements nationaux et les pacifications culmineraient avec une nouvelle guerre mondiale qui serait le tombeau de la civilisation. Ce ne sont pas là des désirs subjectifs, mais la réalité objective qui indique que l'unique issue pour l'humanité est la révolution socialiste mondiale. L'alternative, c'est la rechute dans la barbarie.

Le Proletariat et sa direction

Nous allons très bientôt consacrer un article particulier au problème des rapports entre la classe et sa direction. Nous nous en tiendrons là au strict nécessaire. Seuls des « marxistes » vulgaires qui croient que la politique est un reflet *direct* et *immédiat* de l'économie, peuvent croire que la direction reflète la classe de façon directe et immédiate. En réalité, la direction qui s'est élevée au-dessus de la classe exploitée succombe inévitablement à la pression de la classe dirigeante. La direction des syndicats américains, par exemple, « reflète » moins le prolétariat que la bourgeoisie. La sélection et l'éducation d'une

10. Bertrand *Russell* (1872-1970), philosophe et mathématicien célèbre, avait été la cible des attaques de Trotsky dans le passé en raison de son pacifisme. Nous ignorons dans quel ouvrage il avait formulé l'hypothèse ci-dessus.

direction vraiment révolutionnaire, capable de s'opposer à la pression de la bourgeoisie, est une tâche exceptionnellement difficile. La dialectique du processus historique s'est reflétée avec une vigueur particulière dans le fait que le prolétariat du pays le plus arriéré, la Russie, a produit dans des circonstances historiques données la direction la plus perspicace et la plus audacieuse. Au contraire, c'est dans le prolétariat du pays de la culture capitaliste la plus ancienne, la Grande-Bretagne, que l'on trouve aujourd'hui la direction la plus bornée et la plus servile.

La crise de la société capitaliste qui a éclaté au grand jour en juillet 1914 a provoqué, dès les premiers jours de la guerre, une crise aiguë de la direction prolétarienne. Pendant les vingt-cinq années qui se sont écoulées depuis ce moment, le prolétariat des pays capitalistes avancés n'a pas encore créé une direction à la hauteur des tâches de notre époque. L'expérience de la Russie témoigne cependant qu'une direction peut-être construite (ce qui ne signifie pas, bien sûr, qu'elle soit immunisée contre la dégénérescence). La question se pose ainsi : la nécessité historique se fraiera-t-elle à la longue un chemin dans la conscience de l'avant-garde de la classe ouvrière, ou, en d'autres termes, dans le processus de la guerre et des profonds ébranlements qu'elle va provoquer, une direction révolutionnaire sera-t-elle formée, qui soit capable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir ?

La IV^e Internationale a répondu par l'affirmative à cette question, non seulement dans le texte de son programme, mais par son existence même. Toutes les variétés de représentants déçus et apeurés du pseudo-marxisme partent *au contraire* de l'idée que la faillite de la direction ne fait que « refléter » l'incapacité du prolétariat à assumer sa mission révolutionnaire. Tous nos adversaires n'expriment pas clairement cette idée, mais tous — ultra-gauchistes, centristes, anarchistes, sans parler des staliniens et des social-démocrates — rejettent la responsabilité de la défaite sur le dos du prolétariat. Aucun d'eux n'indique dans quelles conditions précisément le prolétariat sera capable de réaliser la révolution socialiste.

Si l'on admet que les défaites ont leurs causes dans les caractéristiques sociales du prolétariat lui-même, il faut admettre que la situation de la société contemporaine est sans espoir. Dans les conditions du capitalisme pourrissant, le prolétariat ne se développera ni sur le plan du nombre ni sur celui de la culture. Il n'existe aucune raison de s'attendre à ce qu'il s'élève

un jour à la hauteur des tâches révolutionnaires. L'affaire se présente sous un jour tout autre pour qui a clarifié dans sa tête l'antagonisme profond entre l'aspiration organique, ambitieuse, irrépressible, des masses laborieuses à s'arracher au chaos sanglant du capitalisme, et le caractère conservateur, patriotique, profondément bourgeois, de la direction ouvrière qui se survit. Il faut choisir entre ces deux conceptions inconciliables.

La Dictature totalitaire : un état de crise aiguë, pas un régime stable

La révolution d'Octobre n'était pas un hasard. Elle avait été prévue longtemps à l'avance, et les événements ont confirmé cette précision. Sa dégénérescence ne réfute pas sa prévision, parce que les marxistes n'ont jamais cru que l'État ouvrier isolé en Russie pouvait tenir indéfiniment. Il est vrai que nous prévoyions plutôt l'écroulement de l'État ouvrier que sa dégénérescence ou, plus exactement, que nous ne distinguions pas nettement ces deux possibilités. Mais elles ne sont nullement contradictoires. La dégénérescence doit forcément se terminer en destruction à un moment donné.

Un régime totalitaire de type stalinien ou fasciste ne peut être, de par sa nature même, qu'un régime temporaire et transitoire. Dans l'histoire, la dictature a généralement été le résultat et le signe d'une crise sociale particulièrement aiguë, et non un régime stable. Une situation de crise aiguë ne peut constituer l'état permanent d'une société. Un État totalitaire peut, pendant un certain temps, comprimer les contradictions sociales, mais il est incapable de se perpétuer. Les monstrueuses purges en U.R.S.S. sont le témoignage le plus convaincant que la société soviétique tend de façon organique à rejeter la bureaucratie.

Il est surprenant que Bruno Rizzi voie précisément dans les purges staliniennes la preuve que la bureaucratie est devenue une classe dirigeante du fait que, selon lui, seule une classe dirigeante est capable de prendre des mesures à une échelle aussi grande. Il oublie cependant que le tsarisme, qui n'était pas une « classe », s'est permis des mesures à assez grande échelle dans le domaine des purges et de plus, précisément dans la période où il approchait de sa perte. Par leur ampleur et leur caractère monstrueusement mensonger, les purges de Staline témoignent seulement de l'incapacité de la bureaucratie à se

transformer en classe dirigeante stable et apparaissent comme les symptômes de son agonie prochaine. Ne nous mettrions-nous pas dans une situation ridicule si nous donnions à l'oligarchie bonapartiste le titre de nouvelle classe dirigeante, quelques années ou même quelques mois avant sa chute ignominieuse ? Le seul fait de poser clairement la question devrait, à notre avis, maintenir les camarades à l'écart des expérimentations terminologiques et des généralisations trop hâtives.

L'Orientation vers la révolution internationale et la régénération de l'U.R.S.S.

Un délai d'un quart de siècle s'est révélé trop court pour le réarmement révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne internationale et trop long pour préserver le système soviétique dans un pays arriéré isolé. L'humanité en paie aujourd'hui le prix par une nouvelle guerre impérialiste. Mais la tâche fondamentale de notre époque n'a pas changé, pour la simple raison qu'elle n'a pas été accomplie. Un acquis colossal dans le dernier quart de siècle et un gage inappréciable pour l'avenir sont constitués par le fait qu'un des détachements du prolétariat mondial ait été capable de démontrer dans l'action *comment* cette tâche devait être réalisée.

La seconde guerre impérialiste place cette tâche encore non résolue à une étape historique supérieure encore. Elle met une fois de plus à l'épreuve, non seulement la stabilité des régimes existants, mais aussi la capacité du prolétariat de les remplacer. Les résultats de cette épreuve auront sans aucun doute une signification décisive pour notre appréciation de l'époque contemporaine en tant qu'époque de la révolution prolétarienne. Si, contrairement à toutes les probabilités, la révolution d'Octobre ne trouve pas, au cours de la présente guerre ou tout de suite après, son prolongement dans un pays avancé ou un autre, et si, au contraire, le prolétariat est partout rejeté en arrière, sur tous les fronts, alors, nous aurions à coup sûr à poser la question d'une révision de notre conception de la présente époque et de ses forces motrices. Il ne s'agirait pas en ce cas de savoir quelle étiquette coller sur l'U.R.S.S. ou la clique stalinienne, mais d'une réévaluation des perspectives historiques mondiales pour les décennies, sinon les siècles, à venir : sommes-nous entrés dans l'époque de la révolution sociale et de

la société socialiste, ou, au contraire, dans l'époque de la société décadente de la bureaucratie totalitaire ?

La double erreur des schématiques comme Hugo Urbahns et Bruno Rizzi consiste en ce que, premièrement, ils proclament que ce régime-là est définitivement mis en place, deuxièmement qu'ils le définissent comme un état de transition prolongée de la société entre le capitalisme et le socialisme. Cependant, il va tout à fait de soi que, si le prolétariat international, à la suite de l'expérience de notre époque tout entière et de la nouvelle guerre en cours, se révélait incapable de devenir le maître de la société, cela signifierait l'effondrement de tous les espoirs en une révolution socialiste, car on ne saurait certainement s'attendre à des conditions plus favorables pour elle ; en tout état de cause, personne ne peut ni les prévoir ni les définir. Les marxistes n'ont pas le moindre droit (à moins de considérer le désenchantement et la lassitude comme des « droits ») de tirer la conclusion que le prolétariat a perdu ses possibilités révolutionnaires et doit renoncer à ses aspirations à l'hégémonie dans la période à venir. Vingt-cinq années, à l'échelle de l'Histoire, quand il s'agit des changements les plus profonds des systèmes économiques et culturels, pèsent moins qu'une heure dans la vie d'un homme. Que vaut celui qui, à cause de quelques échecs empiriques subis en une heure ou un jour, renonce au but qu'il s'était fixé sur la base de l'expérience et de l'analyse de toute sa vie antérieure ? Dans les années de la réaction russe la plus noire (1907-1917), nous partions des possibilités que le prolétariat russe avait révélées en 1905. Dans les années de réaction mondiale, il nous faut partir des possibilités révélées en 1917 par le prolétariat russe. Ce n'est pas par hasard que la IV^e Internationale s'est intitulée parti mondial de la révolution socialiste. Il n'y a pas lieu de changer notre route. Nous faisons route vers la révolution mondiale et, de ce fait, vers la régénération de l'U.R.S.S. en tant qu'Etat ouvrier.

La Politique extérieure est le prolongement de la politique intérieure

Que défendons-nous en U.R.S.S. ? Pas ce en quoi elle ressemble aux pays capitalistes, mais précisément ce en quoi elle s'en distingue. En Allemagne, nous appelons aussi à un soulèvement contre la bureaucratie dirigeante, mais seulement pour renverser tout de suite la propriété capitaliste. En U.R.S.S., le

renversement de la bureaucratie est indispensable pour préserver la propriété d'Etat. Ce n'est qu'en ce sens que nous sommes partisans de la défense de l'U.R.S.S.

Personne dans nos rangs ne doute que les travailleurs soviétiques doivent défendre la propriété d'Etat, non seulement contre le parasitisme de la bureaucratie, mais aussi contre les tendances à la propriété privée, par exemple de la part de l'aristocratie kolkhozienne. Mais après tout, la politique extérieure est le prolongement de la politique intérieure. Si, en politique intérieure, nous lions la défense des conquêtes de la révolution d'Octobre à une lutte intransigeante contre la bureaucratie, nous devons avoir la même attitude en politique extérieure. Bruno Rizzi, il est vrai, partant du point de vue que le « collectivisme bureaucratique » a déjà triomphé sur toute la ligne, nous assure que personne ne menace la propriété d'Etat parce que Hitler (et Chamberlain ?) est aussi intéressé à sa défense que Staline. Heureusement, les affirmations de Bruno Rizzi sont bien frivoles. En cas de victoire, Hitler commencera, selon toute probabilité, à exiger la restitution aux capitalistes allemands de tous leurs biens jadis expropriés ; il garantira ensuite la même restauration de la propriété pour les Anglais, les Français et les Belges, afin de parvenir à un accord entre eux aux dépens de l'U.R.S.S. ; finalement, il fera de l'Allemagne le contracteur des entreprises d'Etat soviétiques les plus importantes dans l'intérêt de la machine militaire allemande. En ce moment, Hitler est l'allié et l'ami de Staline. Mais si, avec l'aide de Staline, il l'emportait sur le front occidental, il retournerait le lendemain ses armes contre l'U.R.S.S. Dans des circonstances identiques, Chamberlain n'agirait, lui non plus, pas autrement que Hitler.

La Défense de l'U.R.S.S. et la lutte des classes

Les erreurs sur la question de la défense de l'U.R.S.S. découlent le plus souvent d'une incompréhension des méthodes de « défense ». « Défense de l'U.R.S.S. » ne signifie nullement un rapprochement avec la bureaucratie du Kremlin, l'acceptation de sa politique ou une conciliation avec la politique de ses alliés. Sur ce point comme sur tous les autres, nous restons entièrement sur le terrain de la lutte des classes internationale.

La petite revue française *Que Faire?*¹¹ affirmait récemment que, dans la mesure où « les trotskystes » étaient défaitistes par rapport à la France et à l'Angleterre, ils sont également défaitistes par rapport à l'U.R.S.S. En d'autres termes : « Si vous voulez défendre l'U.R.S.S., vous devez cesser d'être défaitistes vis-à-vis de ses alliés impérialistes ». En écrivant ces lignes, *Que Faire?* supputait que les « démocraties » seraient les alliés de l'U.R.S.S. Ce que ces sages vont dire maintenant, nous n'en savons rien. Mais peu importe, car c'est leur méthode même qui est mauvaise. Renoncer au défaitisme par rapport au camp impérialiste auquel l'U.R.S.S. est liée aujourd'hui ou pourrait l'être demain, c'est rejeter les travailleurs du camp opposé du côté de leur gouvernement, c'est renoncer au défaitisme en général. Renoncer au défaitisme, dans les conditions de la guerre impérialiste, ce qui équivaut au rejet de la révolution socialiste — rejet de la révolution au nom de la « défense de l'U.R.S.S. » — condamnerait l'U.R.S.S. à la décomposition finale et à la ruine.

La « défense de l'U.R.S.S. », telle qu'elle est interprétée par l'Internationale communiste, de même que la « lutte contre le fascisme » d'hier, se fonde sur l'abandon d'une politique de classe indépendante. On fait du prolétariat — pour des raisons variées, dans des circonstances diverses, mais toujours et invariablement — une force auxiliaire d'un camp bourgeois contre un autre. En opposition à cela, certains camarades affirment : « Etant donné que nous ne voulons pas devenir des instruments de Staline et de ses alliés, nous renonçons à la défense de l'U.R.S.S. ». Ce faisant, ils ne font que démontrer que leur conception de la « défense » correspond dans son fond à celle qu'en ont les opportunistes : ils ne pensent pas en termes de politique indépendante du prolétariat. En réalité, nous défendons l'U.R.S.S. comme nous défendons les pays colonisés, comme nous réglons tous nos problèmes, non pas en soutenant certains gouvernements impérialistes contre d'autres, mais par la méthode de la lutte de classes internationale, dans les colonies comme dans les métropoles.

Nous ne sommes pas un parti gouvernemental. Nous sommes un parti d'opposition irréductible, non seulement dans

11. La revue *Que Faire?* était animée par un petit groupe de militants dont certains, comme Pierre Rimbart, avaient appartenu autrefois à l'Opposition de gauche. Ses dirigeants étaient l'ancien dirigeant du P.C.F. André Ferrat et l'ancien représentant de l'I.C. Georges Kagan.

les pays capitalistes mais en U.R.S.S. également. Nos tâches — et parmi elles la « défense de l'U.R.S.S. » — nous ne les accomplissons pas par l'intermédiaire de gouvernements bourgeois ni même par celui du gouvernement de l'U.R.S.S., mais exclusivement par l'éducation des masses, à travers l'agitation, en expliquant aux travailleurs ce qu'il faut défendre et ce qu'il faut abattre. Une telle « défense » ne peut pas donner dans l'immédiat de résultats miraculeux. Mais nous ne prétendons pas faire de miracles. Les choses étant ce qu'elles sont, nous ne sommes qu'une minorité révolutionnaire. Notre travail doit viser à ce que les travailleurs que nous influençons apprécient correctement les événements, ne se laissent pas prendre au dépourvu et préparent l'opinion publique de leur classe au règlement révolutionnaire des tâches qui nous incombent.

La défense de l'U.R.S.S. se confond pour nous avec la préparation de la révolution internationale. Seules sont admissibles les méthodes qui ne sont pas en contradiction avec les intérêts de la révolution. La défense de l'U.R.S.S. a, par rapport à la révolution socialiste internationale, le rapport d'une tâche tactique à une tâche stratégique. La tactique est subordonnée à l'objectif stratégique et ne peut en aucun cas s'opposer à lui.

Le Problème des territoires occupés

Au moment où j'écris ces lignes, le sort des territoires occupés par l'Armée rouge n'est toujours pas clair. Les dépêches se contredisent, car les deux parties mentent à l'envie. Mais les rapports de force sur le terrain sont, sans aucun doute, fort incertains. Une partie des territoires occupés sera sans aucun doute incorporée à l'U.R.S.S. Mais sous quelle forme précisément ?

Supposons un instant que, conformément au pacte avec Hitler, le gouvernement de Moscou conserve intacts les droits de la propriété privée dans les territoires occupés et se borne à un « contrôle » sur le modèle fasciste. Une telle concession revêtirait sur le plan des principes une très grande importance et pourrait constituer le point de départ d'un nouveau chapitre de l'histoire du régime soviétique, donc d'une nouvelle appréciation de notre part de la nature de l'Etat soviétique.

Il est cependant plus vraisemblable que, dans les territoires qui doivent être incorporés à l'U.R.S.S., le gouvernement de

Moscou procèdera à l'expropriation des grands propriétaires et à l'étatisation des moyens de production. Cette orientation est la plus probable, non parce que la bureaucratie demeure fidèle au programme socialiste, mais parce qu'elle ne veut ni ne peut partager le pouvoir et les privilèges qui en découlent avec les anciennes classes dirigeantes dans les territoires occupés¹². Ici une analogie s'impose. Le premier Bonaparte arrêta la révolution par une dictature militaire¹³. Toutefois, quand les troupes françaises entrèrent en Pologne, Napoléon¹⁴ signa un décret : « Le servage est aboli ». Cette mesure n'était dictée, ni par les sympathies de Napoléon pour les paysans, ni par des principes démocratiques, mais par le fait que la dictature bonapartiste était basée sur les rapports de propriété bourgeois et non féodaux. Etant donné que la dictature bonapartiste de Staline s'appuie sur la propriété d'Etat et non sur la propriété privée, l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge devrait, dans ces conditions, entraîner l'abolition de la propriété privée capitaliste, afin d'aligner le régime des territoires occupés sur celui de l'U.R.S.S.

Cette mesure, révolutionnaire de nature, « l'expropriation des expropriateurs », s'effectue dans ce cas de manière militaro-bureaucratique. Tout appel à une activité indépendante des masses dans les nouveaux territoires — et, sans un tel appel, fût-il rédigé avec beaucoup de prudence, il est impossible d'établir un nouveau régime — sera, sans nul doute, réprimé, dès le lendemain, par d'impitoyables mesures policières, afin d'assurer la prépondérance de la bureaucratie sur les masses révolutionnaires qui s'éveillent. C'est un des aspects de la question. Il en existe un autre. Pour avoir la possibilité d'occuper la Pologne grâce à une alliance militaire avec Hitler, le Kremlin a longtemps trompé et continue de tromper les masses en U.R.S.S. et dans le monde entier et, de ce fait, il a totalement désorganisé les rangs de sa propre Internationale communiste. Le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans telle ou telle région ou dans telle

12. Voici la deuxième remarque de fond de Trotsky sur les motivations de la bureaucratie soviétique dans les territoires conquis.

13. Napoléon *Bonaparte* (1769-1821), devenu général de brigade en 1793, effectua le coup d'Etat du 18 Brumaire qui fit de lui en décembre 1799 le Premier Consul : c'est à cela que Trotsky fait allusion ici. « Le premier Bonaparte » sert ici à le distinguer de Louis-Napoléon Bonaparte qui fut président de la République en 1848 et rétablit l'Empire à son profit.

14. C'est le 2 décembre 1804 que N. Bonaparte fut couronné Empereur des Français sous le nom de *Napoléon I^{er}*.

autre, si importantes puissent-elles être, mais le changement dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre ses conquêtes antérieures et en réaliser de nouvelles. De ce seul point de vue, le seul décisif, la politique de Moscou, prise dans son ensemble, conserve intégralement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution mondiale.

Notre appréciation *générale* du Kremlin et de l'Internationale communiste ne modifie pas cependant le fait *particulier* que l'étatisation de la propriété dans les territoires occupés constitue en soi une mesure progressiste. Il faut l'admettre franchement. Si demain Hitler lançait ses armées à l'Est pour y rétablir « la loi et l'ordre » en Pologne orientale, les travailleurs avancés défendraient contre Hitler ces nouvelles formes de propriétés établies par la bureaucratie bonapartiste soviétique.

Nous ne changeons pas d'orientation !

L'étatisation des moyens de production constitue, nous l'avons dit, une mesure progressiste. Mais ce caractère progressiste est relatif et son poids spécifique dépend de la somme de tous les autres facteurs. Nous devons d'abord et avant tout admettre que l'extension du territoire dominé par l'autocratie bureaucratique et parasitaire couverte du manteau de mesures « socialistes » peut augmenter le prestige du Kremlin, nourrir des illusions sur la possibilité de remplacer la révolution prolétarienne par des manœuvres bureaucratiques. Ce mal l'emporte de loin sur le contenu progressiste des réformes staliniennes en Pologne. Pour que la propriété nationalisée, dans les territoires occupés comme en U.R.S.S., devienne une base pour un développement progressiste, c'est-à-dire socialiste, il faut renverser la bureaucratie de Moscou. Notre programme conserve par conséquent toute sa vigueur. Les événements ne nous ont pas pris au dépourvu. Il faut seulement les interpréter correctement. Il faut bien comprendre que la nature de l'U.R.S.S. et sa situation internationale renferment des contradictions aiguës. Il est impossible d'échapper à ces contradictions par des tours de passe-passe terminologiques (« Etat ouvrier », « pas Etat ouvrier »). Il nous faut prendre les faits tels qu'ils sont. Il nous faut construire notre politique à partir des rapports et des contradictions réels.

Nous ne chargeons le Kremlin d'aucune mission historique. Nous étions et nous restons opposés à l'annexion par le Kremlin de nouveaux territoires. Nous sommes pour l'indépendance de l'Ukraine soviétique, et, si les Biélorussiens eux-mêmes le veulent, pour l'indépendance de la Biélorussie soviétique. En même temps, dans les parties de la Pologne occupées par l'Armée rouge, les partisans de la IV^e Internationale doivent jouer le rôle le plus décisif dans l'expropriation des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, le partage des terres entre les paysans, la création de soviets et de comités ouvriers, etc. Ce faisant, ils préservent leur indépendance politique, ils luttent, dans les élections aux soviets et aux comités d'usine, pour la complète indépendance de ces derniers vis-à-vis de la bureaucratie et ils mènent une propagande révolutionnaire dans un esprit de défiance complète à l'égard du Kremlin et de ses agents locaux.

Mais supposons que Hitler tourne ses armes à l'Est et envahisse des territoires occupés par l'Armée rouge. Dans ces conditions, les partisans de la IV^e Internationale, sans changer en quoi que ce soit leur attitude à l'égard de l'oligarchie du Kremlin, mettront au premier plan, comme la tâche la plus urgente, la résistance militaire à Hitler. Les ouvriers diront : « Nous ne pouvons laisser à Hitler le soin de renverser Staline : c'est à nous de le faire. » Au cours de la lutte armée contre Hitler, les ouvriers révolutionnaires s'efforceront de nouer des contacts fraternels aussi étroits que possible avec les simples soldats de l'Armée rouge. Tandis que, les armes à la main, ils porteront des coups à Hitler, les bolcheviks-léninistes mèneront en même temps une propagande révolutionnaire contre Staline, afin de préparer son renversement à l'étape suivante et même peut-être proche.

Ce type de « défense de l'U.R.S.S. » diffèrera naturellement comme le ciel de la terre de la défense officielle qui se mène en ce moment sous le mot d'ordre « Pour le socialisme ! pour Staline ! » Notre défense de l'U.R.S.S. se mène sous le mot d'ordre « Pour le socialisme ! Pour la révolution mondiale ! Contre Staline ! » Afin que ces deux aspects de la « défense de l'U.R.S.S. » ne créent pas de confusion dans la conscience des masses, il faut savoir formuler de façon claire et précise les mots d'ordre qui correspondent à la situation concrète. Mais avant tout il faut établir clairement *ce que* nous défendons précisément, *comment* nous le défendons, *contre qui* nous le défendons. Nos mots d'ordre ne créeront pas de confusion dans les

masses à la seule condition que nous ayons nous-mêmes une claire conception de nos tâches.

Conclusions

Nous n'avons aujourd'hui aucune raison de modifier notre position de principe à l'égard de l'U.R.S.S.

La guerre accélère les différents processus politiques. Elle peut accélérer le processus de la renaissance révolutionnaire de l'U.R.S.S. Mais elle peut aussi accélérer le processus de sa dégénérescence définitive. C'est pour cette raison qu'il est indispensable de suivre avec attention et sans préjugés les modifications que la guerre introduit dans la vie intérieure de l'U.R.S.S., afin de pouvoir nous-mêmes en rendre compte à temps.

Nos tâches dans les territoires occupés demeurent fondamentalement les mêmes qu'en U.R.S.S. même. Mais, dans la mesure où les événements les posent sous une forme particulièrement aiguë, ils nous permettent d'autant mieux d'élucider nos tâches générales en rapport avec l'Union soviétique.

Nous devons formuler nos mots d'ordre de telle façon que les travailleurs voient clairement ce que nous défendons précisément en U.R.S.S. (la propriété d'Etat et l'économie planifiée) et contre quoi nous luttons sans merci (la bureaucratie parasitaire et son Internationale communiste).

Nous ne devons pas perdre de vue un instant le fait que la question du renversement de la bureaucratie soviétique est subordonnée pour nous à la question de la préservation de la propriété étatique des moyens de production en U.R.S.S. et que la préservation de la propriété étatique des moyens de production en U.R.S.S. est subordonnée pour nous à la question de la révolution prolétarienne internationale.

[REMARQUES BRÈVES]¹

(28 septembre 1939)

Chère Camarade Rose²,

Je n'ai pas répondu à votre dernière lettre car nous étions en pleine bousculade avec l'article pour *Life*³ et d'autres choses.

J'écrirai aussi souvent que je le pourrai pour l'*Appeal*⁴. Les amis américains font tant pour notre maison que je ne vois aucune raison de les faire payer pour mes articles. La meilleure chose serait de *vendre les archives*, ce qui pourrait me donner la possibilité de consacrer tout mon temps à la presse du parti⁵. Pouvez-vous en parler de nouveau avec Goldman et Glenner⁶?

J'envoie en même temps le texte russe de mon article sur l'U.R.S.S. à Vanzler⁷ pour traduction. J'avoue que je ne vois pas de raison d'empêcher la discussion là-dessus⁸. Mieux vaut

1. Lettre à R. Karsner (8624) avec la permission de la Houghton Library, dans une traduction de l'anglais.

2. Rose *Karsner* (1890-1968), d'origine roumaine, avait milité très jeune dans le mouvement socialiste, puis communiste. Elle était la compagne de Cannon et jouait un rôle important notamment dans les liaisons avec Coyoacán.

3. Cf. pp. 66-84.

4. L'organe du Socialist Workers Party était le *Socialist Appeal*.

5. Il s'agit des archives de Trotsky, qu'il avait été autorisé à emmener avec lui et qu'il avait constamment enrichies depuis. Ayant pu mesurer au moment de la campagne des procès de Moscou et leur valeur politico-historique et leur fragilité matérielle dans les conditions mexicaines, Trotsky avait envisagé de les vendre à une université américaine, mais n'avait eu, jusque-là, que des offres bien décevantes. Il espérait que cette vente pourrait le dispenser des articles « économiques » qu'il écrivait pour vivre et de lui permettre de se consacrer à plein temps à la presse de l'Internationale.

6. Albert *Goldman* (1897-1960), militant communiste devenu l'un des dirigeants du S.W.P. était aussi l'avocat de Trotsky. John *Glenner* était le nouveau pseudonyme américain de Jan *Frankel* (né en 1906) son ancien secrétaire d'origine tchécoslovaque, qui s'était fixé aux Etats-Unis en 1937. L'un et l'autre s'étaient pendant quelque temps occupés de la vente des archives.

7. Joseph *Vanzler*, dit John G. *Wright* (1904-1956), chimiste, membre du S.W.P. était dans ce parti le traducteur attitré de Trotsky.

8. Cannon venait d'écrire qu'il était opposé à la réouverture de la discussion sur l'U.R.S.S.

prendre l'initiative et montrer que les événements ne nous ont pas pris au dépourvu.

Ce serait bien si vous me communiquiez les réactions des camarades des deux camps au dernier article sur l'U.R.S.S.

[LE RETARD DU *STALINE*]¹

(28 septembre 1939)

Cher Monsieur Collins²,

Vous savez plus ou moins de quoi il s'agit pour le livre que je suis en train d'écrire, un livre deux fois aussi gros et incomparablement plus important par son contenu que ce qui avait été entendu dans le contrat et notre correspondance³. Ce livre m'a pris trois fois plus de temps pour l'écrire qu'il n'était prévu. Quand les paiements ont été interrompus, j'ai dû chercher une source qui assurerait la possibilité pour moi de continuer le livre. Je vous ai envoyé trois articles, mais aucun n'a été vendu. Dans les deux dernières semaines, je suis entré en rapports directs avec un journal et une revue, et cette fois avec un succès complet⁴. Je dois au cours des deux semaines prochaines remettre le second article et le paiement m'assurera la possibilité de travailler pendant les prochains trois mois. C'est exactement le temps dont j'ai besoin pour achever le livre.

1. Lettre à A. Collins (7627) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Alan Copeland *Collins* (1902-1968) était le directeur de l'agence littéraire Curtis & Brown de New York qui était chargé de placer les manuscrits de Trotsky. Il lui avait obtenu notamment deux contrats avec la maison Harper, les biographies de Lénine et de Staline.

3. Il s'agit de la biographie de Staline.

4. Il s'agit d'un reproche voilé.

LE SUPER-BORGIA DU KREMLIN¹

(29 septembre 1939)

Politiquement, Staline et moi avons longtemps été dans des camps opposés et irréconciliables. Mais c'est devenu, dans certains cercles, la règle de parler de ma « haine » de Staline et d'assumer *a priori* que tout ce que j'écris, non seulement sur le dictateur de Moscou, mais sur l'Union soviétique, est inspiré par ce sentiment. Pendant les dix années de mon présent exil, les agents littéraires du Kremlin se sont systématiquement déchargés de la nécessité de répondre pertinemment à ce que j'écris sur l'U.R.S.S. par une allusion trop commode à ma « haine » de Staline. Freud désapprouverait hautement cette variété de psychanalyse de pacotille. La haine, après tout, est une sorte de lien personnel. Or Staline et moi avons été séparés par des événements qui ont anéanti et réduit en cendres tout ce qu'il pouvait y avoir de personnel entre nous, sans laisser de résidu d'aucune sorte. Il y a un élément d'envie dans la haine. Mais pour moi, en esprit et en sentiment, l'ascension sans précédent de Staline représente la chute la plus profonde. Staline est mon ennemi. Mais Hitler aussi est mon ennemi, et de même Mussolini² et bien d'autres. Aujourd'hui je porte aussi peu de haine à Staline qu'à Hitler, à Franco, ou au Mikado³. Avant

1. Article (T 4639), traduction du russe par J. van Heijenoort revue, avec la permission de la Houghton Library. Pour le texte, nous avons ici suivi l'article tel qu'il a été *adressé* à la revue américaine *Life*, le lecteur trouvant plus loin des modifications intervenues. Ce texte a été intégré finalement dans le *Staline* tel qu'il a été publié après la mort de Trotsky.

2. Mussolini incarnait autant que Hitler le « fascisme » et la haine du communisme.

3. Francisco *Franco* Bahamonde (1892-1975), officier de carrière, avait été le « Caudillo », chef de la « Croisade » des chefs militaires espagnols qui, entre 1936 et 1939 et avec l'aide de Hitler et Mussolini avait vaincu la révolution paysanne. Le Mikado est l'empereur du Japon. *Hirohito* (né en 1901) régnait depuis 1926 et laissait le pouvoir aux cliques militaires.

tout, je m'efforce de les comprendre de façon à être mieux équipé pour les combattre. D'une manière générale, dans les questions d'importance historique, la haine personnelle est un sentiment médiocre et méprisable. Il n'est pas seulement dégradant, il rend aveugle. Eh bien, à la lumière des événements qui se sont récemment déroulés, dans le monde comme en U.R.S.S., nombre de nos adversaires eux-mêmes se sont convaincus que je n'étais pas tellement aveugle : celles de mes prédictions qui semblaient le moins plausibles se sont montrées justes.

Ces lignes d'introduction *pro domo sua* sont d'autant plus nécessaires que je vais aborder maintenant un thème particulièrement pénible. Je me suis efforcé de dégager les caractéristiques générales de Staline sur la base d'une observation attentive et d'une étude minutieuse de sa biographie. Je ne nie pas que le portrait qui en résulte ne soit sombre et même sinistre. Mais je défie quiconque d'essayer de lui en substituer un autre, de trouver une figure plus humaine derrière ces faits qui ont choqué l'imagination des hommes pendant ces dernières années — les « purges » massives, les accusations sans précédent, les procès fantastiques, l'extermination d'une génération entière de révolutionnaires et finalement les récentes machinations dans le domaine international⁴.

Je vais maintenant présenter des faits plutôt exceptionnels, ainsi que des pensées et suspicions qui s'y rattachent sur ce sujet : comment un révolutionnaire provincial est devenu le dictateur d'un grand pays. Ces pensées et suspicions ne me sont pas venues d'un coup. Elles ont mûri lentement et, toutes les fois qu'elles me venaient à l'esprit dans le passé, je les rejetais comme le produit d'une méfiance excessive. Mais les « procès de Moscou » — qui révélèrent un essaim diabolique d'intrigues, de faux, de falsifications, d'empoisonnements et de meurtres, issu du dictateur du Kremlin — ont projeté une lueur sinistre sur les années antérieures. Je commençai alors à me demander avec de plus en plus d'insistance : « Quel a été le rôle réel de Staline au temps de la maladie de Lénine ? Le " disciple " n'a-t-il rien fait pour hâter la mort de son " maître " ? »

Mieux que quiconque, je me rends compte du caractère monstrueux d'un tel soupçon. Mais qu'y faire, quand il découle de circonstances, de faits et du caractère de Staline lui-même ?

4. Allusion aux procès de Moscou de 1936 à 1938 et aux deux traités germano-soviétiques d'août et septembre 1939

En 1922, l'appréhension de Lénine l'avait conduit à donner cet avertissement : « Ce cuisinier ne nous préparera que des plats épicés. » Ils se trouvèrent être non seulement épicés, mais empoisonnés, et pas seulement au sens figuré, mais littéralement. En 1937, je notai par écrit, pour la première fois, des faits qui, en leur temps (1923-1924), ne furent connus que de sept ou huit personnes, et alors seulement partiellement. De ce nombre, en dehors de moi-même, seuls Staline et Molotov sont encore parmi les vivants. Mais ces deux derniers — en admettant que Molotov fût parmi les initiés, ce dont je ne suis pas certain — n'ont aucune raison d'avouer ce que je vais exposer maintenant. Je dois ajouter que chacun des faits que je mentionne, chaque référence, chaque citation, peuvent être confirmés, soit par des publications soviétiques officielles, soit par des documents conservés dans mes archives. J'ai eu l'occasion de fournir des explications, orales et écrites, devant la commission d'enquête sur les « procès de Moscou » présidée par John Dewey⁵, et pas une seule des centaines de ces références et citations que j'ai présentées n'a jamais été contestée.

L'iconographie, riche en quantité (pour ne rien dire de sa qualité), constituée pendant les dernières années, montre invariablement Lénine en compagnie de Staline. Ils sont assis côte à côte, prennent conseil l'un de l'autre, se regardent amicalement. Cet envahissant motif, répété en peinture, en sculpture, sur l'écran, est dicté par le désir de faire oublier le fait que la dernière période de la vie de Lénine a été dominée par un conflit violent entre lui et Staline, lequel s'acheva par une rupture totale. Comme toujours, il n'y avait absolument rien de personnel dans l'hostilité de Lénine à l'égard de Staline. Il est certain qu'il appréciait hautement certains traits de Staline, sa fermeté de caractère, son opiniâtreté, même sa dureté et sa ruse, attributs indispensables dans les batailles et par conséquent utiles au quartier général du parti. Mais, avec le temps, Staline prit de plus en plus avantage des possibilités que lui offrait son poste pour recruter des hommes qui lui étaient dévoués personnellement et se venger de ses adversaires. Ayant reçu en 1918 la direction du commissariat de l'Inspection ouvrière et paysanne, Staline la transforma progressivement en un instrument de favoritisme et d'intrigues. Il fit du secrétariat

5. Le philosophe et pédagogue américain John Dewey (1859-1962) avait été membre du comité de défense de Trotsky puis avait présidé la commission d'enquête après avoir dirigé de main de maître sa session de Coyoacán pour recevoir le témoignage de Trotsky.

général du parti une source inépuisable de faveurs et de prébendes. Il avait mésusé, de la même façon, à des fins personnelles, de sa position de membre du bureau d'organisation et du bureau politique. On pouvait discerner un motif personnel dans toutes ses actions. Lénine se convainquit peu à peu que certains traits de Staline, multipliés par l'appareil du parti, étaient directement nuisibles. C'est ainsi que mûrit la décision d'écarter Staline de l'appareil et de le replacer dans la position de simple membre du comité central du parti. Les lettres de Lénine de cette époque sont ce qu'il y a de plus inaccessible en Union soviétique aujourd'hui. Heureusement, des copies et des photostats d'un certain nombre d'entre elles sont dans mes archives ; j'en ai déjà publié quelques-unes.

La santé de Lénine s'aggrava soudain vers la fin de 1921. La première attaque le frappa en mai de l'année suivante. Pendant deux mois, il fut incapable de se mouvoir, de parler ou d'écrire. Il entra lentement en convalescence au début de juillet. Quand il put retourner au Kremlin, en octobre, et reprendre son travail, il fut littéralement épouvanté par le développement de la bureaucratie, de l'arbitraire et des intrigues dans les institutions du parti et du gouvernement. En décembre, il ouvrit le feu contre Staline à propos des persécutions exercées contre les nationalistes, spécialement contre la politique qu'il imposait en Géorgie où l'autorité du secrétaire général était ouvertement défiée. Il attaqua Staline sur la question du monopole du commerce extérieur et préparait pour le congrès suivant du parti un discours que ses secrétaires, citant ses propres termes, désignaient comme « une bombe contre Staline ». Le 23 janvier, au grand effroi du secrétaire général, il soumit un projet de création d'une commission ouvrière de contrôle qui devait mettre un terme à la toute-puissance de la bureaucratie. « Parlons franchement, écrivait Lénine le 2 mars, le commissariat de l'Inspection ouvrière et paysanne ne jouit pas aujourd'hui de la plus légère autorité [...] Il n'y a pas d'institution pire, chez nous, que notre commissariat de l'Inspection ». Or c'était Staline qui dirigeait cette Inspection. Il comprit ce que signifiait ce langage.

A la mi-décembre 1922, la santé de Lénine empire de nouveau. Il dut s'abstenir d'assister aux conférences, restant cependant en contact avec le comité central au moyen de notes et de messages téléphonés. Staline agit immédiatement pour tirer profit de la situation en cachant à Lénine une grande partie des informations qui étaient centralisées au secrétariat du parti.

Il s'efforçait de l'isoler, d'écarter ceux qui étaient les plus proches de lui, tandis que Kroupskaïa⁶ faisait tout ce qu'elle pouvait pour défendre le malade contre ces manœuvres hostiles. Mais Lénine était capable de reconstituer une vue d'ensemble de la situation sur la base d'indications fortuites à peine perceptibles. Les médecins insistaient : « Protégez-le contre tout souci. » C'était plus facile à dire qu'à faire. Immobilisé dans son lit, isolé du monde extérieur, Lénine était en proie à l'inquiétude et à l'indignation. La cause principale en était Staline, dont la conduite se fit plus impudente à mesure que les bulletins de santé des médecins se firent moins favorables. En ces jours, Staline était sombre : la pipe serrée entre les dents, une lueur sinistre dans ses yeux jaunes, grognant en guise de réponse. C'était son destin qui était en jeu. Il était résolu à surmonter tous les obstacles. C'est alors que se produisit la rupture entre Lénine et lui.

L'ancien diplomate Dmitrievsky⁷, toujours très amical à l'égard de Staline, rapporte ce qu'on disait dans l'entourage du secrétaire général sur ce dramatique épisode : « Comme Kroupskaïa, dont les constants tourments l'agaçaient, lui téléphonait une fois de plus pour obtenir de lui quelque information, Staline [...] lui répondit dans un langage outrageant. Kroupskaïa, en larmes, alla immédiatement se plaindre à Lénine. Celui-ci, dont les nerfs étaient déjà tendus à l'extrême par les intrigues, ne put se contenir plus longtemps. Kroupskaïa expédia aussitôt la lettre de rupture à Staline⁸. « Mais vous connaissez Vladimir Ilitch, dit triomphalement Kroupskaïa à Kamenev, il ne serait jamais allé jusqu'à rompre des relations personnelles s'il n'avait pensé nécessaire d'écraser politiquement Staline. »

6. Nadejda N. *Kroupskaïa* (1869-1939) était la compagne de Lénine. Elle avait été membre de l'Opposition unifiée en 1926.

7. Les souvenirs de l'ancien diplomate S. Dmitrievsky — dont nous ne savons rien d'autre — sont fréquemment cités par Trotsky dans son *Staline*.

8. La lettre en question, datée du 5 mars 1923 et portant la mention « Rigoureusement secret. Personnel » était la suivante : « Camarade Staline. Vous avez eu la grossièreté d'appeler ma femme au téléphone et de l'insulter. Bien qu'elle vous ait déclaré son accord pour oublier ce qui avait été dit, l'incident a néanmoins été porté par elle-même à la connaissance de Zinoviev et de Kamenev. Je n'ai pas l'intention d'oublier si facilement ce qui a été fait contre moi, et il est inutile de dire que je considère comme fait contre moi ce qui est fait contre ma femme. C'est pourquoi je vous demande de me dire, après réflexion, si vous êtes d'accord pour retirer ce que vous avez dit et vous excuser, ou si vous préférez que les relations soient rompues entre nous. Avec mes respects. Lénine. » Des copies étaient envoyées à Zinoviev et Kamenev et une note de la secrétaire précise qu'à la demande de Lénine le contenu de la lettre avait été communiqué par téléphone à Trotsky (Lénine, *Œuvres*, t. 45, p. 620-629).

Kroupskaïa dit réellement ce qui est rapporté ici, mais pas du tout sur un ton de triomphe ; au contraire, cette femme, toujours sincère et sensible, était pleine d'appréhension, de craintes et de soucis. Il n'est pas vrai qu'elle alla « se plaindre » de Staline ; elle était toujours disposée, dans la mesure du possible, à jouer le rôle de tampon. Mais, en réponse aux questions pressantes de Lénine, elle ne pouvait lui en dire plus que ce que le secrétariat voulait bien lui communiquer, et Staline dissimulait les informations les plus importantes. La lettre de rupture, ou plutôt la note de quelques lignes, dictée le 6 mars à une sténographe de confiance, annonçait sèchement la rupture de toute « relation personnelle et de camarade avec Staline ». Cette note, le dernier texte de Lénine, est en même temps la conclusion définitive de ses relations avec Staline. L'attaque la plus sévère surgit alors et avec elle la perte de la parole.

Une année plus tard, alors que Lénine était déjà embaumé dans son mausolée, la responsabilité de la rupture, comme il apparaît nettement du récit de Dmitrievsky, était ouvertement attribuée à Kroupskaïa. Staline l'accusait d' « intrigues » contre lui. Iaroslavsky⁹, qui faisait habituellement les commissions douteuses de Staline, dit en juillet 1926, à une séance du comité central : « Ils tombèrent si bas qu'ils osèrent tourmenter Lénine malade avec leurs jérémiades, se plaignant d'avoir été blessés par Staline. Quelle honte d'avoir mêlé des affaires personnelles à des questions politiques de la plus haute importance ! » — « Ils », c'était Kroupskaïa. On se vengeait ainsi contre elle des affronts que Staline avait dû subir de Lénine. De son côté, Kroupskaïa me parla à plusieurs reprises de la profonde méfiance de Lénine à l'égard de Staline, durant les derniers mois de sa vie. « Volodia me disait : “ Il (Kroupskaïa ne le désignait pas par son nom, mais tournait la tête vers l'appartement de Staline) est dépourvu de l'honnêteté la plus élémentaire, de la plus simple honnêteté humaine ”. »

Le « testament » de Lénine — c'est-à-dire ses ultimes conseils sur l'aménagement de la direction du parti — fut écrit en deux fois durant sa seconde maladie : le 25 décembre 1922 et le 4 janvier 1923. « Le camarade Staline, devenu secrétaire

9. Mineï I. Gubelman, dit Emelian *Iaroslavsky* (1878-1943) vieux-bolchevik, ancien communiste de gauche, avait été le spécialiste, pour le compte de Staline, à la fin des années 20, de la lutte contre l'Opposition et aussi de sa persécution.

général, déclare le testament, a concentré entre ses mains un pouvoir illimité, et je ne suis pas sûr qu'il puisse toujours s'en servir avec assez de circonspection¹⁰. » Dix jours plus tard, cette formule réservée sembla insuffisante à Lénine et il ajouta un post-scriptum : « Je propose aux camarades d'étudier un moyen pour démettre Staline de ce poste et pour nommer à sa place une autre personne qui n'aurait en toutes choses sur le camarade Staline qu'un seul avantage, celui d'être plus tolérant, plus loyal, plus poli et plus attentif envers les camarades, d'humeur moins capricieuse, etc.¹¹. » Lénine s'efforçait d'exprimer son appréciation de Staline en termes aussi peu offensants que possible, mais il insistait sur la nécessité de l'éloigner du seul poste qui pouvait lui donner son exceptionnel pouvoir.

Après ce qui s'était passé durant les mois précédents, le « testament » ne pouvait être une surprise pour Staline. Il le ressentit néanmoins comme un coup cruel. Quand il en lut le texte pour la première fois — Kroupskaïa le lui avait transmis pour le congrès du parti qui allait se réunir — en présence de son secrétaire, Mekhlis¹², plus tard chef politique de l'Armée rouge et du dirigeant soviétique Syrtsov¹³, qui a disparu de la scène, il éclata en exclamations grossières et vulgaires qui donnaient la mesure de ses vrais sentiments à l'égard de son « maître ». Bajanov¹⁴, un autre ex-secrétaire de Staline, a décrit la séance du comité central à laquelle Kamenev¹⁵ lut le « testament » :

10. Lénine, *Œuvres*, éd. de Moscou en langues étrangères, t. 36, p. 607. Nous renvoyons à dessein à la traduction faite à Moscou de ce texte.

11. *Ibidem*, p. 608.

12. Lev Z. Mekhlis (1889-1953), membre du parti en 1918, élève de l'Institut des professeurs rouges après avoir servi comme officier pendant la guerre civile puis travaillé au secrétariat de Staline, était devenu chef du département politique de l'Armée rouge au moment de sa sanglante épuration dont il avait été l'un des principaux agents.

13. Sergéï I. Syrtsov (1893-1958), membre du parti en 1913, dirigeant de la révolution d'octobre à Rostov, puis commandant de division pendant la guerre civile, avait été président du conseil des commissaires du peuple de la R.S.F.S.R. et exclu en 1930 pour avoir formé un « bloc d'opposition » avec Lominadzé et les anciens dirigeants des jeunesses. Arrêté à une date indéterminée, il était mort en prison.

14. Boris Bajanov (né en 1900) avait rejoint le parti en 1919 et était entré en janvier 1922 dans l'administration du C.C. Fort de la confiance de Staline, il était devenu à la fin de la même année secrétaire de l'Orgburo, puis en août 1923, adjoint de Staline au secrétariat du C.C., secrétaire du bureau politique. Il s'enfuit d'U.R.S.S. en janvier 1928 et rejoignit en Occident les pires anticommunistes.

15. Lev B. Rosenfeld dit Kamenev (1883-1936), vieux-bolchevik, beau-frère de Trotsky, allié de Zinoviev était l'un des principaux dirigeants du parti bolchevique.

« Une gêne terrible paralysa tous les présents. Staline, assis sur les marches de la tribune, se sentait petit et misérable. Je l'examinai attentivement ; malgré son sang-froid et son affectation de calme, il était évident qu'il sentait que son destin était en jeu... » Radek ¹⁶, assis près de moi à cette séance mémorable, se pencha vers moi et dit : « Maintenant, ils n'oseront plus rien contre vous. » Il songeait à deux passages du testament, l'un qui me caractérisait comme « l'homme le plus capable de l'actuel comité central ¹⁷ » et l'autre, qui demandait l'éloignement de Staline de son poste de secrétaire à cause de sa grossièreté, de sa déloyauté et de sa tendance à abuser de son pouvoir. Je répondis à Radek : « Au contraire, ils voudront maintenant aller jusqu'au bout et aussi rapidement que possible. » En fait, non seulement le testament ne réussit pas à mettre un terme à la lutte interne — ce que Lénine avait voulu —, mais il l'aggrava au suprême degré. Staline ne pouvait plus douter que le retour de Lénine à l'activité signifierait la mort politique du secrétaire général. Et, inversement, seule la mort de Lénine pouvait laisser la voie libre à Staline.

Pendant la deuxième maladie de Lénine, vers la fin de février 1923, au cours d'une réunion du bureau politique à laquelle participaient Zinoviev ¹⁸, Kamenev et l'auteur de ces lignes, Staline nous informa, après le départ du secrétaire, que Lénine l'avait soudain fait appeler et lui avait demandé du poison. Lénine avait de nouveau perdu l'usage de la parole, il considérait que son état était désespéré, s'attendait prochainement à une nouvelle attaque, n'avait pas confiance en ses médecins, dont il avait relevé les contradictions. Il avait l'esprit tout à fait clair, mais ses souffrances étaient intolérables. J'étais en mesure de suivre le développement de la maladie de Lénine jour après jour grâce au Dr Gétié ¹⁹, notre commun médecin, qui était aussi un ami de notre famille.

« Est-il possible que ce soit la fin, Fedor Alexandrovitch ? demandions-nous anxieusement.

16. Karl B. Sobelsohn, dit *Radek* (1885-1939), d'origine polonaise, avait rejoint les bolcheviks en 1917 et avait été l'un des dirigeants de l'I.C. Membre de l'Opposition de gauche, il l'avait reniée en 1929 et avait pourtant été l'une des vedettes du deuxième procès de Moscou.

17. Lénine, *Œuvres*, p. 607.

18. Grigori E. Radomylsky, dit *Zinoviev* (1883-1936) avait été le principal collaborateur de Lénine en exil, puis l'un des principaux dirigeants du parti, président de l'Internationale communiste.

19. Le Dr F. A. *Gétié* (1863-1938) avait au moment où Trotsky écrivait cet article été arrêté par le G.P.U. et exécuté en prison. Mais Trotsky l'ignorait.

— Absolument impossible de le dire. Il peut encore s'en sortir ; il a une robuste constitution.

— Et ses facultés mentales ?

— Essentiellement, elles resteront intactes. Chaque note n'aura peut-être pas sa pureté antérieure, mais le virtuose restera un virtuose. »

Nous continuions à espérer et tout d'un coup je me trouvais inopinément devant la révélation que Lénine, incarnation même de la volonté de vivre, cherchait à se procurer du poison. Par quelles luttes intérieures avait-il dû passer ?

Je me souviens à quel point l'expression du visage de Staline me sembla extraordinaire, énigmatique, peu en accord avec les circonstances. La requête qu'il nous transmettait était tragique ; pourtant un sourire malsain errait sur son visage comme sur un masque. Nous n'ignorions pas la contradiction qu'il pouvait y avoir entre ses traits et ses paroles. Mais cette fois, c'était absolument insupportable ; le côté odieux en était accru par le fait que Staline s'abstenait de formuler son opinion, comme s'il attendait de savoir ce qu'allaient dire les autres : voulait-il d'abord voir notre réaction, sans s'engager ? Ou avait-il quelques arrière-pensées personnelles ?... Je vois devant moi Kamenev, pâle et silencieux — il aimait sincèrement Lénine — et Zinoviev, égaré, comme toujours dans les moments difficiles. Savaient-ils quelque chose avant la séance ? Ou Staline lançait-il sa sinistre information comme une surprise sur ses alliés du triumvirat²⁰ aussi bien que sur moi ?

« Naturellement, nous ne pouvons même pas songer à accueillir cette requête ! m'exclamai-je. Gétéié n'a pas perdu espoir. Lénine peut encore se rétablir...

— Je lui ai dit tout cela, répondit Staline, non sans une marque d'ennui, mais il n'a rien voulu entendre. Le Vieux souffre. Il doit avoir du poison à portée de la main... Il ne l'utiliserait que quand il serait convaincu que son état est désespéré.

— En tout cas, c'est absolument hors de question, insistai-je, et je crois que cette fois Zinoviev m'appuya. Il pourrait succomber à une crise passagère et prendre la décision irrévocable.

— Le Vieux souffre », répéta Staline, le regard vague, au-delà de nous et, comme précédemment, sans rien dire dans un

20. On appelait « troïka » ou « triumvirat » l'alliance contre Trotsky qui s'était alors nouée entre Zinoviev, Kamenev et Staline.

sens ou dans l'autre. Sa pensée suivait de toute évidence une ligne parallèle à l'entretien, mais pas entièrement conforme.

Il est sans doute possible que des événements ultérieurs aient influencé certains détails de mes souvenirs bien qu'en général je sache que je peux me fier à ma mémoire. Cependant cette scène est de celles qui ont laissé en moi une empreinte indélébile. A mon retour chez moi, je l'ai décrite en détail à ma femme. Et toujours, depuis, chaque fois que je la revois en pensée, je ne puis m'empêcher de dire : la conduite de Staline, toute son attitude étaient déconcertantes et sinistres. Que voulait cet homme ? Et pourquoi gardait-il toujours sur son visage ce sourire insidieux ?... On ne décida rien, puisqu'il s'agissait d'une conversation privée hors séance, mais nous nous séparâmes sur l'accord implicite que nous ne pouvions même pas retenir l'idée de procurer du poison à Lénine.

Ici, naturellement, une question se pose : comment et pourquoi Lénine qui, à ce moment, se méfiait beaucoup de Staline, s'adressa-t-il à lui pour une telle requête, qui, en elle-même, présupposait le plus haut degré de confiance personnelle ? Un mois auparavant, Lénine avait écrit l'impitoyable post-scriptum à son testament. Et c'est quelques jours après qu'il rompit toutes relations personnelles avec lui. Staline n'avait pu manquer de se poser à lui-même la question : pourquoi est-ce justement à moi que Lénine s'adresse ? La réponse est simple : Lénine voyait en Staline le seul homme capable de lui apporter du poison, parce qu'il avait à le faire un intérêt direct. Avec son instinct infailible, le malade devinait ce qui se passait au Kremlin et en dehors et il connaissait les véritables sentiments de Staline à son égard. Lénine n'avait même pas besoin de faire le tour de ses camarades les plus proches pour se convaincre que pas un, sauf Staline, ne lui consentirait cette « faveur ». En même temps, il est possible qu'il ait voulu éprouver Staline, savoir jusqu'à quel point ce « cuisinier de plats épicés » serait avide de profiter de cette occasion ? En ces jours, Lénine ne songeait pas seulement à sa mort, mais au destin du parti ; son nerf révolutionnaire fut incontestablement le dernier à céder.

Quand il était encore un tout jeune homme, en prison, Koba, hypocritement, excitait des Caucasiens fougueux contre ses propres adversaires ; cela finissait habituellement par un pugilat et cela finit même une fois par un meurtre. Avec le temps, il perfectionna sa technique. L'appareil tout-puissant du parti, combiné avec la machine totalitaire de l'Etat, lui ouvrit

des possibilités que même un de ses prédécesseurs, comme César Borgia²¹, n'aurait pu imaginer. Le bureau dans lequel les juges d'instruction du G.P.U. procèdent à leurs interrogatoires est relié par un micro au bureau de Staline. L'invisible Iossif Djougachvili, la pipe entre les dents, suit avidement le dialogue qu'il a lui-même préparé et rit silencieusement. Plus de dix ans avant les désormais célèbres « procès de Moscou », il avait avoué à Kamenev et Dzerjinsky²², dans une libre conversation, un soir d'été en vacances, que sa plus grande joie dans la vie était de choisir un ennemi, de tout préparer minutieusement, d'assouvir une vengeance implacable puis d'aller se coucher. Il devait plus tard se venger d'une génération entière de bolcheviks ! Il est inutile de revenir ici sur les complots policiers et judiciaires de Moscou : le jugement qu'on a porté sur eux en leur temps a été à la fois autorisé et définitif²³. Mais, pour comprendre le vrai Staline et sa conduite pendant les jours de la maladie et de la mort de Lénine, il est nécessaire d'éclairer certains épisodes du dernier de ces grands procès, monté en mars 1938²⁴.

Une place spéciale dans le box des accusés était occupée par Henrikh Iagoda²⁵ ; il avait travaillé à la Tchèque, puis au G.P.U., pendant seize ans, d'abord en qualité de chef-adjoint, puis en qualité de chef, en contact étroit avec le secrétaire général, qui eut en lui le plus sûr de ses collaborateurs dans la lutte contre l'Opposition. Le système qui aboutissait à faire avouer des crimes qui n'avaient pas été commis, c'est le travail de Iagoda, même si la conception ne lui en revient pas. Staline le récompensa en 1933 en le décorant de l'ordre de Lénine et, en 1935, l'éleva au rang de commissaire général à la défense de l'Etat, c'est-à-dire maréchal de la police politique, deux jours seulement après que le brillant Toukhatchevsky ait été promu

21. Cesare (César) *Borgia* (1475 ou 1476-1507), fils du pape Alexandre VI, archevêque en 1492 et cardinal en 1493, est connu pour son absence de scrupules et la façon dont il supprimait les obstacles sur sa route.

22. Feliks E. *Dzerjinsky* (1877-1926), vieux militant et vétéran des bagnes polonais, ancien compagnon de lutte de Rosa Luxemburg, fut le premier chef de la Tchèque, ancêtre du G.P.U.

23. Trotsky fait allusion aussi au verdict de la commission d'enquête présidée par John Dewey qui était paru sous le titre *Not Guilty* (Non coupables).

24. Il s'agit du procès où avaient comparu Boukharine et ses amis, Rakovsky, Iagoda et ses collaborateurs, plusieurs des médecins du Kremlin.

25. Henrikh G. *Iagoda* (1891-1938), vieux-bolchevik, chef du G.P.U. avait été relevé de ses fonctions au lendemain du premier procès qu'il avait mis en scène en août 1936 et condamné et exécuté au troisième procès.

au rang de maréchal de l'Armée rouge. En la personne de Iagoda, une médiocrité avait été récompensée, connue de tous comme telle et méprisée par tous ; les vieux révolutionnaires ont dû, alors, échanger des regards d'indignation. Même au sein du bureau politique, il y eut une tentative pour s'y opposer. Mais Staline était lié à Iagoda par quelques secrets et, semblait-il, pour toujours. Et pourtant, ce lien mystérieux a été mystérieusement brisé. Pendant la grande « purge », Staline a décidé de liquider en même temps son complice qui en savait trop. En avril 1937, Iagoda a été arrêté. Comme toujours, Staline gagnait ainsi sur plusieurs tableaux : en échange de la promesse d'un pardon, Iagoda assumait au procès la responsabilité personnelle de crimes que la rumeur publique avait attribués à Staline²⁶. Naturellement, la promesse n'a pas été tenue et Iagoda a été exécuté, afin de donner la preuve la meilleure de l'incompatibilité foncière entre Staline et la morale. Mais des circonstances hautement révélatrices ont été rendues publiques au cours de ce procès. Selon le témoignage de son secrétaire et confident Boulanov²⁷, Iagoda avait une armoire spéciale pour des poisons, de laquelle, quand c'était nécessaire, il extrayait des fioles précieuses qu'il confiait à ses agents avec les instructions appropriées. Le chef du G.P.U., qui était précisément pharmacien de profession²⁸, témoignait d'un exceptionnel intérêt pour les poisons ; il avait à sa disposition plusieurs toxicologistes pour lesquels il avait organisé un laboratoire spécial, disposant de moyens exceptionnels illimités et sans contrôle. Il est naturellement hors de question que Iagoda ait pu fonder une telle entreprise pour ses seuls besoins personnels. Loin s'en faut : dans ce cas comme dans les autres, il exerçait ses fonctions officielles. En tant qu'empoisonneur, il était simplement *instrumentum regni*²⁹, de même que Locuste, la vieille empoisonneuse

26. Il s'agit essentiellement de l'assassinat de Kirov qui avait marqué en décembre 1934 le début de la terreur de masse. Trotsky n'avait pas jusque-là retenu l'hypothèse de l'assassinat de Kirov sur ordre de Staline, mais seulement celle d'un « accident » dans le cours d'une provocation. Khrouchtchev a confirmé depuis l'idée que les fils de l'assassinat conduisent à Staline en personne.

27. Pavel P. Boulanov (1895-1938) avait été l'un des proches collaborateurs de Iagoda au G.P.U. et c'est à ce titre qu'il avait escorté Trotsky lors de son expulsion en 1929.

28. Plusieurs sources démentent cette affirmation : selon elles, Iagoda aurait seulement travaillé pendant une brève période comme « préparateur ».

29. En latin dans le texte : « instrument du royaume ».

à la cour de Néron³⁰ — avec cette différence qu'il dépassait de loin son ignorant prédécesseur en matière de technique.

Aux côtés de Iagoda, dans le box des accusés, se trouvaient quatre médecins du Kremlin accusés du meurtre de Maksim Gorky³¹ et de deux ministres soviétiques. « J'avoue que [...] j'ai ordonné des drogues contre-indiquées pour une maladie donnée. » Ainsi, « j'ai été responsable de la mort prématurée de Gorky et de Kouibychev³² ». Pendant le procès dont le fond consistait en mensonges, les accusations, aussi bien que les aveux, d'avoir empoisonné l'écrivain âgé et malade, tout cela me sembla fantastique. Des informations ultérieures et une analyse plus attentive des circonstances m'obligèrent à modifier ce jugement. Tout n'était pas mensonger dans ce procès. Il y avait bien des empoisonnés et des empoisonneurs, et tous les empoisonneurs n'étaient pas dans le box des accusés. Le principal d'entre eux dirigeait le procès par téléphone.

Gorky n'était ni un conspirateur ni un politique : c'était un vieil homme tendre, un défenseur des faibles, un protestataire sentimental. Tel avait été son rôle dans les premiers jours de la révolution d'Octobre. Pendant la famine, des deux premiers plans quinquennaux, le mécontentement était très grand et la répression dépassa toutes les limites. Les courtisans protestaient. Même la femme de Staline, Allilouieva³³, protesta. Dans une telle atmosphère, Gorky constituait un sérieux danger. Il correspondait avec des écrivains européens, recevait des visites d'étrangers ; les victimes s'adressaient à lui, il façonnait l'opinion publique. Mais ce qui dominait, c'est qu'il lui aurait été impossible de consentir à l'extermination, que Staline préparait, des vieux-bolcheviks qu'il avait connus intimement pendant des

30. *Locusta* était une Romaine spécialisée dans l'empoisonnement. Elle empoisonna Claudius, l'empereur, sur ordre d'Agrippine, et l'héritier Britannicus, sur ordre de Néron, et fut exécutée sous le règne de Galba. *Néron* (Lucius Domitius Nero Claudius) (37-68) élimina les obstacles sur sa route, puis ses adversaires. Il persécuta également les chrétiens, ce qui lui valut de demeurer dans la mémoire collective comme l'un des pires criminels de tous les temps.

31. Maksim M. Pechkov, dit *Gorky* (1868-1935), le grand romancier, avait servi de caution à Staline dans les années trente. Les « deux ministres » étaient Kouibychev et Menjinsky.

32. Valerian V. *Kouibychev* (1888-1935), bolchevik à seize ans, ancien élève-officier avait fait partie du groupe de Staline, dès le temps de la guerre civile. Il était, à sa mort, membre du bureau politique et de la commission du Plan.

33. Nadejda S. *Allilouieva* (1901-1932), membre du parti depuis 1918 et fille de vieux-bolchevik, avait combattu pendant la guerre civile près de Tsaritsyne. Epouse de Staline, elle lui donna deux enfants, Vassili et Svetlana. Elle s'était suicidée le 9 novembre 1932.

années. Une protestation publique de Gorky contre les « complots » policiers aurait immédiatement « rompu le charme » de la justice de Staline aux yeux du monde entier.

Le réduire alors au silence, on n'y pouvait songer ; l'arrêter, l'exiler, pour ne pas parler de l'exécuter, était moins concevable encore. L'idée de hâter sa fin par l'intermédiaire de Iagoda, « sans verser du sang », a dû apparaître au dictateur du Kremlin comme l'unique issue possible dans les circonstances données. L'esprit de Staline est ainsi fait que semblables décisions lui sont imposées par la force de simples réflexes. Ayant accepté la tâche, Iagoda se tourna vers ses « propres » médecins. Il ne risquait rien. Un refus, selon les mots même du Dr Lévine³⁴, « notre perte, la mienne et celle de ma famille³⁵ ». En outre, « on n'échappe pas à Iagoda. Iagoda ne reculera devant rien. Il vous tirera de desous terre³⁶ ».

Mais pourquoi les médecins autorisés et respectés du Kremlin ne se plaignaient-ils pas aux membres du gouvernement qu'ils connaissaient tous très bien, puisqu'ils étaient leurs propres patients ? Sur la liste du seul Dr Lévine, figuraient vingt-quatre officiels de haut rang, dont des membres du bureau politique et du conseil des commissaires du peuple. La réponse est que le Dr Lévine — comme tout familier du Kremlin — savait pertinemment de qui Iagoda était l'agent. Le Dr Lévine s'inclinait devant Iagoda parce qu'il était impuissant devant Staline.

Quant au mécontentement de Gorky, à ses efforts pour partir à l'étranger, au refus de Staline de lui accorder un passeport — on le savait et on en discutait à voix basse. Tout de suite après la mort du grand écrivain, on se demanda si Staline n'avait pas quelque peu aidé les forces destructrices de la nature... Une des raisons du procès de Iagoda était de dégager nettement Staline de cette suspicion. D'où les déclarations répétées de Iagoda, des médecins et des autres accusés, selon lesquelles Gorky était « un ami intime de Staline », « un ami

34. Le Dr Lev. G. Lévine (1870-1938) était l'un des principaux médecins du Kremlin. Sa déposition à son procès consista en une description prenante de la situation dans laquelle il s'était trouvé en recevant les « ordres » meurtriers de Iagoda.

35. *Le Procès du « Bloc des Droitiers et des trotskistes antisoviétique »*, compte rendu sténographique des débats du 2 au 13 mars 1938 publié par le Commissariat du peuple de la Justice de l'U.R.S.S. (en français), Moscou 1938, p. 551.

36. *Ibidem*, p. 557. Ce sont les propos que le Dr Kazakov place dans la bouche du Dr Lévine.

sûr », un « stalinien », qu'il approuvait pleinement la politique du « chef », parlait « avec un enthousiasme exceptionnel » du rôle de Staline. Si la moitié seulement de tout cela avait été vrai, Iagoda n'aurait pas pris sur lui d'assassiner Gorky et moins encore osé charger d'une telle opération un médecin du Kremlin, qui pouvait se débarrasser de lui simplement par un coup de téléphone à Staline.

C'était là un simple « détail », pris dans un seul procès. Il y a eu beaucoup de procès et de multiples « détails ». Tous portent l'empreinte indélébile de Staline. Cette œuvre est fondamentalement sienne. Allant et venant dans son bureau, il étudie divers plans au moyen desquels il pourra réduire quiconque lui déplaît au degré le plus bas de l'humiliation, les dénonciations mensongères de ses amis les plus chers, la trahison de soi la plus horrible. Pour celui qui résiste en dépit de tout, il y a toujours la petite fiole. Ce n'est que Iagoda qui a disparu ; son armoire aux poisons est restée.

Au procès de 1938, Staline accusa Boukharine³⁷, au passage, d'avoir en 1918 préparé un attentat contre la vie de Lénine³⁸. Le naïf et ardent Boukharine vénérail Lénine, l'aimait de l'amour d'un enfant pour sa mère et, quand il polémiquait avec lui, il gardait toujours l'attitude déférente d'un disciple. Si, avant l'ère stalinienne, quelqu'un avait prédit qu'un jour viendrait où Boukharine serait accusé d'un attentat contre la vie de Lénine, chacun de nous, et Lénine le premier, aurait éclaté de rire et aurait suggéré d'envoyer le prophète dans un asile d'aliénés. Pourquoi donc Staline a-t-il recouru à une accusation aussi évidemment absurde ? La supposition la plus vraisemblable est que c'était là sa réponse aux soupçons de Boukharine, imprudemment exprimés, en direction de Staline lui-même. De façon générale, toutes les accusations sont taillées sur ce patron. Les éléments essentiels des complots policiers de Staline ne sont pas les produits de la pure fantaisie : ils sont empruntés à la réalité — le plus souvent à des actes ou des desseins du « cuisinier » lui-même. Le même « réflexe stalinien » de défensive-offensive, révélé si clairement dans le cas de la mort de Gorky, se montre également dans toute sa force dans

37. Nikolai I. *Boukharine* (1888-1938), de la génération bolchevique d'après 1905, était appelé par Lénine « le favori du parti ».

38. L'accusation affirmait que Boukharine, en liaison avec les s.r. de gauche et du fait de son opposition au traité de Brest-Litovsk, avait tenté de faire assassiner Lénine en 1918.

le cas de la mort de Lénine. Dans le premier cas, c'est Iagoda qui paie de sa vie, dans le second, c'est Boukharine.

J'imagine que les choses se passèrent à peu près de la sorte. Lénine demanda du poison à la fin de février 1923. Au début de mars, il était encore paralysé. Le diagnostic médical était à ce moment prudemment défavorable. Se sentant plus sûr de lui, Staline commença à agir comme si Lénine était mort. Mais le malade le trompa : son organisme robuste, soutenu par son inflexible volonté, l'emporta. Vers l'hiver, l'état de Lénine commença à s'améliorer lentement, lui permit de se mouvoir plus librement, d'écouter des lectures et de lire lui-même, l'usage de la parole revenait. Les observations des médecins devinrent progressivement plus encourageantes. Le rétablissement de Lénine n'aurait pas pu, naturellement, empêcher la réaction bureaucratique de supplanter la révolution ; Kroupskaïa³⁹ avait de bonnes raisons de dire en 1926 : « Si Volodia était en vie, il serait maintenant en prison. ».

Pour Staline, il ne s'agissait pas du cours général de la révolution, mais de son destin personnel : ou bien il pourrait manœuvrer tout de suite, le jour même, afin de devenir le maître de l'appareil politique et, par là, du parti et du pays, ou bien il serait relégué à un rôle de troisième plan pour le reste de sa vie. Staline voulait le pouvoir, tout le pouvoir, à tout prix. Il le tenait déjà d'une main ferme, le but était proche, mais le danger provenant de Lénine était plus proche encore. En ces jours, Staline a dû prendre la résolution qu'il était impératif d'agir sans délai. Il avait partout des complices dont le destin était totalement lié au sien. A côté de lui, il y avait le pharmacien Iagoda. Si Staline envoya le poison à Lénine après que les médecins eurent laissé entendre à demi-mot qu'il n'y avait plus d'espoir, ou s'il eut recours à des moyens plus directs, je l'ignore. Mais je suis fermement convaincu que Staline n'aurait pas pu attendre passivement, alors que son destin était en jeu et que la décision dépendait d'un petit, tout petit geste de sa main.

Quelques jours après la mi-janvier 1924, je partis pour Soukhoum au Caucase, afin d'essayer de me débarrasser d'une mystérieuse et tenace infection dont la nature est restée un mystère pour les médecins. La nouvelle de la mort de Lénine m'atteignit en cours de route. Selon une version très répandue,

39. Kroupskaïa était alors membre de l'Opposition unifiée, le bloc entre Zinoviev-Kamenev et Trotsky.

j'ai perdu le pouvoir parce que je n'étais pas présent aux funérailles de Lénine. Cette explication ne peut guère être sérieusement retenue. Mais le fait que j'étais absent à ces cérémonies provoqua chez beaucoup de mes amis de graves pressentiments. Dans la lettre de mon fils aîné⁴⁰ — il allait vers ses dix-huit ans — il y avait une note de juvénile désespoir : j'aurais dû venir à tout prix ! Telle était bien mon intention. Le télégramme chiffré annonçant la mort de Lénine nous arriva, à ma femme et à moi, en gare de Tiflis. J'envoyai tout de suite une note chiffrée au Kremlin : « J'estime nécessaire de rentrer à Moscou. Quand les funérailles auront-elles lieu ? » La réponse de Moscou me parvint une heure plus tard : « Les funérailles auront lieu samedi ; vous ne pourriez revenir à temps. Le bureau politique estime qu'à cause de votre état de santé, vous devez poursuivre votre voyage jusqu'à Soukhoum — Staline. »

Je ne crus pas devoir demander l'ajournement des funérailles pour ma seule convenance. Ce n'est qu'à Soukhoum, enveloppé de couvertures sous la véranda d'un sanatorium, que j'appris que les funérailles avaient été reportées au dimanche. Les circonstances en liaison avec la fixation des funérailles et le changement ultérieur de leur date sont si compliquées qu'on ne peut les clarifier en quelques lignes. Staline a manœuvré, non seulement me trompant moi, mais, à ce qu'il apparaît, trompant aussi ses alliés du triumvirat. A la différence de Zinoviev, qui considérait chaque question du point de vue de son efficacité immédiate pour l'agitation, Staline était guidé, dans ses manœuvres risquées, par des considérations plus tangibles. Il a pu avoir redouté que j'opère un rapprochement entre la mort de Lénine et notre conversation de l'année précédente sur le poison, que j'interroge les docteurs pour savoir s'il pouvait être question d'empoisonnement et que je demande une autopsie spéciale. Il était par conséquent plus sûr, à tous points de vue, de me tenir éloigné jusqu'à l'embaumement du corps, puisque, une fois les viscères brûlés, un examen *post mortem* n'était plus possible.

Quand j'interrogeai plus tard les médecins, à Moscou, sur les causes immédiates de la mort de Lénine, qui les prit par surprise, ils ne savaient que dire. Je ne voulus pas tourmenter Kroupskaïa, qui m'avait envoyé à Soukhoum une lettre très chaleureuse, avec des questions sur un tel sujet. Je ne renouai de relations personnelles avec Zinoviev et Kamenev que deux ans

40. Léon Sedov (1906-1938) était alors membre des J.C. et solidaire du combat politique de son père.

plus tard, après leur rupture avec Staline⁴¹. Ils évitaient ostensiblement toute discussion concernant les circonstances de la mort de Lénine, répondant par monosyllabes et évitant mon regard. Savaient-ils quelque chose ou n'avaient-ils que des soupçons ? En tout cas, ils avaient été si intimement liés à Staline, au cours des trois années précédentes, qu'ils ne pouvaient s'empêcher d'être inquiets, craignant que l'ombre du soupçon ne s'étendît également sur eux.

Devant le cercueil de Lénine, Staline lut sur une feuille de papier son serment de fidélité aux commandements de son maître, rédigé dans le style des homélies qu'il avait étudiées au séminaire de Tiflis. Ce serment fut, à l'époque, à peine remarqué ; aujourd'hui, il est dans tous les manuels scolaires, où il a remplacé les Dix Commandements.

Les noms de Néron et de César Borgia ont été plus d'une fois mentionnés, à l'occasion des « procès de Moscou » et des derniers événements sur la scène internationale. Puisqu'on a évoqué ces vieux fantômes, il me semble qu'il convient de parler désormais d'un super-Néron et d'un super-Borgia, tellement les crimes de ces époques nous apparaissent modestes et presque naïfs, en comparaison avec les exploits de notre temps. Il est cependant possible de discerner une signification historique plus profonde dans ces analogies purement personnelles. Les coutumes de l'Empire romain à son déclin s'établirent durant la transition de l'esclavage au féodalisme, du paganisme à la chrétienté. L'époque de la Renaissance marqua la transition de la société féodale à la société bourgeoise, du catholicisme au protestantisme et au libéralisme. Dans les deux cas, la vieille morale s'est dissipée avant que la nouvelle se soit formée.

Nous vivons de nouveau la transition d'un système à un autre dans une époque de crise sociale exceptionnelle, laquelle, comme toujours, s'accompagne d'une crise dans le domaine de la morale. L'ancienne a été ébranlée jusque dans ses fondements. La nouvelle commence à peine à émerger. Quand le toit s'est effondré, quand les portes et les fenêtres sont sorties de leurs gonds, la maison est triste et la vie y est dure. Aujourd'hui, des rafales balayent la planète tout entière. Tous les principes traditionnels sont de plus en plus avilis et pas seulement ceux que bafouent les pratiques staliniennes.

41. Après leur rupture avec Staline en 1925, Zinoviev et Kamenev animèrent en 1925 l'opposition dite « de Leningrad » qui allait rejoindre celle de 1923 dans l'« opposition unifiée » en 1926.

Mais une explication historique n'est pas une justification : Néron, lui aussi, fut un produit de son temps. Néanmoins, après qu'il eut disparu, ses statues furent brisées et son nom partout effacé. La vengeance de l'histoire est plus terrible que celle du secrétaire général le plus puissant. J'ose penser que c'est consolant.

[PLAN D'UN ARTICLE]¹ (30 septembre 1939)

Cher Monsieur Busch²,

Je vous suis très reconnaissant des commentaires gracieux sur mon article³ et je suis content que vous gardiez un bon souvenir de notre travail en commun.

J'enverrai le deuxième article, en manuscrit russe, à mon traducteur habituel, M. Charles Malamuth⁴, qui vous en fera une meilleure traduction que nous ne pouvons le faire ici.

Le contenu fondamental du second article sera : les crimes (impostures, fausses accusations, assassinats, particulièrement empoisonnements, suicides forcés de ses adversaires) en tant que méthodes ordinaires de la politique de Staline. La dernière lettre, écrite, ou plus exactement dictée par Lénine avant sa seconde attaque, était une lettre à Staline, rompant avec lui personnellement toutes relations de camaraderie⁵. (Il faut, selon moi, mentionner une photographie très connue qui représente Lénine malade avec Staline sur un banc à Gorky. Cette photographie est un document remarquable : Staline a donné l'ordre qu'on le photographie avec Lénine, qui avait déjà

1. Lettre à N. Busch (8917) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Noel Fairchild *Busch* (né en 1906), collaborateur de *Life*, était venu quelques jours à Coyoacán pour aider Trotsky à rédiger un article correspondant aux desiderata du grand hebdomadaire américain.

3. Il s'agit de l'article « Joseph Staline, le nouvel ami de Hitler ».

4. Charles *Malamuth* (1909-1965), écrivain et journaliste d'origine russe traduisait les textes de Trotsky destinés à publication.

5. La lettre de Lénine mentionnée ici par Trotsky, datée du 5 mars 1923, était connue de plusieurs vieux-bolcheviks, mais, à l'époque où Trotsky écrivait, son existence était officiellement niée à Moscou. Elle a été publiée après la mort de Staline et le lecteur français la trouvera dans le tome 45 des *Œuvres* de Lénine en traduction française pp. 628-629 et ci dessus, p. 70 n. 8.

rompu toutes relations avec lui, mais n'était pas capable de se défendre.) L'épisode central, autour duquel tournera le reste, est l'information de Staline au bureau politique, selon laquelle Lénine avait réclamé qu'on lui donne du poison, parce qu'il sentait que la seconde attaque venait. Cet épisode, qui n'a jamais été publié, apparaît sous un éclairage nouveau après les procès de Moscou. Le rôle du poison dans la vie du Kremlin de Staline a été clairement révélé dans le procès de Moscou de mars 1938. Après ce procès, ont été exécutés les meilleurs médecins du Kremlin (le vieux Lévine, Pletnev et Kazakov⁶) en tant qu'« empoisonneurs ». Ils étaient accusés particulièrement d'avoir hâté la fin de l'écrivain Gorky. Au procès, on découvrit une atmosphère qui n'est comparable qu'avec celle de la décadence à Rome ou de l'époque de la Renaissance. Je fais des comparaisons rapides avec les époques de Néron et de César Borgia. On pourrait même appeler cet article « Borgia au Kremlin ». Il me semble que vous devriez publier des photographies des plus émirents bolcheviks qui ont péri victimes de la vengeance de Staline (tués après un procès, assassinés en secret, empoisonnés, contraints au suicide).

Une partie de l'article sera consacrée à Iagoda, l'ancien chef du G.P.U., qui, pendant dix ans, a été le principal instrument de Staline dans la spécialité assassinats et empoisonnements, etc. mais qui a été ensuite exécuté comme coupable de crimes dont on ne savait rien. Ce serait bien de publier sa photographie.

Une grande partie de cet article est consacrée à des faits, épisodes, caractéristiques personnelles. L'idée fondamentale est la suivante :

Staline est l'unique personnage dans l'histoire de l'humanité dont le nom ait été connu dans son propre pays après qu'il en soit devenu le dictateur. Il n'existe pas de produit plus légitime de l'appareil et il ne pourrait en exister ! En même temps, la série ininterrompue d'assassinats, d'impostures, de suicides, etc., témoigne de la désintégration interne de l'appareil dont Staline est le produit et préfigure sa fin tragique.

6. Trotsky énumère ici trois des médecins qui avaient été jugés et condamnés lors du troisième procès de Moscou, Lev G. Lévine, Ignati N. Kazakov (1891-1938) et Dimitri D. Pletnev (1872-1938). Ce dernier ne fut pas condamné à mort, mais mourut en prison la même année.

LES ÉTATS-UNIS ENTRERONT EN GUERRE ¹

(4 octobre 1939)

La politique de l'U.R.S.S., emplie de surprises même pour des observateurs attentifs, procède en réalité de l'analyse traditionnelle par le Kremlin des relations internationales que l'on peut formuler approximativement de la façon suivante : depuis longtemps, l'importance non seulement de la France, mais aussi de la Grande-Bretagne a cessé de correspondre aux dimensions de leurs possessions coloniales respectives. La nouvelle guerre détruira forcément ces deux empires. (Ce n'est pas par hasard, dit-on au Kremlin, que l'astucieux opportuniste Mohandas K. Gandhi² a déjà lancé la revendication de l'indépendance de l'Inde. Et ce n'est qu'un début.) Lier son sort à celui de la Grande-Bretagne et de la France, si les Etats-Unis ne sont pas derrière elles, c'est signer d'avance sa condamnation.

Les « opérations » sur le front occidental pendant le premier mois de guerre n'ont fait que confirmer Moscou dans cette analyse. La France et la Grande-Bretagne ne veulent pas violer la neutralité de la Belgique et de la Suisse — qu'il faudra bien violer si la guerre vient à s'engager pour de bon —, ni attaquer sérieusement la ligne Siegfried³. Elles ne veulent apparemment pas faire la guerre du tout, tant qu'elles n'ont pas d'avance la garantie que les Etats-Unis ne consentiront pas à leur défaite. Aussi le Kremlin estime-t-il que la façon actuelle, confuse et indécise, dont la France et la Grande-Bretagne

1. Article dans *New York Times*, 4 octobre 1939, traduit de l'anglais.

2. Mohandas Karamchand dit le Mahatma *Gandhi* (1869-1948) était le père et le leader charismatique du mouvement nationaliste indien. Il avait fait rejeter les propositions britanniques qui comprenaient les discussions... ultérieures sur un statut de Dominion pour l'Inde.

3. La « Ligne Siegfried » était une ligne de fortifications construite entre 1936 et 1940 à la frontière occidentale de l'Allemagne de la latitude de Bâle à celle des Pays-Bas.

mènent les opérations, est une sorte de grève militaire sur le tas contre les Etats-Unis, pas une guerre contre l'Allemagne. Dans ces conditions, le pacte entre Joseph Staline et Adolf Hitler devait inévitablement être complété par celui de septembre⁴. La signification réelle des formules algébriques de ce nouvel instrument diplomatique apparaîtra clairement à travers le développement de la guerre dans les prochaines semaines.

Il est très peu probable que Moscou intervienne maintenant du côté de Hitler contre les empires coloniaux. Staline n'est entré dans un bloc très impopulaire avec Hitler que pour protéger le Kremlin des risques et troubles de la guerre. Ensuite, il est intervenu dans une petite guerre pour justifier son bloc avec Hitler. Dans les fissures d'une grande guerre, Moscou cherchera encore à faire de nouvelles conquêtes dans la Baltique et les Balkans. Il faut cependant considérer ces conquêtes provinciales à la lumière de la guerre mondiale. Si Staline veut conserver ces provinces nouvelles, il devra tôt ou tard mettre en jeu son pouvoir lui-même. Toute sa politique tend à retarder ce moment.

Mais, s'il est difficile de s'attendre à une coopération militaire directe de Moscou avec Berlin sur le front occidental, il serait infiniment léger de sous-estimer l'aide économique que l'U.R.S.S., avec le concours de la technique allemande, notamment dans le domaine des transports, peut apporter à l'armée allemande⁵. L'importance du blocus franco-britannique n'en sera certes pas supprimée, mais elle sera considérablement diminuée. Dans ces conditions, le pacte germano-soviétique aura deux conséquences. Il allongera beaucoup la durée de la guerre et il rapprochera le moment de l'intervention des Etats-Unis.

En elle-même, cette intervention est absolument inévitable. Londres, contre toute évidence, a voulu croire que les ambitions de Hitler ne dépasseraient pas la plaine du Danube et a espéré que la Grande-Bretagne pourrait rester à l'écart. De même, sur

4. Le traité conclu le 23 août après la visite de von Ribbentrop à Moscou comprenait un pacte de non-agression, qui fut rendu public, et un protocole secret qui réglait le problème des « influences respectives » des co-signataires sur les Etats baltes, la Finlande et la Pologne. Après une seconde visite de von Ribbentrop, le 27 septembre, furent signés, le 28, un nouveau traité et un nouveau protocole secret. La Pologne était formellement partagée sur un modèle plus favorable encore à l'U.R.S.S. qui récupérait en outre dans sa sphère la Lithuanie, prévue dans la sphère allemande en août.

5. L'accord économique fut plus difficile mais finalement satisfaisant pour les deux partenaires ; il fut signé le 11 février 1940 pour dix-huit mois.

le continent américain, certains espèrent pouvoir s'abriter derrière un écran de papier les isolant contre cette folie purement « européenne ». Espoirs vains ! Il s'agit d'une lutte pour la *domination mondiale* — et les Etats-Unis ne peuvent pas rester à l'écart. Leur intervention, qui serait à même d'amener un changement d'orientation, non seulement de Moscou mais aussi de Rome, n'est cependant que la musique de l'avenir. Les empiristes du Kremlin ont les deux pieds dans le présent. Ils ne croient pas à la victoire de la Grande-Bretagne et de la France et ils se cramponnent donc à l'Allemagne.

Pour comprendre la politique de l'U.R.S.S. avec ses tournants inattendus, il faut avant tout rejeter l'idée absurde selon laquelle Staline cherche par la guerre à étendre la révolution mondiale. Si tel était son but, le Kremlin pourrait-il sacrifier son influence sur la classe ouvrière internationale pour annexer des territoires frontaliers ? Le sort de la révolution ne se décidera ni en Galicie, ni en Esthonie, ni en Lettonie, ni en Bessarabie. Il se décidera en Allemagne : mais là, Staline soutient Hitler. Il se décidera en France et en Grande-Bretagne : mais là, Staline a porté un coup mortel aux partis communistes. Et le P.C. des Etats-Unis ne pourra pas résister bien longtemps aux conséquences du pacte de septembre. La Pologne survivra, l'Internationale communiste, jamais. En réalité, il n'existe aujourd'hui aucun gouvernement, ni en Europe, ni dans le monde entier, qui craigne plus la révolution que la caste privilégiée qui gouverne l'U.R.S.S. Le Kremlin ne se sent pas solide et les révolutions sont contagieuses et c'est précisément parce que le Kremlin a peur de la révolution qu'il a peur de la guerre qui mène à la révolution.

Il est vrai que, dans les régions occupées, le Kremlin procède à l'expropriation des grands propriétaires. Mais ce n'est pas là une révolution faite par les masses, mais une réforme administrative destinée à étendre le régime de l'U.R.S.S. dans des territoires nouveaux⁶. Demain, dans les régions « libérées », le Kremlin écrasera sans pitié les ouvriers et les paysans pour les assujettir à la bureaucratie totalitaire. Hitler n'a pas peur de ce genre de « révolution » à ses frontières et, à sa manière, il a tout à fait raison.

Pour brouiller les nouveaux amis, la propagande franco-britannique s'efforce de présenter Hitler comme un simple

6. La « doctrine » de Trotsky sur l'extension territoriale de l'U.R.S.S. se précise

instrument aux mains de Staline. C'est contraire au bon sens. Dans le pacte de septembre comme celui d'août, Hitler est le partenaire agissant. Staline joue un rôle subalterne, s'adapte, s'accroche, marche au pas sur la musique de Hitler, limite tout ce qu'il est tenu de faire s'il ne veut pas la rupture avec Hitler. La politique de Hitler est offensive et mondiale. Celle de Staline est défensive et provinciale. Hitler veut faire voler en éclats l'empire britannique et préparer une base militaire pour la guerre contre les Etats-Unis. Staline le soutient pour le détourner de l'Est. A chaque étape de son plan, Hitler sait se forger un nouveau cercle d'« amitiés ». En août, il s'est assuré la neutralité de Staline et son concours économique pour attaquer la Pologne. En septembre, il a fait de Staline son partenaire intéressé dans sa lutte contre la France et la Grande-Bretagne. La moitié de la Pologne, ce n'est pas pour cela un prix trop élevé. De toute façon, si Hitler perd la guerre, il perdra la Pologne. Si, grâce à Staline, il en sort vainqueur, il remettra toutes les questions sur le tapis à l'Est.

Du fait de la difficulté, voire de l'impossibilité dans laquelle se trouve l'Allemagne de soutenir une guerre longue, Hitler veut la remplacer par une série de coups très rapides. Maintenant il a de nouveau besoin d'un répit. Staline, comme avant, a besoin de la paix. D'où l'empressement de Staline à aider Hitler à obtenir de la France et de la Grande-Bretagne une capitulation sans combat. Il est certain que la signature d'une paix sur le front Ouest laisserait à Hitler les mains libres contre l'U.R.S.S. Mais si Staline ne s'est pas associé à l'« offensive de paix » de ce dernier⁷, c'est parce qu'il mène une politique conjoncturelle : Staline est un tacticien, pas un stratège. En outre, après le partage de la Pologne, il a perdu sa liberté d'action.

Pour obliger le Kremlin à changer de politique, il n'existe qu'un moyen, mais il est sûr : il faut porter à Hitler un coup si décisif que Staline cesse d'avoir peur de lui. En ce sens, on peut dire que la clé de la politique du Kremlin se trouve actuellement à Washington.

7. L'« offensive de paix » avait commencé par un discours de Hitler au Reichstag le 6 octobre, proposant la paix sur la base de la reconnaissance de ses conquêtes.

[GARDER LES PROPORTIONS] ¹

(8 octobre 1939)

Cher Camarade Stanley ²,

J'ai reçu votre lettre adressée à O'Brien ³ à la veille de son départ. Cette lettre m'a fait une impression étrange car, à l'opposé de vos très bons articles, elle est pleine de contradictions.

Je n'ai encore reçu aucun matériel concernant la réunion plénière du comité national ⁴ et ne sais rien ni de la résolution de la majorité ni du texte de M[ax] S[hachtman] ⁵, mais vous affirmez qu'il n'y a pas d'opposition inconciliable entre les deux textes. En même temps, vous affirmez que le parti va « au désastre ». Même si les deux positions étaient *inconciliables*, ce ne serait pas un « désastre ». Cela impliquerait seulement la nécessité de pousser la lutte jusqu'au bout. Mais, si les deux motions n'expriment que les nuances d'un même point de vue

1. Lettre à S. Stanley (10518), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Stanley *Plastrik*, dit Sherman Stanley (1915-1981) avait été gagné à la fraction trotskyste dans la Y.P.S.L. de New York. Il s'était passionné pour la question indienne et en était devenu un authentique spécialiste, d'où sa correspondance avec Trotsky.

3. Vaughn Thomas *O'Brien*, dit Irish, avait été garde du corps et secrétaire de Trotsky et repartait. Stanley lui avait écrit à lui pour informer Trotsky.

4. Stanley avait écrit à O'Brien le 3 octobre qu'il avait assisté à la première partie du plénum du comité national du S.W.P. qui s'était tenu les 30 septembre et 1^{er} octobre. Il dénonçait une réorganisation du comité politique destinée à l'homogénéiser, parlait de « la plus vive inquiétude », de « graves crises » et même de « désastre » avec le début d'une lutte fractionnelle sur la question de la nature sociale de l'U.R.S.S. et du régime du parti.

5. Les informations de Stanley étaient les premières que Trotsky recevait sur le plénum. Max *Shachtman* (1903-1972) était l'un des dirigeants historiques de l'Opposition de gauche aux Etats-Unis et venait de se ranger aux côtés de Burnham

contenu dans le programme de la IV^e Internationale, comment une catastrophe peut-elle surgir de cette divergence sans rapport avec les principes (de votre point de vue)? Que la majorité préfère sa propre nuance (s'il ne s'agit que d'une nuance), c'est normal. Mais ce qui n'est pas normal du tout, c'est que la minorité déclare : « Puisque vous, majorité, vous préférez votre nuance à la nôtre, nous prédisons une catastrophe. » De quel côté viendra cette catastrophe?... Et vous affirmez que vous « examinez objectivement les différents regroupements ». Ce n'est pas du tout mon impression.

Vous écrivez à propos de mon article « qu'une page manquait *pour une raison ou pour une autre* »⁶. Vous entretenez ainsi une suspicion des plus fielleuses à l'égard des camarades responsables. C'est par suite d'un regrettable laisser-aller de notre bureau ici que cette page fait défaut, et nous avons déjà envoyé à la traduction un nouveau texte complet.

Votre argumentation concernant « l'empire ouvrier » dégénéré ne me semble pas très heureuse⁷. Dès les premiers jours de la révolution d'Octobre, on reprocha aux bolcheviks de reprendre « le programme d'expansion du tsarisme ». Même un Etat ouvrier sain tendrait à une expansion dont les limites géographiques coïncideraient inévitablement avec celles de l'expansionnisme tsariste, car, d'ordinaire, les révolutions ne changent pas les conditions géographiques. Ce que nous reprochons au gang du Kremlin n'est pas son expansion, pas plus que les directions géographiques de son expansion, mais bien les méthodes bureaucratiques, contre-révolutionnaires, qu'il emploie dans ce but. Mais en même temps nous reconnaissons, pour la simple raison que nous autres, marxistes, « examinons objectivement » la réalité historique, que ni le tsar, ni Hitler, ni Chamberlain n'ont eu — ou n'ont — l'habitude d'abolir la propriété capitaliste dans les pays occupés ; ce fait, très positif, dépend d'un autre fait, à savoir que la révolution d'Octobre a été totalement assassinée par la bureaucratie et que celle-ci est forcée, par sa

6. Il s'agit de l'article « L'U.R.S.S. dans la guerre. » Le fait de « la page manquante » venait, dans la lettre de Stanley, après une protestation contre le fait que la motion majoritaire n'avait été votée qu'une heure après avoir été distribuée.

7. Dans sa lettre, Stanley indiquait qu'il avait des informations sur l'Extrême-Orient qui indiquaient que « le stalinisme pouvait devenir un facteur vital en Inde où il allait essayer de porter aux Britanniques un coup mortel — *pour le compte de Hitler* ». Enumérant les « conquêtes » du Kremlin, il ajoutait : « Le jour viendra peut-être où nous dirons « Défendons l'Empire ouvrier dégénéré. »

position même, d'adopter des mesures que nous devons, dans des circonstances données, défendre contre les ennemis impérialistes. Ces mesures progressistes sont, bien sûr, incomparablement moins importantes que l'activité générale contre-révolutionnaire de la bureaucratie : c'est pourquoi nous jugeons nécessaire de renverser la bureaucratie...

Les camarades s'indignent beaucoup du pacte Staline-Hitler. C'est compréhensible. Ils veulent prendre leur revanche sur Staline. Très bien. Mais, aujourd'hui, nous sommes trop faibles, et nous ne pouvons immédiatement renverser le Kremlin. Quelques camarades cherchent alors une satisfaction purement verbale. Ils retirent à l'U.R.S.S. le titre d'Etat ouvrier, de même que Staline prive de l'ordre de Lénine un fonctionnaire en disgrâce. Je trouve cela quelque peu puéril, cher ami. La sociologie marxiste et l'hystérie sont absolument incompatibles.

[L'INVITATION DE DIES]¹

(12 octobre 1939)

Chers Amis,

Je joins une copie de l'invitation qui m'a été envoyée par J. B. Matthews à comparaître devant la commission Dies² et une copie de ma réponse. Nous croyons tous³ ici que je ne peux pas refuser une tribune aussi exceptionnelle. Mes propositions concrètes sont les suivantes :

1. Je serais heureux d'avoir, si possible, le camarade Goldman comme avocat devant le comité. Si les statuts de la commission le permettent et si Goldman est d'accord, je le notifierai à Goldman de sorte qu'il puisse utiliser son pouvoir pour toute initiative qu'il jugera nécessaire.

2. Il serait également nécessaire d'arranger le voyage du camarade Glenner, si c'était possible et s'il pense que c'est judicieux, avec tous les livres, matériaux, etc. à sa disposition.

3. Ce serait bien entendu bon que d'autres camarades,

1. Lettre au S.W.P. (8109), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Joseph Broun *Matthews* (1894-1966) avait été pasteur et professeur d'hébreu. Membre du parti socialiste et en même temps président de la Ligue américaine contre le Fascisme et la Guerre, il était un compagnon de route efficace du P.C. pendant le début des années trente. A la suite de sa suspension dans le S.P. en 1934, il entra dans un institut de recherche sur la consommation et allait se faire anticommuniste professionnel. Martin *Dies* (1900-1972) était avocat et avait été élu représentant du Texas au congrès en 1931. Devenu son président, il utilisa la commission Dies constituée notamment pour enquêter sur les activités nazies et devenue « commission d'enquête sur les activités non-américaines » pour en faire un instrument de lutte contre le mouvement ouvrier. *Matthews*, qui avait d'abord donné son témoignage à la commission Dies, était entré ensuite à son service comme enquêteur. C'est probablement lui qui avait eu l'idée de solliciter le témoignage de Trotsky.

3. « Tous » désigne ici l'ensemble des militants présents à Coyoacán, secrétaires ou gardes, avec lesquels Trotsky discutait les questions politiques.

particulièrement le camarade Shachtman et le camarade Vanzler puissent venir avec des matériaux de leurs archives.

4. Dans une conversation téléphonique avec Joe Hansen⁴, Matthews a dit que la commission couvrirait les dépenses. Le câble ne dit rien là-dessus. Si la couverture des dépenses des témoins est une règle générale, je ne vois aucune raison de refuser ce paiement. La question a pour moi une grande importance pratique, comme vous le savez.

Mais vous déciderez par vous-mêmes et prendrez éventuellement par Goldman les initiatives nécessaires.

5. Je crois que vous pourriez discrètement contacter les actualités cinématographiques, les compagnies de radiodiffusion, etc. avec la proposition d'utiliser ce voyage de ce point de vue.

Selon le câble de Matthews⁵, je devrais être à Austin vers le 10 novembre. Ce serait mieux si Goldman pouvait venir à peu près un jour avant pour arranger toutes les questions pratiques avec les autorités.

Conformément à la demande de la commission, toute cette affaire doit être gardée actuellement dans la discrétion.

Annexe

J. B. Matthews, Enquêteur en chef, Commission spéciale sur les activités non-américaines, Washington DC⁶.

J'accepte votre invitation comme un devoir politique. Je prendrai les mesures nécessaires pour surmonter les difficultés pratiques. Arranger, s'il vous plaît, dans les mêmes conditions, l'entrée de ma femme. Elle m'est indispensable pour situer les documents, citations, dates, nécessaires dans mes dossiers. Nécessaire d'avoir vos questions aussi vite que possible afin de

4. Joseph LeRoy Hansen (1910-1979), originaire de l'Utah où il avait été gagné à la C.L.A. en 1934, était venu à Coyoacán en automne 1937 et avait gagné la confiance de Trotsky.

5. Matthews avait indiqué que la session de la commission qui recevrait le témoignage de Trotsky se tiendrait à Austin (Texas). Il s'agissait sans doute d'une précaution pour ne pas la mettre sous les feux de l'actualité.

6. Télégramme à Matthews (9029), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

sélectionner les documents nécessaires. Désire aussi citations exactes des dépositions de Foster et Browder⁷ me concernant personnellement.

7. William Z. *Foster* (1881-1961), militant syndicaliste qui avait rejoint le P.C. dans les années vingt et Earl R. *Browder* (1891-1973), son secrétaire général, avaient fait des dépositions devant la commission Dies dans lesquelles ils avaient notamment lancé les accusations traditionnelles contre « les trotskystes » malheureusement pour eux, peu avant le pacte.

[L'ARTICLE SUR STALINE]¹

(14 octobre 1939)

J'envoie en même temps la première partie du manuscrit à Malamuth et je joins une copie pour vous. La seconde partie sera envoyée demain matin. J'espère que la structure de l'article, ainsi que son contenu et sa forme en général, correspond au désir de votre comité de rédaction.

J'ai donné à une brève introduction la forme d'une lettre à la rédaction de *Life*. A mon avis, on pourrait la publier avec des caractères différents.

La dernière formulation m'a obligé, du fait de la dimension réduite de l'article, à réduire l'analogie avec Néron et César Borgia à quelques phrases, juste assez pour justifier le titre.

En dépit de toutes ces réductions, le texte, j'en ai peur, dépasse la limite des 4500 mots. Je le vérifierai de plus près demain matin et formulerai des propositions pour un raccourcissement éventuel.

M. Malamuth m'enverra par avion les parties de sa traduction, de sorte que, s'il arrivait une erreur, je puisse la corriger par avion ou même par câble.

Pour la mise au point de la traduction, vous pouvez la faire avec M. Malamuth. Si quelques modifications apparaissaient nécessaires, je propose à M. Malamuth d'inviter M. Shachtman qui connaît bien la question.

Faites en sorte, je vous prie, que l'administrateur de *Life* assure un paiement adéquat pour le travail de M. Malamuth. Si c'est impossible autrement, déduisez-le de mon paiement à moi.

1. Lettre à N. Busch (8918) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[TRADUCTION DE L'ARTICLE POUR *LIFE*]¹

(14 octobre 1939)

Cher Camarade Malamuth,

Je vous envoie la première partie du manuscrit. Je vous enverrai demain par avion la seconde et dernière. La traduction doit être remise à la rédaction avant le 21. J'espère que vous en viendrez à bout. Pour ce qui est des honoraires, j'écris à Busch de la rédaction.

Quand la traduction sera prête, envoyez-moi tout de suite, s'il vous plaît, une copie de la première partie puis de la seconde. Ainsi, s'il y a des erreurs, je pourrais vous faire parvenir les corrections par poste aérienne ou même télégraphiquement.

Il est possible que la rédaction souhaite opérer des coupures. Je n'y suis pas opposé puisque j'ai pris l'engagement de ne pas dépasser 4500 mots. Pour ces coupures, il serait bien de faire appel au camarade Shachtman qui connaît bien ces questions d'histoire et pourrait être d'un grand secours.

Un des chapitres de l'article comporte des citations du sténogramme du procès de Moscou en février 1938 (Boukharine, Rykov², Iagoda). Pour faciliter la traduction, je me suis procuré ici le sténogramme en anglais de ce procès et j'indique au crayon en marge du manuscrit les pages où vous pouvez trouver les citations correspondantes.

1. Lettre à Ch. Malamuth (8978), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Aleksei I. Rykov (1881-1938), vieux-bolchevik, ancien président du conseil des commissaires du peuple, avait été avec Boukharine et Tomsky le chef de file de la droite.

[ENCORE SUR L'ARTICLE]¹

(15 octobre 1939)

Cher Monsieur Busch,

J'envoie simultanément par avion à M. Malamuth la seconde et dernière partie du manuscrit. Je joins un exemplaire pour vous en tant qu'assurance supplémentaire.

La plus grande difficulté a été de rendre mon accusation contre Staline non seulement compréhensible pour le lecteur, mais encore convaincante. En dehors des faits et des documents, il y a dans mon esprit des centaines d'impondérables. Je les avais auparavant pour la plupart exprimés. Mais il s'est trouvé que l'article avait plus de 8000 mots. J'ai commencé une « purge ». J'ai sacrifié quelques faits et considérations psychologiques très intéressants. J'ai réduit presque à zéro la partie politique². J'espère néanmoins que le lecteur aura l'impression que l'article dit vrai. Je serais heureux d'avoir votre opinion et celle du comité de rédaction.

Votre administrateur a-t-il donné au journal russe de New York l'autorisation de traduire le premier article ? Leur traduction est si mauvaise que j'ai un peu honte de voir mon nom au bas de cet article.

P.-S. Je n'ai jamais reçu les douze exemplaires³ de *Life* annoncés. Je parie que les fonctionnaires des postes ont un grand intérêt pour votre revue.

1. Lettre à N. Busch (8919), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il existe dans les archives de Harvard sept versions successives de l'article sur Staline « super-Borgia ».

3. Il s'agit des exemplaires contenant l'article dont le texte est reproduit pp. 6-81.

ENCORE UNE FOIS SUR LA NATURE DE L'U.R.S.S.¹

(18 octobre 1939)

Psychanalyse et Marxisme

Certains camarades — ou anciens camarades comme Bruno Rizzi — ayant oublié les discussions et décisions passées de la IV^e Internationale, ont recours à la psychanalyse pour tenter d'expliquer ma caractérisation de l'Etat soviétique. « Trotsky, disent-ils, a pris part à la révolution russe et il lui est difficile d'abandonner l'idée de l'Etat ouvrier dans la mesure où cela signifierait abandonner la cause qui fut celle de toute sa vie », etc. Je pense que le vieux Freud², qui était fort perspicace, aurait un peu tiré les oreilles de psychanalystes de cet acabit. Naturellement, je ne me risquerai jamais moi-même à faire un tel geste, mais je puis néanmoins assurer à mes critiques que subjectivisme et sentimentalisme ne sont pas de mon bord, mais du leur.

L'attitude de Moscou, qui a dépassé toutes les bornes de l'abjection et du cynisme, révolte tout révolutionnaire prolétarien. Et cette révolte engendre à son tour un besoin de rejet. Quand ils n'ont pas les forces pour agir tout de suite, des révolutionnaires impatientes ont tendance à recourir à des moyens artificiels. C'est ainsi que naît, par exemple, la tactique de la terreur individuelle. Le plus souvent, on recourt à de gros mots, à des insultes et des imprécations. Dans le cas qui nous intéresse, certains camarades ont manifestement tendance à chercher une compensation dans la « terreur » terminologique. Cependant, même de ce point de vue, le simple fait de qualifier

1. Article (T 4642), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library

2. Le Dr Sigmund Freud (1856-1939), médecin viennois, neurologue, est le rondateur de la psychanalyse à laquelle Trotsky s'était intéressé et dont il était un peu informé.

la bureaucratie de « classe » est dénué de valeur. Si la racaille bonapartiste est une classe, cela signifie qu'elle n'est pas un avorton mais un enfant viable de l'histoire. Si son parasitisme de maraudeur constitue une « exploitation », au sens scientifique du terme, cela signifie que la bureaucratie a devant elle un avenir historique en tant que classe dirigeante, indispensable au système économique donné. Voilà où mènent la révolte et l'impatience, quand elles se coupent de la discipline marxiste !

Quand un mécanicien nerveux examine une auto qui a servi, par exemple, à des gangsters, pour échapper à la poursuite de la police sur une mauvaise route, et qu'il découvre un châssis déformé, des roues tordues et un moteur abîmé, il est parfaitement en droit de dire : « Ce n'est pas une auto mais diable sait quoi ! » Semblable définition n'aura aucun caractère technique et scientifique, mais elle exprimera la légitime indignation du mécanicien devant le travail des gangsters. Supposons pourtant que ce même mécanicien soit appelé à réparer l'objet qu'il a appelé « diable sait quoi ». Dans ce cas, il partira de la constatation qu'il a devant lui une voiture endommagée. Il déterminera quelles sont les parties intactes et les parties abîmées pour décider comment il va s'attaquer à la réparation. C'est la même attitude qu'aura vis-à-vis de l'U.R.S.S. un ouvrier conscient. Il est parfaitement en droit de se dire que les gangsters de la bureaucratie ont transformé l'Etat ouvrier en « diable sait quoi ». Mais, quand il passe de cette expression à la résolution du problème politique, il doit reconnaître qu'il est en présence d'un Etat ouvrier endommagé, dont le moteur de l'économie est abîmé, mais qui continue à tourner et pourrait être complètement réparé en remplaçant quelques pièces. Bien sûr, ce n'est qu'une comparaison. Mais elle mérite qu'on y réfléchisse.

Un « Etat ouvrier contre-révolutionnaire »

Certaines voix s'élèvent : « Si on continue à reconnaître l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier, il nous faudra créer une catégorie nouvelle : l'Etat ouvrier contre-révolutionnaire ». Cet argument cherche à frapper notre imagination, en opposant une norme programmatique bonne à une réalité misérable, minable et même répugnante. Mais n'avons-nous pas observé, jour après jour, depuis 1923, le rôle de plus en plus contre-révolutionnaire de l'Etat soviétique dans l'arène internationale ? Avons-nous

oublié l'expérience de la révolution espagnole, toute récente ? Il existe deux Internationales ouvrières totalement contre-révolutionnaires. Les critiques ont visiblement oublié l'existence de cette « catégorie ». Les syndicats en France, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et dans les autres pays, soutiennent à fond la politique contre-révolutionnaire de leur bourgeoisie. Cela ne nous empêche pas de les appeler des syndicats, de soutenir tout pas en avant de leur part et de les défendre contre la bourgeoisie. Pourquoi ne pourrait-on pas appliquer cette méthode à un Etat ouvrier contre-révolutionnaire ? En dernière analyse, un Etat ouvrier, c'est un syndicat qui a pris le pouvoir. La différence d'attitude dans ces deux cas s'explique par le simple fait que les syndicats ont une longue histoire et nous avons pris l'habitude de les considérer comme une réalité et non comme des « catégories » de notre programme ? En revanche, en ce qui concerne le premier Etat ouvrier, il semble impossible de se résoudre à le considérer comme un fait historique réel qui n'est pas lui-même subordonné à notre programme.

« *Impérialisme* » ?

L'expansion actuelle du Kremlin peut-elle être qualifiée d'impérialisme ? Avant tout, il faut s'entendre sur le contenu social que nous conférons à ce terme. L'histoire a connu l'impérialisme de l'Etat romain fondé sur le travail des esclaves, l'impérialisme de la propriété terrienne féodale, l'impérialisme du capitalisme commercial et industriel, l'impérialisme de la monarchie tsariste, etc. La force motrice de la bureaucratie soviétique réside sans aucun doute dans sa volonté d'accroître son pouvoir, son prestige, ses revenus. C'est l'élément d' « impérialisme » — dans le sens le plus large du terme — qui a été, dans le passé, le propre de toutes les monarchies, oligarchies, castes dirigeantes, états et classes divers. Pourtant, dans la littérature contemporaine, au moins dans la littérature marxiste, on entend par « impérialisme » *la politique d'expansion du capital financier* qui a un contenu économique bien défini. Employer pour la politique du Kremlin le terme d'impérialisme, sans expliquer ce qu'on entend précisément par là, revient tout simplement à identifier la politique de la bureaucratie bonapartiste à celle du capitalisme monopoliste, sur la base du fait que l'un comme l'autre utilisent la force militaire à des fins d'expansion. Une telle identification, seulement propre à semer la

confusion, convient plus à des démocrates petits-bourgeois qu'à des marxistes.

Continuation de la politique de l'impérialisme tsariste

Le Kremlin participe à un nouveau partage de la Pologne, le Kremlin s'empare des Etats baltes, le Kremlin se tourne vers les Balkans, la Perse, l'Afghanistan. En d'autres termes, le Kremlin continue la politique de l'impérialisme tsariste. Ne sommes-nous pas en droit, dans ces conditions, de qualifier d'« impérialiste » la politique même du Kremlin ? Cet argument historico-géographique n'est pas plus convaincant que les autres. La révolution prolétarienne, qui s'est produite sur le territoire de l'Empire tsariste, a cherché dès le début à gagner — et a gagné pour un temps — les pays baltes ; elle a essayé de pénétrer en Roumanie et en Perse et a conduit un moment ses troupes jusqu'à Varsovie (en 1920). Les lignes de l'expansion révolutionnaire étaient les mêmes que sous le tsarisme, car la révolution ne change pas les conditions géographiques. C'est justement pourquoi les mencheviks ont, dès cette époque, parlé d'un impérialisme bolchevique emprunté aux traditions de la diplomatie tsariste. La démocratie petite-bourgeoise utilise volontiers cet argument de nos jours. Nous n'avons, je le répète, aucune raison de l'imiter.

Une agence de l'impérialisme ?

Indépendamment pourtant de la manière dont on peut apprécier la politique expansionniste de l'U.R.S.S. elle-même, il reste la question de l'aide que Moscou apporte à la politique impérialiste de Berlin. Là, une constatation s'impose avant tout : dans certaines conditions — dans une certaine mesure et sous une certaine forme — le soutien de tel ou tel impérialisme serait inévitable, même pour un Etat ouvrier tout à fait sain, du fait de l'impossibilité pour lui de briser les chaînes des rapports impérialistes internationaux. Le traité de Brest-Litovsk, incontestablement, renforçait temporairement l'impérialisme allemand face à la France et à la Grande-Bretagne³. Un Etat

3. Après le traité de Brest-Litovsk en mars 1918, paix séparée entre les puissances centrales et la Russie soviétique, Allemagne et Autriche-Hongrie n'avaient plus qu'un seul front à tenir, à l'Ouest, alors que les Alliés occidentaux n'avaient plus d'allié à l'Est.

ouvrier ne peut que manœuvrer entre les camps impérialistes en lutte. « Manœuvrer » signifie soutenir temporairement l'un des camps contre l'autre. La question de savoir lequel il est plus avantageux ou moins dangereux de soutenir à un moment donné n'est pas une question de principe, mais de calcul pratique et de prévision. Les inconvénients évidents qui découlent de ce soutien forcé d'un Etat bourgeois contre un autre sont largement compensés par le fait que l'Etat ouvrier isolé reçoit ainsi la possibilité de continuer à exister.

Mais il y a « manœuvres » et « manœuvres ». A Brest-Litovsk, l'Etat soviétique a sacrifié l'indépendance nationale de l'Ukraine pour sauver l'Etat ouvrier. Personne ne pouvait alors parler de trahison à l'égard de l'Ukraine, car tous les travailleurs conscients comprenaient la nécessité de ce sacrifice. La question de la Pologne est tout à fait différente. Le Kremlin lui-même n'a jamais, nulle part, présenté la question comme s'il avait été *obligé* de sacrifier la Pologne. Au contraire, il se vante cyniquement de cette combinaison, ce qui constitue vraiment une injure aux sentiments démocratiques les plus élémentaires des classes et peuples opprimés du monde entier et qui affaiblit ainsi considérablement la situation internationale de l'Union soviétique. Ce que ne peuvent compenser, même au dixième, les transformations économiques effectuées dans les provinces occupées.

De façon générale, la politique extérieure du Kremlin est fondée sur un enjolivement malhonnête de l'impérialisme « ami » et conduit ainsi à sacrifier les intérêts fondamentaux du mouvement ouvrier mondial pour des avantages secondaires et instables. Après avoir, pendant cinq ans, trompé les travailleurs par des mots d'ordre de « défense des démocraties », voici que Moscou s'attache maintenant à couvrir la politique de pillage de Hitler. En soi, cela ne change pas encore l'U.R.S.S. en un Etat impérialiste. Mais Staline et son Internationale communiste sont maintenant, sans aucun doute, l'agence la plus précieuse de l'impérialisme.

Si nous voulons donner une définition exacte de la politique extérieure du Kremlin, nous dirons que c'est la politique d'une *bureaucratie bonapartiste d'un Etat ouvrier dégénéré encerclé par l'impérialisme*. Cette définition n'est pas brève et sonore comme « politique impérialiste », mais, en revanche, elle est beaucoup plus juste.

« *Le moindre mal* »

L'occupation de la Pologne orientale par l'Armée rouge est évidemment un « moindre mal » en comparaison de l'occupation de ce même territoire par les troupes nazies. Mais ce « moindre mal » n'a été obtenu qu'en assurant à Hitler la possibilité de faire un « mal plus grand ». Si un individu met le feu à une maison — ou aide un autre à y mettre le feu — et qu'ensuite, sur les dix personnes qui y habitaient, il en sauve cinq pour en faire ses demi-esclaves, c'est évidemment un « moindre mal » que si les dix avaient brûlé. Mais il est tout de même peu probable que cet incendiaire mérite de recevoir une médaille de sauvetage. Si pourtant on la lui donnait, il faudrait le fusiller tout de suite après comme dans un roman de Victor Hugo⁴.

Les « missionnaires armés »

Robespierre a dit un jour que les peuples n'aiment pas les missionnaires armés de baïonnettes⁵. Il voulait dire par là qu'on ne peut pas imposer des idées ou des institutions révolutionnaires à d'autres peuples par la violence militaire. Cette idée juste ne signifie évidemment pas qu'une intervention militaire pour soutenir la révolution dans d'autres pays, soit inadmissible. Mais une telle intervention, en tant qu'aspect d'une politique révolutionnaire internationale, doit être comprise par le prolétariat international, doit répondre aux vœux des masses laborieuses du pays sur le territoire duquel pénètrent les troupes révolutionnaires. Il va de soi que la théorie du socialisme dans un seul pays n'est pas capable de susciter l'élan de solidarité internationale active qui, seul, peut préparer et justifier une intervention armée. Le Kremlin pose et résout cette question de l'intervention armée — comme d'ailleurs tous les autres pro-

4. Victor Hugo (1802-1885), le poète et romancier du XIX^e, était considéré par Trotsky comme l'un des plus grands. C'est dans le roman *Quatre-Vingt-treize* que l'un des personnages, le matelot Halmalo, de la *Claymore*, est décoré d'abord et fusillé ensuite.

5. Maximilien Robespierre (1758-1794), qui fut, dans la dernière partie de sa vie, l'animateur du Comité de Salut Public, avant de tomber le 9 Thermidor, avait combattu les projets et la politique bellicistes des Brissotins (Girondins) à la Législative en 1792.

blèmes de sa politique — sans tenir aucun compte des idées et des sentiments de la classe ouvrière internationale. C'est pourquoi les derniers « succès » diplomatiques du Kremlin compromettent terriblement l'U.R.S.S. et sèment une confusion extrême dans les rangs du prolétariat mondial.

L'Insurrection sur deux fronts

Mais, puisqu'on en est là, disent certains camarades, est-il vraiment juste de parler de la défense de l'U.R.S.S. et des régions occupées ? N'est-il pas plus juste d'appeler les ouvriers et les paysans de toutes les parties de l'ancienne Pologne à se révolter à la fois contre Hitler et contre Staline ? Bien sûr, la tentation est grande. Si la révolution éclatait en même temps en Allemagne et en U.R.S.S. jusques et y compris dans les régions nouvellement occupées, cela résoudrait d'un seul coup bien des questions. Mais notre politique ne peut se fonder seulement sur l'éventualité la plus favorable, le concours de circonstances le plus heureux. La question est la suivante : que faire si Hitler, avant d'avoir été écrasé par la révolution, envahit l'Ukraine avant que la révolution ait abattu Staline ? Les partisans de la IV^e Internationale devront-ils, dans ce cas, lutter contre les troupes de Hitler, comme ils ont lutté en Espagne dans les rangs des troupes républicaines contre Franco ? Bien sûr, nous sommes de tout cœur et entièrement partisans d'une Ukraine soviétique indépendante (indépendante de Hitler comme de Staline). Mais que faire si, avant qu'elle ait obtenu cette indépendance, Hitler cherche à s'emparer de l'Ukraine qui se trouve sous la domination de la bureaucratie stalinienne ? La IV^e Internationale répond : « Nous défendrons contre Hitler cette Ukraine asservie par Staline. »

« Défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. »

Que signifie l'expression « défense inconditionnelle » de l'U.R.S.S. ? Elle signifie que nous ne posons aucune condition à la bureaucratie. Elle signifie qu'indépendamment des motifs et causes de la guerre, nous défendons la base sociale de l'U.R.S.S. si elle est menacée par l'impérialisme.

Certains camarades disent : « Et si demain l'Armée rouge envahit l'Inde et commence à réprimer un mouvement révolu-

tionnaire, devons-nous la soutenir là aussi ?⁶ ». Une telle façon de poser le problème est parfaitement inconsistante. D'abord on ne voit absolument pas ce que vient faire l'Inde. N'est-il pas plus simple de demander : « Si l'Armée rouge menace des grèves ouvrières ou des protestations de paysans contre la bureaucratie en U.R.S.S., devons-nous la soutenir ou non ? » La politique extérieure est un prolongement de la politique intérieure. Nous n'avons jamais promis de soutenir *toutes* les actions de l'Armée rouge, qui est un instrument aux mains de la bureaucratie bonapartiste. Nous avons seulement promis de défendre l'U.R.S.S. en tant qu'Etat ouvrier et uniquement ce qui en elle, relève de l'Etat ouvrier.

Un casuiste habile peut dire : « Si l'Armée rouge, indépendamment du caractère de son " travail ", est battue par les masses insurgées en Inde, cela va affaiblir l'U.R.S.S. » A cela, nous répondons que l'écrasement d'un mouvement révolutionnaire en Inde avec la coopération de l'Armée rouge représenterait un danger infiniment plus grand pour la base sociale de l'U.R.S.S. qu'une défaite épisodique de détachements contre-révolutionnaires de l'Armée rouge en Inde. Dans tous les cas, la IV^e Internationale saura discerner où et quand l'Armée rouge n'intervient qu'en qualité d'instrument de la réaction bonapartiste et où elle défend la base sociale de l'U.R.S.S.

Un syndicat dirigé par des gredins réactionnaires organise une grève contre l'admission d'ouvriers noirs dans une branche donnée de l'industrie. Allons-nous soutenir une grève aussi honteuse ? Bien sûr que non. Mais supposons maintenant que les patrons, profitant de cette grève, tentent d'écraser le syndicat et de rendre de façon générale impossible toute auto-défense organisée des ouvriers. Dans ce cas, nous défendrons le syndicat en question, en dépit de sa direction réactionnaire. Pourquoi la même politique n'est-elle pas applicable à l'U.R.S.S. ?

La Règle fondamentale

La IV^e Internationale a fermement établi que, dans tous les pays impérialistes, qu'ils soient alliés à l'U.R.S.S. ou apparten-

6. Cette idée d'une invasion de l'Inde avait été formulée pour la première fois à Trotsky par une lettre de Sherman Stanley, puis reprise par Selina Perera qui avait rencontré Stanley à New York.

ment au camp ennemi, les partis prolétariens doivent, en temps de guerre, développer la lutte de classe afin de s'emparer du pouvoir. En même temps, le prolétariat des pays capitalistes ne doit pas perdre de vue les intérêts de la défense de l'U.R.S.S. (ou des révolutions coloniales) et, en cas de nécessité, il doit recourir aux actions les plus énergiques comme les grèves, les actes de sabotage, etc. Les regroupements des puissances ont radicalement changé dans le monde depuis que la IV^e Internationale a formulé cette règle, mais elle garde toute sa validité. Si la Grande-Bretagne ou la France menaçaient demain Leningrad ou Moscou, les ouvriers britanniques et français prendraient les mesures les plus décisives pour empêcher l'envoi de soldats et de munitions. Si Hitler se trouvait contraint par la logique de la situation d'envoyer des munitions à Staline, les ouvriers allemands n'auraient, dans ce cas particulier, aucune raison de recourir à des grèves ou au sabotage. Personne, j'espère, ne proposera d'autre solution.

« *Révision du marxisme* » ?

Certains camarades ont visiblement été surpris que je parle dans mon article du système de « collectivisme bureaucratique » comme d'une possibilité théorique. Ils y ont même vu une révision complète du marxisme. Il y a manifestement là un malentendu. La conception marxiste de la nécessité historique n'a rien de commun avec le fatalisme. Le socialisme ne se fera pas « tout seul », mais par la lutte de toutes les forces vives des classes et de leurs partis. L'avantage décisif du prolétariat dans cette lutte réside dans le fait qu'il représente le progrès historique, tandis que la bourgeoisie incarne la réaction et la décadence. C'est précisément en cela que réside la source de notre certitude de la victoire. Mais nous avons parfaitement le droit de nous demander quel caractère aurait la société si les forces de la réaction venaient à l'emporter.

Les marxistes ont maintes et maintes fois formulé l'alternative suivante : socialisme ou retour à la barbarie. Après l'« expérience » italienne, nous avons mille fois répété : communisme ou fascisme. Le passage effectif au socialisme ne peut pas ne pas apparaître infiniment plus complexe, plus délicat et plus contradictoire qu'on ne l'avait prévu dans le schéma historique général. Marx a parlé de la dictature du prolétariat et de son dépérissement ultérieur, mais il n'a rien dit de la

dégénérescence bureaucratique de la dictature. Nous avons pour la première fois observé et analysé par l'expérience une telle dégénérescence. Est-ce là une révision du marxisme ?

Le cours des événements a déjà démontré qu'un retard de la révolution socialiste engendre des phénomènes indiscutables de barbarie : chômage chronique, paupérisation de la petite bourgeoisie, fascisme et enfin guerres d'extermination sans issue. Quelles formes sociales et politiques pourrait prendre cette nouvelle « barbarie » si l'on admet théoriquement que l'humanité n'est pas capable d'atteindre le socialisme ? Nous pouvons nous exprimer là-dessus de façon beaucoup plus concrète que Marx. Le fascisme d'un côté, la dégénérescence de l'Etat soviétique de l'autre, donnent une idée des formes sociales et politiques que revêtirait une nouvelle barbarie. Une alternative de ce type — socialisme ou esclavage totalitaire — n'a pas seulement un intérêt théorique, mais aussi une importance énorme dans l'agitation, car elle illustre de façon particulièrement probante la nécessité de la révolution socialiste.

S'il faut parler d'une révision de Marx, c'est en réalité celle de ces camarades qui projettent un nouveau type d'Etat « non bourgeois » et « non ouvrier ». Comme l'alternative que j'ai exposée plus haut les conduit à pousser leur raisonnement jusqu'à son terme logique, certains de ces critiques, épouvantés des conclusions qui découlent de leurs propres théories, m'accusent de réviser le marxisme. Je préfère penser que c'est simplement une amicale plaisanterie.

Le droit à l'optimisme révolutionnaire

Dans mon article « L'U.R.S.S. dans la guerre », j'ai essayé de démontrer que la perspective d'un Etat exploiteur « non ouvrier » et « non bourgeois » ou de « collectivisme bureaucratique » est, pour le prolétariat international, la perspective de la défaite et du déclin complet, celle du pessimisme historique le plus profond. Existe-t-il de véritables raisons pour une telle perspective ? Il n'est pas inutile d'interroger à ce sujet nos ennemis de classe⁷.

Le supplément hebdomadaire du journal parisien bien

7. A partir de cet endroit, le passage qui suit a été reproduit à part dans *Socialist Appeal* du 14 novembre avec la date du 7, sous le titre « Le Droit à l'Optimisme révolutionnaire ».

connu *Paris-soir* du 31 août 1939 rapporte la conversation très instructive entre l'ambassadeur français Coulondre⁸ et Hitler lors de leur dernière entrevue, le 25 août (l'information est vraisemblablement transmise par Coulondre lui-même) : Hitler postillonne et bombe le torse à propos du pacte qu'il vient de conclure avec Staline (« un pacte réaliste ») et « regrette » qu'il faille faire couler du sang français et allemand. « Mais, rétorque Coulondre, Staline fait preuve d'une grande hypocrisie. Le grand vainqueur, en cas de guerre, sera Trotsky. Y avez-vous songé ? — Je sais, répond le Führer, mais pourquoi la France et l'Angleterre ont-elles donné à la Pologne complète liberté d'action etc. ? »

Ces messieurs donnent un nom propre au spectre de la révolution. Mais ce n'est bien entendu pas là que réside l'essentiel de ce dramatique dialogue, au moment même de la rupture des relations diplomatiques. « La guerre va inévitablement provoquer la révolution », assure ce représentant de la bourgeoisie, lui-même glacé jusqu'à la moelle, mais qui cherche à effrayer son adversaire. « Je sais, répond Hitler, comme s'il parlait d'une question résolue depuis longtemps, je sais. » Etonnant dialogue !

Tous les deux, Hitler et Coulondre, représentent la barbarie qui menace l'Europe. En même temps, aucun d'eux ne doute que la révolution socialiste l'emportera sur leur barbarie. Telle est actuellement la compréhension des classes dirigeantes de l'univers capitaliste. Leur complète démoralisation est l'un des éléments les plus importants dans le rapport des forces entre les classes, le prolétariat a une direction révolutionnaire jeune et encore faible. Mais la direction de la bourgeoisie pourrit sur pied. Au début même de cette guerre, qu'ils n'ont pas pu éviter, ces messieurs sont persuadés d'avance de l'effondrement de leur régime. Ce seul fait doit être pour nous la source d'un optimisme révolutionnaire invincible.

8. Robert *Coulondre* (1885-1959) était ambassadeur de France à Berlin, où il avait succédé à André François-Poncet, depuis 1938. Cette conversation a été également reproduite dans le *Livre Blanc*.

[POUR AIDER DES AMIS]¹

(19 octobre 1939)

Cher monsieur Lander²,

Permettez-moi de m'adresser à vous dans une affaire plutôt personnelle. Vous savez peut-être qu'un couple français, M. et M^{me} Griot³, sont venus au Mexique avec mon petit-fils. Tous deux sont de très vieux amis à nous, amis du temps de notre jeunesse. La guerre a commencé quand ils étaient déjà au Mexique. Dans les conditions données, ils n'ont aucune raison de prendre le risque d'un voyage en Europe. Ils n'ont pas de famille.

M^{me} Marguerite Griot est une pédagogue de grandes capacités et expérience. Elle est aussi une excellente musicienne

1. Lettre à W. Lander (8795), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. William, ordinairement appelé Bill *Lander*, était le correspondant permanent de l'United Press à Mexico et entretenait de bons rapports avec la maison de Coyoacán.

3. M. et M^{me} Griot étaient les véritables noms de deux amis de Trotsky, plus connus sous le nom d'Alfred et Marguerite Rosmer. Alfred *Rosmer* (1877-1964), ancien syndicaliste révolutionnaire du noyau de la *Vie ouvrière* pendant la guerre s'était lié d'amitié avec Trotsky pendant la guerre. Il avait été membre du petit bureau de l'I.C. en 1920 puis de la direction du P.C. dont il avait été exclu en 1924 avec son ami Pierre Monatte. Il avait été en 1929 l'un des organisateurs de l'Opposition de gauche internationale, de laquelle il s'était retiré en 1930. à la suite d'un conflit avec Trotsky au sujet de Raymond Molinier. Marguerite *Thévenet* (1879-1962) était sa compagne, également liée aux Trotsky. Les relations amicales entre les deux couples avaient repris en 1936. Après la mort à Paris de Léon Sedov, le fils de Trotsky, Alfred Rosmer avait joué un rôle déterminant dans la récupération des archives qui lui avaient été confiées; de même Marguerite avait permis de retrouver le petit-fils de Trotsky, Siéva Volkov, qui avait été caché dans un pensionnat religieux par la compagne de Sedov. Les Rosmer étaient arrivés quelques mois plus tôt, amenant avec eux le jeune garçon. Avec la guerre, ils envisageaient maintenant de ne pas revenir en Europe.

diplômée du conservatoire de Paris. Ce n'est pas une politique — notre vieille amitié est purement personnelle. Elle serait heureuse de trouver une occupation satisfaisante ici comme professeur de musique ou professeur de français, de littérature française, etc. Elle est, je le répète, très qualifiée, avec de grandes qualités morales et une pénétrante perspicacité en tant que pédagogue. Elle parle un peu d'anglais et d'espagnol. Ne croyez-vous pas qu'elle pourrait trouver une occupation satisfaisante dans les familles américaines du Mexique ?

Je m'adresse à vous à cause de nos relations amicales qui me permettent d'espérer que vous interviendrez dans cette affaire.

LE RÉFÉRENDUM ET LE CENTRALISME DÉMOCRATIQUE ¹

(21 octobre 1939)

Nous exigeons un référendum sur la question de la guerre² parce que nous voulons paralyser ou affaiblir la centralisation de l'Etat impérialiste. Mais pouvons-nous admettre le référendum comme un moyen normal de trancher les questions dans notre propre parti³? Il n'est pas possible de répondre à cette question autrement que par la négative.

Quiconque est en faveur d'un référendum reconnaît par là même qu'une décision du parti n'est que la somme arithmétique de décisions locales, chacune de nos organisations locales étant inévitablement bornée par ses propres forces et les limites de sa propre expérience. Quiconque est en faveur d'un référendum doit aussi se prononcer pour les mandats impératifs, c'est-à-dire pour une procédure dans laquelle chaque section locale a le droit d'*obliger* son représentant à un congrès du parti de voter d'une façon déterminée. Quiconque reconnaît les mandats impératifs nie la signification des congrès en tant qu'instance suprême du parti. A la place d'un congrès, il suffit de décompter les voix sur le plan local. Le parti disparaît en tant que tout centralisé. Si l'on accepte un référendum, l'influence des organisations locales les plus avancées, celle des camarades les plus expérimentés et ayant une perspective à plus long terme de la capitale ou des centres industriels, cède le pas à l'influence des secteurs les moins expérimentés, les plus arriérés, etc.

1. Note (T 4643) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Au cours des années précédentes, Trotsky avait essayé de persuader ses camarades du S.W.P. de soutenir la proposition du député Ludlow qui voulait modifier la Constitution en soumettant l'entrée en guerre du pays à un vote positif dans un référendum organisé à cet effet.

3. La proposition avait été faite ici ou là dans le S.W.P. de trancher la discussion en cours par un référendum.

Nous sommes naturellement pour que chaque organisation locale, chaque cellule du parti étudie toutes les questions sous tous les angles et vote dessus. Mais en même temps, il faut que tout délégué élu par une section locale ait le droit de peser tous les arguments présentés au congrès à propos du problème en discussion, et le droit de voter conformément aux exigences de son propre jugement politique. S'il vote au congrès contre la majorité qui l'a délégué, et qu'il n'est pas capable après le congrès de convaincre son organisation de la justesse de son attitude, cette dernière peut alors lui retirer sa confiance politique. De tels cas sont inévitables. Mais ils constituent un mal incomparablement moindre que le système des référendums et des mandats impératifs qui tuent complètement le parti en tant que tout.

[LES FUNÉRAILLES DE LÉNINE]¹

(21 octobre 1939)

Cher Camarade Malamuth,

J'apprécie beaucoup le soin avec lequel vous analysez l'article et ses « réfutations » possibles. La force de mon récit réside dans le fait qu'il correspond à la vérité et qu'il ne peut être contrové par des arguments. Si quelqu'un essaie de le faire, je démontrerai que c'est un faussaire.

Walter Duranty², qui a écrit ce qu'on lui commandait et pas ce qui lui plaisait, est le dernier qui puisse être capable de contester mon simple énoncé des faits.

1. Je doute que les funérailles³ aient été *reportées* de vingt-quatre heures. On peut facilement le vérifier par les journaux de l'époque. Je suis presque certain que les funérailles ont été fixées, dès le début, au dimanche, afin que les ouvriers ne perdent pas un jour de travail. En tout cas, j'étais dans mon train, isolé du monde, fiévreux et sous la terrible oppression de la nouvelle de la mort de Lénine.

2. Si l'on pouvait prouver que Staline a vraiment essayé d'abord de fixer les funérailles au samedi, il ne pouvait l'avoir fait qu'avec un seul objectif : m'empêcher de revenir à temps à Moscou. Mais, sous les objections de différents côtés, il peut avoir été obligé dans cette hypothèse de changer la date. En tout cas, il ne m'a pas télégraphié ce changement.

3. Le communiqué du bureau politique signé de Staline n'a

1. Lettre à C. Malamuth (8979), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Walter Duranty (1884-1957) avait été correspondant du *New York Times* à Moscou à partir de 1921. Trotsky le considérait comme un journaliste « aux ordres » de la bureaucratie.

3. Il s'agit des funérailles de Lénine et de ce que Trotsky en écrit dans son article sur Staline.

pas soulevé dans mon esprit le moindre doute. J'étais dans le Sud. Je ne me suis pas demandé à quel point les chemins de fer au Nord étaient couverts de neige à cette époque. J'ai pensé que l'information de Moscou à ce sujet était juste.

Pour moi, le communiqué signé de Staline était une *décision* du bureau politique, A plusieurs reprises, nous avons pris des décisions obligeant Lénine à prendre du repos, etc., et il a obéi. Pour chacun de nous, une décision du bureau politique était impérative.

5. Pendant la guerre civile, j'avais à ma disposition deux trains avec deux locomotives. Mais je ne les ai jamais utilisés à des fins personnelles. Je me souviens très bien combien Lénine était gêné, quand il lui fallut aller de Moscou à Leningrad pour l'enterrement de son beau-frère, car il ne voulait même pas une voiture particulière pour y aller.

6. En 1920, quand j'étais aussi commissaire aux communications, j'avais moi-même introduit des règles très strictes pour l'utilisation des voitures particulières, des trains, etc.

7. Obtenir une locomotive particulière, un chasse-neige sur les rails (même si c'était matériellement possible) m'était politiquement et moralement impossible, pour ne pas parler du fait que ç'aurait été agir en opposition directe à la décision du bureau politique.

8. S'il s'était agi de sauver la vie de Lénine, j'aurais naturellement cherché tous les moyens de transport humainement possibles. Mais il s'agissait de ma présence aux funérailles de Lénine, rien de plus. Je n'ai pas accordé une influence transcendente à ce fait. J'avais entre mes mains la décision du bureau politique et c'était le quatrième mois que, malade, je gardais le lit. Tout cela n'est-il pas une explication suffisante ?

L'affirmation de Durantey que je « boudais » — qui ? Lénine, qui était mort ? Les gens qui le pleuraient ? — est stupide et basse. Elle démontre seulement de quelle façon Staline, qui était la cause de mon absence, l'a expliquée dans son milieu, y compris à ses laquais journalistes.

Ma femme, qui était avec moi dans le train, se souvient de ces événements de la même façon.

J'envoie une copie de cette lettre à John G. Wright, qui est un excellent expert en recherches et qui, en cas de nécessité, ne refuserait certainement pas de vérifier la question du samedi ou du dimanche dans la *Pravda* de l'époque. C'est le seul point où je puisse théoriquement me tromper, puisque, pendant ce voyage, je n'avais pas de journaux et que j'aurais à peine été

capable de les lire si j'avais pu en avoir. Mais cette circonstance est de troisième ordre pour mon récit, dans la mesure où ce n'est qu'une fois à Soukhoum que j'ai appris la bonne date pour les funérailles. Et comment ? J'étais couché sur le balcon sous plusieurs couvertures. J'ai entendu en ville des salves répétées. J'en ai demandé la raison. « C'est l'heure des funérailles de Lénine », me répondit-on. C'était dimanche.

Si nécessaire, le comité de rédaction de *Life* peut utiliser cette lettre écrite à la hâte. Mais il faudrait absolument prendre contact avec Wright, pour une vérification précise des circonstances exactes concernant la date des funérailles.

P.S. : Mon opinion est de publier l'article tel quel, puis de répondre vigoureusement à quiconque sera suffisamment léger pour l'attaquer.

[DES ASPECTS DANGEREUX DANS LA DISCUSSION]¹

(22 octobre 1939)

Cher Camarade Stanley,

Je réponds avec quelque retard à votre lettre du 11 octobre.

1. Vous dites qu'il « ne peut y avoir de divergences ou de désaccords sérieux » à propos de la question russe. S'il en est ainsi, pourquoi ce terrible tocsin dans le parti contre le comité national, c'est-à-dire la majorité ? Vous ne devez pas substituer vos propres opinions à celles des membres de la minorité du comité national, qui ont jugé le problème assez sérieux et assez brûlant pour déclencher une discussion au seuil même de la guerre.

2. Je ne peux être d'accord avec vous sur le fait que ma prise de position n'est pas en contradiction avec celle du camarade M[ax] S[hachtman]. Il y a contradiction sur deux points fondamentaux :

a) la nature de classe de l'U.R.S.S.

b) la défense de l'U.R.S.S.

A la première question le camarade M[ax] S[hachtman] répond par un point d'interrogation, ce qui veut dire qu'il rejette les décisions anciennes et repousse l'échéance d'une nouvelle décision. Un parti révolutionnaire ne peut vivre entre deux décisions, l'une réduite à zéro et l'autre encore dans les limbes. La question de la défense de l'U.R.S.S. ou des nouveaux territoires occupés contre une attaque de Hitler (ou de la Grande-Bretagne), le camarade M[ax] S[hachtman] la résoud en proposant une révolution contre Staline et Hitler. Cette formule abstraite équivaut à un refus de se défendre dans une situation

1. Lettre à S. Stanley (10519), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

concrète. J'ai tenté d'analyser ce problème dans un nouvel article envoyé hier au comité national par courrier aérien.

3. Je suis tout à fait d'accord avec vous pour considérer que seule une discussion sérieuse peut clarifier cette question, mais je ne crois pas que voter simultanément pour la résolution de la majorité et celle du camarade M[ax] S[hachtman] puisse contribuer à la clarification nécessaire.

4. Vous déclarez dans votre lettre que le problème principal n'est pas la question russe, mais le « régime interne » du parti. J'ai souvent entendu cette accusation, presque depuis les tout premiers jours de notre mouvement aux Etats-Unis². Les formules varient un peu, les regroupements aussi, mais un certain nombre de camarades sont restés constamment dans l'opposition au « régime ». Ils étaient, par exemple, contre l'entrée dans le parti socialiste (pour ne pas remonter plus loin dans le passé). Toutefois, il s'est tout de suite trouvé que le « principal problème » n'était pas l'entrée, mais le régime du parti. Voilà maintenant que la même formule est reprise à propos de la question russe.

5. Pour ma part, je crois que le passage au travers du parti socialiste fut une initiative salutaire pour le développement général de notre parti, et que le « régime » (ou la direction) qui a assuré ce passage avait raison contre l'opposition qui, à l'époque, représentait une tendance à la stagnation.

6. Aujourd'hui, au début de la guerre, une nouvelle opposition, vive, se fait jour à propos de la question russe. Elle concerne la justesse de notre programme, élaboré tout au long d'innombrables débats, polémiques et discussions, qui ont duré au moins dix ans. Nos décisions ne sont évidemment pas éternelles. Si quelque camarade occupant un poste dirigeant a des doutes et seulement des doutes, il est de son devoir à l'égard du parti de clarifier sa propre opinion par des études nouvelles et des discussions au sein des organismes dirigeants avant de lancer la question dans le parti, non sous la forme élaborée de décisions nouvelles, mais sous la forme de doutes. Il est certain que, eu égard aux statuts du parti, chaque militant et même un membre du bureau politique, a le droit d'agir ainsi, mais je ne crois pas qu'en l'occurrence ce droit ait été utilisé d'une manière

2. La question du « régime » de l'organisation était, soit sous-jacente, soit au premier plan, mais présente dans toutes les crises de la C.L.A. et plus tard du S.W.P.

convenable, susceptible de contribuer à l'amélioration du régime du parti.

7. J'ai souvent entendu, dans le passé, des accusations portées par certains camarades contre le comité national en bloc, à propos de son manque d'initiative et ainsi de suite. Je ne suis pas l'avocat du comité national et je suis sûr que l'on est passé à côté de bien des choses qu'on aurait dû faire. Mais, chaque fois que j'ai insisté pour que les accusations soient précisées, je me suis souvent rendu compte que ces camarades transformaient le mécontentement que leur inspirait leur propre activité locale, leur propre manque d'initiative, en une accusation contre le comité national supposé omniscient, omniprésent et omnibénévolent.

8. Dans le cas présent, le comité national est accusé de « conservatisme ». Je crois que la défense des anciennes décisions programmatiques, jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par de nouvelles, fait partie des devoirs élémentaires du comité national. Je crois que ce « conservatisme » est un réflexe d'autodéfense du parti lui-même.

9. Ainsi, à propos des deux problèmes les plus importants de la dernière période, les camarades mécontents du « régime » ont eu, à mon avis, une attitude politique erronée. Le régime doit être l'instrument d'une politique juste, non d'une politique fautive. Lorsque la fausseté de leur politique devient claire, les protagonistes de cette politique sont souvent tentés d'affirmer qu'aucun problème n'a de caractère décisif, sauf celui du régime. Tout au long de la croissance de l'Opposition de gauche et de la IV^e Internationale, nous avons lutté des centaines de fois contre de telles substitutions. Quand Vereeken ou Sneevliet, ou même Molinier³, étaient battus, sur toutes les questions où ils manifestaient des divergences, ils déclaraient que les véritables

3. Georges Vereeken (1898-1978), ancien membre du C.C. du P.C. belge, avait été jusqu'en 1934 l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche en Belgique et avait rompu entre 1935 et 1936 sur la question de l'entrisme. Il avait critiqué la position de Trotsky sur l'Espagne et défendu le P.O.U.M., puis avait démissionné du P.S.R. en 1938. Henk Sneevliet (1883-1942), ancien dirigeant du P.C. néerlandais et dirigeant du R.S.A.P. avait signé en 1933 la « déclaration des quatre pour une nouvelle Internationale » et rejoint la L.C.I. Mais il s'en était éloigné à partir de 1936 et avait rompu en 1938. Quant à Raymond Molinier (né en 1904) qui avait joui pendant des années de la confiance de Trotsky, il avait rompu avec lui à la suite de la crise de 1935, était exclu de l'Internationale et dirigeait en France le P.C.I., rival de la section « officielle », le P.O.I. Les trois hommes, qui symbolisaient pour Trotsky l'opposition stérile au cours des dernières années, étaient en contact les uns avec les autres.

difficultés de la IV^e Internationale ne venaient pas de telle ou telle décision, mais du mauvais régime intérieur.

10. Je n'entends pas établir la moindre analogie entre les dirigeants de l'actuelle opposition au sein de notre parti américain et les Vereeken, Sneevliet et consorts : je sais très bien que les dirigeants de l'opposition sont des camarades de grande valeur et je souhaite sincèrement qu'ils continuent à travailler avec nous en toute fraternité. Mais je ne peux m'empêcher de m'inquiéter d'un fait : certains d'entre eux répètent la même erreur à chaque nouvelle étape du développement du parti, avec l'appui d'un groupe d'amis personnels⁴. Je crois qu'au cours de l'actuelle discussion, ce type de procédé doit être analysé et sévèrement condamné par l'opinion générale du parti qui a aujourd'hui d'immenses tâches à réaliser.

P.S. : Puisque, dans cette lettre, je parle de la majorité et de la minorité du comité national, et plus particulièrement de la résolution du camarade M[ax] S[hachtman], j'envoie copie de cette lettre aux camarades Cannon et Shachtman.

4. Trotsky vise ici Martin Abern qui se trouvait au centre d'un réseau de relations personnelles que ses adversaires qualifiaient de « clique ». Les minoritaires y verront le résultat des informations « orientées » que lui donnait Hansen lui-même, ex-aberniste repent.

L'AUTO-DÉFENSE OUVRIÈRE ¹

(25 octobre 1939)

Tout Etat est l'organisation de la coercition de la classe dominante. Le régime social demeure stable tant que la classe dominante est capable, par son Etat, d'imposer sa volonté aux classes exploitées. La police et l'armée sont les instruments les plus importants de l'Etat. Les capitalistes s'abstiennent — pas totalement, il s'en faut — de conserver leurs propres armées privées, les effaçant au profit de l'Etat, de façon à empêcher la classe ouvrière de jamais créer sa propre force armée.

Pendant la montée du système capitaliste, le monopole d'Etat des forces armées est perçu comme quelque chose de naturel, y compris par les classes opprimées.

Avant la dernière guerre mondiale, la social-démocratie internationale, même dans ses meilleures périodes, n'a même jamais posé la question de l'armement des ouvriers. Plus grave encore, elle rejetait cette idée comme l'écho romantique d'un passé lointain.

C'est seulement dans la Russie tsariste que le jeune prolétariat, au cours des premières années du siècle, a commencé à recourir à l'armement de ses propres détachements de combat. Cela révélait de la façon la plus éclatante l'instabilité de l'ancien régime. La monarchie tsariste s'est révélée de moins en moins capable de régler les rapports sociaux par ses agences normales, son armée et sa police, et a dû recourir de plus en plus aux bandes de volontaires, comme les Cent-Noirs², avec leurs pogroms contre les Juifs, les Arméniens, les étudiants, les

1. Article (T 4646), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Leurs adversaires appelaient « Cent-Noirs » des groupes armés d'extrême droite qui opéraient ouvertement, avec la protection de la police, se livrant à des pogroms anti-Juifs, mais aussi persécutant d'autres nationalités minoritaires, voire les étudiants. Ils étaient antisémites, chauvins et partisans du pouvoir absolu.

ouvriers et les autres. C'est en réplique que les ouvriers, de même que les divers groupes nationaux, ont commencé à organiser leurs propres détachements d'auto-défense. Ces faits marquaient le début de la révolution.

En Europe, la question des détachements d'ouvriers armés ne s'est posée que vers la fin de la guerre, et, aux Etats-Unis, plus tard encore. Dans tous les cas, sans exception, c'était et c'est la réaction capitaliste qui commence la première à bâtir des organisations spéciales de combat coexistant avec la police et l'armée de l'Etat bourgeois. Cela s'explique par le fait que la bourgeoisie voit plus loin et qu'elle est plus brutale que le prolétariat. Sous la pression des contradictions de classes, elle cesse de s'appuyer exclusivement sur son propre Etat, dans la mesure où ce dernier est encore lié par des normes « démocratiques ». L'apparition d'organisations de combat de « volontaires », qui ont pour objectif l'élimination physique du prolétariat, constitue un symptôme indubitable que la désintégration de la démocratie a commencé, puisqu'il n'est plus possible de régler les contradictions de classes par les méthodes anciennes.

L'espoir des partis réformistes, de la II^e et de la III^e Internationales et des syndicats, que les organes de l'Etat démocratique allaient les défendre contre les bandes fascistes s'est avéré, partout et toujours, illusoire. Au cours des crises sérieuses, la police maintient toujours une attitude d'amicale neutralité, quand ce n'est pas de collaboration ouverte, avec les bandes contre-révolutionnaires. Mais, et c'est le résultat de la grande vigueur des illusions démocratiques chez les ouvriers, ils sont très lents à organiser leurs propres détachements de combat. Le terme d'« auto-défense » correspond totalement à leurs intentions, au moins dans la période initiale, car l'attaque provient toujours d'abord des bandes contre-révolutionnaires. Le capital monopoliste, qui les soutient, déclenche une guerre *préventive* contre le prolétariat pour l'empêcher de faire la révolution socialiste.

Le processus selon lequel se constituent des détachements ouvriers d'auto-défense est indissolublement lié à tout le cours de la lutte des classes d'un pays et il reflète donc ses accélérations et ses ralentissements inévitables, ses flux et ses reflux. La révolution éclate dans une société, non à la suite d'un processus continu immuable, mais à travers une série de convulsions, séparées par des intervalles distincts et parfois larges et prolongés, pendant lesquels l'idée même de révolution semble perdre tout rapport avec la réalité.

Par conséquent, le mot d'ordre de l'auto-défense rencontrera de l'écho dans une période donnée, mais, à un autre moment, semblera un prêche dans le désert, pour, de nouveau, retrouver, après un certain temps, une nouvelle popularité.

On peut observer ce processus contradictoire en France au cours des dernières années. Comme résultat de la crise économique chronique, la réaction a pris ouvertement l'offensive en février 1934. Les organisations fascistes ont connu une croissance rapide. L'idée d'auto-défense est par ailleurs devenue populaire dans les rangs de la classe ouvrière. Le parti socialiste lui-même a été obligé de constituer à Paris quelque chose qui ressemblait à un appareil d'auto-défense³.

La politique de « Front populaire », c'est-à-dire de prostration totale des organisations ouvrières devant la bourgeoisie, a reporté le danger de révolution à un avenir indéfini et permis à la bourgeoisie de retirer de l'ordre du jour le coup fasciste. Ayant en outre été libérée des dangers internes immédiats et se trouvant en présence de menaces grandissantes à l'extérieur, la bourgeoisie française a tout de suite commencé à exploiter à ses fins impérialistes le fait que la démocratie avait été « préservée ».

On a de nouveau proclamé que la guerre qui venait était une guerre de défense de la démocratie. La politique des organisations ouvrières officielles a pris un caractère ouvertement impérialiste. La section de la IV^e Internationale, qui avait réalisé en 1934 un sérieux progrès, s'est retrouvée isolée dans la période suivante. L'appel à l'auto-défense ouvrière semblait flotter en l'air. De qui en fait fallait-il se défendre ? Après tout, la « démocratie » l'avait emporté sur toute la ligne. La bourgeoisie française est entrée en guerre sous le drapeau de la « démocratie » et avec le soutien de toutes les organisations ouvrières officielles, ce qui a permis au « radical-socialiste » Daladier de mettre aussitôt sur pied une apparence « démocratique » pour un régime totalitaire.

La question des organisations d'auto-défense renaîtra dans les rangs du prolétariat français avec le développement de la résistance révolutionnaire à la guerre et à l'impérialisme. Le développement politique ultérieur de la France et des autres pays est indissolublement lié à la guerre. La montée du mécontentement des masses provoquera d'abord la plus sauvage

3. En 1934-1935, la S.F.I.O. française avait sa propre milice, les T.P.P.S.

des réactions d'en haut. Le fascisme militariste viendra au secours de la bourgeoisie et de son pouvoir d'Etat. Le problème de l'organisation de son auto-défense sera posé à la classe ouvrière comme une question de vie ou de mort. Cette fois, on peut supposer qu'il y aura assez de fusils, de mitrailleuses, de canons entre les mains de la classe ouvrière.

Des phénomènes semblables, bien que sous une forme moins éclatante, sont apparus dans la vie politique aux Etats-Unis. Après que les succès de l'ère Roosevelt, contrairement à toute attente, aient fait place, à partir de l'automne 1937, à un lent déclin, la réaction a commencé à se manifester ouvertement de façon agressive. Ce maire de province, Hague⁴, est devenu tout de suite une figure nationale. Les sermons, animés de l'esprit de pogrom, du père Coughlin⁵ ont rencontré un large écho. L'administration et la police démocrate reculaient devant les bandes du capital monopoliste. Au cours de cette période, l'idée de détachements militaires pour la défense des organisations et de la presse ouvrières a commencé à trouver une audience chez les ouvriers les plus conscients et dans la couche la plus menacée de la petite bourgeoisie, particulièrement les Juifs.

Le renouveau économique qui s'est manifesté à partir de juillet 1939, de toute évidence en liaison avec le développement de la production d'armements et la guerre impérialiste, a ravivé la foi des « soixante familles » en leur « démocratie ». Il faut y ajouter le danger que les Etats-Unis soient eux-mêmes entraînés dans une nouvelle guerre. Ce n'était pas le moment de secouer le bateau ! Toutes les fractions de la bourgeoisie ont serré les rangs derrière une politique prudente de défense de la « démocratie ». La position de Roosevelt se renforce au Congrès. Hague et le père Coughlin sont passés au second plan. En même temps, le comité Dies, que personne ne prenait au sérieux en 1937, ni à droite ni à gauche, a acquis au cours des derniers mois une autorité considérable. La bourgeoisie est « contre le fascisme aussi bien que contre le communisme ». Et elle cherche à démontrer qu'elle peut faire face à toutes les espèces d'extrémisme par les moyens parlementaires.

Dans ces conditions, le mot d'ordre de l'auto-défense

4. Frank P. Hague (1876-1956) était maire démocrate de New Jersey depuis 1917. Il décida en 1937 d'interdire « sa » ville au C.I.O. et y organisa une véritable terreur légale.

5. Charles E. Coughlin (1891-1979), prêtre catholique, s'était fait connaître à travers ses chroniques radiophoniques et essayait de construire un mouvement fasciste de masse à la sauce américaine.

ouvrière ne pouvait que perdre son pouvoir d'attraction. Après un début encourageant, tout s'est passé comme si l'organisation de l'auto-défense ouvrière avait été frappée à mort.

Dans certains endroits, il est difficile d'attirer là-dessus l'attention des ouvriers. Dans d'autres, où les ouvriers ont rejoint nombreux les groupes d'auto-défense, les responsables ne savent pas comment utiliser cette énergie ouvrière. L'intérêt disparaît. Rien d'étonnant ni de troublant : toute l'histoire de l'auto-défense ouvrière est celle d'une alternance entre des périodes de montée et de déclin, les unes et les autres reflétant les spasmes de la crise sociale.

Les tâches du parti prolétarien dans le domaine de l'auto-défense ouvrière découlent des conditions générales de notre époque comme de ses fluctuations. Il est beaucoup plus facile d'attirer des fractions relativement larges de la classe ouvrière dans des détachements de combat à un moment où les bandes réactionnaires attaquent directement les lignes de piquets de grèves, les syndicats, la classe ouvrière, etc. Cependant, quand la bourgeoisie juge plus prudent d'abandonner les troupes irrégulières des bandes et de mettre en avant ses méthodes « démocratiques » de domination sur les masses, l'intérêt des ouvriers pour l'auto-défense ne peut que diminuer. Et c'est ce qui se passe en ce moment. Cela veut-il dire qu'il nous faut renoncer, dans ces conditions, à armer l'avant-garde ? Absolument pas.

Aujourd'hui, à un moment où la guerre mondiale vient de commencer, nous partons plus que jamais du caractère inévitable et imminent de la révolution prolétarienne internationale. Cette idée fondamentale, qui distingue la IV^e Internationale de toutes les autres organisations ouvrières, est celle qui détermine toutes nos activités, y compris celles qui ont trait à l'organisation de détachements d'auto-défense. Cela ne signifie pourtant pas que nous ne devons pas tenir compte des fluctuations conjoncturelles de l'économie comme de la politique, avec leurs flux et leurs reflux temporaires. Si l'on ne part que de la caractérisation globale de notre époque et de rien d'autre, en ignorant ses étapes concrètes, on peut facilement tomber dans le sectarisme, le schématisme, voire la fantaisie donquichottesque. A chaque tournant sérieux de la situation, nous ajustons nos tâches fondamentales aux conditions concrètes ainsi modifiées de chaque étape donnée. C'est en cela que réside tout l'art de la tactique.

Nous aurons besoin de cadres du parti spécialisés dans les

questions militaires. C'est pourquoi il faut continuer à les former théoriquement et pratiquement, même en ce moment, au creux de la vague. Le travail théorique doit consister à étudier l'expérience des organisations militaires et des organisations de combat des bolcheviks, des nationalistes révolutionnaires irlandais et polonais, des fascistes, des milices espagnoles et autres. Il nous faut élaborer un programme d'études-type et constituer une bibliothèque sur ces questions, prévoir des exposés, etc.

Il faut continuer le travail d'état-major en même temps, sans interruption. Il nous faut réunir et étudier des coupures de presse et toutes sortes d'informations sur toutes les sortes d'organisations contre-révolutionnaires et celles des groupes nationaux (Juifs, Nègres, etc.) qui peuvent, à un moment critique, jouer un rôle révolutionnaire. Ce travail est en fait très important et touche un domaine particulièrement important pour nous, celui de notre défense contre le G.P.U. C'est précisément en fonction de la situation exceptionnellement difficile dans laquelle se trouve aujourd'hui l'I.C. — et dans une large mesure le service secret étranger du G.P.U. qu'elle soutient — que nous pouvons nous attendre à ce que le G.P.U. porte à la IV^e Internationale de rudes coups. Nous devons être capables de les déceler et de les éviter à temps !

En même temps que ce travail spécialisé réservé aux membres du parti, il nous faut créer des organisations plus larges, ouvertes, pour différents types particuliers d'objectifs, liés, d'une façon ou d'une autre, aux tâches militaires futures du prolétariat. Cela relèverait de divers types d'organisations ouvrières de sport (athlétisme, boxe, tir, etc.) et finalement des chœurs et orchestres. Quand la situation politique aura tourné, toutes ces organisations annexes pourront immédiatement servir de base à des détachements plus larges pour l'auto-défense ouvrière.

En esquissant ce programme d'action, nous partons de l'idée que les conditions politiques du moment donné, et d'abord l'affaiblissement de la pression du fascisme intérieur, ne nous laissent que des limites étroites pour le travail dans cette sphère de l'auto-défense. Et c'est le cas lorsqu'il s'agit de créer des détachements militaires sur une stricte base de classe. Un tournant décisif en faveur de l'auto-défense ouvrière ne se produira qu'avec un nouvel effondrement des illusions démocratiques, lequel, dans les conditions de la guerre mondiale, se produira très vite et revêtira des proportions catastrophiques. Mais, en guise de compensation, la guerre est en train, en ce

moment même, de nous offrir, pour former les ouvriers dans les questions militaires, des possibilités inconcevables en temps de paix. C'est vrai de la guerre, mais aussi de la période qui la précède.

Il est impossible de prévoir à l'avance toutes les possibilités pratiques, mais elles ne cesseront sans doute pas de grandir de jour en jour avec le développement des forces armées du pays. Nous devons concentrer notre attention sur cette question, créant à cet effet une commission spéciale ou en confiant ce problème à un état-major d'auto-défense ou en l'élargissant au besoin.

Avant tout, il nous faut utiliser l'intérêt pour les problèmes militaires, que la guerre suscite, et organiser une série de conférences sur les questions comme les armes modernes ou les tactiques. Les organisations ouvrières peuvent pour cela engager des spécialistes militaires sans lien avec le parti ni ses buts. Mais ce n'est que le premier pas.

Il nous faut utiliser les préparatifs du gouvernement pour la guerre afin de donner une formation, sur les problèmes militaires, au plus grand nombre possible de membres du parti et de syndicalistes sous leur influence. Tout en maintenant intégralement notre objectif fondamental — la création de détachements militaires sur une base de classe — nous devons fermement lier sa réalisation aux conditions créées par les préparatifs impérialistes à la guerre.

Sans nous écarter en rien de notre programme, nous devons parler aux masses un langage qu'elles comprennent. « Nous, bolcheviks, nous voulons défendre la démocratie, mais pas le type de démocratie que gouvernent soixante rois sans couronne. Commençons par nettoyer notre démocratie de tous les magnats capitalistes et alors nous la défendrons jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Vous qui n'êtes pas bolcheviks, êtes-vous prêts à défendre *cette* démocratie ? Mais il faut que vous soyez au moins capables de la défendre de votre mieux pour n'être pas un instrument aveugle entre les mains des soixante familles et des officiers bourgeois qui leur sont dévoués. La classe ouvrière doit s'instruire sur les problèmes militaires afin que sortent de ses rangs le plus possible d'officiers. »

Nous devons exiger que l'État, qui revendiquera demain le sang des ouvriers, leur donne aujourd'hui la possibilité de maîtriser la technique militaire du mieux possible afin de réaliser les objectifs militaires avec le moins de pertes possible en vies humaines. Pour réaliser cela, ni une armée régulière ni des

casernes ne sont suffisantes. Il faut que les ouvriers aient la possibilité de recevoir une formation militaire dans leurs usines, leurs mines, à des moments spécifiques, payés par les capitalistes. Si les ouvriers sont appelés à donner leurs vies, les patriotes bourgeois peuvent au moins consentir un petit sacrifice matériel.

« L'Etat doit confier un fusil à tout ouvrier capable de porter les armes et installer des champs de tir au fusil et des terrains d'artillerie à des emplacements accessibles aux ouvriers. »

Notre agitation sur la guerre et toute notre politique sur la guerre doivent être intransigeantes à l'égard des pacifistes et des impérialistes.

« Cette guerre n'est pas notre guerre. La responsabilité de cette guerre repose entièrement sur les capitalistes. Mais tant que nous ne sommes pas assez forts pour les renverser et que nous devons combattre dans les rangs de leur armée, nous sommes obligés d'apprendre à utiliser les armes de notre mieux. »

Les ouvrières doivent aussi avoir le droit de porter des armes. Le nombre le plus élevé possible d'ouvrières doit avoir aussi la possibilité de recevoir une formation d'infirmières aux frais des capitalistes.

De même que tout travailleur, exploité par les capitalistes, cherche à apprendre le mieux possible les techniques de production, de même, tout soldat de l'armée impérialiste doit apprendre de son mieux l'art de la guerre, afin de pouvoir l'utiliser dans l'intérêt de la classe ouvrière quand les conditions changeront.

Nous ne sommes pas des pacifistes. Non. Nous sommes des révolutionnaires. Et nous savons ce qui nous attend.

[LE CONGRÈS TRANCHERA]¹

(28 octobre 1939)

Cher Jim,

Deux choses ressortent clairement pour moi de votre lettre du 24 octobre : 1) qu'un très sérieux combat idéologique est devenu inévitable et politiquement nécessaire, 2) qu'il serait extrêmement préjudiciable, sinon fatal, de lier ce combat idéologique avec la perspective d'une scission, d'une épuration, ou d'exclusions, et ainsi de suite².

J'ai entendu dire par exemple que le camarade Gould³ avait affirmé au cours d'une réunion interne du parti : « Vous voulez nous exclure ! ». Mais j'ignore comment a réagi l'autre camp. Pour ma part, j'aurais tout de suite protesté avec la plus grande véhémence contre pareils soupçons. J'aurais proposé de créer tout de suite une commission spéciale de contrôle pour vérifier de telles affirmations et de telles rumeurs. S'il arrivait qu'un membre de la majorité lance de pareilles menaces, je voterais pour ma part une censure ou un sévère avertissement.

Vous avez beaucoup de jeunes nouveaux et inédiqués. Ils ont besoin d'avoir une sérieuse formation à la lumière des grands événements. Si leur pensée est obsédée, en commençant, par la perspective d'une *dégradation* personnelle c'est-à-dire d'être rétrogradés, de perdre leur prestige, d'être disqualifiés,

1. Lettre à J.P. Cannon (7551) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. De toute évidence, Trotsky, depuis le début de la discussion, redoutait que Cannon ne s'engage dans la voie de la « répression administrative », des exclusions, de la scission en un mot, comme le suggérait sa première réaction, qui avait été de refuser d'admettre l'ouverture d'une nouvelle discussion.

3. Nathan *Gould* (né en 1913) était un ancien J.C. qui avait organisé la Spartacus Youth League à Chicago. Organisateur national des Y.P.S.L. en 1937, il en était devenu secrétaire général en 1938 et avait séjourné à Coyoacán. Il était membre du secrétariat international.

éliminés du comité central, etc., toute la discussion sera empoisonnée et l'autorité du comité central compromise.

Si la direction ouvre au contraire un combat sans merci contre les conceptions idéalistes petites-bourgeoises et les préjugés organisationnels, mais assure, en même temps, toutes les garanties nécessaires à la discussion elle-même et à la minorité, le résultat en sera, non seulement une victoire idéologique, mais une autorité accrue pour la direction.

Il serait, bien entendu, criminel de chercher « une conciliation et un compromis au sommet » sur les questions qui constituent la matière des divergences⁴. Mais, pour ma part, je proposerais au sommet à la minorité un accord, ou, si vous préférez, un compromis sur les méthodes de discussion et parallèlement sur la collaboration politique. Par exemple, a) des deux côtés on écarte de la discussion toute menace, tout dénigrement personnel, etc. b) des deux côtés, on s'engage à collaborer loyalement pendant la discussion, c) tout faux pas (menaces ou rumeurs de menaces, ou rumeur sur de prétendues menaces, démissions, etc.) ferait l'objet d'une enquête par le comité national ou une commission spéciale en tant que fait particulier, et pas jeté dans la discussion, etc.

Si la minorité accepte un accord de ce type, vous aurez la possibilité de discipliner la discussion et aussi l'avantage d'avoir pris une bonne initiative. Si elle la repousse, vous pourrez présenter à toute assemblée de militants du parti votre proposition écrite, adressée à la minorité, en tant que meilleure des réfutations de leurs plaintes et bon exemple de « notre régime »⁵.

Il me semble que le dernier congrès est tombé à un mauvais moment — rien n'était mûr — et qu'il a en quelque sorte avorté. Il arrive que la discussion générale se produise un peu après le congrès. Cela veut dire que vous ne pouvez pas éviter un nouveau congrès⁶ à Noël ou par là. L'idée d'un référendum est

4. Le 24 octobre, Cannon écrivait à Trotsky, sous couvert de Hansen : « Pouvons-nous échapper à une lutte sévère dans le parti par la conciliation et le compromis au sommet en obscurcissant les conflits profonds et fondamentaux, etc. ? »

5. Une lettre de Sherman Stanley à O' Brien — cf. n. 4 p. 91 — avait permis à Trotsky de mesurer la façon dont certains minoritaires, parfois avec une pointe d'hystérie, s'inquiétaient du « régime du parti » et des « mesures administratives » dont ils se pensaient menacés : la réorganisation du comité politique leur paraissait un signe inquiétant.

6. Dans une lettre du 8 septembre aux membres du comité national, Cannon avait rappelé que le congrès ne s'était tenu que deux mois auparavant et

absurde. Cela ne pourrait que faciliter une scission selon des lignes locales. Mais je crois que la majorité peut proposer à la minorité un nouveau congrès dans l'accord mentionné ci-dessus, sur la base de deux plates-formes avec toutes les garanties organisationnelles pour la minorité.

Le congrès coûte cher, mais je ne vois aucun autre moyen de conclure la discussion actuelle et la crise du parti qu'elle engendre.

P.S. : Toute discussion sérieuse et vive peut évidemment aboutir à des désertions, des départs ou même des exclusions, mais l'ensemble du parti doit être convaincu par la logique des faits que ces résultats inévitables se sont produits en dépit de la meilleure volonté de la direction, et non comme un objectif ou un but de cette dernière, et pas en tant que point de départ de l'ensemble de la discussion. C'est, selon moi, le point décisif de toute l'affaire⁷.

avait demandé si ce n'était pas « se moquer un tout petit peu du parti » que de demander qu'il reconsidère sa position sur l'U.R.S.S. « simplement parce que Staline a signé un pacte qu'il recherchait depuis plus de cinq ans et [...] que nous avons prévu ». Il assurait que « les membres du parti » n'accepteraient pas les exigences de la minorité et interrogeait : « Pouvons-nous nous offrir le luxe d'une nouvelle discussion en ce moment, devant tant de tâches pratiques difficiles et si tôt après un congrès ? » L'argumentation était très formelle et entièrement basée sur les règles d'organisation.

7. De toute évidence, Trotsky, sûr de la justesse politique de sa ligne, suivie par la majorité de la direction du S.W.P., redoutait que cette dernière ne la compromette par des mesures administratives précipitées : la direction ne devait surtout pas donner l'impression qu'elle souhaitait, voire simplement qu'elle se résignait, à une scission. Apparemment telle n'était pas la situation.

[ENCORE LES FUNÉRAILLES]¹

(29 octobre 1939)

Cher Camarade Malamuth,

Pour ne pas compliquer et compromettre mon article par une question de troisième ordre sur le jour des funérailles, j'ai décidé de modifier de fond en comble cette partie de mon exposé².

Page 20, après la phrase, « Je ne pensais pas pouvoir demander le report des funérailles seulement pour moi », je remplace les quatorze lignes suivantes, qui se terminent par les mots « des motifs plus puissants », par ceci :

« Ce n'est qu'à Soukhoum, alors que j'étais étendu sous des couvertures dans la véranda du sanatorium, que j'ai appris que les funérailles avaient été déplacées au dimanche. Les circonstances liées à la date primitivement fixée, puis à son changement sont si complexes qu'elles ne peuvent être éclairées en quelques lignes. Staline manœuvra, trompant, à ce qu'il semble, non seulement moi, mais ses alliés du triumvirat. Contrairement à Zinoviev, qui abordait toutes les questions du point de vue de leur effet immédiat dans l'agitation, Staline était inspiré dans ses manœuvres risquées par des raisons plus palpables. »

Puis suit : « Il peut avoir estimé que... »

Je donnerai dans mon livre une analyse plus détaillée.

J'ai mal écrit le nom de l'ex-diplomate. C'est vous qui avez raison, c'est Dmitrievsky (et pas Dimitrevsky).

1. Lettre à Ch. Malamuth (8980), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de l'article sur Staline.

[L'ÉDITION FRANÇAISE
DU *STALINE*]¹
(31 octobre 1939)

Cher Ami²,

Je vous remercie bien de votre lettre et plus encore de votre acceptation de veiller aux destinées de mon livre.

La situation est la suivante : 1) Il avait été entendu que les premiers chapitres me seraient envoyés ici pour que je puisse me rendre compte du soin avec lequel la traduction avait été faite. Rien n'a été envoyé. Maintenant, ce travail doit être fait par un ami connaissant le russe, avec l'aide d'un ami connaissant bien son français. 2) Après une interruption imposée par les circonstances, j'ai encore à travailler pendant trois mois. Il s'agit des derniers chapitres (quatre ou cinq) et de l'introduction. Il y aura aussi quelques rectifications à faire dans les premiers chapitres. En somme, le manuscrit complet sera livré au mois de février.

Comme titre, je préférerais *Staline*. L'étendue du livre serait bien suffisante pour deux volumes de trois cents pages chacun au moins. Mais si Grasset préfère un seul volume, à peu près des dimensions du *Staline* de Souvarine³, je ne fais pas d'objection.

1. Lettre à R. Ranc (9772), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Robert *Ranc* (né en 1905), correcteur d'imprimerie, ami de Monatte et de Rosmer, était resté plusieurs mois en Turquie en 1929-1930 comme secrétaire de Trotsky. Après son retour, il s'était détourné du communisme pour redevenir un « syndicaliste », mais avait conservé des relations étroites avec L. Sedov et son amitié avec Rosmer. Il avait accepté de se charger de l'édition française du *Staline* qui devait paraître chez Grasset.

3. Boris Lifschitz, dit *Souvarine* (1893-1984), ancien dirigeant du P.C., exclu en 1924, ancien oppositional de gauche, avait écrit, des années après sa rupture avec Trotsky, une biographie de Staline.

LA CAPACITÉ DE *LIFE* ¹

(3 novembre 1939)

Chère mademoiselle Haggard²,

Je suis bien sûr d'accord que M. Kain peut réimprimer des extraits de mon article dans le *New York Times*.

Je n'ai pas répondu par câble à la proposition de *Life* parce que j'ai infiniment moins confiance dans la capacité rédactionnelle de *Life* que *Life* dans mes capacités à écrire. Pendant les conversations Paris-Moscou, j'ai écrit pour eux un article prédisant que Staline allait conclure un accord avec Berlin et pas avec Londres et Paris³. Ils ont refusé mon article pour « manque de nouveauté ». Deux semaines plus tard, le monde entier était secoué par l'accord entre Staline et Hitler. S'il ne s'agissait pas de « nouveauté », pourquoi les diplomates français et britanniques ont-ils continué pendant des mois leurs conversations ? Une petite note de moi en russe écrite dans la même veine que l'article pour *Life* a été reproduite, après la signature du pacte Staline-Hitler, dans les plus importants des journaux français et britanniques. Si mon article avait été publié à temps, il aurait certainement eu un écho international. Mais le comité de rédaction de *Life* l'a refusé. En même temps, il a publié un article sur la Russie par la princesse Radziwill⁴, contenant une

1. Lettre à E. Haggard (7628) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Edith Haggard était une collaboratrice de l'administration de *Life*.

3. Nous n'avons pu identifier l'article en question parmi ceux dont nous disposons.

4. Ekaterina dite Catherine Radziwill (1858-1941), avait écrit souvenirs et essais sous le pseudonyme de *Comte Vassili*. Son nom lui ouvrait assez facilement les portes de la presse à la recherche de la sensation, même quand elle n'avait aucune compétence particulière.

prétendue interview de Staline — une fabrication grossière du début à la fin.

Si *Life* veut un article de moi, il lui faut nettement indiquer ce qui l'intéresse particulièrement et ce que l'article devrait, à son avis, contenir. Je pourrais alors répondre si oui ou non je suis disposé à écrire cet article et comment je l'écrirai. Ils peuvent accepter ou refuser mes stipulations. Mais je ne peux pas écrire pour le bon plaisir du comité de rédaction.

[LA QUESTION DES ARCHIVES]¹

(4 novembre 1939)

Chers Amis,

Le catalogue des archives vous a déjà été envoyé.

Le professeur Langer de Harvard² a fait connaissance avec les archives et a été très favorablement impressionné. Il a écrit à son université et il attend ici au Mexique la réponse. Il espère qu'il s'agira d'une proposition concrète mais, bien entendu, n'en est pas sûr.

Je crois que la situation va devenir incomparablement plus favorable que pendant les deux dernières années. (a) La levée de l'embargo ouvre une nouvelle année de prospérité et les églises, universités, etc. vont sûrement avoir leur part de cette prospérité sous forme de dotations, dons, etc. (b) Le stalinisme est passé de mode et l'intérêt pour mes archives doit grandir, au moins en proportion des lettres me demandant des autographes, qui ont augmenté considérablement pendant les dernières semaines. Dans ces conditions, nous pouvons considérer la prochaine période, l'année prochaine, pouvons-nous dire, avec optimisme.

Votre plan de ne pas vendre immédiatement les archives, mais de faire un emprunt sur leur vente à venir, me semble très raisonnable à la condition que nous n'ayions pas les mains liées.

J'ai répété au professeur Langer, de l'université de Harvard, que je n'étais pas intéressé à recevoir un paiement complet tout de suite, que les paiements pouvaient être arrangés en

1. Lettre au S.W.P. (8110), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. William Leonard Langer (1896-1977) était professeur d'histoire diplomatique à l'université de Harvard et avait été chargé d'une première négociation pour l'achat par cette université des archives de Trotsky. Il était venu se rendre compte de la dimension de l'affaire sur place.

plusieurs versements. Bien entendu cela vaut pour tout autre acheteur.

Les projets et manuscrits de l'*Histoire de la Révolution russe* sont en Europe avec une partie de mes archives. Il n'y a aucune difficulté légale autre que les difficultés créées par la guerre.

Une grande partie de mes écrits, à partir de 1926, est en ma possession. Ce sont des manuscrits partiellement manuscrits, partiellement dactylographiés et corrigés à la main. Les corrections sont si importantes que les textes dactylographiés représentent des îles minuscules. La première partie de la biographie de Lénine (300 pages dans l'édition imprimée en France) est exclusivement écrite à la main.

Des documents qui sont à l'Institut hollandais, j'ai des copies en ma possession que je puis donner à l'acheteur jusqu'à ce que les originaux soient transportés de l'Institut hollandais.

Les archives à Paris représentent une petite partie par rapport aux archives que j'ai personnellement ici. Outre le paiement dû à l'Institut hollandais, il n'y a aucune autre somme particulière à payer pour obtenir mes archives.

En ce qui concerne la sécurité de leur transport, les autorités mexicaines, j'en suis certain, nous donneraient leur protection et leur coopération avec la générosité qui les caractérise.

Au cours des derniers mois, quand le camarade Van³ travaillait sur les archives, j'ai eu l'occasion de renouer ma familiarité avec elles et j'ai découvert qu'elles sont incomparablement plus riches et plus intéressantes que je ne l'avais cru moi-même. Si la période de prospérité qui vient s'élève aux sommets indiqués, nous pourrons même, à mon avis, monter le prix donné par le camarade Goldman.

Je serais heureux bien entendu d'exprimer mes remerciements chaleureux à Margaret DeSilver⁴ pour son inlassable amitié, mais je crains que, dans les conditions indiquées dans votre lettre, une telle lettre, de ma part, n'ait le caractère d'une pression amicale que je voudrais, bien entendu, éviter.

3. Jean van Heijenoort (1912-1986) étudiant en mathématiques, avait été secrétaire de Trotsky en Turquie, en France, en Norvège, puis au Mexique. C'est lui qui en avait la responsabilité. Il avait travaillé à les mettre en ordre avant son départ pour les Etats-Unis.

4. Margaret DeSilver (1890-1962), veuve du combattant des droits civils Albert DeSilver et compagne de Carlo Tresca, avait beaucoup aidé financièrement notamment la commission Dewey et toutes les entreprises pour aider matériellement Trotsky.

Je vois d'après votre lettre que Herbert Solow⁵ prend également part aux négociations. S'il est dans des dispositions aussi amicales, pourquoi n'a-t-il pas répondu à ma dernière lettre ? S'il vous plaît, donnez-lui en tout cas mes remerciements les plus chaleureux (sur sa collaboration au *New Leader*⁶, j'ai, bien entendu, une opinion personnelle).

5. Herbert Solow (1903-1964), ancien animateur de la revue *Menorah Journal*, était un compagnon de route des trotskystes : ce journaliste d'un talent exceptionnel avait joué un rôle important dans la campagne contre les procès de Moscou et l'affaire Robinson-Rubens. Trotsky pensait qu'il évoluait à droite.

6. Le *New Leader* était l'organe du Socialist Party.

[OÙ EST LE DANGER PRINCIPAL ?]¹

(6 novembre 1939)

Cher Camarade Shachtman,

J'ai reçu la transcription de votre discours du 15 octobre, que vous m'avez envoyée, et je l'ai évidemment lue avec l'attention qu'elle mérite. J'y ai trouvé toute une série d'idées excellentes et des formulations qui m'ont semblé en plein accord avec nos positions communes, telles qu'elles sont exprimées dans les textes fondamentaux de la IV^e Internationale. Mais je n'ai pu y trouver d'explications de votre attaque contre nos positions antérieures que vous qualifiez « d'insuffisantes, inadéquates et dépassées ».

Vous dites : « Ce sont les faits concrets qui, en divergeant de nos prédictions et de nos hypothèses théoriques, changent la situation. » (p. 17). Mais, malheureusement, vous parlez du « concret » en termes si abstraits que je ne puis voir dans quelle mesure ces faits modifient la situation, ni quelles sont pour notre politique les conséquences de ces modifications. Vous citez quelques exemples du passé. Ainsi, selon vous, nous avons « vu et prévu » la dégénérescence de la III^e Internationale (p. 18) ; mais ce n'est qu'après la victoire de Hitler que nous avons jugé nécessaire de proclamer la IV^e Internationale. L'exemple n'est pas rapporté avec précision. Nous avons prévu non seulement la dégénérescence de la III^e Internationale, mais aussi la possibilité de sa régénération. C'est seulement l'expérience allemande des années 1929-1933 qui nous a convaincus que le Comintern était condamné et que rien ne pouvait le régénérer. Mais alors nous avons changé fondamentalement notre politi-

1. Lettre à Shachtman (10343) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

que : à la III^e Internationale, nous avons opposé la IV^e Internationale.

Mais nous n'avons pas tiré les mêmes conclusions en ce qui concerne l'Etat soviétique. Pourquoi ? La III^e Internationale était un parti, un ensemble de gens sélectionnés sur la base d'idées et de méthodes. Cette sélection était devenue si fondamentalement opposée au marxisme que nous étions obligés d'abandonner tout espoir de la régénérer. Mais l'Etat soviétique n'est pas seulement une sélection idéologique, c'est un complexe d'institutions sociales qui continuent à exister en dépit du fait que les idées de la bureaucratie sont maintenant presque à l'opposé des idées de la révolution d'Octobre. C'est pourquoi nous n'avons pas renoncé à la possibilité de régénérer l'Etat soviétique par une révolution politique. Croyez-vous que nous devons maintenant modifier cette attitude ? Si tel n'est pas le cas, et je suis certain que vous ne le proposez pas, où réside le changement fondamental déterminé par le « caractère concret » des faits ?

Vous citez à ce propos le mot d'ordre de *l'Ukraine soviétique indépendante* que, je le constate avec satisfaction, vous acceptez. Mais vous ajoutez : « Autant que je l'aie compris, notre position fondamentale a toujours été de nous opposer aux tendances séparatistes à l'intérieur de la république fédérale soviétique. » (p. 19). Et vous voyez là « un changement de politique » fondamental. Mais : 1) Le mot d'ordre d'Ukraine soviétique indépendante a été proposé avant le pacte Hitler-Staline. 2) Ce mot d'ordre ne constitue qu'une application dans le domaine de la question nationale de notre mot d'ordre général de renversement révolutionnaire de la bureaucratie. Vous auriez autant de raison de dire : « Autant que je l'aie compris, notre position fondamentale a toujours été de nous opposer à tout acte de rébellion contre le gouvernement soviétique. » C'est vrai, mais il y a plusieurs années que nous avons modifié cette position fondamentale. Je ne vois pas du tout quel nouveau changement vous proposez maintenant à cet égard.

Vous faites référence à la marche de l'Armée rouge en Pologne et en Géorgie en 1920², et vous poursuivez : « Si

2. En 1920, dernière année de la guerre civile, avait éclaté la guerre avec la Pologne. Le 28 avril, Pilsudski, qui s'était acquis le soutien de Petlioura lançait un appel aux Ukrainiens et commençait une offensive militaire qui lui permettait de s'emparer de Kiev dès le 6 mai. Mais très vite l'Armée rouge avait repoussé l'envahisseur, passant à la contre-offensive. Le 22 juillet, son attaque repoussée,

aujourd'hui il n'y a rien de nouveau dans la situation, pourquoi la majorité ne nous propose-t-elle pas de saluer l'avance de l'Armée rouge en Pologne, dans les pays baltes, en Finlande ? » (p. 20). Dans cette partie décisive de votre intervention, vous établissez qu'il y a « quelque chose de nouveau » dans la situation de 1939 par rapport à celle de 1920. C'est évident ! Ce qui est nouveau dans la situation, c'est la faillite de la III^e Internationale, c'est la dégénérescence de l'Etat soviétique, c'est le développement de l'Opposition de gauche et la création de la IV^e Internationale. Ces « faits concrets » sont précisément survenus entre 1920 et 1939. Et ces événements expliquent suffisamment pourquoi nous avons radicalement changé de position à l'égard de la politique du Kremlin, y compris de sa politique militaire.

Vous semblez oublier un peu qu'en 1920 nous soutenions non seulement les actes de l'Armée rouge, mais aussi ceux du G.P.U. Du point de vue de notre appréciation de l'Etat, il n'y a pas de différence de principe entre l'Armée rouge et le G.P.U. Leurs activités ne sont pas seulement étroitement liées, elles sont entrelacées. Nous pouvons dire qu'en 1918 et dans les années suivantes, nous avons salué la Tchéka dans sa lutte contre les contre-révolutionnaires russes et les espions impérialistes³, mais en 1927, quand le G.P.U. a commencé à arrêter, à exiler et à fusiller les véritables bolcheviks⁴, nous avons modifié notre appréciation de cette institution. Cette modification concrète est intervenue onze ans avant le pacte germano-soviétique. C'est pourquoi je suis plutôt étonné quand vous parlez de façon sarcastique de « la majorité qui refuse même (!) de prendre aujourd'hui la position que nous avons prise en

la Pologne demandait à négocier. Après discussion au sommet du parti, la décision fut prise d'envahir la Pologne tout en constituant un « comité révolutionnaire polonais provisoire » formé de communistes polonais. L'offensive de l'Armée rouge fut arrêtée sous Varsovie. La Géorgie, sous un gouvernement menchevique, avait été reconnue par le gouvernement soviétique. Mais, à la suite de nombreux incidents, l'Armée rouge franchit la frontière le 21 février : Tiflis tomba le 25 et une république socialiste soviétique de Géorgie fut proclamée le 27.

3. La V.C.K. (Vé-tché-ka) était la « commission extraordinaire pan-russe pour la lutte contre la contre-révolution et le sabotage » avait été fondée par un décret du 7-20 décembre 1917. Elle devint plus tard le G.P.U.

4. Les premières arrestations de « véritables bolcheviks » membres de l'Opposition de gauche eurent lieu en 1927 avec l'affaire de « l'imprimerie clandestine ». Les premières exécutions semblent avoir été celles de Blumkine, à la fin de 1929, de Silov et Rabinovitch au début de 1930, en relation avec l'affaire Blumkine.

1920... » (p. 20). Nous avons commencé à modifier cette position en 1923. Nous avons procédé par étapes, plus ou moins en liaison avec des développements objectifs. Le moment décisif de cette évolution a été pour nous 1933-34. Si nous n'arrivons pas à voir exactement les modifications fondamentales d'orientation que vous nous proposez, cela ne veut pas dire que nous en revenons en 1920!

Vous insistez particulièrement sur la nécessité d'abandonner le mot d'ordre de défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., sur quoi vous interprétez ce mot d'ordre comme ayant signifié dans le passé un soutien inconditionnel de notre part à toute action militaire ou diplomatique du Kremlin, c'est-à-dire à la politique de Staline. Non, mon cher Shachtman, cette présentation ne correspond pas au « caractère concret » des faits. En 1927, déjà, nous proclamions devant le comité central : Pour la patrie socialiste ? Oui. Pour le cours stalinien ? Non. » Et vous semblez oublier ce qu'on a appelé les « thèses Clemenceau »⁵ qui signifient que, dans l'intérêt de la véritable défense de l'U.R.S.S., l'avant-garde prolétarienne peut être obligée d'éliminer le gouvernement de Staline pour le remplacer par le sien. Ceci fut proclamé en 1927 ! Cinq ans plus tard, nous avons expliqué aux ouvriers que ce changement de gouvernement ne pourrait être effectué que par la révolution politique. Ainsi avons-nous fondamentalement différencié notre défense de l'U.R.S.S. *en tant qu'Etat ouvrier* de la défense de l'U.R.S.S. par la bureaucratie. Sur quoi vous interprétez notre politique passée comme un soutien inconditionnel des activités diplomatiques et militaires de Staline ! Permettez-moi de vous dire que c'est là une horrible déformation de l'ensemble de notre position, non seulement depuis la création de la IV^e Internationale, mais depuis le tout début de l'Opposition de gauche.

La défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. signifie précisément que notre politique n'est pas déterminée par les actes, les manœuvres ou les crimes de la bureaucratie du Kremlin, mais uniquement par la conception que nous nous faisons des intérêts de l'Etat soviétique et de la révolution mondiale.

A la fin de votre intervention, vous citez la formule de

5. Georges Clemenceau (1841-1921), député radical, ancien chef du gouvernement, critiquait sévèrement la conduite de la guerre en France entre 14 et 17 : il se portait candidat à leur succéder pour « faire la guerre », ce qu'il fit, obtenant finalement le surnom de « Père la Victoire ». L'Opposition de gauche invoquait Clemenceau quand on lui reprochait d'affaiblir le pays par la critique de sa direction.

Trotsky, concernant la nécessité de subordonner la défense de la propriété nationalisée en U.R.S.S. aux intérêts de la révolution mondiale, et vous poursuivez : « Eh bien, j'avais toujours compris de notre position dans le passé que nous niions véhémentement toute possibilité de conflit entre les deux... Je n'ai jamais compris dans le passé notre position en ce sens que nous *subordonnions* l'un à l'autre. Si je comprends bien l'anglais, cette phrase implique, ou bien qu'il y a un conflit entre les deux, ou bien qu'il existe la possibilité d'un tel conflit. » (p. 37). Et vous tirez de cela la conclusion qu'il est impossible de conserver notre mot d'ordre de défense inconditionnelle de l'Union soviétique.

Cette argumentation est basée au moins sur deux malentendus. Comment et pourquoi le maintien de la propriété nationalisée pourrait-il être « en conflit » avec les intérêts de la révolution mondiale ? Vous laissez entendre implicitement que la politique de défense *du Kremlin* — pas la nôtre ! — peut entrer en conflit avec les intérêts de la révolution mondiale. C'est évident ! A chaque étape ! Sous tous les aspects ! Cependant notre politique de défense n'est pas conditionnée par celle du Kremlin. C'est le premier malentendu. Mais, dites-vous, s'il n'y a pas de conflit, pourquoi parler de subordination ? Et voilà le deuxième malentendu. Nous devons subordonner la défense de l'U.R.S.S. à la révolution mondiale, dans la mesure où nous subordonnons la *partie* au *tout*. En 1918, dans sa polémique contre Boukharine, qui insistait sur la nécessité d'une guerre révolutionnaire contre l'Allemagne⁶, Lénine répondait à peu près : « Si une révolution devait éclater en Allemagne aujourd'hui, ce serait notre devoir d'aller à la guerre, même au risque de la perdre. La révolution en Allemagne est plus importante que la nôtre, et nous devrions au besoin sacrifier — pour un temps — le pouvoir des soviets en Russie afin d'aider à son établissement en Allemagne. » A l'heure actuelle, une grève à Chicago pourrait être déraisonnable en et par elle-même, mais s'il s'agissait d'aider une grève générale à l'échelle nationale, les ouvriers de Chicago devraient subordonner leurs intérêts à ceux de leur classe, et appeler à la grève. Si l'U.R.S.S. est engagée

6. Lors de leur polémique au sujet du *diktat* de Brest-Litovsk, Lénine et Boukharine s'étaient affrontés, le premier étant décidé à signer même aux conditions draconiennes dictées par l'ennemi, le second préconisant une « guerre révolutionnaire » afin, disait-il, de préserver les chances de la révolution européenne

dans une guerre aux côtés de l'Allemagne, la révolution allemande pourrait à coup sûr menacer les intérêts immédiats de la défense de l'U.R.S.S. Conseillerions-nous aux ouvriers allemands de ne pas agir ? L'Internationale communiste leur donnerait sans aucun doute semblable conseil. Nous pas. Nous dirons : « Nous devons subordonner les intérêts de la défense de l'Union soviétique aux intérêts de la révolution mondiale. »

Il a été, me semble-t-il, répondu à quelques-uns de vos arguments dans le dernier article de Trotsky « Encore et à nouveau sur la nature de l'U.R.S.S. », lequel a été écrit avant que j'aie reçu la transcription de votre intervention.

Il y a des centaines et des centaines de jeunes militants qui ne sont pas passés par notre expérience commune. J'ai bien peur que votre présentation des faits ne puisse les induire en erreur et leur faire croire que nous étions pour le soutien inconditionnel du Kremlin, au moins dans le domaine international, que nous n'avions pas prévu des éventualités comme la collaboration entre Staline et Hitler, que nous avons été pris de court par les événements et que nous devons changer de position du tout au tout. Ce n'est pas vrai ! Et, indépendamment de toutes les autres questions que vous abordez ou touchez seulement dans votre intervention (direction, conservatisme, régime du parti, etc.), nous devons, à mon avis, vérifier de nouveau notre position sur la question russe avec tout le soin nécessaire, autant dans l'intérêt de la section américaine que dans celui de la IV^e Internationale dans son ensemble.

Le véritable danger aujourd'hui ne réside pas dans la défense « inconditionnelle » de ce qui est digne d'être défendu, mais dans l'aide, directe ou indirecte, au courant politique qui essaie d'identifier l'U.R.S.S. aux états fascistes, pour le plus grand profit des démocraties, ou au courant proche qui met toutes les tendances dans le même sac, de façon à discréditer le marxisme ou le bolchevisme par le stalinisme. Nous sommes l'unique parti qui ait réellement prévu les événements, non sous leur forme concrète empirique, bien sûr, mais dans leur tendance générale. Notre force consiste dans le fait que nous n'avons pas besoin de modifier notre orientation au moment où la guerre commence. Et je trouve tout à fait faux que certains de nos camarades, inspirés par le combat fractionnel pour un « bon régime » — que, autant que je sache, ils n'ont jamais défini — persistent à crier : « Nous avons été pris de court ! Notre orientation s'est révélée fausse ! Il nous faut improviser une

nouvelle ligne ! » Et ainsi de suite. Cela me paraît tout à fait incorrect et dangereux.

P.S. Les formulations de cette lettre sont loin d'être parfaites, puisqu'il ne s'agit pas d'un article élaboré, mais d'une simple lettre que j'ai dictée en anglais et que mon collaborateur a corrigée au fur et à mesure.

[MARCHANDAGE AVEC HARVARD]¹

(11 novembre 1939)

Chers Amis,

Lors de sa dernière visite, il y a quelques jours, le professeur Langer m'a demandé d'indiquer un prix², et, quand j'ai refusé, il a, à titre d'hypothèse, proposé lui-même 5000 dollars. J'ai répondu que je trouvais cette somme très faible, puisque, au cours des conversations avec l'université de Chicago, le chiffre de 5000 avait été avancé pour la seule partie russe des archives. Langer m'a répliqué qu'il voulait seulement avoir une orientation et m'a demandé une option pour l'université de Harvard. Je joins une copie de cette option. S'il y a des difficultés quand le camarade Goldman commence à négocier avec eux, je peux évidemment donner les pleins pouvoirs nécessaires à toute personne que vous indiquerez.

En tout cas, je crois que nous ne devrions pas laisser descendre le prix au-dessous de 15000 avec au moins 3000 de paiement d'avance et des versements pas inférieurs à 250 par mois. C'est au moins mon opinion.

P.-S. Je viens juste de recevoir une lettre de Langer dans laquelle il dit que le bibliothécaire de Harvard entre en négociations avec Goldman. J'envoie copie de cette lettre à Goldman.

1. Lettre à la direction du S.W.P. (8111) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit des négociations pour l'achat des archives de Trotsky par l'université de Harvard, menées pour cette dernière par le professeur Langer.

[CONTRE L'ENQUÊTE A AUSTIN]¹
(11 novembre 1939)

Cher Ami,

Merci beaucoup pour votre rapport sur votre entretien avec la commission Dies. Je n'ai pas fait officiellement d'objection à Austin comme lieu des sessions, parce que je voulais éviter de fournir un prétexte à une possible mauvaise interprétation selon laquelle je voulais utiliser une affaire suffisamment importante en elle-même pour tout autre objectif.

Mais, depuis le début, j'ai éprouvé et exprimé cette opinion de mes amis que la fixation d'Austin est une sorte de camp de concentration pour la session de la commission à laquelle je devrais témoigner, apparaîtrait sous un très mauvais éclairage et serait sûrement interprétée en conséquence par la presse mondiale. Je suis prêt à apparaître même à Austin, mais je crois que, pour la dignité de la commission, il serait mieux qu'elle me convoque dans les mêmes conditions que les autres témoins, c'est-à-dire à Washington.

Il est à peine nécessaire d'ajouter que je suis prêt à observer rigoureusement les règles d'un « gentleman's agreement » que vous avez pu conclure avec la commission.

1. Lettre à Goldman (8312), avec la permission de la Houghton Library.

[LE BIULLETEN]¹
(14 novembre 1939)

Ma chère Rae²,

J'ai bien entendu reçu votre amical télégramme et il m'a fait grand plaisir. Transmettez, s'il vous plaît, mes remerciements à Max [Sterling] et à Harry Milton³.

Que vous ayez réussi à vendre une collection du *Biulleten* russe à l'Université de Harvard, c'est excellent à tous égards. Je crois que la première tâche est d'assurer la parution du prochain numéro du *Biulleten*. Les coûts sont si élevés aux Etats-Unis, et nous sommes si pauvres, que nous ne pouvons nous offrir le luxe de publications supplémentaires.

Je comprends très bien que vous ne puissiez consacrer beaucoup de temps au *Biulleten* russe du fait de votre travail chez les Nègres, lequel, comme je le vois d'après votre lettre, a remporté beaucoup de succès. Tant que Sara⁴ veille à la publication du *Biulleten*, il est en de bonnes mains.

1. Lettre à R. Spiegel (10511), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rae Spiegel (née en 1909) était une militante de New York qui avait appris le russe et la sténo en russe pour venir aider Trotsky à Coyoacán, ce qu'elle avait fait pendant presque une année. Elle avait conservé avec les hôtes de la maison des relations amicales.

3. Max Sterling était le nom de parti sous lequel Trotsky avait rencontré pour la première fois en 1936 Mark Shapiro (né en 1908) qui était le mari de Rae Spiegel. Wolf Kupinsky, dit Harry Milton (né en 1903), ex-militant du P.C., puis de la C.L.A. cadre syndical (dans l'I.G.L.W.U.) avait combattu en Espagne dans les rangs de la brigade Eugene Debs, avait été blessé sur le front d'Aragon aux côtés de George Orwell, avait été arrêté en mai, puis libéré en août à la suite d'une campagne. On avait envisagé un instant de l'envoyer au Mexique. Il était suppléant du comité national du S.W.P. et lié à Abern.

4. Sara Weber était le pseudonyme de Sara Jacobs (1900-1976) qui avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo, puis en France et était revenue l'aider au Mexique l'année précédente. Elle s'occupait du B.O. à New York.

**[PROJET
POUR UN ARTICLE DE REVUE]¹**
(15 novembre 1939)

Les étoiles jumelles sont soit un phénomène purement optique soit un phénomène physique. La question est : Hitler et Staline sont-ils une étoile jumelle optique ou physique ? Hitler insiste sur la première interprétation, Staline essaie d'imposer la seconde. Hitler a raison — pour la prochaine période nous aurons une véritable étoile jumelle avec Hitler comme étoile principale et Staline comme satellite.

La caractéristique fondamentale de la situation mondiale et ainsi européenne, en ce moment, est que tous les ponts vers la paix ont été brûlés. Il y a devant nous une guerre longue et sans pitié. Précisément au moment où il était devenu évident qu'une telle guerre était inévitable, le Comintern a brutalement changé de politique, passant des phrases sucrées sur la défense de la démocratie et de la paix au mot d'ordre, abandonné cinq ans plus tôt, de la révolution mondiale (Dimitrov², Molotov, Browder, etc.). L'impression est donnée au Kremlin qu'on se prépare à utiliser la guerre et les bouleversements qu'elle va inévitablement provoquer, pour une « soviétisation » de l'Europe et pas de l'Europe seulement. C'est précisément cette impression que Staline désire donner. C'est pour cet objectif que les Dimitrov, Browder et autres ont reçu l'ordre de mettre

1. Lettre à A. Collins (7621), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library. Trotsky envoyait à Collins son projet d'article que l'on trouvera achevé p. 174-189.

2. Georgi *Dimitrov* (1882-1949), vétéran communiste bulgare, était le principal dirigeant de l'Internationale communiste et Earl R. Browder le secrétaire général du parti communiste américain. Tous deux venaient de faire des déclarations dures, avec références à la révolution mondiale, conformément aux thèmes développés par le manifeste publié par l'I.C. à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Molotov, lui, avait prononcé le 6 novembre au Bolchoï, en présence de Staline, un discours saluant les « victoires » de l'U.R.S.S. dans sa lutte pour l'émancipation des peuples.

des masques renfrognés. La presse mondiale tout entière fait écho. En réalité, Staline veut vendre au plus offrant les coups de tonnerre révolutionnaire qu'il a exhumés de la cave et qu'il brandit à son poing, exactement comme il a vendu la « défense de la démocratie » à Hitler, contre une partie de la Pologne et l'administration des Etats baltes. Les coups de tonnerre sont un bluff. Celui qui y croit sera trompé, comme Londres et Paris l'ont été dans leurs négociations avec Moscou.

Avant que la guerre produise une révolution, elle produit des spéculations sur la révolution. Même le conservateur Chamberlain base ses plans sur une sorte de révolution monarcho-démocratique en Allemagne. Au lieu de bombes, il lance des tracts³. Il est frappant de constater combien les hommes d'Etat ont peu appris de l'expérience de la dernière guerre et combien ils sont aveugles devant les grands événements de l'Histoire — guerres et révolutions. Croire qu'une révolution « modérée », « raisonnable » et « conservatrice » contre Hitler est possible en Allemagne est aussi absurde que la croyance qu'il était possible de satisfaire Hitler avec les montagnes des Sudètes. En Allemagne, seule une révolution socialiste est possible. A la différence de Chamberlain, Staline le comprend et en a peur.

Un régime totalitaire est, par son essence même, un cercle de fer autour d'un baril de poudre. Un régime totalitaire est nécessaire quand les contradictions internes ont atteint un point de tension intolérable. C'est pourquoi l'on peut prévoir que, dans la série de révolutions que la guerre ne peut pas ne pas provoquer, les pays totalitaires seront les premiers sur la liste. C'est extravagant d'imaginer que l'Allemagne pourrait être soviétisée de Moscou comme l'a été la petite Galicie arriérée. Pour faire sauter la ceinture du national-socialisme, de terribles explosions seront nécessaires. Des millions de gens seront mis en mouvement. Et les révolutions sont contagieuses. Dans la chaîne des régimes politiques, la dictature stalinienne est l'un des maillons les plus faibles.

Mais, avant la révolution, il y a la guerre. Pendant la période prochaine, Staline restera le satellite de Hitler. Pendant l'hiver qui vient, il ne prendra probablement aucune initiative. Avec la Finlande, il va conclure un compromis. Il cherche un autre compromis plus important avec le Japon contre les Etats-

3. Trotsky fait allusion à une opération de lancement de tracts sur les villes allemandes par les avions de la R.A.F.

Unis. Tant que la position militaire de Hitler restera favorable (et il en sera ainsi en tout cas pendant la première année de la guerre), Staline se contentera de ce qu'il a déjà obtenu. Si l'Allemagne se trouve — et quand elle se trouvera — dans une situation difficile, et c'est inévitable, mais pas si vite, Staline essaiera de se dégager d'avec Hitler. Par exemple, il soviétisera les pays baltes et peut-être réclamera l'indépendance de la Pologne de Hitler, pour la soviétiser aussi, et il peut devenir actif dans les Balkans.

Tout cela n'est cependant que les convulsions finales de deux régimes totalitaires. L'effondrement militaire de Hitler provoquera inévitablement une révolution en Allemagne et les conséquences en seront le renversement de l'oligarchie de Staline en U.R.S.S. Déjà, dès maintenant, ces deux événements se dessinent comme ceux qui se matérialiseront le plus certainement au cœur du sanglant conflit.

Cette esquisse sera complétée par des données positives, les illustrations concrètes comme des caractérisations personnelles, et ainsi de suite. L'article sera de 3 000 à 3 500 mots.

[CONDITIONS POUR UN ARTICLE]¹

(15 novembre 1939)

Cher Monsieur Collins,

Je joins un petit prospectus d'un article que je suis prêt à écrire aux conditions suivantes² :

1. *Life Magazine* doit accepter ou refuser l'article sur la base de ce prospectus.

2. L'article devrait être d'environ 3 500 mots.

3. *Life Magazine* m'a payé 1 500 dollars pour le premier article qui leur a été vendu, sans déduction pour les impôts, etc. Pour le second article, ils proposent 2 000 dollars. Je considère le prix de 1 000 comme un minimum pour l'article que veut *Life*, après toutes les déductions y compris celle de la commission de l'agent.

Si je reçois un télégramme d'acceptation, j'enverrai le manuscrit russe dans une semaine à M. Malamuth qui aura besoin de quatre à cinq jours pour la traduction.

1. Lettre de A. C. Collins (7629), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. p. 150.

[ENCORE UNE FOIS L'ENTERREMENT DE LÉNINE]¹

(17 novembre 1939)

Je redoute que les staliniens ne se livrent dans *Life* à quelque manœuvre. Il apparaît que l'appareil de cette revue en compte pas mal. Je n'ai pas encore reçu de réponse de la rédaction. Avez-vous une idée de ce qui se passe ? De toute façon, ils sont obligés de payer puisque cet article a été *commandé*.

Au sujet de la date des obsèques²; voici comment les choses se présentaient, ou du moins comment je le comprends aujourd'hui, à la lumière des informations que j'ai reçues, particulièrement votre lettre.

Lorsque je suis rentré de Soukhom à Moscou, j'ai parlé des obsèques avec quelques camarades très proches (on n'a fait qu'effleurer le problème car plus de trois mois s'étaient écoulés). Ils m'ont dit : « Il (Staline) ou elle (la troïka) ne songeaient nullement à organiser les obsèques le samedi. Ils voulaient seulement que vous n'y soyez pas. » Qui m'a dit cela ? Peut-être I. N. Smirnov ou Mouralov³, certainement pas Skliansky⁴, qui était très réservé et très prudent. J'ai donc eu le sentiment qu'il n'avait jamais été question du samedi.

1. Lettre à Ch. Malamuth (8891), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 81-83. Il s'agit des obsèques de Lénine et du fait politiquement important que Trotsky ne put y assister.

3. Nikolai I. *Mouralov* (1887-1937), agronome, bolchevik en 1903, héros de l'insurrection de Moscou en 1905 et accusé de meurtre, officier général de l'Armée rouge, était à cette époque le commandant de la garnison de Moscou. Ivan N. *Smirnov* (1881-1936), cheminot puis mécanicien en usine, membre du parti en 1899, bolchevik en 1903, surnommé par Lénine « la conscience du parti » et par le parti « le Lénine de Sibérie ». Il était commissaire du peuple aux postes et télégraphes à la mort de Lénine. Tous deux étaient des amis proches de Trotsky en même temps que politiquement très proches de lui (opposition des 43).

4. Efraïm M. *Skliansky* (1892-1925), médecin, bolchevik en 1913, élu de conseil de soldats en 1917, était le principal collaborateur de Trotsky à la direction des affaires militaires et membre de l'Opposition de 1923.

Je vois aujourd'hui que la machination était plus compliquée. Staline n'avait pas l'intention de s'en tenir à l'envoi d'un télégramme pour m'annoncer que les obsèques auraient lieu le samedi. Au nom du bureau politique, et peut-être au nom du secrétariat du C.C., il a ordonné aux autorités militaires de préparer les obsèques pour le samedi. Bien entendu, Mouralov et Skliansky ont pris cet ordre argent comptant⁵, bien que ce délai très court les surprit. Zinoviev prit dans l'Internationale des mesures identiques.

Que Staline ait, depuis le début, considéré la date du samedi comme fictive, cela se déduit de plusieurs éléments, en particulier du témoignage de Walter Duranty, que vous avez présenté. Il affirme que beaucoup de gens ont pu arriver pour les obsèques, qui venaient d'endroits plus éloignés de Moscou que Tiflis⁶. Il n'explique pourtant pas comment un tel miracle a été possible. Les gens venus de coins reculés et qui étaient présents aux obsèques étaient évidemment les *tchinovniki*⁷ les plus sûrs : secrétaires de comités, présidents de comités exécutifs, etc. A cette époque, Staline et la majorité des huiles de l'appareil disposaient d'un code spécial, « personnel » pour les relations qui touchaient aux opérations dirigées contre moi. Avant que le décès de Lénine ne fût annoncé dans les journaux, tous les secrétaires avaient sans doute reçu les télégrammes codés leur demandant de partir immédiatement pour Moscou, très probablement sans aucune information touchant aux obsèques. Compte tenu de ces circonstances critiques, Staline mobilisait ses bureaucrates dans tout le pays. Il n'aurait pas pu convoquer des gens qui se trouvaient plus loin que Tiflis, s'il avait réellement prévu d'organiser l'enterrement le samedi. La manœuvre était plus compliquée qu'il m'était apparu (j'étais alors à Soukhoum) lors des brèves conversations à Moscou, plusieurs mois après. Mais c'est bien le fond de l'affaire.

D'ailleurs le fait que Duranty prenne soin d'éclairer cet épisode plusieurs années plus tard (j'entends : par les informations mentionnées ci-dessus) montre que Staline jugeait utile d'effacer même cette trace.

5. Mouralov et Skliansky étaient à Moscou les principales personnalités de l'armée.

6. C'est de la région de Tiflis que Trotsky devait partir.

7. Le mot de *tchinovnik* désignait sous l'ancien régime les bureaucrates. Il est ainsi, ici, archaïque, mais délibérément employé et c'est pourquoi nous ne l'avons pas traduit. (N.d.T.)

[LES DIFFICULTÉS D'UN LIVRE]¹

(18 novembre 1939)

Cher Monsieur Canfield²,

J'ai au moins autant d'intérêt à la publication la plus rapide possible du livre sur Staline que l'éditeur. Mais, comme je l'ai expliqué à M. Collins, les obstacles ont été très grands. Je comprends très bien que l'éditeur juge impossible d'investir plus d'argent dans ce livre à titre d'avance. Mais je regrette de n'avoir pas été averti par M. Collins ou vous-même lorsque, après les premiers chapitres, j'ai annoncé que ce serait un livre deux fois plus gros que prévu dans le contrat, écrit avec infiniment plus de recherches et qui demanderait deux fois plus de temps. Je supposais que l'éditeur continuerait les paiements jusqu'à ce que le livre soit terminé, et que le livre sur Lénine serait assuré par les droits du livre de Staline. Cette supposition erronée m'a plongé de façon inattendue dans une situation extrêmement difficile. Avec la collaboration de M. Collins, j'ai essayé de placer quelques articles dans la presse pour m'assurer la possibilité de finir le livre. J'ai perdu trois mois dans ces tentatives, sans aucun succès. Finalement, en plaçant quelques articles, j'ai eu la possibilité de couvrir les dettes de ces trois mois.

Je fais maintenant ce que je peux pour assurer financièrement la possibilité de me concentrer sur le livre sur Staline dans les trois prochains mois (décembre, janvier et février) et j'espère y réussir cette fois.

1. Lettre à C. Canfield (7486), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cass *Canfield* (né en 1896), d'abord journaliste avant de travailler dans l'édition, était président de Harpers depuis 1935. Il avait avec Trotsky un bon contact.

[UNE MAUVAISE FAÇON D'INFORMER]¹

(20 novembre 1939)

Votre correspondant de Moscou, dans une dépêche sur la politique étrangère du Kremlin, dans le *New York Times* du 12 novembre, affirme que cette politique est dictée par la doctrine marxiste. M. Gedye² réitère avec insistance : « Ils sont marxistes avant tout, enfin et toujours. » Ainsi est-il totalement d'accord avec l'appréciation que les têtes du Kremlin donnent eux-mêmes et qui leur est nécessaire pour soutenir la réputation de leur agence internationale, le Comintern. Il est, bien entendu, impossible d'entamer ici une discussion sur le « marxisme » du Kremlin. Cependant il y a dans la dépêche de M. Gedye des affirmations plus concrètes que je ne peux pas laisser passer.

« Les dirigeants », écrit M. Gedye, « n'ont pas adopté la théorie de Léon Trotsky sur la “ révolte permanente ” et l'idée que le socialisme est impossible dans un seul pays. Loin de cela, ils sont convaincus que Lénine a toujours eu raison. »

Ces deux phrases contiennent, pour m'exprimer avec modération, deux incompréhensions. Lénine n'a jamais propagé la théorie du socialisme dans un seul pays. Au contraire, il a toujours affirmé que le sort définitif de l'ordre social en U.R.S.S. dépend complètement du sort du capitalisme international. Permettez-moi de me référer à mon *History of the Russian revolution* (vol. III, pp. 378-418), où j'ose le croire, il est prouvé de façon irréfutable que Lénine avait une conception directement opposée à celle qui lui est attribuée par le Kremlin.

1. Lettre au *New York Times* (4650-1), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. John E. R. Gedye (1890-1970), journaliste anglais, était considéré comme le plus capable de ceux qui couvraient l'Europe à ce moment-là : il était correspondant de plusieurs journaux américains. Il avait couvert notamment la crise de Munich.

Même après la mort de Lénine, au printemps de 1924, Staline continuait à expliquer, dans sa compilation *Les Problèmes du Léninisme*, comment et pourquoi Lénine considérait qu'il était impossible de construire une société socialiste dans un seul pays. C'est seulement dans l'édition de ce même livre à l'automne de 1924 que Staline, mû par des considérations pratiques et pas théoriques, a changé radicalement de position sur ce point non sans importance. A la suite de ce tournant, le Kremlin a fait une tentative pour obliger Lénine à changer d'idée aussi. Et malheureusement M. Gedye appuie cette tentative.

Non moins erronée est l'assertion qui concerne la théorie de la « révolte permanente » à laquelle j'adhérais prétendument. La théorie de la « révolution permanente » (pas « révolte »), partant d'une analyse des rapports de classe dans la Russie tsariste, arrivait à la conclusion que la révolution démocratique en Russie devait conduire inévitablement à la prise du pouvoir par le prolétariat et ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste. Je ne crois pas que les derniers événements aient réfuté cette théorie formulée au début de 1905. En tout cas, elle n'a rien de commun avec la théorie de la « révolte permanente », qui me semble simplement un non-sens. La presse totalitaire de Moscou a, bien entendu, plus d'une fois représenté mes idées sous une forme caricaturale. M. Gedye a, de toute évidence, assimilé cette présentation caricaturale.

Je dois dire de façon générale que, nulle part, les correspondants étrangers ne sont travaillés avec autant d'obstination et de succès qu'à Moscou. Au cours des dernières années, nous avons observé combien quelques journalistes américains avaient systématiquement induit en erreur l'opinion publique américaine par leurs articles sur « la Constitution la plus démocratique du monde », sur la sympathie du Kremlin pour les démocraties, sur la haine, non moins profonde, du Kremlin pour Hitler et ainsi de suite.

Le résultat d'une telle façon d'informer est que le tout récent tournant du Kremlin a pris le public au dépourvu. Dans un pays où les livres consacrés à l'histoire du parti et de la révolution, les pièces historiques, les films historiques, les peintures historiques, ne sont que des falsifications consciemment fabriquées, le correspondant étranger devrait se munir d'une bonne quantité de méfiance critique, s'il veut réellement informer l'opinion publique dans son propre pays et non maintenir simplement les relations amicales avec le Kremlin.

Permettez-moi d'utiliser cette occasion pour une autre correction. A plusieurs reprises, j'ai rencontré l'allégation que Lénine caractérisait Trotsky comme « le membre le plus intelligent du comité central ». J'ai peur que cette traduction ait aussi son origine dans un des trop confiants correspondants de Moscou. Le mot « intelligent » dans ce contexte a une connotation ironique, un peu condescendante, dont il n'y a pas trace dans le prétendu Testament de Lénine. « Samiy Spasobniy », les mots russes exacts employés par Lénine, peuvent se traduire en anglais par « le plus capable », en aucun cas par « le plus intelligent »).

[LE LIEU DE LA DÉPOSITION]¹

(21 novembre 1939)

Cher Ami²,

Compte tenu de votre communication que ma comparution devant la commission est « 100 % assurée », nous avons commencé à préparer ici quelques documents, coupures de presse, etc. Pendant ce travail, mes collaborateurs et moi sommes arrivés à la conclusion que, si la déposition doit avoir un caractère sérieux, complet et exhaustif, je dois avoir la possibilité, pendant le temps de la déposition, de vérifier toutes les dates, les faits, les documents nécessaires et il faut que les sessions se tiennent dans un centre avec une riche bibliothèque. A Austin, je serais sous cet angle totalement désarmé. A Washington, un ou deux collaborateurs qualifiés pourraient me trouver immédiatement les éléments nécessaires et, de Washington à New York (si les matériaux à Washington se révèlent insuffisants sur certains points) il n'y a que quelques heures.

Ne croyez-vous pas qu'il serait possible d'arranger sur certains points une confrontation avec Browder etc. ? Je crois que ce serait extrêmement instructif pour la commission comme pour le public.

1. Lettre à A. Goldman (8313), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Par une lettre du 27 octobre 1939 (8310), que nous n'avons pas reproduite, Trotsky avait annoncé à Goldman son intention d'accepter l'invitation de la commission Dies et lui avait demandé d'être, comme il l'avait été devant la commission Dewey, son avocat. Goldman avait accepté et rendu compte des premiers contacts qu'il avait pris.

[LIFE ET L'ARTICLE SUR STALINE]¹

(23 novembre 1939)

Chers messieurs,

Après avoir attendu plus d'un mois la publication de mon article « Le Super-Borgia du Kremlin »², ou au moins quelques explications pour son retard, je dois vous demander avec insistance de m'informer de ce qui interfère avec sa publication.

M. Malamuth, le traducteur de l'article dans une lettre que je n'ai reçue que ce matin, me dit que M. Thorndike³ lui a téléphoné que l'article n'était pas écrit comme ils le désiraient ; que, quand M. Busch reviendrait d'Europe, il se rendrait probablement au Mexique pour discuter des changements. Je ne comprends pas très bien pourquoi le comité de rédaction ne m'a pas informé directement de ses critiques ou suggestions, il y a un mois environ, ni pourquoi il faut attendre l'arrivée de M. Busch qui, à ce que j'ai compris, se trouve en Europe.

Pour clarifier la situation, je dois rétablir les faits. Pendant la collaboration de M. Busch avec moi ici, j'ai mentionné au cours d'une conversation privée quelques-unes des circonstances mystérieuses qui touchent la mort de Lénine. M. Busch a trouvé la question si intéressante qu'il a proposé au comité de rédaction de votre revue de m'adresser une lettre me demandant officiellement l'article. J'ai répondu à M^{lle} Schrift que j'étais en principe prêt à accepter cette proposition. Toute l'initiative est donc revenue au comité de rédaction de *Life Magazine*.

Le 27 septembre, M. Busch, au nom des bureaux de la

1. Lettre à *Life-Magazine* (8982), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp.66-81.

3. Joseph J. Thorndike (né en 1913) était l'un des animateurs de la rédaction de la revue.

rédaction, m'a proposé de remettre l'article pour le 21 octobre. Il a aussi exprimé son désir d'un résumé de l'article avant sa rédaction « afin de simplifier notre recherche de matériaux d'illustration »⁴.

Le 30 septembre, j'ai envoyé ce résumé à M. Busch. Par lettre datée du 3 octobre, M. Busch m'a écrit qu'il « indiquait la possibilité que l'article ait même plus de succès que le premier ».

En même temps, dans sa lettre, M. Busch me faisait quelques suggestions intéressantes pour la structure technique. M. Busch concluait cette partie de sa lettre comme suit : « Comprenez, s'il vous plaît, que les divisions ci-dessus ne sont d'aucune façon arbitraires, et que j'espère que vous les écarterez résolument si vous le jugez bon. »

Les suggestions de M. Busch coïncidaient dans leur plan général avec celui que j'avais élaboré depuis le 30 septembre. C'est pourquoi je ne doutais pas le moins du monde que l'article satisfairait le comité de rédaction.

Pourtant, pendant plus d'un mois, je n'ai reçu aucune information du comité de rédaction qui avait signé un contrat pour l'article. En même temps, j'ai reçu des informations authentiques selon lesquelles des personnes qui n'ont rien à voir avec l'équipe de *Life* discutant de la valeur de mes assertions sur la mort de Lénine, expriment des doutes sur la possibilité, pour *Life*, de publier un tel article et ainsi de suite. Et cela en dépit de l'accord entre M. Busch et moi que le sujet de cet article ne serait divulgué à personne avant de paraître dans *Life Magazine*.

Permettez-moi d'exprimer une hypothèse. Dans les conversations avec M. Busch, j'ai remarqué en plaisantant que les staliniens et les libéraux staliniens, qui sont très nombreux dans les cercles littéraires aux Etats-Unis (bien que ce nombre diminue rapidement), pousseraiient de terribles hurlements à propos de la publication de ce second article. M. Busch me répondit en ce sens : cela ne troublerait pas le moins du monde le comité de rédaction de *Life*.

Et maintenant, j'apprends que M. Granville Hicks⁵ a réussi à publier dans *Life* une protestation contre mon premier article (je n'ai pas encore vu moi-même cette protestation). Je connais

4. Cf. pp. 85-86.

5. Granville Hicks (né en 1901), critique littéraire, membre du P.C. et responsable de la partie littéraire de *New Masses* était un bon spécialiste de la lutte contre le « trotskysme ». *New Republic* du 4 octobre précédent avait publié une lettre dans laquelle il annonçait sa démission du parti qu'il ne jugeait plus « efficace » après le pacte germano-soviétique.

le caractère des campagnes que ces gens sont capables de mener : protestations écrites et orales, appels téléphoniques, télégrammes, etc. Ces messieurs trouvent naturel que Staline tue des centaines de vieux révolutionnaires, des centaines des meilleurs généraux et ainsi de suite, sous les accusations les plus fallacieuses. Ils considèrent comme absolument naturel qu'après avoir accusé tous leurs adversaires d'être des alliés ou des amis de Hitler et après les avoir tués pour ce crime inventé, Staline lui-même ait conclu une alliance avec Hitler. Je n'ai que du mépris pour ces parasites idéologiques et, bien entendu, comme vous le comprenez, je n'étais pas le moins du monde enclin à rendre cet article acceptable par ces gens.

J'ai écrit l'article pour *Life Magazine* sur la base qui avait été discutée oralement et confirmée ultérieurement par écrit. Abandonnant tout autre travail, j'ai remis l'article au jour fixé par le comité de rédaction. J'ai été informé que, du fait de l'absence de M. Busch, M. Thorndike s'occuperait de la question. Le sort de l'article ne peut dépendre de la présence ou de l'absence de M. Busch. Permettez-moi d'insister sur la publication de l'article et pour son paiement aussi rapides que possible. En tout cas, j'attends maintenant une réponse par avion du comité de rédaction.

[UNE QUESTION A TRANCHER]¹

(23 novembre 1939)

Cher Ami,

Mon travail et, dans une certaine mesure, ma vie quotidienne sont très sérieusement perturbés par le vague des arrangements avec la commission Dies. Pour la commission elle-même, c'est purement une question technique de prendre une décision et de fixer une date. Pour moi, c'est une question complexe de considérations politiques, techniques, financières et autres. Il faut régler cette question, non seulement avec les autorités des Etats-Unis mais avec celles du Mexique, et cela demande du temps. Mes collaborateurs et moi avons déjà commencé à collecter les matériaux nécessaires. Mais nous ne pouvons consacrer tout notre temps à cet objectif sans être certains qu'il ne s'agit pas d'un plan vague, mais d'une décision formelle. Je dois continuer mon livre, mais j'ai interrompu ce travail afin d'être libre pour la commission. Notre attente ne peut durer indéfiniment. Le voyage lui-même doit être organisé avec les précautions nécessaires, sur le sol mexicain comme aux Etats-Unis, et cela demande du temps.

Ne pouvez-vous poser la question à la commission Dies de manière concrète et formelle ? Je dois avoir l'invitation formelle de la commission le 1^{er} décembre pour apparaître devant la commission dans la seconde moitié de décembre, autrement toute la chose devra être reportée à l'année prochaine, et pour parler pratiquement, *calendus grekus*² (sic).

1. Lettre à A. Goldman (8314), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le renvoi « aux calendes grecques » (traduction latine très libre ci-dessus) est un renvoi à une date indéfinie.

[L'ARMÉE ROUGE EN INDE ?] ¹ (24 novembre 1939)

Chère Camarade Perera²,

Nous avons tous été très chagrinés de l'obstacle qui vous a empêchée de venir³. Une telle absence de prévision de la part des camarades américains est impardonnable : nous aurions pu facilement obtenir pour vous ici une autorisation pour vous, si nous avons été informés à temps. Nous étions si sûrs de votre arrivée que, par exemple, j'ai étudié un peu les conditions de Ceylan pendant les derniers jours, pour la discussion à venir.

La question d'une possible intervention militaire de l'Armée rouge en Inde — pour ne pas parler de Ceylan — a été soulevée de façon totalement artificielle par quelques camarades américains⁴. La possibilité n'en est pas exclue, mais ce n'est pas une question à l'ordre du jour. Du point de vue des principes, je n'y vois rien de nouveau par rapport à l'expérience chinoise ou espagnole. L'Armée rouge n'est pas un facteur politique indé-

1. Lettre à S. M. Perera (9503), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Selina M. Perera était la femme du Ceylanais Nanayakkarapathiraga Martin, dit N. M. Perera (1906-1979). Tous deux faisaient partie du petit groupe trotskysant qui avait fondé et dirigé à Ceylan le Lanka Sama Samaja Party dans l'île et avait définitivement rompu avec le stalinisme au moment du procès de Moscou. N. M. Perera était l'un des dirigeants du parti et, depuis 1936, l'un de ses deux élus au State Council (Conseil d'Etat) de Ceylan. Selina était la trésorière du parti. Elle avait séjourné plusieurs mois à Londres, puis était allée à New York où elle avait pris contact avec le S.W.P.

3. Selina M. Perera avait voulu visiter Trotsky au Mexique et en avait pris la route, mais elle avait été arrêtée à la frontière et refoulée, car elle ne possédait pas un document indispensable aux yeux des autorités mexicaines : elle l'aurait obtenu sans difficulté à New York, mais avait été mal renseignée.

4. La question avait été soulevée notamment par Sherman Stanley, qui avait écrit à Trotsky à ce sujet dès le 8 octobre et était un ardent minoritaire. Comme il était le spécialiste des questions indiennes, il avait évidemment rencontré la militante ceylanaise à plusieurs reprises.

pendant, mais l'instrument militaire de la bureaucratie bonapar-tiste de l'U.R.S.S. L'intervention militaire ne serait que la poursuite de l'intervention politique et l'intervention politique du Comintern de Staline se développe tous les jours en Inde comme ailleurs. Cependant notre tâche n'est pas de spéculer sur les possibilités d'une intervention militaire à venir, mais plutôt d'apprendre comment combattre aujourd'hui l'intervention politique actuelle. Tout combat exige qu'on apprécie correctement les facteurs impliqués.

La première chose à ne pas oublier est que l'ennemi direct des ouvriers et des paysans indiens n'est pas l'Armée rouge, mais l'impérialisme britannique. Quelques camarades qui, au cours de la dernière période, ont remplacé la politique marxiste par la politique anti-stalinienne, oublient les réalités politiques de l'Inde et imitent les staliniens d'hier qui clamaient — avant le pacte Hitler-Staline, bien entendu — que l'ennemi principal de l'Inde était... le Japon.

Les staliniens soutiennent directement en Inde les partis nationaux bourgeois et petits-bourgeois et font tout ce qu'ils peuvent pour soumettre les ouvriers et les paysans par l'intermédiaire de ces partis. Ce que nous devons faire, c'est créer un parti prolétarien absolument indépendant, avec un programme de classe.

Le rôle historique général de la bureaucratie stalinienne et de son Comintern est un rôle contre-révolutionnaire. Mais, à travers leurs intérêts militaires et autres, ils peuvent être amenés à soutenir des mouvements progressistes (même Ludendorff s'est senti obligé d'offrir un train à Lénine — ce qui était très progressiste — et Lénine l'a accepté⁵). Nous devons garder les yeux grands ouverts pour distinguer les actions progressistes des staliniens, les soutenir en toute indépendance, prévoir à temps le danger et les trahisons, mettre les masses en garde et gagner leur confiance. Si notre politique est ferme, intransigeante et réaliste à la fois, nous arriverons à compromettre les staliniens sur la base de l'expérience révolutionnaire. Si l'Armée rouge intervient, nous continuerons la même politique en l'adaptant aux conditions militaires. Nous apprendrons aux ouvriers

5. Erich von *Ludendorff* (1865-1937) était quartier-maître général de l'armée allemande pendant la guerre ; il était l'un de ceux qui avaient pensé que la présence de Lénine en Russie, après février, serait favorable aux desseins allemands et l'avaient autorisé à traverser l'Allemagne dans le fameux wagon dit « plombé ».

indiens à fraterniser avec les simples soldats, à dénoncer les mesures de répression de leurs officiers, etc.

La tâche principale en Inde est de renverser la domination britannique. Elle impose au prolétariat le soutien de toute action d'opposition et de toute action révolutionnaire dirigée contre l'impérialisme. Ce soutien doit être inspiré par la défiance la plus déterminée vis-à-vis de la bourgeoisie nationale et de ses agences petites-bourgeoises.

Nous ne devons pas un instant confondre notre organisation, notre programme, notre drapeau, avec les leurs.

Nous devons observer strictement la vieille règle : marcher séparément, frapper ensemble.

Nous devons garder un œil soupçonneux, sur notre allié temporaire, en tant qu'ennemi.

Nous devons utiliser les divergences entre les tendances bourgeoises et petites-bourgeoises pour renforcer la confiance en soi de l'avant-garde prolétarienne.

Si nous suivons sérieusement ces vieilles règles d'or, l'intervention de l'Armée rouge ne nous prendra pas au dépourvu.

Avec mes salutations les plus chaleureuses pour vous-même et les camarades de Ceylan, et mes vœux les meilleurs pour votre voyage.

[POURQUOI IL FAUT ALLER CHEZ DIES]¹

(28 novembre 1939)

Chers Amis,

J'ai découvert non sans surprise, je dois l'avouer, dans vos procès-verbaux du 17 octobre, une motion du camarade Kelvin² concernant la comparution de Y [Trotsky] devant la commission X [Dies].

1. Sur l'aspect purement formel de la question : j'ai été invité par téléphone, puis par télégramme. Pour ne mettre aucun obstacle sur la route d'une occasion aussi excellente, que je trouvais exceptionnellement favorable du point de vue politique, j'ai immédiatement répondu par l'affirmative. En même temps, je vous ai écrit pour vous demander votre sentiment sur cette question. Naturellement, si une décision formelle et impérative avait été prise contre ma comparution, je me serais soumis, avec une déclaration publique donnant les raisons politiques de cette décision. Avant de télégraphier ma réponse à la commission, j'ai consulté tous les camarades de la maison et tout le monde a été d'accord que nous avions là une occasion exceptionnelle, qui devait être utilisée.

2. La commission peut être considérée de deux points de vue : (a) comme une commission d'enquête parlementaire, (b) comme une sorte de « tribunal ». Le camarade Kelvin va-t-il dire que nous devrions boycotter le parlementarisme ou que nous devrions boycotter les tribunaux bourgeois ?

3. La commission, comme tout le parlement, est réaction-

1. Lettre à la direction du S.W.P. (8112), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Kelvin* était le pseudonyme de James *Burnham* (né en 1905), professeur de philosophie à l'Université Columbia ; venu au trotskysme avec le groupe de Muste, il était alors, et depuis septembre, l'un des principaux dirigeants de la minorité dans le S.W.P.

naire et poursuit des objectifs réactionnaires ; mais, dans la mesure où nous participons à l'activité parlementaire, nous le faisons avec l'objectif de combattre ces objectifs réactionnaires. Pourquoi ne pouvons-nous pas suivre la même politique vis-à-vis d'un des organes du parlement ? Si nous avons nos propres représentants, ils insisteraient, bien entendu, pour avoir un membre dans la commission, afin de contrer les manœuvres réactionnaires. Pourquoi un témoin ne peut-il faire le même travail ?

4. Nous avons nous-mêmes créé une commission de libéraux bourgeois pour enquêter sur les procès de Moscou. Nous avons maintenant une commission parlementaire qui est obligée, par sa position, d'enquêter sur bien des choses liées aux procès de Moscou. Les avocats des impostures ont témoigné contre nous devant cette commission³. Pourquoi ne pourrions-nous pas comparaître devant la commission avec l'objectif d'établir la vérité ? L'audience de cette commission est mille fois plus importante que celle de la commission Dewey.

5. Ou bien le camarade Kelvin va-t-il dire que, dans le premier cas, nous avons affaire à des libéraux, et, dans le second, à des réactionnaires ? Je n'entrerai pas dans l'évaluation politique des membres des deux commissions, mais nous savons très bien que Dewey lui-même a fait tout son possible pour compromettre le bolchevisme en général, sur la base du travail de la commission⁴. Nous le savions d'avance, mais nous savions aussi que les avantages que nous tirerions de l'enquête seraient incomparablement plus importants que les désavantages des objectifs politiques de Dewey.

6. Une distinction aussi tranchée entre libéraux bourgeois et réactionnaires bourgeois me rappelle un peu la distinction entre les bons pactes avec les démocraties et les mauvais pactes avec les pays fascistes, mais je ne vais pas entrer ici dans un domaine plus vaste. Il suffit seulement d'ajouter que nous avons pris la responsabilité de la composition de la commission Dewey parce que nous reconnaissons la pleine autorité de sa décision,

3. Parmi les témoins se trouvaient Browder et Foster, dirigeants du P.C., qui avaient profité de leur « témoignage » et de la publicité qui lui était donnée dans la presse, pour renouveler les attaques staliniennes contre « les trotskystes ».

4. Trotsky reprochait toujours à Dewey d'avoir affirmé, en présentant les conclusions de la commission, sa conviction que le stalinisme était le prolongement naturel du bolchevisme.

alors que la commission [Dies] est une institution d'Etat que nous utilisons seulement comme une tribune.

7. Quand la commission [Dies] a commencé ses sessions. il y a eu quelques articles, écrits avec quelque négligence, dans le *Socialist Appeal*, où l'on confondait les témoignages des renégats avec la comparution devant la commission en général⁵. Cette négligence dans l'analyse peut aisément s'expliquer par le fait qu'aucun de nous ne pensait, à cette époque, à la possibilité que l'un de nous comparaisse devant la commission et y proclame un point de vue marxiste. Mais se cramponner à quelques formulations erronées et sacrifier une possibilité politique exceptionnelle serait un crime.

8. Eviter la tentation et esquiver le risque du péché par l'abstinence, ne pas apparaître, ne pas intervenir, c'est une attitude purement négative, passive, du « gauchisme » stérile. Apparaître, s'il le faut, sur le territoire de l'ennemi et le combattre avec ses propres armes, c'est une attitude révolutionnaire.

9. Je suis d'autant plus étonné du fait que l'auteur de cette motion est le camarade Kelvin, qui était le protagoniste — et à juste titre — de notre action en faveur de l'initiative du référendum sur la guerre, une mesure purement parlementaire⁶.

10. Je ne puis non plus être d'accord avec la position du camarade Levine⁷ que la comparution de [Trotsky] devant la commission devrait être mise sur le même plan que la collaboration de T[rotsky] à la presse bourgeoise et qu'aux Etats-Unis aucun camarade américain ne témoignerait volontairement devant la commission [Dies]. Le fait que T[rotsky] écrive dans la presse bourgeoise a, en vérité, un caractère exceptionnel, compte tenu de son passé, etc., mais sa comparution devant la commission n'est nullement exceptionnelle. Je crois même que le camarade [Trotsky] devrait dans sa déposition nommer

5. *Socialist Appeal* avait annoncé, par exemple, la comparution de Zack et de Gitlow, anciens dirigeants du P.C., devant la commission Dies, comme si la « trahison » était dans la comparution elle-même et non dans leurs propos anti-communistes.

6. L'année précédente, James Burnham avait été, au sein du comité politique, le seul à se prononcer pour que le S.W.P. soutienne l'initiative du député Ludlow de présenter un amendement à la Constitution instituant un référendum avant toute déclaration de guerre (cf. *Œuvres*, 16, pp. 132-133).

7. Levine était le nouveau pseudonyme de Louis Jacobs (né en 1896), dit Jack Weber, mari de Sara et militant à Newark, avec qui Trotsky avait correspondu.

plusieurs camarades américains, en indiquant qu'ils sont plus compétents que lui sur telle ou telle question et donner ainsi à la commission une occasion excellente de les convoquer. Ce serait un excellent moyen de faire connaître quelques-uns de nos camarades devant un large secteur du public.

11. Je vous demande de considérer la dernière idée comme une proposition pratique pour votre décision.

[LE PROBLÈME DE L'ARTICLE SUR STALINE]¹ (29 novembre 1939)

Cher M. Thorndike,

Je réponds à votre lettre du 22 novembre avec une proposition concrète, sans attendre votre réponse à ma lettre du 23 novembre.

Envoyez-moi par avion immédiatement le manuscrit avec des notes détaillées sur vos doutes, vos suggestions, etc. Il est à peine nécessaire de dire que je suis prêt à accepter toute suggestion qui pourrait aider à rendre l'article plus compréhensible et convaincant pour le lecteur américain moyen. J'ai maintenant un collaborateur américain bien qualifié², qui m'aidera à trouver les formulations nécessaires. Je regrette que vous ne m'ayez pas fait connaître toute cette affaire il y a un mois, mais je suis certain que cette façon de procéder se montrera aussi efficace qu'un voyage spécial de M. Busch. J'apprécie hautement sa collaboration, mais, en même temps, je ne peux permettre que le sort de l'article dépende d'une « visite en décembre », d'autant plus qu'en ces temps incertains son voyage pourrait bien être reporté ou empêché par diverses circonstances.

La principale difficulté avec cet article n'est pas le sujet en lui-même. Il y a trop de circonstances et de détails qui mènent à la conclusion. Mais j'étais gêné du fait de la faible longueur accordée. L'introduction a pris trop de place, mais il fallait absolument montrer au lecteur l'âpreté de la lutte entre Lénine et Staline, dans la dernière période qui s'est terminée par la mort de Lénine et le danger extrême pour la carrière politique

1. Lettre à *Life-Magazine* (8923), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Joë Hansen était très apprécié de Trotsky pour ses capacités littéraires.

de Staline, si Lénine guérissait. C'est pourquoi, comme je l'ai expliqué à M. Busch, je devais éliminer bien des détails, bien des faits, bien des témoignages. Mon idée était que, si les représentants de super-Borgia essayaient de réfuter mes déductions (je doute beaucoup qu'ils fassent pareille tentative), je leur répondrais dans mon livre ou un nouvel article. Mais, je le répète, je suis prêt à faire les modifications nécessaires dans l'article, tel qu'il est, si vous me l'envoyez *tout de suite*, car, pendant la seconde moitié de décembre et le mois de janvier entier, je serai très occupé avec d'autres problèmes.

Je dois aussi ajouter qu'un paiement à la date prévue pour l'article est d'une urgence et une importance réelles pour moi.

HITLER ET STALINE ÉTOILES JUMELLES¹

(4 décembre 1939)

Quand Hitler envahit comme un éclair la Pologne à l'Ouest, Staline s'y glissa prudemment à l'Est. Quand Hitler, après avoir assujéti 23 millions de Polonais, proposa d'en finir avec cette guerre « inutile », Staline prêcha, à travers ses canaux diplomatiques et son Comintern, les avantages de la paix. Quand Staline occupa des positions stratégiques dans les pays baltes, Hitler transféra volontiers ses Allemands ailleurs². Quand Staline attaqua la Finlande³, la presse de Hitler, la seule au monde, proclama sa solidarité totale avec le Kremlin. Les orbites de Staline et de Hitler sont liées l'une à l'autre par quelque attraction interne. Quelle attraction ? Combien de temps va-t-elle durer ?

Des étoiles jumelles sont « optiques », c'est-à-dire apparentes, ou bien « physiques », c'est-à-dire véritablement jumelles, formant un couple dans lequel une étoile tourne autour de l'autre. Hitler et Staline sont-ils des étoiles jumelles réelles ou apparentes, dans le ciel sanglant de la politique mondiale aujourd'hui ? Et si elles sont vraiment jumelles, laquelle tourne autour de l'autre ?

1. Article (T 4655) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library. Les passages entre [] sont ceux qui ont été supprimés dans l'édition du Seuil.

2. Après avoir occupé la partie orientale de la Pologne, l'Union soviétique avait obligé les trois Etats baltes, Lettonie, Esthonie, Lithuanie, à conclure des pactes de non-agression et, en ce qui concerne les deux premières, à céder des bases militaires, dans les premiers jours d'octobre. Un demi-million d'Allemands des pays baltes furent rapatriés.

3. Après s'être assuré les bases dans les pays baltes, Staline s'était tourné vers le gouvernement finlandais, exigeant comme garanties stratégiques la cession de la base d'Hangoe, des îles du golfe de Finlande, ainsi que le recul de la frontière à 70 km de Leningrad. Le refus du gouvernement d'Helsinki acquis, Moscou dénonça le 26 novembre le pacte de non-agression, rompit les relations le 29 et lança son armée le 30.

Hitler lui-même ne parle qu'avec une certaine réserve du pacte durable, « réaliste ». Staline préfère fumer silencieusement sa pipe. Les politiciens et les journalistes du camp hostile représentent Staline comme l'étoile principale et Hitler comme le satellite, de manière à fomenter une querelle entre eux. Essayons d'analyser cette question complexe en ne perdant pas de vue que les orbites de la politique mondiale ne peuvent être déterminées avec autant de précision que celles des corps célestes.

Apparu bien plus tard que les puissances occidentales, le capitalisme allemand a construit l'industrie la plus avancée et la plus dynamique du continent européen, mais il a été pris de vitesse dans le premier partage du monde. « Nous repartageons », proclamaient en 1914 les impérialistes. Ils se trompaient. L'aristocratie mondiale s'unit contre eux et l'emporta. Aujourd'hui, Hitler souhaite répéter l'expérience de 1914 à une échelle plus grandiose. Il ne peut faire autrement. Le capitalisme allemand étouffe dans les limites de ses frontières. Le problème de Hitler est néanmoins insoluble. Même s'il gagne la guerre, il ne peut y avoir de repartage du monde en faveur de l'Allemagne. Elle est arrivée trop tard. Le capitalisme suffoque partout dans le monde. Les colonies ne veulent plus être des colonies. La nouvelle guerre mondiale donnera aux mouvements de libération des nations opprimées une impulsion formidable.

Hitler ébranle les « amitiés », change les appréciations des nations et des gouvernements, brise les accords et les alliances, dupe ennemis et amis; mais tout cela n'est dicté que par un unique objectif : le nouveau partage du monde. « L'Allemagne n'est pas aujourd'hui une puissance mondiale », écrit Hitler dans *Mein Kampf*. Mais « l'Allemagne deviendra une puissance mondiale ou cessera d'exister ». Transformer l'Allemagne unifiée en base pour la domination européenne, transformer l'Europe unifiée en une base en vue de la domination mondiale, par conséquent pour isoler, affaiblir et soumettre l'Amérique — telle est la tâche qui est demeurée inchangée pour Hitler. Cet objectif est, pour lui, la justification du régime totalitaire qui a supprimé d'une main de fer les contradictions de classe en Allemagne.

[Ce sont des traits complètement opposés qui caractérisent l'U.R.S.S. La Russie tsariste laissait un héritage de misère et d'arriération. La mission du régime soviétique n'est pas d'assurer des champs nouveaux aux forces productives, mais d'ériger

des forces productives pour les anciens. Les tâches économiques de l'U.R.S.S. ne nécessitent pas l'expansion de ses frontières. Le niveau de ses forces productives lui interdit une grande guerre. La puissance offensive de l'U.R.S.S. n'est pas considérable. Sa puissance défensive réside avant tout dans l'immensité de son espace.

Depuis les derniers « succès » du Kremlin, il est de mode de comparer la politique actuelle de Moscou et la politique traditionnelle de la Grande-Bretagne laquelle, en préservant sa neutralité, a maintenu en Europe un équilibre et, en même temps, conservé sa clé. Selon cette théorie, le Kremlin n'est passé du côté de l'Allemagne, en tant que puissance la plus faible, que pour rallier le camp ennemi au cas où les succès allemands deviendraient trop importants. Tout est sens dessus dessous dans cette théorie. La politique britannique traditionnelle était possible du fait de son énorme prépondérance économique sur tous les autres pays d'Europe. L'Union soviétique au contraire, du point de vue économique, est la plus faible de toutes les grandes puissances.

En mars dernier, après des années d'une effarante fanfaronnade officielle, Staline a parlé pour la première fois au congrès du P.C. russe de la productivité comparée du travail en U.R.S.S. et en Occident. Cette incursion dans le domaine des statistiques mondiales avait pour but d'expliquer la pauvreté dans laquelle vivent les peuples de l'U.R.S.S. Pour pouvoir rivaliser avec l'Allemagne pour la production de fer, l'U.R.S.S. par rapport à sa population, devrait produire 45 000 000 de tonnes par an, au lieu de 15 000 000 aujourd'hui. Pour rivaliser avec les Etats-Unis, il lui faudrait élever la production annuelle de fer à 60 000 000 de tonnes, c'est-à-dire la quadrupler (il en va de même, de façon plus défavorable encore, pour les autres industries)]. Staline a exprimé en conclusion l'espoir que l'U.R.S.S. rattraperait les pays capitalistes avancés dans un délai de dix à quinze ans. Naturellement, ce délai est aléatoire. Mais l'entrée de l'U.R.S.S. dans une guerre majeure, avant que ce moment ait été atteint, signifierait de toute façon une lutte à armes inégales.

[Le facteur subjectif, qui n'est pas moins important que le facteur matériel, a profondément empiré au cours des dernières années. La tendance à l'égalité socialiste proclamée par la révolution a été étouffée et diffamée. Il existe en U.R.S.S. entre douze et quinze millions d'individus privilégiés qui concentrent dans leurs mains environ la moitié du revenu national et qui

appellent ce régime « le socialisme ». Par ailleurs, il y a environ 160 millions d'hommes opprimés par la bureaucratie et étreints par la pire des misères.]

Le rapport de Hitler et Staline à la guerre est tout à fait contradictoire. Le régime totalitaire de Hitler a surgi de la peur des classes possédantes d'Allemagne devant une révolution socialiste. Hitler a été mandaté par les possédants pour sauver la propriété des menaces du bolchevisme, à tout prix, et pour aménager une ouverture de l'Allemagne vers l'arène mondiale. Le régime totalitaire de Staline a surgi de la peur de la nouvelle caste de parvenus révolutionnaires devant le peuple révolutionnaire qu'elle étrangle.

La guerre est un danger pour tous les deux. Mais il est impossible pour Hitler de mener à bien sa mission historique par un quelconque autre moyen. Une guerre offensive victorieuse assurerait l'avenir économique du capitalisme allemand et, parallèlement, du régime national-socialiste.

Il n'en va pas de même pour Staline. Il ne peut entreprendre une guerre offensive avec quelque espoir de remporter la victoire. Au cas où l'U.R.S.S. entrerait en guerre, avec les innombrables victimes et privations que cela implique, tout le caractère frauduleux du régime au pouvoir, ses outrages et sa violence provoqueraient inévitablement une violente réaction de la part d'un peuple qui a déjà mené à bien trois révolutions au cours de ce siècle. Personne ne le sait mieux que Staline. L'idée fondamentale de sa politique étrangère est d'échapper à une guerre majeure.

Staline a manigancé une alliance avec Hitler, à la surprise des diplomates routiniers et des pacifistes niais, parce que le danger d'une guerre majeure ne pouvait venir que de Hitler et parce que, selon les calculs du Kremlin, l'Allemagne est plus puissante que ses ennemis éventuels. Les interminables conférences de Moscou avec les délégations militaires de la France et de la Grande-Bretagne, l'été dernier⁴, ont non seulement servi de camouflage aux négociations avec Hitler, mais en outre fourni une source directe de renseignements militaires. L'état-major de Moscou a été évidemment convaincu que les Alliés étaient mal préparés à une guerre majeure. L'Allemagne, entièrement militarisée, est un ennemi formidable : il n'est pas

4. Suite aux accords généraux, les conversations proprement militaires avaient commencé le 12 août ; elles n'avaient pas abouti quand fut signé le pacte germano-soviétique.

possible d'acheter sa bienveillance si on ne coopère pas à ses plans.

Cette conclusion a été déterminante dans la décision de Staline. L'alliance avec Hitler avait non seulement le mérite d'écartier pour un certain temps le danger de l'entrée de l'U.R.S.S. dans une guerre majeure, mais aussi d'offrir des avantages stratégiques immédiats. En Extrême-Orient, Staline n'a cessé de reculer, d'année en année, pour échapper à la guerre ; sur la frontière occidentale, les conditions étaient telles qu'il était possible d'échapper à la guerre en fuyant... en avant ; non en abandonnant d'anciennes positions mais en s'emparant de nouvelles.

La presse des Alliés dépeint la situation comme si Hitler était le prisonnier de Staline⁵ et elle a exagéré les gains de Moscou aux dépens de l'Allemagne — la moitié de la Pologne (environ un tiers de la population), plus la domination des côtes orientales de la Baltique, plus une porte ouverte sur les Balkans, etc. Les avantages obtenus par Moscou sont sans doute considérables. Mais le compte final n'est pas encore fait. Hitler a commencé la guerre à l'échelle mondiale. De cette lutte, ou bien l'Allemagne sortira maîtresse de l'Europe et des colonies européennes, ou bien elle s'effondrera. Préserver son flanc oriental dans une telle guerre est pour Hitler une question de vie ou de mort. Il a payé le Kremlin avec des provinces de l'ancien empire tsariste. Ce prix est-il trop élevé ?

L'argument selon lequel Staline a dupé Hitler en envahissant la Pologne et en faisant pression sur les pays baltes est complètement absurde. Il est bien plus probable que c'est Hitler lui-même qui a poussé Staline à occuper la partie orientale de la Pologne et à mettre la main sur les Etats baltes. Dans la mesure où le national-socialisme est issu d'une croisade contre l'Union soviétique, Staline ne pouvait naturellement pas se fier à la parole d'honneur de Hitler. Les négociations ont été menées sur un ton « réaliste ». « Vous avez peur de moi ? » a demandé Hitler à Staline. « Voulez-vous des garanties ? Prenez-les vous-même. » Et Staline les a prises.

Interpréter cela comme si la nouvelle frontière occidentale de l'U.R.S.S. était une barrière permanente devant la marche de Hitler vers l'Est, est excessif. Hitler réalise ses tâches étape

5. Les dessins et caricatures de la presse britannique en particulier montrent toujours un Hitler en animal domestiqué par Staline et, en tout cas, manipulé par lui.

par étape. C'est l'écrasement de la Grande-Bretagne qui est à l'ordre du jour maintenant. Pour atteindre cet objectif, on veut bien faire quelques sacrifices. La poussée vers l'Est présuppose une grande guerre entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. Quand le moment viendra d'entreprendre cette guerre, la question de savoir à partir de quel méridien la bataille sera engagée n'aura qu'une importance secondaire.

L'attaque de la Finlande semble au premier abord en contradiction avec la peur de la guerre qu'éprouve Staline. Mais il s'agit en fait d'autre chose. Bien que non prévue sur le papier, cette attaque relève d'une logique objective. Pour échapper à la guerre, Staline s'est allié à Hitler. Pour se protéger de Hitler, il a occupé une série de bases sur les côtes de la Baltique. Toutefois, la résistance de la Finlande menaçait de réduire à zéro tous ces avantages stratégiques et même de les transformer en leur contraire. Qui règlera les comptes avec Moscou si Helsinki s'obstine ? Staline, après avoir lu A est bien obligé de lire B. Et les autres lettres de l'alphabet suivent. Que Staline cherche à éviter une guerre ne signifie pas que la guerre lui permettra de se dérober.

L'Allemagne a évidemment poussé Moscou contre la Finlande. Chaque pas de Moscou vers l'Ouest implique un peu plus l'U.R.S.S. dans la guerre. Si on en arrivait là, la situation internationale s'en trouverait profondément transformée. La guerre s'étendrait au Proche et au Moyen-Orient. La question de l'Inde surgirait immédiatement. Hitler pousserait un soupir de soulagement et, si les événements tournaient mal, il pourrait toujours conclure la paix au détriment de l'Union soviétique. Moscou grince certes des dents en lisant les articles amicaux de la presse allemande. Mais les grincements de dents ne sont pas un facteur politique. Le pacte demeure en vigueur. Et Staline demeure le satellite de Hitler.

Les avantages immédiats que Moscou retire du pacte sont indiscutables. Tant que l'Allemagne reste occupée sur le front oriental, l'Union soviétique se sent beaucoup plus libre en Extrême-Orient. Cela n'implique pas que des opérations offensives y seront lancées. Il est vrai que l'oligarchie japonaise est encore moins capable de soutenir une guerre que celle de Moscou. Toutefois, amenée à faire face à l'Ouest, l'U.R.S.S. ne peut avoir la moindre raison de chercher à s'étendre en Asie. Le Japon, pour sa part, peut s'attendre, de la part de l'U.R.S.S., à une résistance sérieuse et même victorieuse. Dans ces conditions, Tokio doit préférer le programme de sa marine — une

offensive, non vers l'Ouest, mais vers le Sud, en direction des Philippines, des Indes néerlandaises, de Bornéo, de l'Indochine française, de la Birmanie britannique⁶...

Un accord entre Moscou et Tokio sur cette base constituerait un appendice symétrique du pacte entre Moscou et Berlin. La question des répercussions que cela pourrait avoir sur la situation des Etats-Unis n'entre pas dans le cadre de cet article.

Compte tenu du manque de matières premières en Russie même, la presse mondiale insiste sur l'insignifiance de l'aide économique que Staline peut donner à Hitler. La question n'est toutefois pas si simple. Le manque de matières premières en U.R.S.S. a un caractère relatif et non absolu ; la bureaucratie, dans sa tendance à un rythme de développement industriel accéléré, est incapable de maintenir un équilibre entre les différentes branches de l'industrie. Si le rythme de l'expansion pour certaines branches baisse pendant un ou deux ans, de 15 à 10 ou 5 % ou mieux, si la production industrielle est maintenue au niveau de l'année précédente, il apparaît un surplus significatif de matières premières, immédiatement. Le blocus total du commerce extérieur allemand, d'autre part, provoquera une augmentation considérable du volume des exportations de l'Allemagne vers la Russie en échange de matières premières soviétiques.

Il ne faut pas oublier en outre que l'U.R.S.S. a stocké et stocke encore d'énormes quantités de matières premières et de produits alimentaires pour les besoins de sa défense militaire. Une partie significative de ses réserves constitue une source d'approvisionnement pour l'Allemagne. Il faut ajouter que Moscou peut procurer de l'or à Hitler, l'or restant, malgré tous les efforts pour mettre sur pied une économie fermée, un des principaux nerfs de la guerre. Enfin, la neutralité bienveillante de Moscou rend beaucoup plus facile, pour l'Allemagne, d'exploiter les ressources des pays baltes, de la Scandinavie et des Balkans. « Avec la Russie soviétique », écrivait, non sans fondement, le 2 novembre, le *Völkischer Beobachter*, l'organe de Hitler, « nous dominons les sources de matières premières et de produits alimentaires de l'Est tout entier ».

Plusieurs mois avant la conclusion du pacte Berlin-Moscou, Londres évaluait plus raisonnablement qu'aujourd'hui l'importance de l'assistance économique que l'U.R.S.S. pouvait appor-

6. Encore un point sur lequel Trotsky voyait juste : les Japonais attaqueront effectivement vers le Sud.

ter à Hitler. Une enquête officieuse menée par l'International Institute of Royal Affairs sur « les intérêts politiques et stratégiques du Royaume-Uni » (l'introduction est datée de mars 1939) déclare, au sujet de la possibilité d'un rapprochement germano-soviétique : « Une telle possibilité pourrait représenter un très grand danger pour la Grande-Bretagne. On peut se demander », écrit l'auteur collectif, « dans quelle mesure la Grande-Bretagne pourrait espérer remporter une victoire décisive dans une lutte contre l'Allemagne s'il était impossible d'établir un blocus terrestre de sa frontière orientale ». Cette évaluation de l'importance du rapprochement germano-soviétique demande la plus grande attention. Il n'est sans doute pas exagéré d'affirmer que l'alliance avec l'U.R.S.S. réduit d'au moins 25 % et peut-être bien plus l'efficacité d'un blocus de l'Allemagne.

Au soutien matériel, il convient d'ajouter — si je puis me permettre ce mot — le soutien moral. Jusqu'à la fin du mois d'août, le Comintern a exigé la libération de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie, de l'Albanie, de l'Abyssinie⁷ et a gardé le silence sur les colonies britanniques. Aujourd'hui, le Comintern garde le silence sur la Tchécoslovaquie et soutient le partage de la Pologne, mais exige la libération de l'Inde. La *Pravda* s'en prend à la suppression des libertés au Canada mais reste muette sur les sanglantes exécutions de Tchèques et sur les tortures que Hitler inflige aux Juifs polonais⁸. Tout cela signifie que le Kremlin conserve une haute considération pour la puissance de l'Allemagne.

Et le Kremlin a raison. L'Allemagne, c'est vrai, a été incapable de mener une « guerre éclair » contre la France et la Grande-Bretagne — mais personne ne pouvait sérieusement penser que c'était possible. Toutefois, la propagande internationale qui cherche à représenter Hitler comme un dément engagé dans une impasse est fort légère. Hitler en est loin. Une industrie dynamique, du génie technique, l'esprit de discipline — tout cela existe ; la formidable machine militaire allemande

7. L'Autriche avait été annexée par l'Allemagne en 1938 et la Tchécoslovaquie dépecée en 1939 ; l'Italie avait achevé la conquête de l'Abyssinie en 1936 et réalisé celle de l'Albanie en 1939.

8. Les manifestations des étudiants de Prague avaient déjà donné à la Tchécoslovaquie son premier martyr, l'étudiant Jan Opletal, exécuté par l'occupant le 17 novembre 1939. En Pologne, dès le 19 septembre 1939, Heydrich, adjoint de Himmler, avait annoncé la décision de « nettoyer les Juifs, l'intelligentsia, le clergé et la noblesse » en Pologne. Le 9 octobre, 550000 Juifs étaient déportés à l'Est de la Vistule. Le 9 novembre, étudiants et enseignants de l'Université de Cracovie étaient envoyés au camp de Sachsenhausen.

va de nouveau faire ses preuves. C'est le destin du pays et du régime qui est en jeu.

Le gouvernement polonais et le semi-gouvernement tchécoslovaque sont aujourd'hui installés en France⁹. Qui sait si le gouvernement français n'aura pas à chercher refuge en Grande-Bretagne, en la compagnie des gouvernements belge, hollandais, polonais et tchécoslovaque¹⁰ ?

Comme je l'ai déjà dit, je ne crois pas un seul instant à une réalisation prochaine des plans de Hitler concernant la *Pax germanica* — c'est-à-dire la domination mondiale. L'impérialisme allemand est arrivé trop tard : la furie militaire qui s'est emparée de lui va se terminer par une terrible catastrophe. Mais avant, beaucoup de choses se seront écroulées en Europe. Staline ne veut pas en être. Il cherche avant tout à éviter de rompre trop vite avec Hitler.

La presse alliée guette les symptômes du « refroidissement » entre les deux amis de fraîche date et prédit tous les jours la rupture. C'est vrai qu'il est impossible de nier que Molotov ne se sent pas très à l'aise dans ses accolades avec Ribbentrop¹¹. Pendant plusieurs années, tous les opposants à l'intérieur de l'U.R.S.S. ont été stigmatisés, pourchassés et exécutés comme agents des nazis. Ce travail achevé, Staline s'est joint à Hitler dans une alliance étroite. Il y a dans tout le pays des millions de gens qui furent intimes des gens exécutés ou emprisonnés dans des camps, à cause de leur prétendue complicité avec les nazis, et ces millions de personnes sont aujourd'hui des agitateurs, prudents mais extrêmement actifs, contre Staline. Il faut ajouter les doléances secrètes du Comintern — car les malheureux agents du Kremlin à l'étranger ne sont pas à leur aise. Staline essaie incontestablement de laisser ouverte l'autre possibilité. Litvinov — c'était une surprise — était présent à la tribune du mausolée de Lénine le 7 novembre. Dans la parade, on portait des portraits du secrétaire du

9. Eduard Beneš avait démissionné le 5 novembre 1938 de la présidence de la république. Il essayait de convaincre le gouvernement français de l'appuyer pour former « un gouvernement en exil ». Le gouvernement du général Moscicki, interné en Pologne, avait transféré son autorité au général Sikorski, devenu chef d'un « gouvernement polonais » « en exil » installé en France.

10. Trotsky voit juste : il y eut pendant la guerre, à Londres, des « gouvernements en exil » ou des organismes candidats à l'être dans les pays qu'il cite et dans d'autres.

11. Joachim von Ribbentrop (1893-1946) était ministre des affaires étrangères du gouvernement allemand depuis 1938. La presse mondiale avait largement reproduit sa poignée de main du 23 août avec Molotov.

Comintern, Dimitrov et du dirigeant des communistes allemands, Thälmann ¹².

Tout cela ne constitue toutefois que l'aspect décorum de la politique, pas sa substance. Litvinov ¹³, ainsi que les portraits tape-à-l'œil, étaient là pour donner satisfaction aux travailleurs soviétiques et au Comintern. Ce n'est qu'indirectement que Staline se permet de faire connaître aux Alliés que, dans certaines circonstances, il peut miser sur un autre cheval. Cependant, seuls des visionnaires peuvent imaginer qu'un renversement de la politique extérieure du Kremlin soit à l'ordre du jour. Aussi longtemps que Hitler sera fort — et il est très fort — Staline restera son satellite.

Tout cela est vrai, va dire le lecteur attentif, mais qu'en est-il de la révolution ? Le Kremlin n'escompte-t-il pas sa possibilité, sa probabilité et même son inéluctabilité ? Et les spéculations sur l'avènement d'une telle révolution ne se reflètent-elles pas dans la politique étrangère de Staline ? L'objection est légitime. Moscou est bien la dernière à douter qu'une guerre généralisée entraînera une révolution. Cependant la guerre ne commence pas, mais se termine par la révolution. Avant qu'éclate en Allemagne la révolution de 1918, l'armée allemande avait réussi à porter des coups mortels au tsarisme. De la même façon, la guerre actuelle peut jeter bas la bureaucratie du Kremlin bien avant le déclenchement de la révolution dans les pays capitalistes. Ce que nous avons dit de la politique étrangère du Kremlin conserve donc toute sa validité, indépendamment de la perspective d'une révolution.

Cependant, pour s'orienter correctement dans les futures manœuvres du Kremlin et l'évolution de ses relations avec Berlin, il est nécessaire de répondre à la question suivante : le Kremlin se propose-t-il de se servir de la guerre pour aider la révolution mondiale ? Si oui, comme s'y prendra-t-il ? Le 9 novembre, Staline a cru bon de rejeter catégoriquement l'idée selon laquelle il « souhaite que la guerre se prolonge jusqu'à épuisement complet des belligérants ». En la circonstance, Staline a dit la vérité. Il ne souhaite absolument pas une guerre

12. Ernst *Thälmann* (1886-1944), ouvrier du port de Hambourg, avait été l'homme de Staline à la tête du P.C. allemand. Arrêté par les nazis en 1933, il était toujours entre leurs mains et devait y rester jusqu'à son exécution.

13. Maksim M. Wallach, dit *Litvinov* (1876-1951), vieux-bolchevik, ancien commissaire aux affaires étrangères de 1930 à 1939, était en général identifié en Occident à la politique d'alliance avec les « démocraties », Molotov étant tenu pour l'homme de l'« alliance allemande », des caractérisations bien fragiles.

prolongée, et ce, pour deux raisons : tout d'abord parce qu'une telle guerre entraînerait inévitablement l'Union soviétique dans son tourbillon, ensuite parce qu'elle provoquerait inévitablement une révolution en Europe. Le Kremlin a légitimement peur des deux.

« Le développement interne de la Russie », déclarent les enquêteurs du Royal Institute de Londres, « tend à sécréter une " bourgeoisie " d'administrateurs et de fonctionnaires qui détiennent suffisamment de privilèges pour se sentir particulièrement satisfaits du *statu quo* [...] On peut considérer que les différentes purges font partie d'un processus tendant à liquider tous ceux qui voudraient changer l'état de choses actuel. Une telle interprétation donne du poids à la croyance selon laquelle la période révolutionnaire en Russie est révolue et que ses dirigeants ne chercheront dorénavant qu'à conserver les avantages que la révolution leur a apportés ».

Bien dit ! Il y a deux ans, j'écrivais dans *Liberty* : « Hitler lutte contre l'alliance franco-soviétique parce qu'il veut se ménager une alliance contre Paris avec Moscou. » A l'époque on a interprété mes paroles comme une opinion préconçue. Les faits les ont corroborés.

Moscou se rend parfaitement compte qu'une guerre généralisée engendrera une ère d'immenses répercussions politiques et sociales. Si les gens du Kremlin pouvaient sérieusement espérer garder le contrôle du mouvement révolutionnaire et le subordonner à leurs propres intérêts, Staline lui ferait naturellement bon accueil. Mais Staline sait que la révolution est l'antithèse de la bureaucratie et qu'elle balaie sans merci les privilégiés comme les appareils conservateurs. Combien de sévères défaites la clique bureaucratique du Kremlin a-t-elle eu à subir au cours de la révolution chinoise de 1925-1927 et de la révolution espagnole de 1936-1939 ! De la vague d'une nouvelle révolution surgirait inévitablement une nouvelle organisation révolutionnaire internationale qui balayerait le Comintern et porterait à l'autorité de la bureaucratie soviétique un coup mortel jusque dans son propre retranchement en U.R.S.S.

La fraction stalinienne est arrivée au pouvoir dans la lutte contre le prétendu « trotskysme ». Jusqu'à présent, toutes les purges, tous les procès fabriqués et toutes les exécutions ont été menées sous le signe d'une lutte contre le « trotskysme ». Fondamentalement, Moscou, exprime dans l'emploi de ce terme la peur de la nouvelle oligarchie devant les masses. L'étiquette de « trotskysme », conventionnelle en soi, a cependant déjà pris

un caractère international. Je ne peux pas ne pas mentionner trois incidents récents, parce qu'ils sont très symptomatiques de tous les processus politiques engendrés par la guerre et en même temps révèle nettement la peur que le Kremlin a de la révolution.

Le supplément hebdomadaire de *Paris-soir* rapporte une conversation entre l'ambassadeur français Coulondre et Hitler, le 25 août, neuf jours avant la rupture des relations diplomatiques. Hitler postillonne et braille à propos du pacte qu'il a conclu avec Staline « pas seulement un pacte théorique, mais, je dirais, un pacte positif. Je vaincrai, je le crois, et vous, vous croyez que vous vaincrez, mais ce qui est certain, c'est que le sang allemand et le sang français couleront », etc. L'ambassadeur français répond : « Si je croyais vraiment que nous l'emporterons, j'aurais également peur que le résultat de la guerre soit qu'il n'y ait qu'un seul vainqueur, M. Trotsky. » Interrompant l'ambassadeur, Hitler crie : « Pourquoi donner à la Pologne un chèque en blanc ? » Le nom de personne n'a ici bien entendu qu'un caractère conventionnel. Mais ce n'est pas un hasard si le diplomate démocratique et le dictateur totalitaire désignent tous les deux le spectre de la révolution par le nom de l'homme que le Kremlin considère comme son ennemi n° 1. Les deux participants à cette conversation sont d'accord, comme si cela allait de soi, que la révolution va se développer sous un drapeau hostile au Kremlin¹⁴.

L'ancien correspondant du journal officieux français *Le Temps*¹⁵, qui écrit maintenant de Copenhague, indique, dans sa dépêche du 24 septembre que, sous le couvert de l'obscurité qui règne dans les *black-outs* de Berlin, des éléments révolutionnaires ont collé des affiches dans les quartiers ouvriers avec les mots d'ordre suivants : « A bas Hitler et Staline ! Vive Trotsky ! » C'est ainsi que les ouvriers berlinois les plus courageux expriment leur rapport avec le pacte. Et la révolution sera dirigée par les courageux, pas par les couards. Heureusement Staline n'est pas obligé de plonger Moscou dans le noir. Autrement, les rues de la capitale soviétique seraient couvertes de mots d'ordre non moins significatifs.

14. Le fait est rarissime : Trotsky se répète dans le paragraphe ci-dessus, déjà partie de son article du 18 octobre sur « la nature de l'U.R.S.S. ». Il est vrai que le premier n'était pas destiné à publication et que l'exemple lui paraissait valable.

15. Il s'agit de l'ancien correspondant à Moscou du *Temps*, Georges *Luciani* (1903-1981) qui signait parfois Pierre *Berland*.

A la veille de l'anniversaire de l'indépendance tchèque, le Protecteur Baron von Neurath¹⁶ et le gouvernement tchèque ont strictement interdit toutes les manifestations... « L'agitation ouvrière à Prague, particulièrement la menace de grève ont été officiellement dénoncées comme l'œuvre de « communistes trotskystes » (*New York Times*, 28 octobre). Je ne suis pas du tout enclin à exagérer le rôle des « trotskystes » dans les manifestations de Prague¹⁷. Mais le fait même que leur rôle ait été officiellement exagéré explique pourquoi les maîtres du Kremlin n'ont pas moins peur de la révolution que Coulongre, Hitler et le baron von Neurath.

Mais la soviétisation de l'Ukraine occidentale et de la Biélorussie (Pologne orientale)¹⁸, comme la tentative actuelle de soviétisation de la Finlande, ne sont-elles pas des actes de révolution socialiste ? Oui et non. Plus non que oui. Quand l'Armée rouge occupe une nouvelle province, la bureaucratie de Moscou établit un régime qui garantit sa domination. La population n'a d'autre choix que de voter oui aux réformes effectuées dans un plébiscite totalitaire. Une « révolution » de cette espèce n'est faisable que dans un territoire occupé militairement avec une population dispersée ou arriérée. Le nouveau chef du « gouvernement soviétique » de Finlande, Otto Kuusinen¹⁹, n'est pas un dirigeant des masses révolutionnaires, mais un vieux fonctionnaire stalinien, l'un des secrétaires du Comintern, à l'esprit rigide et à l'échine souple. Cette « révolution », le Kremlin peut en vérité l'accepter. Et Hitler n'en a pas peur.

L'appareil du Comintern, formé, sans aucune exception, de

16. Le baron Konstantin von Neurath (1873-1956), diplomate de carrière, ministre des Affaires étrangères de 1932 à 1938, avait été nommé « Protecteur » de Bohême-Moravie en 1939.

17. De nombreux « trotskystes » avaient été arrêtés. Le groupe de Harry Freund diffusait alors un journal qui avait repris le titre de l'organe du P.C.T., *Rudé Pravo*.

18. Le 22 octobre avaient été organisées, dans les parties de Pologne occupées par l'armée soviétique, des élections sur liste unique pour une assemblée nationale d'Ukraine occidentale à Lviv et une assemblée nationale de Biélorussie occidentale à Bialystok. Ces deux assemblées avaient demandé, les 27 et 28 octobre, à l'unanimité, leur incorporation à l'U.R.S.S. à travers les R.S.S. d'Ukraine et de Biélorussie, ce qui fut fait les 1^{er} et 2 novembre.

19. Le 30 novembre 1939, en soirée, avait été annoncée la création de la République populaire finlandaise, dirigée par un gouvernement installé à Terijoki et présidé par Kuusinen. Ottomar ou Otto W. Kuusinen (1881-1964), professeur de philosophie, social-démocrate, avait été l'un des dirigeants des soviets de Finlande en 1918, puis s'était réfugié en U.R.S.S. où il avait été un haut fonctionnaire de l'I.C., sans personnalité aucune.

Kuusinen et de Browder, c'est-à-dire de fonctionnaires carriéristes, est tout à fait incapable de diriger un mouvement révolutionnaire de masse. Mais il sert à camoufler le pacte Staline-Hitler sous des phrases révolutionnaires afin de duper les ouvriers en U.R.S.S. et à l'étranger. Et plus tard, on pourra l'utiliser pour faire chanter les démocraties impérialistes.

On est surpris de constater à quel point les leçons des événements d'Espagne ont été peu comprises. Tout en se défendant contre Hitler et Mussolini qui s'efforçaient, au travers de la guerre civile en Espagne, de construire un bloc de quatre puissances contre le bolchevisme, Staline s'est fixé pour tâche de prouver à Londres et Paris qu'il était capable de venir à bout de la révolution prolétarienne en Espagne et en Europe avec bien plus d'efficacité que Franco et ses partisans. Personne n'a étranglé le mouvement socialiste en Espagne plus impitoyablement que Staline, qui passait à l'époque pour un archange de la démocratie pure. Tout a été mis en œuvre : une campagne forcenée de mensonges et de calomnies, des impostures légales, dans l'esprit des procès de Moscou, l'assassinat systématique des dirigeants révolutionnaires²⁰. La lutte contre l'appropriation de la terre et des usines par les paysans et les ouvriers a été naturellement menée au nom de la lutte contre le « trotskysme ».

La guerre civile espagnole requiert l'attention la plus minutieuse car elle constitue, à bien des égards, une répétition générale de la guerre mondiale qui commence. Staline, en tout cas, est prêt à répéter à l'échelle mondiale sa performance espagnole, avec l'espoir cette fois d'un meilleur résultat : en se ménageant l'amitié des futurs vainqueurs, il prouvera que personne ne peut, mieux que lui, écarter le spectre rouge, lequel portera de nouveau, pour satisfaire aux conventions terminologiques, l'étiquette de « trotskysme ».

Pendant cinq ans, le Kremlin a fait campagne pour une alliance des démocraties, pour finir par vendre à Hitler, au tout dernier moment, son amour pour « la sécurité collective et la paix ». Les fonctionnaires du Comintern ont reçu l'ordre « A gauche, gauche ! » et se sont immédiatement plongés dans les archives pour déterrer de vieilles formules sur la révolution socialiste. Le nouveau zigzag « révolutionnaire » sera probablement plus bref que le zigzag « démocratique », parce que la guerre accélère énormément le rythme des événements. Mais la

21. Allusion aux assassinats de Landan, Nin, Wolf, Berneri, Moui... etc.

tactique fondamentale de Staline reste la même : il transforme le Comintern en menace révolutionnaire contre les ennemis du lendemain afin de l'échanger, au moment décisif, contre une combinaison diplomatique favorable. Il n'existe pas la moindre raison de craindre une résistance de la part des Browder et des autres de son espèce.

Par le canal de correspondants dociles, le Kremlin laisse entendre de façon menaçante qu'au cas où l'Italie et le Japon s'allieraient à la Grande-Bretagne et à la France, la Russie entrerait en guerre aux côtés de Hitler tout en essayant de soviétiser l'Allemagne (voir à ce sujet la dépêche de Moscou du *New York Times* du 12 novembre). Etonnant aveu ! Le Kremlin est déjà tellement attaché au char de l'impérialisme allemand par la chaîne de ses propres « conquêtes » que tous les ennemis possibles de Hitler deviennent automatiquement les ennemis de Staline. Et sa participation probable à la guerre aux côtés du III^e Reich, Staline la couvre aussitôt d'une promesse de « soviétiser » l'Allemagne. Sur le modèle de la Galicie ? Pour en arriver là, il faudrait faire occuper l'Allemagne par l'Armée rouge. En s'appuyant sur une insurrection des ouvriers allemands ? Mais si le Kremlin a cette possibilité, pourquoi attendre que l'Italie et le Japon entrent en guerre ?

L'objectif de cette dépêche inspirée n'est que trop clair : il s'agit d'effrayer le Japon et l'Italie d'une part, la Grande-Bretagne et la France de l'autre — et d'échapper ainsi à la guerre. « Ne me poussez pas à bout », menace Staline, « sinon je ferai des choses terribles ! » C'est à 95 % du bluff et peut-être à 5 % le nébuleux espoir qu'en cas de danger mortel la révolution apportera le salut.

L'idée que Staline soviétiserait l'Allemagne est aussi absurde que l'espoir nourri par Chamberlain d'y restaurer une monarchie conservatrice pacifique²¹. Seule une nouvelle coalition mondiale peut écraser l'armée allemande dans une guerre aux proportions inouïes. Le régime totalitaire ne peut être écrasé que par une gigantesque offensive des ouvriers allemands. Mais ils ne feront évidemment pas leur révolution pour mettre à la place de Hitler un Hohenzollern ou Staline.

21. Il ne semble pas que le gouvernement de Chamberlain se soit vraiment engagé dans cette voie. Ce qui est certain, c'est que des contacts avaient été pris en 1939 entre Londres et des « conspirateurs » de milieux monarchistes et conservateurs — d'où allait sortir la fameuse « conjuration du 20 juillet 1944 » ; son cerveau, le Dr Carl Goerdeler, était allé à Londres et y avait pris des contacts. Les mêmes milieux avaient des liaisons avec le Vatican.

La victoire des masses populaires sur la tyrannie nazie constituera l'une des plus grandes explosions de l'histoire du monde et changera du jour au lendemain le visage de l'Europe. La vague d'éveil de l'espoir et de l'enthousiasme ne s'arrêtera pas aux frontières hermétiques de l'U.R.S.S. Les masses populaires d'Union soviétique détestent la vorace et cruelle caste dirigeante. Leur haine n'est retenue que par l'idée que l'impérialisme les guette. La révolution en Occident privera l'oligarchie du Kremlin de son seul droit à l'existence politique. Si Staline survit à son allié Hitler, ce ne sera pas pour longtemps.

Les étoiles jumelles tomberont du ciel.

[POURQUOI J'ACCEPTÉ DE COMPARAÎTRE] ¹

(11 décembre 1939)

Pourquoi j'ai accepté de comparaître devant la commission Dies ? Naturellement, pas pour faciliter la réalisation des buts politiques de M. Dies, particulièrement l'adoption de lois fédérales contre tel ou tel « parti » extrémiste. Etant un adversaire irréconciliable, non seulement du fascisme, mais du Comintern d'aujourd'hui, je suis en même temps résolument opposé à l'interdiction de tels partis.

La mise hors la loi des groupes fascistes aurait inévitablement un caractère fictif : en tant qu'organisations réactionnaires, elles peuvent facilement changer de couleur et s'adapter à tout type de forme d'organisation puisque des fractions influentes de la classe dirigeante et de l'appareil d'Etat sympathisent beaucoup avec elles et que ces sympathies grandissent inévitablement pendant les périodes de crise politique.

Quant au Comintern, son interdiction ne pourrait qu'aider cette organisation complètement dégénérée et compromise. La difficulté de la situation du Comintern provient de la contradiction insurmontable entre le mouvement ouvrier international et les intérêts de la clique dirigeante du Kremlin. Après tous ses zigzags et ses abus de confiance, le Comintern est entré, de toute évidence, dans une période de décomposition. L'interdiction du parti communiste rétablirait immédiatement sa réputation aux yeux des ouvriers, en tant que combattant persécuté dans le combat contre la classe dirigeante.

Mais la question n'est pas épuisée par cette considération. Dans les conditions du régime bourgeois, toute suppression de droits politiques et de liberté, peu importe contre qui elle soit dirigée au début, finit par se retourner inévitablement contre la

1. Article (T 4658) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

classe ouvrière, particulièrement ses éléments les plus avancés. C'est une loi de l'histoire. Les ouvriers doivent apprendre à distinguer entre leurs amis et leurs ennemis en fonction de leur propre jugement et pas des initiatives de la police.

Il n'est pas difficile de prévoir une objection *ad hominem* : « Mais c'est précisément ce gouvernement soviétique, auquel vous avez appartenu, qui a proscrit tous les partis politiques, excepté les bolcheviks ? » Très juste ; et aujourd'hui encore, je suis prêt à porter la responsabilité de ses actions. Mais on ne peut identifier les lois de la guerre civile et celles des périodes pacifiques, les lois de la dictature du prolétariat et les lois de la démocratie bourgeoise.

Si on considère la politique d'Abraham Lincoln² du seul point de vue des libertés civiles, alors le grand président n'apparaîtra pas sous un jour très favorable. Pour se justifier, il pourrait dire, bien entendu, qu'il était obligé d'appliquer des mesures de guerre civile pour éliminer l'esclavage de la démocratie. La guerre civile est un état de crise sociale tendue. Une dictature ou une autre, grandissant inévitablement à partir des conditions de la guerre civile, apparaissent fondamentalement comme une exception à la règle, un régime temporaire.

Il est vrai que la dictature, en Union soviétique, n'a pas dépéri, mais qu'elle a revêtu au contraire des formes monstrueuses. Cela s'explique par le fait qu'une nouvelle caste privilégiée est sortie de la révolution, qui est incapable de maintenir son régime sauf à travers des mesures de guerre civile larvée. C'est précisément sur cette question que j'ai rompu avec la clique dirigeante du Kremlin. J'ai été battu parce que la classe ouvrière subissait la pression des conditions intérieures et extérieures et s'est révélée trop faible pour liquider sa propre bureaucratie. Je n'ai cependant aucun doute : la classe ouvrière la liquidera.

Mais, quelle que puisse être la situation en U.R.S.S., la classe ouvrière des pays capitalistes, menacée elle-même de servitude, doit défendre la liberté pour toutes les tendances politiques, y compris ses propres ennemis irréductibles. C'est pourquoi je n'éprouve pas la moindre sympathie pour les objectifs de la commission Dies.

Je n'ai pas à expliquer que je ne suis pas venu ici pour défendre « des activités américaines » contre des « activités

2. Abraham *Lincoln* (1809-1865) est le président des Etats-Unis qui remporta la Guerre de Sécession et abolit l'esclavage.

non-américaines ». Je suis plutôt mal préparé à cette tâche. Pire encore, toutes mes tentatives pour comprendre en quoi consiste exactement l'américanisme et de quoi il faut le défendre, n'ont abouti à rien jusqu'à présent. La grande contribution de l'Amérique aux trésors de l'humanité peut être décrite d'un seul mot : technique. L'américanisme est évident et généralement accepté.

Mais la question reste pourtant de comment appliquer la technique américaine aux intérêts de l'humanité. On entend les Harold Ickes, Homer Cummings, Lewis Douglas³ et autres représentants éminents du régime actuel, dire que les monopoles économiques contredisent les idées de démocratie. Cependant nulle part au monde le règne des monopoles n'a atteint une telle puissance qu'aux Etats-Unis. Où devons-nous chercher l'américanisme : dans les idées abstraites ou dans la réalité qui les contredit ? Plus, le chômage chronique est-il américain ou non-américain ?

Ces lois répressives, que M. Dies défend, ont une longue histoire dans les pays européens où la période de transition de la démocratie au régime totalitaire a commencé pendant les vingt dernières années. Les représentants du congrès de la jeunesse ont ouvertement accusé la commission Dies de mépriser « l'américanisme ». Il me faudrait, en tant qu'étranger, au moins un an pour étudier ce problème compliqué, mais je ne sais pas si un séjour prolongé (de ma part) aux Etats-Unis est compatible avec les principes de l'américanisme.

Il faut évidemment reconnaître que le Comintern lui-même a largement préparé cette persécution qui le frappe. Pendant des années, il a systématiquement exigé que ses ennemis politiques de gauche soient réprimés par les gouvernements démocratiques. Ce comportement honteux nous a donné la possibilité de prédire, il y a longtemps, que le Comintern serait, à la fin, pris au piège qu'il préparait aux autres. Et c'est ce qui est arrivé. Browder ne se lassait pas d'exiger des mesures de police contre

3. Harold LeClair *Ickes* (1874-1952), journaliste, puis avocat, républicain « progressiste » rallié à Roosevelt, fut son secrétaire d'Etat à l'intérieur à partir de 1933. Homer Stillé *Cummings* (1870-1956), avocat démocrate, était attorney general — ministre de la justice — depuis 1933. Lewis William *Douglas* (1894-1974) fils d'un propriétaire de mines de charbon, démocrate conservateur, avait quitté la direction du Budget où Roosevelt l'avait nommé pour protester contre les crédits « excessifs » pour les travaux publics. Il avait présidé l'American Cyanimid Cy, mais était depuis un an chancelier de l'université McGill. Il était en train d'organiser les démocrates anti-Roosevelt qui allaient être en 1940 les « démocrates pour Wilkie », le candidat républicain.

les prétendus « trotskystes ». A la fin, la police s'est conduite de façon très impolie avec Browder lui-même⁴.

Nous ne sommes pas vindicatifs à cet égard. Le fait qu'il ait utilisé un faux passeport ne nous remplit pas d'une pieuse horreur. Il m'est arrivé moi-même d'utiliser un faux passeport dans ma lutte contre le tsarisme et la réaction de toute espèce. Le malheur ne consiste pas dans le fait que Browder ait réussi une ou deux fois à tromper la police, fasciste ou autre, mais dans le fait qu'il trompe systématiquement les ouvriers américains. La lutte contre cette duperie est une tâche politique élémentaire. Une commission du Congrès convient aussi bien à ce combat que la presse ouvrière et les organes législatifs nationaux.

Je ne donne aucun soutien cependant à ceux des dirigeants de syndicats et de partis ouvriers qui, inspirés par leurs sentiments patriotiques, excluent les communistes de leurs organisations. Je considère cette politique comme aussi malfaisante que les lois répressives contre le parti communiste. Un syndicat ne peut faire son travail que s'il est construit sur les principes de la démocratie ouvrière. Il est facile de chasser les staliniens par des mesures bureaucratiques. Il est plus difficile de libérer les ouvriers de la confiance qu'ils ont en eux. Mais c'est seulement cette seconde voie qui peut guérir le mouvement ouvrier et le diriger vers une phase plus élevée.

Le Comintern a menti, trompé et trahi, tellement que la vérité toute franche est, contre lui, l'arme la plus efficace. C'est cette tâche que j'ai entreprise : dire la vérité sur les activités du Kremlin et du Comintern. Je ne promets pas de révélation sensationnelle. Mais il n'en est pas besoin. Quelles révélations peuvent surpasser la procédure des procès de Moscou, la liquidation de la vieille garde bolchevique, la liquidation des généraux rouges, la brutale alliance avec Hitler et les zigzags scandaleux du Comintern sous le fouet du Kremlin ? Mais je peux aider à assembler les différents morceaux de cette image en un tout et à en dévoiler la signification interne.

Quand les travailleurs comprendront le rôle historique réactionnaire du stalinisme, ils s'en détourneront avec aversion. C'est pour aider les ouvriers à faire cela que j'ai accepté de comparaître devant la commission Dies.

4. Earl Browder, qui était le secrétaire général du P.C. américain, avait été convaincu devant la commission Dies d'avoir utilisé de faux passeports. Il était poursuivi.

[M. DIES MENT]¹

(12 décembre 1939)

La déclaration de M. Dies le 12 décembre sur les raisons de son abandon de son plan de faire venir Trotsky aux Etats-Unis est entièrement fausse. Dies prétend qu'il « n'a pas reçu du Mexique l'assurance que Trotsky serait autorisé à revenir au Mexique ». Personne n'est obligé de fournir semblable assurance à M. Dies qui n'est ni le président des Etats-Unis, ni le secrétaire d'Etat, ni un fonctionnaire consulaire. Le consul des Etats-Unis au Mexique a reçu pleine assurance par écrit du secrétariat de Gobernación² du Mexique, que je pourrai aller librement aux Etats-Unis et revenir dans ce pays. La tentative de M. Dies de se débarrasser de la responsabilité de sa volte-face sur le gouvernement mexicain est parfaitement déloyale.

J'ai été invité le 12 octobre, par la commission, à comparaître devant elle à Austin, Texas, le 12 novembre. J'ai immédiatement demandé à deux de mes collaborateurs aux Etats-Unis de situer les documents, citations, dates, nécessaires, de les traduire en anglais, etc., parce que je considérais le rôle et le devoir d'un témoin dans une affaire de cette importance comme très sérieux.

Le 2 novembre, le représentant de la commission, M. J. B. Matthews, informait mon avocat, M. Goldman, que l'audition avait été reportée en décembre, entre le 10 et le 15, et l'assurait en même temps que ma comparution était assurée « à cent pour cent ». M. Goldman, en plein accord avec moi, expliqua à M. Matthews, enquêteur en chef de la commission, que mes objectifs politiques n'avaient évidemment rien de commun avec les objectifs politiques réactionnaires de M. Dies,

1. Déclaration (T 4659), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le ministère de l'intérieur.

que la seule chose que je pouvais promettre était de dire la vérité. J'ai peur que ce soit là la raison pour laquelle M. Dies a abandonné son plan³. Si je voulais caractériser cela de façon sévère, mais ferme, je dirais que c'est « un procédé sordide ».

M. Dies dit qu'il pourra envoyer un enquêteur au Mexique pour « prendre la déposition de M. Trotsky ». Mais je n'ai jamais invité son représentant au Mexique, indépendamment du fait qu'il m'assure ou non qu'il sera autorisé à retourner aux Etats-Unis. J'ai donné mon accord seulement pour déposer publiquement devant une commission de la Chambre des Représentants avec la possibilité entière d'élucider à travers un contre-interrogatoire toutes les questions obscures. Si M. Dies désire avoir mon opinion par écrit seulement, il peut lire mes livres.

3. De nombreux parlementaires avaient vivement critiqué l'initiative de Martin Dies qui, pour eux, dans sa soif de publicité personnelle, en était venu à jouer avec le feu en invitant Trotsky. Le fait significatif du retrait de l'invitation n'a en rien ébranlé la campagne stalinienne mondiale sur le thème « Trotsky, même combat ».

UNE OPPOSITION PETITE-BOURGEOISE DANS LE SOCIALIST WORKERS PARTY¹

(15 décembre 1939)

Il faut appeler les choses par leur nom. Maintenant que les positions des deux fractions en lutte ont été clairement définies, on doit dire que la minorité du comité national dirige une tendance typiquement petite-bourgeoise. Comme tout groupe petit-bourgeois à l'intérieur du mouvement socialiste, l'opposition actuelle se caractérise par les traits suivants : attitude dédaigneuse à l'égard de la théorie et tendance à l'éclectisme, irrespect pour la tradition de sa propre organisation, souci de l' « indépendance » personnelle aux dépens de l'aspiration à la vérité objective, nervosité au lieu de fermeté, promptitude à passer d'une position à une autre, incompréhension du centralisme révolutionnaire et hostilité à son égard, enfin tendance à substituer les liens de clique et les rapports personnels à la discipline du parti. Bien entendu, tous les membres de l'opposition ne manifestent pas ces traits de la même façon. Mais, comme toujours dans un groupe hétérogène, le ton est donné par ceux qui sont le plus loin du marxisme et de la politique prolétarienne. Une lutte longue et difficile nous attend de toute évidence. Je ne me propose certes pas d'épuiser la question dans cet article, mais j'essaierai d'en dégager les grands traits.

Scepticisme théorique et éclectisme

Dans le numéro de janvier 1939 de *New International* a été publié un long article des camarades Burnham et Shachtman, « Les Intellectuels en retraite ». Cet article, à côté de nom-

1. Article (T 4664), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

breuses idées justes et de caractérisations politiques exactes, souffrait d'un défaut — pour ne pas dire un vice — fondamental. S'adressant à des adversaires qui se considèrent (sans raisons suffisantes) avant tout comme des théoriciens, cet article n'élevait délibérément pas cette question à un niveau théorique. Il était indispensable d'expliquer pourquoi l'intelligentsia « radicale » des Etats-Unis accepte le marxisme sans la dialectique (la montre sans ressort). Le secret est simple. Nulle part la lutte de classe n'a été aussi décriée qu'au pays des « possibilités illimitées ». Le refus d'admettre que les contradictions sociales sont l'élément moteur du développement a conduit, dans le domaine de la pensée théorique, à rejeter la dialectique en tant que logique des contradictions. De même qu'on a jugé possible de convaincre tout le monde, en politique, de la justesse d'un programme donné, au moyen de quelques bons syllogismes, et de transformer peu à peu la société par des mesures « rationnelles », de même, dans le domaine théorique, on a considéré comme prouvé que la logique d'Aristote², abaissée au niveau du « sens commun », suffisait à résoudre tous les problèmes.

Le pragmatisme, ce mélange de rationalisme et d'empirisme, est devenu la philosophie nationale des Etats-Unis. La méthode théorique de Max Eastman n'est pas fondamentalement différente de celle d'Henry Ford³ : tous deux observent la société vivante du point de vue de l'ingénieur (Eastman platoniquement). Historiquement, leur mépris actuel pour la dialectique s'explique tout simplement par le fait que les grands-pères et les arrière-grands-pères de Max Eastman et autres n'avaient pas besoin de la dialectique pour conquérir des terres et s'enrichir. Mais les temps ont changé et la philosophie du pragmatisme, comme le capital américain, est entrée dans une période de faillite.

Les auteurs de l'article n'ont pas montré, n'ont ni voulu ni pu montrer, ce lien interne entre la philosophie et le développement matériel de la société et s'en sont expliqués franchement : « Les deux auteurs de l'article, écrivent-ils d'eux-mêmes, diffé-

2. *Aristote*, en grec Aristotélès (384-322 av. J. C.) philosophe grec, est le découvreur de la logique formelle.

3. Max Forrester *Eastman* (1883-1969) avait été compagnon de route du bolchevisme, ami, puis traducteur de Trotsky. Il s'était éloigné du marxisme et professait un empirisme modernisé, « l'attitude de l'ingénieur ». *Henry Ford* (1863-1947), d'abord ingénieur en chef à la compagnie Edison de Detroit, avait organisé en 1903 la première Ford Motor Co et s'était rendu célèbre notamment par ses innovations en faveur de la « productivité du travail ».

rent profondément dans leur appréciation de la théorie générale du matérialisme dialectique, l'un d'eux l'acceptant et l'autre la rejetant. Il n'y a rien d'anormal dans une telle situation. Bien que la théorie soit, sans aucun doute, toujours liée d'une façon ou d'une autre à la pratique, le rapport n'est pas toujours direct et immédiat, et, comme nous avons déjà eu l'occasion de le constater, les êtres humains agissent souvent de façon inconséquente. Du point de vue de chacun des deux auteurs, il y a chez l'autre une certaine inconséquence de ce type entre sa « théorie philosophique » et sa pratique politique qui pourrait éventuellement conduire à des divergences politiques concrètes. Mais ce n'est pas encore le cas et personne n'a pu encore démontrer qu'être en accord ou en désaccord sur les doctrines plus abstraites du matérialisme dialectique affecte nécessairement les problèmes politiques concrets d'aujourd'hui et demain, et c'est sur de tels problèmes concrets que sont fondés les partis politiques, leur programme et leur lutte. Nous pouvons tous espérer qu'en poursuivant notre route, et si nous en avons le loisir, un accord pourra aussi se faire sur les questions plus abstraites. En attendant, il y a le « fascisme et la guerre et le chômage ».

Que signifie ce raisonnement tout à fait stupéfiant ? Dans la mesure où *certain*s, avec une méthode mauvaise, aboutissent *parfois* à des conclusions justes, dans la mesure où *certain*s, avec une méthode juste, aboutissent *souvent* à des conclusions erronées, c'est que la méthode n'a pas grande importance. Un jour, si nous en avons le loisir, nous penserons à la méthode, mais pour l'instant, nous avons autre chose à faire. Imaginez comment réagirait un ouvrier qui se plaindrait à son contremaître d'avoir de mauvais outils et s'entendrait répondre que l'on peut faire du bon travail avec de mauvais outils et que beaucoup de gens ne font que du gâchis avec de bons outils. J'ai peur que cet ouvrier, surtout s'il travaille aux pièces, ne fasse à son contremaître une réponse fort peu académique. Un ouvrier a affaire à des matériaux qui lui opposent une résistance et l'obligent ainsi à apprécier de bons outils, tandis qu'un intellectuel petit-bourgeois utilise — hélas —, comme outils, des observations fugitives et des généralisations superficielles, jusqu'à ce que de grands événements lui donnent un bon coup sur la tête.

Exiger que chaque membre du parti se livre à l'étude de la philosophie de la dialectique serait, bien entendu, un pédantisme abstrait. Mais un ouvrier qui est passé par l'école de la

lutte des classes est préparé par sa propre expérience à la pensée dialectique. Même s'il ignore le mot, il accepte volontiers la méthode et ses conclusions. Les choses vont moins bien avec un petit-bourgeois. Il existe bien entendu des éléments petits-bourgeois organiquement liés aux ouvriers qui passent aux positions prolétariennes sans révolution intérieure. Mais ils ne sont qu'une faible minorité. Il en va tout autrement avec les petits-bourgeois de formation universitaire. Dès les bancs de l'école, ils ont reçu leurs préjugés théoriques sous une forme achevée. Dans la mesure où ils sont arrivés à accumuler beaucoup de connaissances, utiles ou inutiles, sans le secours de la dialectique, ils s'imaginent pouvoir fort bien s'en passer toute leur vie. En réalité, ils ne se passent de la dialectique que dans la mesure où ils ne vérifient pas, ne fourbissent pas, n'aiguisent pas théoriquement leurs instruments de pensée et ne sortent pratiquement pas du cercle étroit de leurs relations quotidiennes. Confrontés à de grands événements, ils sont facilement perdus et retombent dans les façons de penser de la petite-bourgeoisie.

Faire fond sur « l'inconséquence », pour justifier un bloc théorique sans principes, signifie se donner de bien mauvaises lettres de créances comme marxiste. L'inconséquence n'est pas le fait du hasard et n'apparaît pas seulement en politique sous la forme d'un trait individuel. L'inconséquence remplit habituellement une fonction sociale. Il existe des groupes sociaux qui ne peuvent pas être conséquents. Les éléments petits-bourgeois qui ne sont pas complètement débarrassés de leurs vénérables tendances petites-bourgeoises sont systématiquement contraints dans le parti ouvrier de faire des compromis théoriques avec leur conscience.

L'attitude du camarade Shachtman à l'égard de la méthode dialectique, telle qu'elle s'exprime dans l'argumentation citée plus haut, ne peut être qualifiée que de scepticisme éclectique. Il est clair que ce n'est pas à l'école de Marx que Shachtman a contracté cette attitude, mais chez les intellectuels petits-bourgeois à qui toutes les formes du scepticisme conviennent.

Mise en garde et confirmation

Cet article m'a tellement étonné que j'ai aussitôt écrit au camarade Shachtman : « Je viens de juste lire l'article que Burnham et vous avez écrit sur les intellectuels. Bien des parties en sont excellentes. Cependant le passage sur la dialectique est

le pire coup que vous personnellement, en votre qualité d'éditeur de *New International*, pouviez porter à la théorie marxiste. Le camarade Burnham dit : " Je ne reconnais pas la dialectique. " C'est clair et chacun doit le reconnaître. Mais vous dites : " Je reconnais la dialectique mais peu importe, cela n'a pas la moindre importance. " Relisez ce que vous avez écrit. Ce passage est susceptible d'égarer terriblement les lecteurs de *New International* et constitue le plus beau des présents aux Eastman de tout ordre. Bien ! Nous en parlerons en public. »

J'ai écrit cette lettre le 20 janvier, plusieurs mois avant la discussion *actuelle*. Shachtman ne m'a répondu que le 5 mars, disant qu'il ne pouvait comprendre pourquoi je faisais tout ce tapage là-dessus. Le 9 mars, je lui ai répondu : « Je n'ai pas le moins du monde rejeté la possibilité de collaborer avec des adversaires de la dialectique, mais seulement qu'il soit avisé d'écrire un article ensemble dans lequel la question de la dialectique joue, ou devrait jouer, un rôle très important. La polémique (avec les intellectuels petits-bourgeois) se développe sur deux plans, politique et théorique. Votre critique politique est juste. Votre critique théorique est insuffisante : elle s'arrête à l'endroit où elle devrait juste commencer à être agressive. Plus précisément, la tâche consiste à montrer que leurs erreurs (dans la mesure où ce sont des erreurs *théoriques*) sont des produits de leur incapacité ou de leur refus de penser dialectiquement les choses. Cette tâche pourrait être menée à bien et avoir un sérieux succès pédagogique. Au lieu de cela, vous déclarez que la dialectique est une affaire privée et qu'on peut être un bon gars sans avoir une pensée dialectique. » En s'associant sur *cette* question avec l'anti-dialecticien Burnham, Shachtman s'est privé de la possibilité de montrer pourquoi Eastman, Hook⁴ et bien d'autres ont commencé par mener une lutte philosophique contre la dialectique, mais ont fini par une lutte politique contre la révolution socialiste. C'est pourtant le nœud de la question.

La discussion politique en cours dans le parti a confirmé mes appréhensions et ma mise en garde de façon infiniment plus éclatante que je ne pouvais l'espérer ou plutôt le redouter. Le scepticisme méthodologique de Shachtman a porté ses déplorable fruits dans la question de la nature de l'Etat soviétique. Burnham a commencé il y a quelque temps à construire de façon

4. Sidney Hook (né en 1902) professeur de philosophie, était venu au marxisme au début de la grande crise, mais avait rompu avec lui et, comme d'autres « intellectuels en retraite », se dirigeait vers la droite.

purement empirique, sur la base de ses impressions immédiates, un Etat non prolétarien et non bourgeois, liquidant ainsi au passage la théorie de Marx sur l'Etat comme organe de la domination d'une classe. Shachtman a pris soudain sur cette question une position évasive : « Cette question, voyez-vous, mérite réflexion », et puis la définition sociologique de l'U.R.S.S. n'a pas une importance directe et immédiate pour nos « tâches politiques », sur lesquelles Shachtman est entièrement d'accord avec Burnham. Que le lecteur se reporte à ce que ces deux camarades ont écrit de la dialectique. Burnham rejette la dialectique, Shachtman l'admettait bien, mais... le don providentiel de l' « inconséquence » leur permet à tous les deux de se rejoindre dans des conclusions politiques communes. *Leur position commune sur la nature de l'Etat soviétique reproduit trait pour trait leur attitude à l'égard de la dialectique.*

Dans les deux cas, c'est Burnham qui dirige. Ce n'est pas pour nous surprendre : lui, il a une méthode — le pragmatisme. Shachtman n'en a point. Il s'adapte à Burnham. Sans endosser la responsabilité des conceptions anti-marxistes de Burnham dans leur ensemble, il défend son bloc avec Burnham d'attaque des conceptions marxistes dans le domaine de la philosophie comme de la sociologie. Dans les deux cas, Burnham apparaît comme un pragmatiste et Shachtman comme un éclectique. Cet exemple présente l'inappréciable avantage que le parallélisme parfait entre les positions de Burnham et Shachtman à deux niveaux différents de la pensée et sur deux questions de première importance va sauter aux yeux même des camarades qui n'ont aucune expérience de la pensée purement théorique. La méthode de pensée peut être dialectique ou vulgaire, consciente ou inconsciente, mais elle existe et se laisse reconnaître.

Nous avons entendu en janvier dernier nos deux auteurs : « Personne n'a encore pu démontrer qu'être en accord ou en désaccord sur les doctrines les plus abstraites du matérialisme dialectique affecte nécessairement les problèmes politiques concrets d'aujourd'hui. » Personne n'a encore pu le démontrer ! Quelques mois à peine ont passé et Burnham et Shachtman ont eux-mêmes démontré que leur attitude vis-à-vis d'une « abstraction » comme le matérialisme dialectique trouvait sa manifestation précise dans leur attitude vis-à-vis de l'Etat soviétique.

Il est vrai qu'il faut dire qu'il y a une différence importante entre ces deux exemples, mais qu'elle est politique et pas théorique. Dans les deux cas, Burnham et Shachtman ont fait

bloc sur la base du refus et du demi-refus de la dialectique. Mais, dans le premier, le bloc était dirigé contre les adversaires du parti prolétarien. Dans le second, le bloc a été conclu contre l'aile marxiste de leur propre parti. Le front des opérations avait, pour ainsi dire, changé, mais l'arme restait la même. Les gens sont certes souvent inconséquents. Cependant, la conscience humaine tend vers une certaine homogénéité. La philosophie et la logique sont obligées de s'appuyer sur cette homogénéité de la conscience humaine et non sur ce dont manque cette homogénéité, c'est-à-dire sur son inconséquence. Burnham peut bien ne pas reconnaître la dialectique ; la dialectique, elle, reconnaît Burnham, c'est-à-dire qu'elle étend sur lui son pouvoir. Shachtman peut bien considérer que la dialectique est sans importance pour les conclusions politiques, mais, dans les conclusions politiques de Shachtman lui-même, nous trouvons les fruits amers de son dédain de la dialectique. On devrait citer cet exemple dans tous les manuels de dialectique matérialiste.

J'ai reçu l'an dernier la visite d'un jeune professeur d'économie politique anglais, sympathisant de la IV^e Internationale. Pendant que nous discutons des voies et des moyens de réalisation du socialisme, il exprima soudain les tendances à l'utilitarisme britannique dans l'esprit de Keynes⁵ et autres : « Il faut se fixer un objectif économique clair, choisir les moyens les plus rationnels pour le réaliser, etc. » Je remarquai : « Je vois que vous êtes un adversaire de la dialectique ? » Un peu étonné, il répondit : « Oui, je n'y vois aucune utilité. » Cependant, répliquai-je, la dialectique m'a permis, sur la base de quelques-unes de vos remarques sur les questions économiques, de déterminer à quelle catégorie de pensée philosophique vous vous rattachez : et rien que cela démontre l'appréciable valeur de la dialectique. Bien que je n'aie plus eu de nouvelles de mon visiteur depuis, je ne doute pas que ce professeur anti-dialectique défende aujourd'hui l'idée que l'U.R.S.S. n'est pas un Etat ouvrier, que la « défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. » est une position dépassée, que nos méthodes d'organisation sont mauvaises, etc. S'il est possible de déterminer le type général de pensée de quelqu'un d'après la façon dont il aborde les questions concrètes, on peut aussi, connaissant son type général

5. John Maynard *Keynes* (1883-1946) est un économiste britannique qui enseigna dans les années trente la « fin du laissez-faire ».

de pensée, prévoir approximativement comment un individu donné abordera telle ou telle question pratique. Telle est l'ineestimable valeur éducative de la méthode dialectique de pensée.

L' A B C de la dialectique matérialiste

Les sceptiques déliquescents du genre Souvarine affirment que « personne ne sait » ce qu'est la dialectique. Et il existe des « marxistes » qui font des courbettes respectueuses devant Souvarine et espèrent apprendre quelque chose de lui. Et ces marxistes ne se dissimulent pas seulement dans le *Modern Monthly*. Il existe malheureusement aussi un courant souvarinien dans l'actuelle opposition du S.W.P. Et il faut mettre en garde les jeunes camarades : attention à cette infection maligne !

La dialectique n'est ni une fiction, ni une mystique, mais la science des formes de notre pensée quand cette dernière ne se limite pas aux soucis de la vie quotidienne, mais tente d'appréhender des processus plus durables et plus complexes. La dialectique est à la logique formelle ce que, disons, les mathématiques supérieures sont aux mathématiques élémentaires.

Je vais tenter ici de cerner, sous la forme la plus concise possible, l'essentiel de la question. La logique aristotélicienne du syllogisme simple part de la proposition que A est égal à A . Ce postulat est accepté comme un axiome pour quantité d'actions humaines pratiques et pour des généralisations élémentaires. Mais en réalité, A n'est pas égal à A . C'est facile à démontrer, ne fût-ce qu'en regardant ces deux lettres à la loupe : elles diffèrent sensiblement l'une de l'autre. Mais, va-t-on objecter, il ne s'agit pas de la dimension ni de la forme des lettres, puisqu'elles ne sont que des symboles de quantités égales, par exemple une livre de sucre. L'objection ne vaut rien : en réalité, une livre de sucre n'est jamais égale à une livre de sucre et des balances plus précieuses décèlent toujours une différence. On pourra objecter : une livre de sucre est égale à elle-même. C'est faux : tous les corps changent constamment de dimension, de poids, de couleur, etc. Ils ne sont jamais égaux à eux-mêmes. Un sophiste répondra qu'une livre de sucre est égale à elle-même « à tout instant donné ». Sans même parler de la valeur pratique, bien douteuse, d'un tel « axiome », il ne résiste pas non plus à la critique théorique. Comment en effet

comprendre le mot « instant » ? S'il s'agit d'une infinitésimale fraction de temps, la livre de sucre subira inévitablement des changements pendant cet « instant ». Ou bien l'instant n'est-il qu'une pure abstraction mathématique, c'est-à-dire représente un zéro de temps ? Mais tout existe dans le temps et l'existence elle-même n'est qu'un processus ininterrompu de transformation : le temps est donc un élément fondamental de l'existence. Ainsi l'axiome que A égale A signifie que toute chose est égale à elle-même quand elle ne change pas, c'est-à-dire quand elle n'existe pas.

Il peut sembler au premier abord que ces « subtilités » ne sont d'aucune utilité. Elles ont en réalité une importance décisive. L'axiome que A égale A est, d'une part, le point de départ de toutes nos connaissances et, de l'autre, la source de toutes les erreurs dans nos connaissances. On ne peut manier impunément l'axiome $A = A$ que dans des *limites* déterminées. Quand les changements qualitatifs de A sont négligeables, pour la tâche qui nous intéresse, nous pouvons admettre que $A = A$. C'est ainsi par exemple que le vendeur et l'acheteur considèrent une livre de sucre. Ainsi considérons-nous la température du soleil. Ainsi considérons-nous récemment le pouvoir d'achat du dollar. Mais les changements quantitatifs, au-delà d'une certaine limite, deviennent des changements qualitatifs. Une livre de sucre arrosée d'eau ou d'essence cesse d'être une livre de sucre. Un dollar, sous l'action d'un président, cesse d'être un dollar. Dans tous les domaines de la connaissance, y compris la sociologie, une des tâches les plus importantes et les plus difficiles consiste à saisir, au moment précis, le point critique où la quantité se change en qualité.

Tout ouvrier sait qu'il est impossible de faire des objets rigoureusement identiques. Pour l'usinage des cônes de roulements à bille, on admet un certain écart, inévitable, mais qui doit rester dans certaines limites (c'est ce qu'on appelle la tolérance). Tant que l'on se tient dans les limites de la tolérance, les cônes sont considérés comme égaux ($A = A$). Si l'on dépasse la limite de la tolérance, la quantité se transforme en qualité : autrement dit, le cône est de mauvaise qualité ou inutilisable.

Notre pensée scientifique n'est qu'une partie de notre activité pratique générale, y compris les techniques. Pour les concepts aussi, il existe des « tolérances », qui sont établies, non par la logique formelle issue de l'axiome selon lequel $A = A$, mais de la logique dialectique issue de l'axiome selon lequel tout change. Le « sens commun » se caractérise par le fait qu'il

franchit systématiquement les normes de tolérance établies par la dialectique.

La pensée vulgaire opère avec des concepts tels que capitalisme, morale, liberté, Etat ouvrier, etc. en tant qu'abstraction immuables supposant que le capitalisme est égal au capitalisme, la morale à la morale, etc. La pensée dialectique analyse toutes les choses et tous les phénomènes dans leur continuel changement, tout en déterminant dans les conditions matérielles de ces changements la limite critique au-delà de laquelle A cesse d'être A et où un Etat ouvrier cesse d'être un Etat ouvrier.

Le vice fondamental de la pensée vulgaire réside dans ce qu'elle veut se satisfaire d'empreintes figées d'une réalité qui, elle, est en perpétuel mouvement. La pensée dialectique précise, corrige, concrétise les concepts et leur confère une richesse de contenu et une souplesse, j'allais dire une saveur, qui les rapprochent dans une certaine mesure des phénomènes vivants. Non pas le capitalisme en général, mais un capitalisme donné, à un stade déterminé de son développement. Non pas un Etat ouvrier en général, mais un Etat ouvrier donné, dans un pays encerclé par l'impérialisme, etc.

La pensée dialectique est à la pensée vulgaire ce que le cinéma est à la photographie. Le cinéma ne bannit pas la photo, mais il en combine une série selon les lois du mouvement. La dialectique ne nie pas le syllogisme, mais elle nous enseigne à combiner les syllogismes de façon à rapprocher notre connaissance de la réalité toujours changeante. Dans sa *Logique*, Hegel⁶ établit une série de lois : le changement de la quantité en qualité, le développement à travers les contradictions, le conflit entre forme et contenu, l'interruption de la continuité, le passage du possible au nécessaire, etc. qui sont aussi importantes pour la pensée théorique que le simple syllogisme pour des tâches plus élémentaires.

Hegel a écrit avant Darwin⁷ et avant Marx. Grâce au puissant élan donné à la pensée par la Révolution française, Hegel a anticipé en philosophie sur le mouvement général de la science. Mais, précisément parce qu'il ne s'agissait que d'une *anticipation*, bien que géniale, elle a eu chez Hegel un caractère

6. Friedrich Hegel (1770-1831), professeur allemand de philosophie, publia ses trois volumes de *Logique* entre 1812 et 1816.

7. Charles Robert Darwin (1809-1882) publia en 1859 son fameux *De l'Origine des Espèces par la Sélection naturelle*, et diffusa le « transformisme ».

idéaliste. Hegel opérait avec des ombres idéologiques comme réalité suprême. Marx a démontré que le mouvement de ces ombres idéologiques ne faisait que refléter le mouvement des corps matériels.

Nous appelons matérialiste notre dialectique parce que ses racines ne sont ni dans le ciel ni dans les profondeurs de notre « libre arbitre », mais dans la réalité objective, dans la nature. La conscience est née de l'inconscient, la psychologie de la physiologie, le monde organique de l'inorganique, le système solaire des nébuleuses. A tous les degrés de cette échelle du développement, les changements quantitatifs sont devenus qualitatifs. Notre pensée, y compris la pensée dialectique, n'est que l'une des formes d'expression de la matière changeante. Il n'y a place dans ce système ni pour Dieu, ni pour le Diable, ni pour l'âme immortelle, ni pour les normes éternelles du droit et de la morale. La dialectique de la pensée, procédant de la dialectique de la nature, possède en conséquence un caractère profondément matérialiste.

Le darwinisme, qui expliquait l'évolution des espèces à travers la transformation de changements quantitatifs en changements qualitatifs, a signifié le triomphe de la dialectique à l'échelle de toute la matière organique. Un autre grand triomphe a été la découverte de la table des poids atomiques des éléments chimiques, puis la transformation des éléments en d'autres.

A ces transformations (espèces, éléments, etc.) est étroitement liée la question de la classification, également importante dans les sciences naturelles et les sciences sociales. Le système de Linné⁸, (xviii^e siècle) qui prenait pour point de départ l'immutabilité des espèces, se limitait à décrire et classer les plantes selon leur aspect extérieur. La période infantile de la botanique est analogue à celle de la logique, car les formes de notre pensée se développent comme tout ce qui vit. Ce n'est que par le rejet délibéré de l'idée d'immutabilité des espèces et par l'étude de l'histoire de l'évolution des plantes et de leur anatomie, qu'on a jeté les bases d'une classification vraiment scientifique.

Marx qui, à la différence de Darwin, était un dialecticien conscient, a trouvé une base pour la classification scientifique des sociétés humaines dans le développement de leurs forces

8. Carl von *Linné* (1707-1778) était un botaniste suédois, auteur de nombreux ouvrages sur les plantes.

productives et la structure des rapports de propriété qui constituent l'anatomie de la société. Le marxisme a substitué à la classification descriptive vulgaire des sociétés et des Etats, qui fleurit aujourd'hui dans les universités, une classification dialectique matérialiste. Ce n'est qu'en utilisant la méthode de Marx qu'on peut définir correctement et le concept d'Etat ouvrier et le moment de sa chute.

Dans tout cela, nous le voyons, il n'y a rien de « métaphysique » ou de « scolastique », comme l'affirment les ignorants satisfaits. La logique dialectique exprime les lois du mouvement de la pensée scientifique contemporaine. La lutte contre la dialectique matérialiste reflète au contraire un lointain passé, le conservatisme de la petite bourgeoisie, l'arrogance des mandarins universitaires, etc., un soupçon d'espoir en l'au-delà.

La Nature de l'U.R.S.S.

La définition de l'U.R.S.S. donnée par le camarade Burnham comme « un Etat ni ouvrier ni bourgeois » est purement négative, détachée de la chaîne du développement historique, suspendue en l'air, ne contenant pas un grain de sociologie, et représente tout simplement une capitulation théorique du pragmatisme devant un phénomène historique *contradictoire*.

Si Burnham avait été matérialiste et dialecticien, il se serait posé les trois questions suivantes : 1) quelle est l'origine historique de l'U.R.S.S. ? 2) quels changements cet Etat a-t-il subis au cours de son existence ? 3) ces changements sont-ils passés du stade quantitatif au stade qualitatif, c'est-à-dire ont-ils fondé une domination historiquement nécessaire par une nouvelle classe exploiteuse ? Les réponses à ces questions auraient contraint Burnham à tirer l'unique conclusion possible : l'U.R.S.S. est un Etat ouvrier dégénéré.

La dialectique n'est pas la clé magique de toutes les questions. Elle ne remplace pas l'analyse scientifique concrète. Mais elle oriente cette analyse dans la bonne voie, lui évite d'errer vainement dans le désert du subjectivisme et de la scolastique.

Bruno Rizzi range le régime soviétique et le régime fasciste dans la catégorie du « collectivisme bureaucratique » parce que l'U.R.S.S., l'Italie et l'Allemagne sont gouvernées par des bureaucraties. Ici et là, il y a des éléments de planification ; dans un cas, la propriété privée est limitée, dans l'autre, elle est

limitée, etc. Ainsi, sur la base de la similitude *relative* de certains signes extérieurs d'origine différente, d'un poids spécifique différent, d'une signification de classe différente, on établit *l'identité* fondamentale de deux régimes sociaux, tout à fait dans l'esprit des professeurs bourgeois qui construisent les catégories de l'Etat contrôlé, d' « Etat centralisé », sans prendre en considération le moins du monde la nature de classe de l'un ou de l'autre.

Bruno Rizzi et ses disciples ou semi-disciples, comme Burnham, se cantonnent, au mieux, dans le domaine de la classification sociale du niveau de Linné, qui avait cependant, rappelons-le, l'excuse de vivre avant Hegel, Darwin et Marx.

Pires et plus dangereux encore sont peut-être ces éclectiques qui expriment l'idée que le caractère de classe de l'Etat soviétique « importe peu » et que la direction de notre politique est déterminée par « le caractère de la guerre ». Comme si la guerre était une substance indépendante, supra-sociale ; comme si le caractère de la guerre n'était pas déterminé par le caractère de la classe dirigeante, c'est-à-dire par le même facteur social qui détermine également le caractère de l'Etat. Il est étonnant de voir avec quelle facilité certains camarades, sous le coup des événements, oublient l'A B C du marxisme !

Il n'est pas étonnant que les théoriciens de l'opposition, qui rejettent la pensée dialectique, capitulent lamentablement devant la nature contradictoire de l'U.R.S.S. Pourtant la contradiction entre les fondements socialistes posés par la révolution et le caractère de la caste née de la dégénérescence de la révolution, est non seulement un fait historique indiscutable, mais encore un élément moteur. C'est sur cette contradiction que nous nous appuyons dans notre lutte pour abattre la bureaucratie. Pendant ce temps, quelques ultra-gauchistes ont déjà atteint l'absurdité sublime en affirmant que, « pour renverser l'oligarchie bonapartiste, il faut sacrifier la structure sociale de l'U.R.S.S. ». Il ne leur vient pas à l'esprit que l'U.R.S.S. moins la structure sociale fondée par la révolution d'Octobre, ce serait un régime fasciste.

Evolutionnisme et dialectique

Le camarade Burnham va sans doute protester que, comme évolutionniste, il ne s'intéresse pas moins que nous, dialecticiens, au développement des formes de société et d'Etat. Nous

ne discuterons pas cela. Tout homme cultivé, depuis Darwin, se targue d'être « évolutionniste ». Mais un véritable évolutionniste doit appliquer l'idée de l'évolution à ses formes de pensée à lui. La logique élémentaire, fondée à l'époque où l'idée même d'évolution n'existait pas encore, est évidemment insuffisante pour l'analyse du processus d'évolution. La logique de Hegel est la logique de l'évolution. Mais il ne faut pas oublier que le concept même d'« évolution » a été complètement déformé et châtré par les professeurs d'université et les écrivains libéraux, pour lui faire signifier le « progrès » pacifique. Celui qui a compris que l'évolution procède au travers de la lutte de forces antagonistes, qu'une lente accumulation de changements fait éclater, à un moment donné, la vieille enveloppe et mène à la catastrophe la révolution, celui qui a appris enfin à appliquer les lois générales de l'évolution à la pensée elle-même, celui-là est un dialecticien, à la différence de l'évolutionniste vulgaire. La formation dialectique est aussi nécessaire à un combattant révolutionnaire que les gammes à un pianiste, car elle exige d'aborder tous les problèmes en tant que *processus* et non en tant que catégories immuables. Cependant les évolutionnistes vulgaires, se bornant à reconnaître l'évolution dans certains domaines seulement, se contentent dans toutes les autres questions des banalités du « sens commun ».

Le libéral américain qui a pris son parti de l'existence de l'U.R.S.S., ou plus exactement de la bureaucratie de Moscou, croit ou au moins croyait, jusqu'au pacte germano-soviétique, que le régime soviétique, dans l'ensemble, est une chose « progressiste », que les traits répugnants de la bureaucratie (« c'est bien naturel qu'il y en ait ») seront progressivement résorbés et qu'ainsi sera assuré un « progrès » pacifique et sans douleur.

Un petit-bourgeois radical vulgaire ressemble au « progressiste » libéral en ce qu'il prend l'U.R.S.S. comme un tout, sans comprendre ses contradictions internes et leur dynamisme. Quand Staline s'est allié à Hitler, a envahi la Pologne, puis la Finlande, les radicaux vulgaires ont triomphé : l'identité des méthodes du stalinisme et du fascisme était démontrée ! Ils se sont cependant trouvés en difficulté quand les nouvelles autorités ont invité la population à exproprier les propriétaires terriens et les capitalistes : ils n'avaient pas du tout envisagé cette éventualité ! Cependant les mesures sociales révolutionnaires appliquées par des méthodes bureaucratiques et militaires, non seulement n'ont pas pris en défaut notre définition dialectique

de l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier dégénéré, mais au contraire lui ont donné la plus éclatante confirmation. Au lieu d'utiliser cette victoire de l'analyse marxiste pour mener une agitation persévérante, les opposants petits-bourgeois se sont mis à crier, avec une légèreté vraiment criminelle, que les événements avaient réfuté notre pronostic, que nos vieilles formules ne sont plus applicables, qu'il fallait trouver des termes nouveaux. Lesquels ? Ils ne l'ont pas encore décidé eux-mêmes.

La Défense de l'U.R.S.S.

Nous avons commencé avec la philosophie, et sommes ensuite passés à la sociologie. Il est devenu clair que, dans ces deux domaines, les deux dirigeants les plus en vue de l'opposition ont pris, l'un une position anti-marxiste et l'autre une position éclectique. Si nous considérons la politique, plus précisément la question de la défense de l'U.R.S.S., nous verrons que d'aussi grandes surprises nous attendent.

L'opposition a découvert que notre formule de « défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. », la formule de notre programme, était « vague, abstraite et dépassée » (! ?). Malheureusement, elle n'explique pas à quelles conditions à venir elle est disposée à défendre les conquêtes de la révolution. Pour donner, ne fût-ce qu'une once de sens à sa nouvelle formule, l'opposition essaie de représenter les choses comme si, jusqu'à présent, nous avons défendu « inconditionnellement » la politique internationale du Kremlin avec son Armée rouge et son G.P.U. C'est tout embrouiller et mettre sens dessus dessous ! En réalité, il y a longtemps que nous ne défendons plus la politique internationale du Kremlin, même pas conditionnellement, particulièrement depuis que nous avons proclamé ouvertement la nécessité d'abattre l'oligarchie du Kremlin par la voie insurrectionnelle. Une politique fautive non seulement dénature les tâches présentes mais oblige aussi à représenter son propre passé sous un jour mensonger.

Dans l'article déjà cité de *New International*, Burnham et Shachtman appellent astucieusement un groupe d'intellectuels déçus « la Ligue des espoirs abandonnés » et insistent pour savoir quelle serait la position de cette malheureuse ligue en cas de conflit entre un pays capitaliste et l'Union soviétique. « Nous saisissons cette occasion, écrivaient-ils, pour exiger de Hook,

Eastman et Lyons⁹ qu'ils se prononcent *sans équivoque* sur la question de la défense de l'Union soviétique contre une attaque lancée par Hitler ou le Japon ou, admettons, la Grande-Bretagne... » Burnham et Shachtman ne posaient aucune « condition », ne spécifiaient aucune circonstance « concrète » et, en même temps, exigeaient une réponse « sans équivoque ». « S'abstiendra-t-elle (la Ligue des espoirs abandonnés) de prendre position ou se déclarera-t-elle neutre ? », poursuivaient-ils, « en un mot, est-elle pour la défense de l'Union soviétique contre l'agression impérialiste *indépendamment et en dépit du régime stalinien* ? » (c'est moi qui souligne). Précieuse citation ! C'est exactement ce que dit notre programme. Burnham et Shachtman, en janvier 1939, étaient pour la défense inconditionnelle de l'Union soviétique et définissaient de façon tout à fait juste la signification de la défense inconditionnelle, c'est-à-dire « *indépendamment et en dépit du régime stalinien* ». Et pourtant cet article a été écrit quand l'expérience de la révolution espagnole avait déjà été faite jusqu'au bout. Le camarade Cannon a parfaitement raison quand il dit que le rôle du stalinisme en Espagne était infiniment plus criminel qu'en Pologne ou en Finlande. Dans le premier cas, la bureaucratie, avec des méthodes de bourreau, a étranglé une révolution socialiste. Dans le second, elle a impulsé, par des méthodes militaires, la révolution socialiste. Pourquoi donc Burnham et Shachtman se sont-ils aussi inopinément rapprochés des positions de la « Ligue des espoirs abandonnés » ? Pourquoi ? Nous ne pouvons considérer comme une explication les références archi-abstraites de Shachtman au « concret des événements ». Cependant il n'est pas difficile de trouver une explication. La participation du Kremlin au camp républicain en Espagne était soutenue par les démocrates bourgeois du monde entier. Le travail de Staline en Pologne et en Finlande rencontre la condamnation forcenée de ces mêmes démocrates. En dépit de toutes les formules bruyantes, il se trouve que l'opposition reflète, à l'intérieur du Socialist Workers Party, l'humeur de la petite bourgeoisie « de gauche ». C'est malheureusement un fait indiscutable.

« Ces messieurs, écrivaient Burnham et Shachtman à propos de la « Ligue des espoirs abandonnés », tirent une

9. Eugene Lyons (1898-1985), journaliste, correspondant à Moscou pendant six ans et compagnon de route, avait évolué à toute vitesse à droite après sa rupture.

grande fierté de l'idée qu'ils apportent un air « frais », qu'ils « réévaluent à la lumière d'expériences nouvelles », qu'ils ne sont pas de ces « dogmatiques » (« conservateurs »?) qui refusent de remettre en question leurs « positions fondamentales », etc. Quelle façon pathétique de s'abuser soi-même ! Aucun d'entre eux n'a mis en lumière un seul fait nouveau, aucun n'a donné d'interprétation nouvelle du présent et de l'avenir. » Etonnante citation ! Ne devrions-nous pas ajouter un nouveau chapitre à l'article « Intellectuels en retraite » ? J'offre ma collaboration à Shachtman...

Mais comment est-il possible que des personnalités éminentes comme Shachtman et Burnham, incontestablement dévoués à la cause du prolétariat, puissent être si facilement effrayés par ces messieurs de la « Ligue des espoirs abandonnés », qui n'ont pourtant rien de terrible ? Sur le plan théorique, l'explication, pour Burnham, réside dans sa méthode erronée et pour Shachtman dans son mépris de la méthode. Une méthode juste, non seulement facilite l'obtention de conclusions justes, mais, en liant chaque nouvelle conclusion aux précédentes par une chaîne continue, les fixe dans la mémoire. Si les conclusions politiques sont tirées empiriquement à vue de nez et si, de surcroît, l'inconséquence est tenue pour une sorte d'avantage, alors le système politique marxiste va inéluctablement laisser la place à l'impressionnisme caractéristique de l'intelligentsia petite-bourgeoise. Chaque nouveau tournant des événements prend au dépourvu l'empiriste-impressionniste, le force à oublier ce qu'il écrivait la veille et provoque en lui un brûlant désir de termes nouveaux avant que soient nées dans sa tête des idées nouvelles.

La Guerre soviéto-finlandaise

La résolution de l'opposition sur la question de la guerre soviéto-finlandaise est un document qu'auraient peut-être pu signer, à quelques réserves près, les bordiguistes, Vereeken, Sneevliet, Fenner Brockway, Marceau Pivert¹⁰ et leurs sembla-

10. Archibald Fenner *Brockway* (né en 1888) était le secrétaire général de l'I.L.P. britannique et, depuis des années, l'animateur du « bureau de Londres », incarnation du « centrisme » aux yeux de Trotsky. *Marceau Pivert* (1895-1958), ancien animateur de l'aile gauche de la S.F.I.O., qui avait rencontré Trotsky pendant son séjour à Domène, était, depuis 1938, le principal dirigeant d'une autre formation « centriste », le P.S.O.P., également adhérent au bureau

bles, mais en aucun cas des bolcheviks-léninistes. Partant exclusivement des caractères de la bureaucratie soviétique et du simple fait de l'« invasion », la résolution est dénuée du moindre contenu social. Elle place la Finlande et l'U.R.S.S. sur le même plan, « condamne et rejette *les deux* gouvernements et leurs armées ». Ayant cependant découvert que quelque chose ne tournait pas rond, la résolution, brusquement et sans lien avec le reste du texte, ajoute : « Dans l'application (!) de cette perspective, la IV^e Internationale tiendra bien entendu compte (!) (ce « bien entendu » est une pure merveille!) des circonstances concrètes : la situation militaire, la disposition des masses et, également, (!) de la différence des rapports économiques en France et en Russie. » Chacun des mots est une perle. Pour nos amateurs de « concret », les circonstances « concrètes » sont la situation militaire, les sentiments des masses et, en troisième lieu, les régimes économiques opposés. Quant à savoir comment il sera précisément « tenu compte » de ces trois circonstances « concrètes », la résolution ne donne pas la moindre lueur. Si l'opposition dans cette guerre, s'oppose également « aux deux gouvernements et à leurs armées », comment « tiendra-t-elle compte » de la différence dans la situation militaire et les régimes sociaux? Il est décidément impossible d'y rien comprendre!

Pour mieux châtier les staliniens de leurs incontestables crimes, la résolution, à la suite des démocrates petits-bourgeois de toutes nuances, ne souffle mot de ce que l'Armée rouge exproprie en Finlande, les grands propriétaires terriens et introduit le contrôle ouvrier, préparant ainsi l'expropriation des capitalistes.

Demain, les staliniens étrangleront les ouvriers finlandais. Mais, aujourd'hui, ils donnent — et ils sont obligés de donner — une formidable impulsion à la lutte des classes sous sa forme la plus aiguë. Les chefs de l'opposition construisent leur politique, non pas sur le processus « concret », tel qu'il se développe en Finlande, mais sur des abstractions démocratiques et de nobles sentiments.

La guerre soviéto-finlandaise commence, selon toute apparence, à se doubler d'une guerre civile dans laquelle l'Armée rouge, pour le moment, se trouve dans le même camp que les

de Londres. Trotsky fait l'amalgame avec ses ex-partisans devenus ses adversaires, car Vereeken et Molinier étaient liés à Sneevliet et le parti de Sneevliet était membre du bureau de Londres.

petits paysans et les ouvriers finnois, tandis que l'armée finnoise bénéficie du soutien des classes possédantes, de la bureaucratie ouvrière conservatrice et des impérialistes anglo-saxons. Les espoirs que l'Armée rouge éveille chez les pauvres Finlandais ne seront, à moins que la révolution internationale ne se produise, qu'une illusion : la collaboration de l'Armée rouge avec les pauvres ne sera que temporaire ; le Kremlin retournera très vite ses armes contre les ouvriers et les paysans finlandais. Nous savons tout cela maintenant et nous le disons ouvertement en guise d'avertissement. Mais, dans cette guerre civile « concrète », qui se déroule sur le territoire de la Finlande, quelle place « concrète » doivent prendre les partisans de la IV^e Internationale ? Ils ont combattu en Espagne dans le camp républicain, en dépit du fait que les staliniens étaient en train d'étrangler la révolution socialiste, à plus forte raison doivent-ils se trouver en Finlande du côté où les staliniens sont forcés de soutenir l'expropriation des capitalistes.

Nos novateurs cachent sous de grands mots les trous de leur position. Ils qualifient d'« impérialiste » la politique de l'U.R.S.S. en Finlande. Quel enrichissement pour la science ! A dater de ce jour, l'impérialisme sera à la fois la politique extérieure du capital financier et une politique d'expropriation du capital financier. Voilà qui contribuera singulièrement à la clarification et à l'éducation de classe des travailleurs ! Mais en même temps — s'écriera, disons, notre bouillant camarade Stanley — le Kremlin soutient la politique du capital financier en Allemagne ! Cette objection consiste à remplacer un problème par un autre, à dissoudre le concret dans l'abstrait (erreur habituelle de la pensée vulgaire).

Si, demain, Hitler était obligé d'envoyer des armes aux Indiens soulevés, les travailleurs révolutionnaires allemands devraient-ils s'opposer à cette action concrète par des grèves ou le sabotage ? Au contraire, ils devraient s'efforcer de faire parvenir ces armes aux insurgés le plus vite possible. Nous espérons que *ceci* est clair pour Stanley. Mais cet exemple est purement hypothétique. Il nous est utile pour montrer que même un gouvernement fasciste du capital financier peut, dans certaines circonstances, être obligé de soutenir un mouvement révolutionnaire national (pour mieux l'étrangler demain). Hitler ne se résoudra en aucun cas à soutenir une révolution prolétarienne, disons en France. Quant au Kremlin, il est actuellement obligé — et ce n'est plus une hypothèse, mais une réalité — de provoquer un mouvement social révolutionnaire en Finlande

(pour tenter demain de l'étrangler politiquement). Recouvrir ce mouvement social révolutionnaire donné du terme, englobant tout, d'« impérialiste », pour la seule raison qu'il est suscité, mutilé et en même temps étranglé par le Kremlin, ne fait qu'attester de la pauvreté théorique et politique de ceux qui le font.

Il faut ajouter que l'extension de la notion d'impérialisme n'a même pas l'attrait de la nouveauté. Aujourd'hui, non seulement les « démocrates », mais la bourgeoisie des pays démocratiques décrivent comme impérialiste la politique soviétique. Le but de la bourgeoisie est évident ; escamoter la contradiction sociale entre l'expansion capitaliste et l'expansion soviétique, dissimuler le problème de la propriété et, par là même, aider le véritable impérialisme. Quel est le but de Shachtman et autres ? Ils ne le savent même pas eux-mêmes. Leur modernisme terminologique ne les conduit objectivement qu'à s'éloigner de la terminologie marxiste de la IV^e Internationale et à se rapprocher de celle des « démocrates ». Cette circonstance confirme malheureusement, une fois de plus, l'extrême sensibilité de l'opposition à la pression de l'opinion publique petite-bourgeoise.

Les questions d'organisation

On entend dire de plus en plus souvent dans les rangs de l'opposition : « La question russe en elle-même n'a pas une importance décisive. Le plus important, c'est de changer le régime du parti. » Changer le régime, il faut le comprendre, signifie changer la direction ou, plus exactement, éliminer des postes de direction Cannon et ses proches collaborateurs. Ces voix bruyantes démontrent que la tendance à la lutte contre « la fraction de Cannon » a précédé « le concret des événements » auquel Shachtman et les autres font référence pour expliquer leur changement de position. En même temps, ces voix nous rappellent toute une série de groupes d'opposition du passé, qui ont entrepris leur lutte pour les motifs les plus divers, mais qui, lorsque le terrain a commencé à crouler sous leurs pas, se sont tournés vers ce qu'on appelle « la question d'organisation ». Ainsi en a-t-il été avec Molinier, Sneevliet, Vereeken et bien d'autres. Si désagréables que puissent paraître ces précédents, il est impossible de les passer sous silence.

Il serait pourtant faux de croire que le transfert de la lutte

sur la « question d'organisation » représente une simple manœuvre dans la lutte fractionnelle. Non, l'opposition ressent effectivement, bien que confusément, que ce qui fait problème, ce n'est pas seulement la « question russe », mais toute l'approche des questions politiques en général, y compris les méthodes de construction du parti. Et, en un certain sens, c'est vrai.

Dans les pages qui précèdent, nous nous sommes efforcés de démontrer que ce n'est pas seulement la « question russe » dont il s'agit, mais plus encore de toute la méthode de pensée de l'opposition, qui a ses racines sociales. L'opposition subit la pression des humeurs et des tendances de la petite bourgeoisie. C'est là le problème.

On discerne très clairement l'influence idéologique d'une autre classe dans les cas de Burnham (pragmatisme) et de Shachtman (éclectisme). Nous n'avons pas pris en considération d'autres dirigeants, comme le camarade Abern¹¹, parce qu'en règle générale, il ne prend pas part aux discussions principielles, se confinant dans le domaine de la « question d'organisation ». Cela ne signifie cependant pas qu'Abern soit sans importance. Au contraire, on peut dire que Burnham et Shachtman sont les amateurs de l'opposition, tandis qu'Abern en est un indiscutable spécialiste. Abern, et lui seul, a son groupe traditionnel, sorti de l'ancien parti communiste, soudé dans la première période de l'opposition de gauche indépendante. Tous ceux qui ont des motifs divers de critique et de mécontentement se rattachent à ce groupe.

Toute lutte de fraction sérieuse dans un parti est toujours en dernière analyse une réfraction de la lutte de classes. La fraction majoritaire a établi, dès le début, la dépendance idéologique de l'opposition à l'égard de la démocratie bourgeoise. Au contraire, l'opposition, précisément en raison de son caractère petit-bourgeois, n'a même pas tenté de chercher les racines sociales du camp opposé.

L'opposition a déclenché une dure lutte de fraction qui paralyse maintenant le parti à un moment très critique. Pour qu'une telle lutte de fraction soit justifiée et non impitoyablement condamnée, il faudrait des raisons très graves et très

11. Martin Abern (1898-1949), avait été un jeune dirigeant du S.P.A., puis du C.P.A., avant d'être, avec Shachtman et Cannon, l'un des chefs historiques de l'Opposition de gauche. Ses adversaires, tout en reconnaissant ses qualités d'organisateur, dénonçaient l'existence et l'activité d'une « clique d'Abern »

profondes. Pour un marxiste, de telles raisons ne peuvent avoir qu'un caractère *de classe*. Avant d'engager leur lutte acharnée, les dirigeants de l'opposition étaient tenus de se poser la question : de quelle classe non prolétarienne la majorité du comité central subit-elle l'influence ? Néanmoins, l'opposition n'a pas fait la moindre tentative de semblable évaluation de classe des divergences. Elle ne voit que « conservatisme », « erreurs », « mauvaises méthodes », etc. et semblables carences philosophiques, intellectuelles, techniques. L'opposition ne s'intéresse pas à la nature de classe de la fraction adverse pas plus qu'elle ne s'intéresse à la nature de classe de l'U.R.S.S. Ce seul fait suffit à démontrer le caractère petit-bourgeois de l'opposition, teinté de pédantisme académique et d'impressionnisme journalistique.

Pour comprendre quelles sont précisément les classes ou couches dont la pression se reflète dans la lutte fractionnelle, il faut refaire l'historique de la lutte de ces deux fractions. Ceux des membres de l'opposition qui affirment que la lutte actuelle n'a « rien de commun » avec les vieilles luttes fractionnelles, manifestent une fois de plus leur attitude superficielle à l'égard de la vie de leur propre parti. Le noyau fondamental de l'opposition est le même que celui qui, il y a trois ans, se groupait autour de Muste et de Spector¹². Le noyau central de la majorité est le même qui s'était alors groupé autour de Cannon. Parmi les dirigeants, seul Shachtman et Burnham ont changé de camp¹³. Mais ces oscillations individuelles, si importantes soient-elles, ne modifient pas le caractère général des deux groupes. Je ne m'étendrai pourtant pas sur le déroulement

12. Abraham Johannes dit A. J. *Muste* (1885-1967), pasteur protestant, avait rejoint le mouvement ouvrier au lendemain de la guerre, lors des grandes grèves. Il avait été ensuite directeur pédagogique du Brookwood Labor College, avant de se lancer dans l'action politique, qui l'avait conduit, à la fin de 1934, à fusionner son American Workers Party avec la Communist League of America dans le Workers Party of the United States (W.P.U.S.). Il avait animé, en 1936, avec Jack Weber et Spector, le groupe que Trotsky appelait alors le groupe « Muste-Weber », adversaire de l'entrée dans le S.P. Maurice *Spector* (1898-1968), né en Ukraine, avait été un « enfant prodige » du mouvement ouvrier en Amérique du Nord, militant en 1914, membre du comité directeur du parti social-démocrate du Canada à 20 ans, président du P.C. à 24 ans, il avait été élu membre de l'exécutif de l'I.C. au VI^e congrès et avait été exclu peu après, ayant partagé avec Cannon à Moscou la découverte des positions de Trotsky. Il était un membre important du groupe Abern.

13. Jack Weber avait été membre de la fraction Muste-Abern en 1936, puis, sous l'influence de Trotsky, avait rompu avec eux et s'était prononcé pour l'unité. En 1939, il était dans la « majorité », sans pour autant être vraiment réconcilié avec le « régime Cannon ».

historique de la lutte de fraction, renvoyant le lecteur à l'article, excellent à tous égards, de Joseph Hansen, « Méthodes d'organisation et principes politiques¹⁴ ».

Si l'on fait abstraction de tout ce qui est fortuit, personnel ou épisodique, si l'on réduit la lutte actuelle aux types politiques fondamentaux, alors, indiscutablement, la lutte la plus conséquente a été celle du camarade Abern contre le camarade Cannon. Abern représente un groupe propagandiste, petit-bourgeois par sa composition sociale, uni par de vieux liens personnels et qui a un caractère presque familial. Cannon représente le parti prolétarien en formation. Le droit historique, dans cette lutte — indépendamment des erreurs et des fautes qui ont pu être commises —, est entièrement du côté de Cannon.

Quand les représentants de l'opposition poussent de grands cris : « La direction a fait faillite », « Les pronostics n'ont pas été vérifiés », « Les événements nous ont pris au dépourvu », « Il faut changer nos mots d'ordre » — tout cela sans faire le moindre effort pour réfléchir sérieusement à la question — ils apparaissent, au fond, comme les défaitistes du parti. Cette triste conduite s'explique par l'irritation et l'effroi du vieux groupe propagandiste face aux tâches et aux rapports nouveaux dans le parti. Le sentimentalisme des liens personnels ne veut pas laisser la place au sens du devoir et de la discipline. La tâche qui est devant le parti est de rompre les vieux liens de clique et d'intégrer dans le parti prolétarien les meilleurs éléments du passé propagandiste. Il s'agit d'inspirer un esprit de patriotisme de parti tel que personne n'ose déclarer : « Il ne s'agit pas tant de la question russe, mais nous nous sentons mieux, plus à l'aise, sous la direction d'Abern que sous celle de Cannon. »

Pour moi, ce n'est pas d'hier que j'en suis venu à cette conclusion. J'ai dû l'exprimer des dizaines et des centaines de fois dans mes conversations avec des camarades du groupe

14. Le texte « Méthodes organisationnelles et principes politiques », daté du 1^{er} décembre 1939, avait été rédigé par son auteur à Coyoacán et avait été pleinement approuvé par Trotsky (*Internal Bulletin*, vol. II, n° 5, 1939). Hansen lui-même avait été gagné en 1934 par Earle Birney (Robertson), lui-même lié au groupe d'Abern, et avait fait partie de ce dernier jusqu'en juillet 1937. Il attaqua vivement dans son texte le « bloc » des « défaitistes » et des « douteurs » que constituait, selon lui, la minorité, et s'en prenait vivement au groupe Abern (pour 1936, il écrivait « le groupe Muste-Abern), ainsi pour la première fois singularisé et pris pour cible. L'opposition réagit vivement, l'accusant notamment de mentir. Elle insistait sur son affirmation, reprise ensuite par Trotsky, selon laquelle il y aurait eu un groupe Abern, « traditionnel », « sorti de l'ancien parti communiste », ce qu'elle démentait.

Abern. Je soulignais invariablement la composition petite-bourgeoise de ce groupe. J'ai maintes fois proposé avec insistance de ramener au statut de stagiaire ces compagnons de route petits-bourgeois incapables de recruter au parti des ouvriers. Les lettres personnelles, les conversations et les mises en garde n'ont servi à rien, comme l'ont montré les événements ultérieurs : on apprend rarement de l'expérience d'autrui. L'antagonisme entre les deux couches du parti et les deux époques de son développement est apparu à la surface et a pris le caractère d'une lutte de fraction aiguë. Il ne reste qu'à exprimer clairement et distinctement son opinion devant la section américaine et l'Internationale. « L'amitié, c'est l'amitié, mais le devoir, c'est le devoir », dit un proverbe russe.

Ici, on peut poser la question : si l'opposition est une tendance petite-bourgeoise, cela signifie-t-il que l'unité est impossible à l'avenir ? Comment concilier un courant petit-bourgeois et un courant prolétarien ? Poser la question en ces termes, c'est porter un jugement unilatéral, anti-dialectique et par conséquent faux. Dans la discussion actuelle, l'opposition a clairement manifesté ses traits petits-bourgeois. Cela ne signifie pas que l'opposition ne soit que cela. La majorité des membres de l'opposition sont profondément dévoués à la cause du prolétariat et capables d'apprendre. Liés aujourd'hui à un milieu petit-bourgeois, ils peuvent se lier demain au prolétariat. Les gens inconsistants, sous l'influence de l'expérience, peuvent prendre de la consistance. Quand le parti comptera des milliers d'ouvriers, même les fractionnistes professionnels pourront se rééduquer dans l'esprit de la discipline prolétarienne. Il faut leur en laisser le temps. Voilà pourquoi la proposition du camarade Cannon de laisser la discussion libre de toute menace de scission, exclusion, etc. était tout à fait juste et opportune.

Il n'en est pas moins incontestable que, si le parti dans son ensemble prenait la route de l'opposition, il pourrait connaître une destruction totale. L'opposition actuelle est incapable de donner au parti une direction marxiste. La majorité de l'actuel comité national exprime d'une façon infiniment plus conséquente, plus sérieuse, plus profonde, les tâches prolétariennes du parti que la minorité. C'est précisément pourquoi la majorité n'a pas, ne peut avoir d'intérêt à orienter la lutte vers la scission : les idées justes triompheront. Mais les éléments sains de l'opposition ne peuvent pas non plus souhaiter une scission : l'expérience du passé a démontré très clairement que toutes les espèces de groupes improvisés qui rompaient avec la IV^e Inter-

nationale se condamnaient eux-mêmes à la stérilité et à la décomposition. C'est pourquoi on peut envisager sans crainte le prochain congrès du parti. Il rejettera les nouveautés anti-marxistes de l'opposition et garantira l'unité du parti.

[COMMENT L'OPPOSITION VA RÉAGIR]¹ (15 décembre 1939)

Cher Camarade Cannon,

Les dirigeants de l'opposition n'ont, jusqu'à maintenant, pas accepté la lutte sur le terrain des principes et ils tenteront de l'éviter encore à l'avenir. Il n'est donc pas difficile de deviner ce qu'ils diront de l'article ci-joint² : « Il y a beaucoup de vérités élémentaires, très pertinentes dans cet article ; nous ne les rejetons absolument pas, mais il passe à côté des réponses qu'il faut donner aux questions « concrètes » les plus brûlantes. Trotsky est trop loin du parti pour pouvoir juger correctement. Tous les petits-bourgeois ne sont pas dans l'opposition, pas plus que tous les ouvriers ne soutiennent la majorité. »

Quelques-uns d'entre eux ajouteront sûrement que l'article leur « attribue » des idées qu'ils n'ont jamais défendues, etc.

En guise de réponse aux questions « concrètes », les opposants veulent des recettes tirées d'un livre de cuisine à usage de l'époque des guerres impérialistes. Je n'ai pas l'intention d'écrire un tel livre de cuisine. Mais, avec notre méthode d'étude principielle des questions fondamentales, nous serons toujours à même de parvenir à la solution concrète correcte de tout problème concret, aussi complexe soit-il. Dans le cas précis du problème finlandais, l'opposition a démontré qu'elle est incapable de répondre à des questions concrètes.

Il n'y a jamais de tendances à composition sociale chimiquement pure. Des éléments petits-bourgeois se trouvent inévitablement dans toute tendance et dans tout parti ouvrier. La question se pose seulement de savoir qui donne le ton. Dans

1. Lettre à Cannon (7553), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 196-220.

l'opposition, ce sont les éléments petits-bourgeois qui donnent le ton.

L'accusation inévitable selon laquelle cet article attribue à l'opposition des idées qu'elle n'a jamais eues s'explique par le caractère informe et contradictoire des idées de l'opposition, dont aucune ne peut supporter le choc d'une analyse critique. L'article n'« attribue » rien aux dirigeants de l'opposition, il ne fait que pousser leurs idées jusqu'au bout. Je ne peux naturellement voir que de la touche le développement de la lutte. Mais c'est de la touche qu'on peut le plus souvent mieux observer les traits généraux d'une bataille.

[DÉMENTI A M. MATTHEWS]¹

(17 décembre 1939)

Il est absolument faux que je sois en train de répondre maintenant aux questions que m'a posées M. Matthews, l'enquêteur en chef de la commission Dies, comme on l'appelle. Je n'ai jamais eu la moindre connaissance de qui était M. Matthews², ni le moindre lien avec lui. J'ai accepté et je suis prêt à accepter de nouveau une invitation de la commission de la Chambre des Représentants pour comparaître en tant que témoin devant elle, afin de donner au public américain des informations justes sur des questions qui me sont probablement plus familières qu'à quiconque. Mais je n'accepte aucune invitation à discuter de ces questions avec M. Dies ou M. Matthews à huis clos.

1. Lettre au *New York Times* (T 4665), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Trotsky devait tout de même avoir par le *Socialist Appeal* une vague idée du personnage — ce qui explique tout de même son souci de souligner qu'il n'avait aucun lien avec lui.

[IL FAUT ACCEPTER D'ÊTRE MIS EN MINORITÉ]¹

(19 décembre 1939)

Cher Ami

J'ai lu votre lettre à Joe². Je fais totalement mienne votre opinion sur la nécessité d'un combat théorique et politique ferme et même implacable contre les tendances petites-bourgeoises de l'opposition. Vous verrez, d'après mon dernier article, qui vous sera posté demain par avion, que je caractérise les divergences de l'opposition plus sévèrement même que ne l'a fait la majorité.

Mais je crois en même temps que le combat idéologique implacable devrait aller de pair avec une tactique organisationnelle très prudente et sage³. Vous n'avez pas le moindre intérêt à une scission, même si, par hasard, l'opposition devait devenir majorité au prochain congrès. Vous n'avez pas la moindre raison de donner prétexte à scission à l'armée hétérogène et instable de l'opposition. Même en tant que minorité, éventuellement, vous devriez, selon moi, rester disciplinés et loyaux à l'égard du parti dans son ensemble. C'est très important pour l'apprentissage de ce véritable patriotisme de parti, dont Cannon m'a un jour écrit très justement qu'il fallait le développer.

Une majorité composée par cette opposition ne durerait pas plus de quelques mois. Ensuite, la tendance prolétarienne du parti redeviendrait majoritaire avec une autorité immensément accrue. Soyez extrêmement fermes, mais ne perdez pas le

1. Lettre à J. Vanzler (10920), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Joseph Hansen, qui se trouvait alors à Coyoacán.

3. Ce n'est ni la première ni la dernière fois que Trotsky manifeste son inquiétude d'une éventuelle arrière-pensée scissionniste de la part de ses camarades de la majorité.

contrôle de vos nerfs — ce précepte s'applique maintenant plus que jamais à la stratégie de l'aile prolétarienne du parti.

P.-S. : Le mal provient :

1. D'une mauvaise composition sociale, en particulier de la section de New York, la plus importante.
2. Du manque d'expérience, spécialement des membres venus du parti socialiste (les jeunesses). Dépasser les difficultés héritées du passé ne peut se faire par des mesures d'exception. Fermeté et patience sont de rigueur.

[IL FAUT PAYER]¹

(19 décembre 1939)

Monsieur,

Je regrette beaucoup de ne pouvoir accepter les propositions vagues et contradictoires de M. Thorndike contenues dans sa lettre du 13 décembre. Je ne peux pas non plus perdre encore du temps, compte tenu de mes intérêts politiques et moraux dans cette affaire. L'accord que nous avons passé dans notre correspondance antérieure est tout à fait clair et ne permet aucune mauvaise interprétation. Je ne suis *pas obligé* de suivre vos suggestions concernant l'article. Vous êtes *obligé* de payer pour l'article pour lequel vous vous êtes engagé dans une lettre datée du 3 octobre 1939 et dont vous avez annoncé dans votre numéro du 2 octobre qu'il était destiné à un « prochain numéro de *Life* ».

Mes conditions sont les suivantes : (1) Vous payez tout de suite les 1800 dollars restants du montant qui m'est dû, m'envoyant le chèque par avion (je vous rappelle que sur la somme totale que vous me devez, vous avez payé 200 dollars à M. Malamuth) (2) Vous fixez une date précise pour la publication de l'article.

Ce n'est qu'*après cela* que je serai prêt à considérer les nouvelles suggestions de votre comité de rédaction, qu'elles me soient faites oralement ou sous forme écrite.

Si vous n'acceptez pas ces conditions qui constituent une honnêteté élémentaire, je considérerai avec regret que vous avez décidé de rompre le contrat unilatéralement. J'attendrai jusqu'au 27 décembre votre réponse définitive.

1. Lettre à *Life-Magazine* (8924), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Librarv.

[POUR UNE DISCUSSION DIRECTE]¹

(20 décembre 1939)

Cher Camarade Shachtman,

Je vous envoie un exemplaire de mon dernier article². Vous verrez, à la polémique que j'y mène, que je considère les divergences comme décisives. Je crois que vous êtes du mauvais côté de la barricade mon cher ami. Par vos positions, vous encouragez tous les éléments petits-bourgeois et antimarxistes à combattre notre doctrine, notre programme et notre tradition. Je n'espère pas vous convaincre par ces lignes, mais je tiens à exprimer ce pronostic : si vous refusez maintenant la voie d'une collaboration avec l'aile marxiste contre les révisionnistes petits-bourgeois, vous déplorerez pendant des années et des années la plus grave erreur de votre vie.

Si je le pouvais, je prendrais tout de suite l'avion pour New York, afin de discuter avec vous 48 ou 72 heures sans interruption³. Je regrette beaucoup que, dans cette situation, vous ne ressentiez pas le besoin de venir ici discuter ces questions avec moi⁴. Ou le voulez-vous ? J'en serais content.

1. Lettre à M. Shachtman (10344), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 196-220.

3. Trotsky pensait avoir partiellement contribué à éviter la scission en 1936 à travers les discussions qu'il avait eues avec Spector, venu lui rendre visite à Hønefoss (*Œuvres*, 8, pp. 174-179).

4. Déjà en 1932, Trotsky avait jugé de mauvais augure que ses camarades espagnols ne se rendent pas à Copenhague pour le rencontrer : il s'était de même étonné en 1934 de ne pas les voir à Saint-Palais : la rupture s'était produite peu après. Il est vrai que le fait que Shachtman n'était pas allé à Mexico était un mauvais signe quant à son orientation.

[RIEN DE COMMUN AVEC ACOSTA]¹

(26 décembre 1939)

Cher Monsieur,

Sur la première page d'*Excelsior* du 25 décembre dans une note intitulée « Alliance contre le communisme », il est affirmé que le général Acosta² a pris contact avec moi pour obtenir des matériaux pour la lutte contre la « doctrine » communiste. Permettez-moi de faire dans les colonnes de votre journal la déclaration suivante :

1. Je n'ai pas l'honneur de connaître le général Acosta et n'ai jamais eu de rapports avec lui.

2. En général, personne n'a pris contact avec moi pour me demander des matériaux soit contre la doctrine communiste soit contre la caricature de communisme qui sert à couvrir l'attitude des agents internationaux de la nouvelle aristocratie soviétique.

Il semble que quelque personne soit intéressée à mêler mon nom à des entreprises avec lesquelles je n'ai et ne pouvais rien avoir de commun.

1. Démenti (T 4666), traduit du castillan, avec la permission de la Houghton Library.

2. Miguel M. *Acosta* (né en 1891), engagé dans l'armée de Madero, général de division en 1924, était l'un des officiers réactionnaires qui briguaient alors la candidature à la succession de Cárdenas. Mais c'est du général Emilio N. *Acosta* — dont nous ne savons rien — qu'il s'agit probablement ici.

[FAUT-IL PUBLIER LES DISCUSSIONS INTERNES ?]¹

(26 décembre 1939)

Chers Amis,

J'étais jusqu'à maintenant favorable à la publication des discussions dans *Socialist Appeal* et *New International*², mais je dois reconnaître que vos arguments sont très sérieux, surtout par rapport à ceux du camarade Burnham.

New International et *Socialist Appeal* ne sont pas des instruments de discussion sous le contrôle d'un comité spécial pour la discussion ; ce sont plutôt les instruments du parti et de son comité central. L'opposition peut demander à bénéficier, dans le bulletin de discussion, des mêmes droits que la majorité, mais, jusqu'à ce qu'il ait été changé, les publications officielles du parti ont le devoir de défendre le point de vue du parti et de la IV^e Internationale. C'est tellement évident qu'il n'est pas utile d'argumenter.

L'idée de garanties juridiques permanentes pour la minorité n'a sûrement pas été empruntée à l'expérience bolchevique. Mais ce n'est pas non plus une invention de Burnham. Pendant longtemps, le parti socialiste français a assuré de telles garanties³ qui correspondent tout à fait à l'état d'esprit de rivalité de cliques littéraires et parlementaires, mais n'empêchent jamais que les ouvriers soient subjugués par la coalition de ces cliques.

Les structures d'organisation de l'avant-garde prolétarienne

1. Lettre à J. P. Cannon (7554), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. La tradition de publier dans l'organe de presse les textes d'une importante discussion interne était une vieille tradition bolchevique : par exemple, le gros de la discussion sur le « cours nouveau » en 1923 s'était initialement déroulé dans les colonnes de la *Pravda*.

3. C'était entre autres en fonction de ces garanties que l'entrisme en France avait pu se faire en conservant une organisation et un organe de fraction.

doivent être subordonnées aux exigences positives du combat révolutionnaire, et non aux garanties négatives contre sa dégénérescence. Si le parti ne répond pas aux besoins de la révolution socialiste, il dégénérera, en dépit des clauses juridiques les plus sagaces. Dans le domaine de l'organisation, Burnham démontre qu'il manque totalement d'une conception révolutionnaire du parti, comme il l'a démontré sur le terrain politique à l'occasion de la petite mais significative question de la commission Dies⁴. Dans les deux cas, il propose une attitude purement négative, de même que, dans la question de l'Etat soviétique, il n'a fourni qu'une définition purement négative. Il ne suffit pas de détester la société capitaliste — attitude négative —, il faut encore accepter toutes les conclusions pratiques d'une conception de la révolution sociale. Ce n'est malheureusement pas le cas du camarade Burnham.

Mes conclusions pratiques ?

D'abord, il faut condamner officiellement, devant tout le parti, la tentative d'annihiler sa ligne en plaçant son programme au même niveau que n'importe quelle innovation qu'il n'a pas acceptée.

Deuxièmement, si le comité national juge nécessaire de consacrer à la discussion un numéro de *New International* — je ne le propose pas pour le moment — ce devrait être fait de façon telle que le lecteur puisse voir où se trouve la position du parti et où réside la tentative de révision, de façon telle aussi que le dernier mot revienne à la majorité et non à l'opposition.

Troisièmement, si les bulletins intérieurs ne suffisaient pas, il serait possible de publier un recueil spécial des articles traitant des problèmes qui figurent à l'ordre du jour du congrès.

La plus grande loyauté dans la discussion, mais pas la moindre concession à l'esprit petit-bourgeois, anarchiste.

4. Rappelons que Burnham avait regretté que Trotsky ait accepté l'invitation de la commission Dies à venir témoigner devant elle.

[L'OPPOSITION A SOIF DE PUBLICITÉ]¹

(27 décembre 1939)

Chers amis,

Je dois avouer que ce que vous m'avez fait savoir de l'insistance des camarades Burnham et Shachtman sur la publication des articles de discussion dans *New Internationalist* et *Socialist Appeal* m'a de prime abord surpris. Quelle peut en être la raison ? me suis-je demandé ! Il est tout à fait exclu qu'ils se sentent si sûrs de leur position. Leurs arguments sont très primitifs, il y a entre eux des contradictions aiguës, et ils ne peuvent pas ne pas sentir que la majorité représente la tradition et la doctrine marxiste. Ils ne peuvent espérer sortir vainqueurs d'un combat théorique : Shachtman et Abern, et même Burnham, doivent s'en rendre compte. Quelle est donc la source de leur soif de publicité ? L'explication en est simple : ils sont impatientes de se justifier devant l'opinion publique démocratique, de crier à tous les Eastman, Hook et autres, qu'eux, l'opposition, ne sont pas aussi mauvais que nous. Cette nécessité interne doit être particulièrement impérative chez Burnham. Il s'agit du même genre de capitulation interne qu'on a pu observer chez Zinoviev et Kamenev à la veille de la révolution d'Octobre², et chez beaucoup d' « internationalistes » soumis à la pression de la vague patriotique de la guerre. Si l'on fait

1. Lettre à J. P. Cannon (7555), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Zinoviev (cf. n. 18, p. 73) et Kamenev (cf. n. 15, p. 72) vieux bolcheviks jusque-là proches de Lénine, avaient estimé que l'insurrection (en Octobre) serait « prématurée » et « aventuriste ». Non contents de s'exprimer à l'intérieur du parti contre la ligne de Lénine, puis celle du parti, ils avaient, sous prétexte de « démenti », développé publiquement leurs arguments contre l'insurrection dans les colonnes du journal menchevique de gauche *Novaia Jizn*. Lénine les avait traité de « briseurs de grèves » — mais aucune sanction n'avait été prise contre eux.

abstraction de toutes les particularités personnelles, des hasards ou des malentendus, on se trouve en présence de la première déviation social-patriote de notre parti. Vous l'avez à juste titre souligné depuis le début, mais cela ne m'apparaît en pleine clarté que maintenant que nos opposants viennent de proclamer leur désir d'annoncer — comme les poumistes³, les pivertistes et tant d'autres — qu'ils ne sont pas aussi mauvais que les « trotskystes ».

Cette remarque constitue un argument supplémentaire contre toute concession dans ce domaine. Dans ces conditions, nous avons parfaitement le droit de leur dire : vous devez attendre le verdict du parti, et non faire appel de ce verdict devant les juges démocrates patriotes, avant qu'il ait été prononcé.

Jusqu'à maintenant, j'ai considéré la question de façon trop abstraite, ou, plus précisément, je me suis placé du seul point de vue de la lutte théorique, et, de ce point de vue, je suis entièrement d'accord avec le camarade Goldman que nous ne pouvons que gagner. Mais des critères politiques plus larges montrent qu'il nous faut empêcher toute intervention prématurée des patriotes démocrates dans la bataille interne du parti : l'opposition ne doit compter dans la discussion que sur ses propres forces, tout comme la majorité. Dans ces conditions, la mise à l'épreuve et la sélection des différentes composantes de l'opposition peuvent être plus efficaces et les résultats n'en seront que meilleurs pour le parti.

Engels a parlé quelque part de la mentalité des petits-bourgeois enragés. Il me semble qu'on peut trouver trace de cet état d'esprit dans les rangs de l'opposition. Hier, nombre d'entre eux étaient hypnotisés par la tradition bolchevique. Ils ne l'ont jamais pleinement assimilée, mais ils n'osaient pas se dresser ouvertement contre elle. Mais Shachtman et Abern leur ont donné ce courage-là et ils ont désormais ouvertement cet état d'esprit de petits-bourgeois enragés. Telle est, par exemple, l'impression que m'ont produit les derniers articles et les dernières lettres de Stanley. Il a tout à fait perdu tout esprit d'auto-critique, et il croit sincèrement que toute inspiration qui

3. « Poumiste » désigne un membre du P.O.U.M. (Partido Obrero de Unificación Marxista), parti constitué en Espagne, en 1935, par la fusion de groupes originaires du P.C.E., le Bloc ouvrier et paysan de Joaquín Maurín et la Izquierda comunista d'Andrés Nin. Attaqués comme « trotskystes » par les stalinien, les gens du P.O.U.M. avaient repoussé avec indignation cette « accusation » — ce qui ne leur avait néanmoins pas valu de quartier.

lui traverse l'esprit est digne d'être proclamée et imprimée, pourvu qu'elle soit dirigée contre le programme et la tradition du parti. Le crime de Shachtman et d'Abern consiste précisément dans cette explosion d'auto-satisfaction petite-bourgeoise qu'ils ont provoquée.

[UN BON LIVRE]¹

(28 décembre 1939)

Cher Camarade Novack²,

J'ai reçu le manuscrit de votre livre³ sans aucune note explicative. Peut-être que votre lettre a été perdue par la poste. En tout cas, je vous suis très reconnaissant de m'avoir envoyé le manuscrit. J'ai commencé à le lire et suis allé assez loin pour me rendre compte que c'est une enquête remarquable. Le camarade Rosmer, qui a réussi à lire plus que moi, m'a communiqué son excellente opinion de votre livre. La date qui est en-dessous de la préface (avril 1939) nous a suggéré à tous deux la supposition que vous n'aviez pas encore trouvé d'éditeur. C'est bien possible, compte tenu du caractère marxiste révolutionnaire de votre enquête. Pourrais-je vous être utile à cet égard? J'en doute, car mes rapports avec les éditeurs ne sont pas des meilleurs. En tout cas, je suis à votre disposition.

P.-S. : Prenez-vous part à la discussion⁴? J'espère que vous n'êtes pas avec la minorité que je considère comme une tendance absolument sans espoir. Mais il n'est pas nécessaire de dire que ma proposition concernant votre livre garde toute sa valeur si vous avez le malheur d'appartenir à l'opposition.

1. Lettre à G. E. Novack (9433) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. George Edward Novack (né en 1904) avait fait partie du groupe *Menorah Journal* à l'université de Columbia, puis avait été secrétaire du comité de défense de Trotsky.

3. Il s'agissait d'un livre étudiant les manifestations et émeutes contre le service militaire qui s'étaient produites à New York pendant la guerre civile : Novack voulait appliquer à l'histoire de la Guerre de Sécession la méthode utilisée par Trotsky pour l'*Histoire de la Révolution russe*. Le manuscrit représentait le premier volume sur trois prévus. L'ouvrage n'a jamais trouvé d'éditeur et n'a pas été publié non plus par les maisons d'édition du S.W.P. jusqu'à cette date.

4. George Novack ne s'était pas encore manifesté dans la discussion qui avait commencé en novembre. On murmurait qu'il hésitait : il s'en défendra.

ERRATUM

VOLUME 21

A la suite d'un malentendu entre responsables de la pagination et responsables de la correction, les renvois des index à partir de la cinquantième page doivent être corrigés par le retrait d'une unité : ainsi, par exemple, Krylenko, pour lequel l'index renvoie à la page 144 doit être cherché page 143, Andrés Nin, marqué dans l'index à la page 52, se trouve à la page 51, etc. Toutes nos excuses à nos lecteurs et merci d'utiliser quand même les index.

PRINCIPAUX OUVRAGES ET ARTICLES CITÉS OU CONSULTÉS POUR CE VOLUME

- AARON, Daniel. — *Writers on the Left*. — New York, Oxford U.P. (2^e éd.), 1977. — 460 p.
- ABOSCH, *Trotsky-Chronik. Daten zu Leben und Werk* (Zusammengestellt von). — Munich, Carl Hanser Verlag, 1963. — 156 p.
- ALEXANDER, Robert. — *Trotskyism in Latin America*. — Stanford, Hoover, I.P., 1973. — 304 p.
- ALLES, Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Troztkisten ab 1930*. — Thèse, Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- ANGUIANO, Arturo, PACHECO, Guadalupe, VIZCAINO, Rogelio. — *Cárdenas y la Izquierda Mexicana*. — Juan Pablos, Mexico, 1976. — 390 p.
- ANTONOV-OVSEYENKO, Anton. — *The Time of Stalin. Portrait of a Tyranny*. — New York, Harper & Row, 1981. — 376 p.
- BROCKWAY, Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty Years of platforms, press, prison and Parliament*. — London, Allen & Unwin, 1942. — 352 p.
- BROUÉ, Pierre. — *Le Parti Bolchevique, Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* — Paris, Minuit, 1963. — 608 p.
— *Les Procès de Moscou*. — Paris, Julliard « archivea », 1962. — 302 p.
— *La Révolution espagnole 1931-1939*. — Paris, Flammarion « Questions d'histoire », 1973. — 190 P.
— « Quelques proches collaborateurs de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 1, 1970. — 24 p.
— « Trotsky et le Bloc des oppositions en 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, 1980. — 32 p.
— « Les Trotskystes en Union soviétique (1929-1938) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1980. — 60 p.
— *L'Assassinat de Trotsky*. — Bruxelles, Complexe (Mémoire du siècle), 1980. — 192 p.
— « La mission de Wolf en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, 1982. — 8 p.
— « Le Mouvement trotskyste en Amérique latine », *Cahiers Léon Trotsky* n° 11, 1982. — 17 p.

- « Chen Duxiu et la IV^e Internationale 1938-1942 », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 15. — 12 p.
- « Quand Carrillo était gauchiste : les Jeunesses socialistes d'Espagne de 1934 à 1936 », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 16. — 36 p.
- « Rako (Khristian G. Rakovsky) », *Cahiers Léon Trotsky* n^{os} 17 et 18. — 39 p.
- « Ljova : le fiston », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 13. — 30 p.
- « Charles Beard et les Procès de Moscou », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 19. — 19 p.
- « Les "léninistes" du P.S.O.E. », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 20. — 26 p.
- « Gauche allemande et Opposition russe (1926-1928) », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 21. — 21 p.
- « Trotsky et les trotskystes devant la Deuxième Guerre mondiale », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 24. — 25 p.
- BROUÉ, Pierre et TÉMIME, Emile. — *La Révolution et la Guerre d'Espagne*. — Paris, Minuit, 1961. — 542 p.
- CANNON, James Patrick. — *History of American Trotskyism. Reports of a participant*. — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.
- CAVIGNAC, Jean. — « Les Trotskystes espagnols dans la tourmente », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 10. — 7 p.
- CILIGA, Ante. — *Dix Ans au pays du mensonge déconcertant*. — Paris, Champ Libre, 1977. — 564 p.
- CORVISIERI, Silvio. — *Trotsky e il comunismo italiano*. — Roma, Samona e Savelli, 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU, Yvan. — *Le Mouvement trotskyen en France*. — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DE BEULE, Nadya. — *Het belgisch Trotskisme. De Geschiedenis van een groep oppositionnelle Kommunisten 1925-1940*. Jan Dhondt-Sichting (Masereelfonds), 1980. — 276 p.
- DENIS, Serge. — *Le mouvement ouvrier américain et l'action politique 1929-1938*. — 3 vol. Thèse Université de Grenoble, 1981. — 1 267 p.
- DEUTSCHER, Isaac. — *Trotsky, t. 3, Le Prophète hors la loi (L'Exil)*. — Paris, Julliard (Temps modernes), 1965. — 704 p.
- DOWSE, Robert. — *Left in the Centre. The Independant Labour Party 1893-1940*. — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER, Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik*. — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS, Michel. — *Bureau de Londres ou IV^e Internationale? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*. — Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris-X, 1978. — 418 p.
- DUNAIEVSKAIA, Raïa. — « Trotsky, l'Homme », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 2. — 14 p.

LÉON TROTSKY

- FATHEREE, Ben H. — *Trotskyism in Spain (1931-1937)*. — Thèse Ph. D. Ann Arbor, 1978. — 258 p.
- FEIGON, Lee. — *Chen Duxiu Founder of the Chinese Communist Party*. — Princeton, 1983. — 280 p.
- FRANK, Pierre. — *Histoire de l'Internationale communiste*. — 2 vol., Paris, La Brèche, 1981. — 942 p.
- GALL, Olivia. — « La revue *Clave*, outil politique de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 11. — 6 p.
- *Trotsky et la vie politique dans le Mexique cardéniste (1937-1940)*. — Thèse 3^e cycle université de Grenoble, 1986. — 486 p.
- GUÉRIN, Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant*. — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT, Jean van. — *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky*. — Paris, Maurice Nadeau, Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT, Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme*. — Paris, Presses de la F.N.S.P., 1977. — 296 p.
- « Quand l'Humanité couvrait les traces des tueurs », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3. — 23 p.
- « L'affaire Kirov commence en 1934 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 18 p.
- KADAR, Marlene. — *Cultural Politics in the 1930s, Partisan Review*. — The Surrealists and Leon Trotsky, Ph. D. University of Alberta, 1983. — 284 p.
- KASTRITIS, Kostas. — *Istoria tou Mpolsebikismou trotskysmou stèn Ellada* — s.l., s.d., Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias ». — 160 p.
- KELLER, Fritz. — *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.O. Troztkisten und andere Gruppen 1919-1945*. — Wien, Europa Verlag, 1978. — 306 p.
- KRIVINE, Jean-Michel et KAHN Marcel-Francis. — « La mort de Léon Sedov », *Cahiers Léon Trotsky* n° 13. — 18 p.
- LAZITCH, Branko (avec la collaboration de Milorad Drachkovitch). — *Biographical Dictionary of the Comintern*. — Stanford, Hoover I.P., 1973. — 458 p.
- LEGEIN, Catherine. — *Le Parti Socialiste Révolutionnaire (le mouvement trotskyste en Belgique de 1936 à 1939)*. — Université catholique de Louvain, 1982. — 400 p.
- LEOUENNE, Michel. — « Les demi-aveux de Zborowski », *Cahiers Léon Trotsky* n° 13. — 18 p.
- MACDONALD, Dwight. — *Memoirs of a Revolutionist*. — N. Y. Meridian, 1958. — 376 p.
- MEDVEDEV, Roy. — *Let History Judge*. — London, Macmillan, 1972. — 566 p.
- MENDEL, Hersh. — *Mémoires d'un Révolutionnaire juif*. — 1^{re} éd. 1959, traduit du Yiddish, Grenoble, P.U.G., 1982.
- MYERS, Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskyists in America*. — Westport (Conn), Greenwood Press, 1977. — 282 p.

- PERTHUS, Max (P. P. van't Hart). — *Henk Sneevliet. Revolutionair-Socialist in Europa en Azië*. — Nimègue, Sun, 1976. — 512 p.
- POOLE, Thomas R. — « *Counter-Trial* » : *Leon Trotsky on the Soviet purge trial*. — Thèse Université du Massachusetts, 1974, 2 vol. Ann Arbor. — 714 p.
- PRAGER, Rodolphe (édité par). — *Les Congrès de la quatrième Internationale*, vol. 1, *Naissance de la IV^e Internationale (1939-1940)*. — Paris, La Brèche, 1978. — 488 p.
- PREIS, Art. — *Twenty Years of the C.I.O. — Labor's Giant Step*. — New York, Pathfinder, 1972. — 538 p.
- RABAUT, Jean. — *Tout est possible! Les gauchistes français (1929-1944)*. — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 276 p.
- RETZLAW, Karl. — *Spartakus, Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters*. — Frankfurt/Main, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- REVOL, René. — « Procès de Moscou en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
- ROCHE, Gérard. — « Défense et contre-enquête en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 47 p.
— « *Partisan Review*, revue partisane », *Cahiers Léon Trotsky* n° 19. — 24 p.
- ROGER, Michel. — *Histoire de la Fraction de gauche italienne en émigration (1925-1940)*. — Thèse 3^e cycle E.H.S.S., 1981. — 421 p.
- ROSENTHAL, Gérard. — *Avocat de Trotsky*. — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE, Victor. — *Vie et Mort de Léon Trotsky*, vol. 2. — Paris, Maspero, 1973. — 150 p.
- SERGE, Victor et TROTSKY, Léon. — *La Lutte contre le Stalinisme*, textes de 1936-1939 présentés par Michel Dreyfus. — Paris, Maspero, 1977. — 272 p.
- SERGE, Victor. — *Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941*. — Paris, Seuil, 1978. — 444 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*. — Stanford, Hoover I.P., 1972. — 1092 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*, abridged, amended ans supplemented by L.S. — L. Sinclair, 1978. — 724 p.
- STINAS A. — *Anamnis (Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste)*. — 2 vol., 1977 & 1978. — 256 & 268 p.
- STOBNICER, Maurice. — *Le Mouvement trotskyste allemand sous la république de Weimar*. — Université de Paris VIII, 1980. — 357 p.
— « Des Emigrés dans le grand vent (I.K.D. en exil) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 16 p.
- THALMANN, Clara & Paul. — *Revolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes. Moskau/Madrid/Paris*. — Hamburg, Association Verlag, 2^e ed., 1977. — 398 p.
- TICHELMAN, Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie*. — Amsterdam, van Gennep, 1974. — 136 p.

LÉON TROTSKY

- TJADEN, Karl Hermann. — *Struktur und Funktion des « K.P.D.-Opposition », (K.P.O.). Eine Organisations soziologische Untersuchung zur « Rechts »-Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik.* — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY, Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939).* Textes présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p.
— *La Révolution espagnole 1930-1940* (textes présentés et annotés par Pierre Broué). — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p.
— *Writings 1936-1937 et 1937-1938* (édité par Naomi Allen et George Breitman). — New York, Pathfinder, 1978. — 572 p.
— *Writings, Supplement (1934-1940)* (édité par George Breitman). — New York, Pathfinder, 1979. — 982 p.
— *Leon Trotsky on China* (édité par Les Evans et Russell Block). — New York, Pathfinder, 1974. — 688 p.
- USTVEDT, Yngvar. — *Verdensrevolusjonen pø Hønefoss. En Beretning om Leo Trotskij's opphold i Norge.* — Oslo, Gyldendal, Norsk Fordag, 1974. — 248 p.
- VENKATARAMANI, M. S. — « Leon Trotsky's Adventure in American Radical Politics 1935-7 », *International Review of Social History*, n° 1, 1964, Amsterdam. — 46 p.
- VEREEKEN, Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste.* — Paris, La Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VERGNON, Gilles. — « Des socialistes révolutionnaires en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 20. — 16 p.
— « Les Bases du tournant de Trotsky vers la nouvelle Internationale », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 16 p.
- VOGELSANGER, David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942).* — Université Zürich, 1979. — 190 p.
- WALD, Alan. — *James T. Farrell. The Revolutionary Socialist Years.* — New York, New York U.P., 1978. — 190 p.
— « La Commission Dewey : quarante ans après », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
— « Revolutionary Intellectuals ; *Partisan Review* in the 1930s », *Occident* (Berkeley), 1974. — 14 p.
— « Herbert Solow : Portrait of a New York intellectual », *Prospects* n° 3, 1977. — 23 p. Traduction française *Cahiers Léon Trotsky* n° 19.
— « Trotsky et les intellectuels des Etats-Unis », *Cahiers Léon Trotsky* n° 19. — 12 p.
- WANG FAN-HSI. — *Chinese Revolutionary.* — Oxford U.P., 1980. — 282 p.
- WEBER, Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus.* — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 466 & 228 p.
- ZELLER, Fred. — *Trois points, c'est tout.* — Paris, Laffont, 1976. — 316 p.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Cet index renvoie aux noms des personnes citées mais pas aux noms des historiens non contemporains de Trotsky ou aux personnages de roman ou de pièces de théâtre. Les numéros en *italique* renvoient à l'appareil critique, chronologie, introduction et notes, les autres au texte de Trotsky. Les numéros suivis d'un astérisque renvoient aux pages où sont données des indications biographiques. Nous avons délibérément renoncé à renvoyer de façon systématique soit au nom, soit au pseudonyme, renvoyant seulement à celui des deux qui est le plus connu en général ou le plus employé dans le volume. Enfin, nous avons renvoyé à des personnes qui ne sont pas nommées, mais sont identifiables (p. ex. : pour « ma femme », on a renvoyé à N. I. Sedova).

- ABERN, Martin, 18, 19, 25, 27, 121, 149, 216*-218, 231-233.
ACOSTA, Emilio N., 228*.
ACOSTA, Miguel M., 228*.
AGELOFF, Sylvia, 24.
ALEXANDRE VI BORGIA, 76.
ALLILOUEVA, Nadejda S., 78*.
ALMAZÁN, Juan Andreu, 24.
ARISTOTE, 197*.
AVILA CAMACHO, Manuel, 24.
- BAJANOV, Boris, 72*.
BECK, Jozef, 29, 30*.
BENEŠ, Eduard, 182.
BERN (Paul Bernick, dit Irving), 25.
BIRNEY, Earle, 218.
BLUMKINE, Iakov G., 142.
BONAPARTE, Louis-Napoléon, 59.
BONAPARTE, Napoléon, dit Napoléon I^{er}, 59*.
BORGIA, César, 76*, 83, 86, 97.
BOUKHARINE, Nikolai I., 76, 80*, 81, 98, 144.
BOULANOV, Pavel P., 77*.
BROCKWAY, Archibald Fenner, 212*.
BROWDER, Earl R., 96*, 150, 160, 169, 187, 188, 192, 193.
- BURNHAM, James, 18, 20, 21, 23, 25, 27, 40, 91, 168*-170, 196, 200-202, 207, 210-212, 216, 217, 229-231.
BUSCH, Noel Fairchild, 85*, 97, 161-163, 172, 173.
- CAMPA, Valentin, 21.
CANFIELD, Cass, 156*.
CANNON, James P., 18, 19, 24, 27*, 63, 121, 130, 131, 215-218, 221, 224, 229.
CARDENAS, Lazaro, 228.
CARTER (Joseph Friedmann, dit), 40.
CHAMBERLAIN, Neville, 29*, 56, 92, 151, 188.
CHAPLIN, Charles, dit Charlot, 37*.
CILIGA, Ante, 42*.
CLEMENCEAU, Georges, 143*.
COLLINS, Alan C., 65*, 150, 153, 156.
COUGHLIN, Charles E., 125*.
COULONDRE, Robert, 110*, 185, 186.
CUMMINGS, Homer S., 192*.
- DALADIER, Edouard, 29, 30*, 124.
DARWIN, Charles R., 205*, 208, 209.
DEBS, Eugene, 149.
DESILVER, Albert, 138.

LÉON TROTSKY

- DESILVER, Margaret. 138*.
 DEWEY, John, 68*, 76, 138, 160, 169.
 DIES, Martin. 20, 21, 23, 25, 94*, 96,
 125, 148, 160, 168, 170, 191-195,
 223, 230.
 DIMITROV, Georgi. 150*, 183.
 DMITRIEVSKY, S., 70*, 183.
 DOUGLAS, Lewis W., 192*.
 DURANTY, Walter, 115*, 116, 155.
 DZERJINSKY, Feliks E., 76*.
- EASTMAN, Max, 197*, 200, 231.
 EGOROV, Aleksandr I., 38*.
 ENGELS, Friedrich, 232.
- FERNÁNDEZ BARRECHENA, Manuel,
 24.
 FERRAT, André Morel, dit, 57.
 FISCHER, Louis.
 FISCHER, Ruth, 49.
 FORD, Henry, 197*.
 FOSTER, William E., 96*, 169.
 FRANCO, Francisco, 66*, 106.
 FRANÇOIS-PONCET, André, 110.
 FRANKEL, Jan, 19, 63*, 94.
 FREUD, Siegmund, 66, 100*
 FREUND, Harry, 186.
- GANDHI, Mohandas, 87*.
 GEDYE, John E. R., 157*, 158.
 GÉTIÉ, Fedor A., 73*, 74.
 GITLOW, Benjamin, 170.
 GLENNER, voir Frankel.
 GOEBBELS, Joseph, 33*.
 GOERDELER, Carl, 188.
 GOLDMAN, Albert, 63*, 94, 95, 138,
 147, 148, 160, 164, 194, 232.
 GORKY, Maksim Pechkov, dit, 78*,
 80, 86.
 GRIOT, voir Rosmer.
- HAGGARD, Edith, 135*.
 HAGUE, Frank, 125*.
 HANSEN, Joseph, 95*, 121, 131, 172,
 218, 224.
 HEGEL, Friedrich, 205*, 206-209.
 HEIJENOORT, Jean van, voir Van.
 HEYDRICH, Reinhard, 181.
 HICKS, Granville, 162*.
 HIMMLER, Heinrich, 181.
 HIROHITO, 66*.
 HITLER, Adolf, 21, 29*, 33, 36-39, 41,
 56, 59-61, 66, 87-90, 92, 93, 104,
- 106, 110-118, 135, 140, 141, 145,
 150-152, 158, 163, 165, 172-189
 214.
 HOOK, Sidney, 200*, 231.
 HUGO, Victor, 105*.
- IAGODA, Henrikh G., 76*-77, 98.
 IAROSLAVSKY, Minei Gubelman, dit
 Emelian, 71*.
 ICKES, Harold L., 192*.
- KAGAN, Georges, 57.
 KAMENEV, Lev B. Rosenfeld, dit, 70,
 72*, 74, 76, 82, 83.
 KARSNER, Rose, ép. Rosenblitt, 63*.
 KAZAKOV, Ignatii N., 79, 86*.
 KELVIN, voir Burnham.
 KEYNES, John Maynard, 204*.
 KHROUCHTCHEV, Nikita S., 77.
 KIROV, Sergei M. Kostrikov, dit, 77.
 KOUIBYTCHEV, Valerian V., 78*.
 KRIVITSKY, Walter, Samuel
 Ginzburg, dit, 37*.
 KROUPSKAIA, Nadejda N., 70*, 72,
 82.
 KUUSINEN, Ottomar W., 25, 186*,
 187.
- LABORDE, Hernan, 21.
 LANDAU, Kurt, 187.
 LANDER, William, 111*.
 LANGER, William L., 137*, 147.
 LÉNINE, Vladimir Ilyitch Oulianov,
 dit, 68-75, 85, 86, 115-117, 138, 144,
 155, 157-159, 165, 172, 173.
 LÉVINE, Dr Lev G., 79*, 86.
 LEVINE, voir Weber, Jack.
 LINCOLN, Abraham, 191*.
 LINNÉ, Carl vo, 206*, 208.
 LITVINOV (Maksim M. Wallach, dit),
 182, 183*.
 LOCUSTE, 77, 78*.
 LOMINADZÉ, Vissarion V., 72*.
 LUCIANI, Georges, 185*.
 LUDENDORFF, Erich von, 165*.
 LUDLOW, Louis, 112, 170.
 LUXEMBURG, Rosa, 76.
 LYONS, Eugene, 211*.
- MADERO, Francisco, 228.
 MALAMUTH, Charles, 85*, 97-99,
 115, 133, 153, 161, 226.

- MARX, Karl, 108, 109, 199, 207, 208.
 MASLOW, Arkadi (Isaac Tchéré-
 minsky, dit), 49.
 MATTHEWS, John Broun, 94*, 95,
 194, 223.
 MAURIN JULIA, Joaquin, 232.
 MEKHLIS, Lev Z., 72*.
 MENJINSKY, Viatcheslav R., 78.
 MERCADER DEL RIO, Ramón, 21, 24.
 MILTON, Harry, 149*.
 MOLINIER, Raymond, 111, 120*, 212,
 213, 215.
 MOLOTOV, Viatcheslav M. Skriabine,
 dit, 25, 34*, 68, 150, 182.
 MONATTE, Pierre, 111.
 MOSCICKI, Ignacy, 182.
 MOURALOV, Nikolai I., 154*, 155.
 MUSSOLINI, Benito, 50*, 66.
 MUSTE, Abraham Johannes, 168,
 217*.

 NÉRON (Lucius Domitius Nero Clau-
 dius), 78*, 83-86, 97.
 NEURATH, Konstantin von, 186*.
 NIN PÉREZ, Andrés, 187, 232.
 NOVACK, George E., 234*.

 O'BRIEN, Thomas Vaughn, 91*, 131.
 OPLETAL, Jan, 181.
 ORWELL, George (James Blair, dit),
 149.

 PERERA, Nanayakkarapathiraga Mar-
 tin, 165.
 PERERA, Selina M., 107, 165*.
 PETLIOURA, Semion V., 141.
 PILSUDSKI, Jozef, 141.
 PIVERT, Marceau, 212*.
 PLETNEV, Dimitri D., 86*.

 RABINOVITCH, 142.
 RADEK (Karl B. Sobeksohn, dit),
 73*.
 RADZIVILL, Ekaterina, dite Cather-
 rine, 135*.
 RAKOVSKY, Kristian G., 76.
 RANC, Robert, 134*.
 REISS, Ignace (Ignacy Poretski, dit),
 39*, 41.
 RIBBENTROP, Joachim von, 88, 182*.
 RIMBERT, Pierre (Pietro Toriello,
 dit), 57.

 RIVERA, Diego, 20.
 RIZZI, Bruno, 17, 42*, 49, 50, 56, 100,
 207, 208.
 ROBESPIERRE, Maximilien, 43, 105*.
 ROBINSON-RUBENS, 139.
 ROOSEVELT, Franklin D., 25, 49*,
 125, 192.
 ROSMER, Alfred Griot, dit, 111*, 234.
 ROSMER, Marguerite Thévenet, ép.
 Griot, dite, 111*.
 RUSSELL, Bertrand, 51*.
 RYKOV, Aleksei I., 98*.

 SEDOV, Léon, 82*, 111.
 SHACHTMAN, Max, 18, 19, 25, 27,
 91*, 95, 97, 118-121, 140, 143, 197,
 202, 210-212, 215, 217, 227, 231-
 233.
 SHAPIRO, Max, 149*.
 SIÉVA, voir Volkov V. P. ?
 SIKORSKI, Wladyslaw, 132.
 SILOV, 142.
 SKLIANSKY, Efraim M., 154*, 155.
 SNEEVLIET, Henk, 25, 120*, 121, 212,
 213, 215.
 SOLOW, Herbert, 139*.
 SOUVARINE, Boris Lifshitz, dit, 134*,
 203.
 SPECTOR, Maurice, 217, 227.
 SPIEGEL, Rae, 149*.
 STALINE, Iossif Djougachvili, dit,
 29*, 32, 35-39, 57, 61, 65-81, 87-90,
 93, 99, 104, 106, 110, 115, 116, 118,
 132-136, 141, 143, 145, 150-152,
 155, 156, 158, 163, 165, 172-189.
 STANLEY, Sherman (Stanley Plastrik,
 dit), 91*, 92, 107, 118, 165, 214,
 232.
 STERLING, voir Shapiro.
 SYRTSOV, Sergei I., 72*.

 THÄLMANN, Ernst, 183.
 TOMSKY, Michel, 98.
 THORNDIKE, Joseph J., 161*, 163,
 172, 226.
 TOUKHATCHEVSKY, Mikhail N., 38*.
 TRESCA, Carlo, 138.

 URBAHNS, Hugo, 49*.

 VAN, Jean van Heijenoort, dit, 25,
 138*, 224.

LÉON TROTSKY

- VANZLER, Joseph, 63*, 95, 116, 117.
VEREEKEN, Georges, 120*, 121, 212, 213, 215.
VOLKOV, Visévolod P., *III*.
VOROCHILOV, Klementi E., 29*.
- WEBER, Jack (Louis Jacobs, dit), 170*, 217.
- WEBER, Sara (Sara Jacobs, dite), 149*.
WILLKIE, Wendell, 192.
WRIGHT, John G., voir Vanzler.
- ZACK (Joseph Kornfeder, dit), 170.
ZINOVIEV, Grigori E. Radomylsky, dit, 73*, 74, 82, 83, 133, 135.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

Biulleten Oppositsii, 149.

Excelsior, 228.

Liberty, 184.

Life, 63, 97, 99, 117, 135, 136, 153,
154, 161-163, 172, 226.

Menorah Journal, 234.

Modern Monthly, 203.

New International, 27, 196, 229-231.

New Leader, 139.

New Masses, 162.

New Republic, 162.

New York Times, 24, 87, 115, 135,
157, 186, 188, 223.

Paris-soir, 110, 185.

Pravda, 30, 116, 229.

Que faire ?, 57

Rudé Pravo, 186.

Socialist Appeal, 63, 109, 170, 229,
231.

Temps (Le), 185.

Vie ouvrière (La), 111.

Voz de México (La), 24.

INDEX DES MATIÈRES

- Allemagne, 175, 178, 181.
Angleterre, 180, 181.
Archives
— vente de celles de Trotsky, 63, 137-139, 147.
Autodéfense ouvrière, 122, 129.
Autodétermination
— de l'Ukraine, 32, 33.

Bourgeoisie, 124-126.
Bureaucratie soviétique, 37, 41-48, 53, 101, 102, 166.
— privilèges, 184.

Capitalisme
— allemand, 175.
Colonies, 175.
« Collectivisme bureaucratique », 49-51, 108, 109, 207, 208.

Défaitisme, 57.
Démocratie, 123-125, 128.
— dans le parti, 229, 230.
— ouvrière, 193.
Dialectique, 203-207.
— et évolutionnisme, 208, 209.

Espagne, 187, 211.
Etat, 122, 123, 128, 129.
Etats-Unis, 192.
— et Deuxième Guerre mondiale, 88-90.

Fascisme, 50-51.
Finlande, 179, 186, 211-214.
Front populaire
— en France, 124.

Guerre
— civile, 191.
— mondiale (deuxième), 47, 48, 87-90, 124, 129, 150-152, 177-179, 183-185, 187.

Impérialisme, 102, 214.
— allemand, 182.
— britannique, 166.

Inde, 165-167.
Indépendance nationale
— de l'Ukraine, 104, 106, 141.

Intellectuels
— de la petite bourgeoisie, 198, 199, 232, 233.

Japon, 179, 180.

Libertés démocratiques, 190-193.

Marxisme, 207.
— et dialectique, 197-202, 207, 208.
— et pragmatisme, 197, 201, 207.
— hypothèse d'une révision, 54, 55, 108, 109.

Méthodes
— de construction du parti, 216-219, 224, 225.

Milices ouvrières, 122-129.

Nazisme, 36, 37, 177, 178.

Pacte germano-soviétique, 29-34, 36-38, 40, 41, 88-90, 93, 175, 179, 187.
Parti révolutionnaire
— composition sociale, 219, 225.
— fonctionnement, 113, 114.

- formation d'une direction, 51, 52.
- politique militaire, 127-129.
- régime interne, 130, 131, 215-220.
- Pologne, 211.
- invasion, 31-34, 38, 59-61, 104-106, 174, 178.
- Procès de Moscou, 31, 76-80, 184.
- Relations internationales, 87-90, 179-182, 188.
- alliances militaires, 31, 177, 188.
- U.R.S.S. et Allemagne, 150-152, 174, 175, 177-183, 188.
- Révolution, 123, 183-185.
- démocratique, 158.
- espagnole, 187, 211.
- permanente, 158.
- russe, 53.
- socialiste, 55, 158.
- Social-démocratie, 122.
- Socialisme
- dans un seul pays, 157, 158.
- Stalinisme, 50, 51, 177, 193.
- en Inde, 166.
- Syndicats, 102.
- Tchécoslovaquie, 186.
- Totalitarisme, 151, 177.
- « Trotskysme », 184, 186, 187.
- Ukraine, 186.
- projet nazi de « Grande Ukraine », 33.
- U.R.S.S.
- Armée rouge, 165, 166.
- défense, 56-58, 61, 106-108, 143-145, 210, 211.
- développement économique, 176, 180.
- dictature, 191.
- expansionnisme, 102-105, 215.
- nature, 27, 28, 40-48, 53, 100-109, 141, 145, 207, 208.
- politique extérieure, 88, 89, 150-152, 213-215.
- purges, 53, 184.
- Thermidor, 43.

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS, INSTITUTIONS, INSTANCES, CONGRÈS, RÉUNIONS, ETC.

- American Workers Party, A.W.P. (Etats-Unis), 217.
- Bloc ouvrier et paysan, B.O.C. (Espagne), 232.
- Brigade Eugene Debs, 149.
- Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire, dit Bureau de Londres, 212, 213.
- Cent Noirs, 122.
- Comité de défense de Trotsky, A.C.L.D.T. (Etats-Unis), 234.
- Commission d'enquête sur les activités non américaines ou commission Dies (Etats-Unis), 20, 21, 23, 25, 94, 96, 125, 148, 160, 164, 168-171, 190-195, 223, 230.
- Commission internationale d'enquête sur les procès de Moscou ou commission Dewey (Etats-Unis), 68, 76, 138, 160, 169.
- Communist League of America, C.L.A. (Etats-Unis), 27, 91, 95, 119, 149, 216, 217.
- Communist Party of America, voir Internationale, III^e, Etats-Unis.
- Communist Party of Canada, voir *ibidem*, Canada.
- Communist Party of Great-Britain, voir *ibidem*, Grande-Bretagne.
- Congress for Industrial Organization, C.I.O. (Etats-Unis), 125.
- G.P.U. (U.R.S.S.), 24, 35, 37, 76, 77, 86, 127, 142, 210.
- Grupo Obrero Revolucionario, G.O.R. (Argentine), 25.
- Independant Labour Party, I.L.P. (Grande-Bretagne), 212.
- International Institute of Royal Affairs (Grande-Bretagne), 181, 184.
- International Ladies Garment Workers Union, I.L.G.W.U. (Etats-Unis), 149.
- Internationale (II^e), 102, 102, sections.
— Etats-Unis, Socialist Party of America, S.P.A., 94, 119, 139, 216, 217.
— France, Parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.), 124, 212, 229.
- Internationale (III^e) ou Comintern ou I.C., 21, 31, 39, 41, 57, 59, 60, 62, 89, 102, 104, 111, 123, 127, 140-142, 145, 150, 155, 157, 166, 174, 181-184, 186, 187, 190, 192, 193, 217.
- Sections*
— Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., 49, 183.
— Belgique, Parti communiste belge, P.C.B., 120.
— Canada, Communist Party of Canada, C.P.C., 217.
— Espagne, Partido Comunista de Espana, P.C.E., 232.
— Etats-Unis, Communist Party of America, C.P.A., 27, 89, 94, 96, 149, 150, 160, 170, 193, 216.
— France, Parti communiste français, P.C.F., 89.
— Grande-Bretagne, Communist

- Party of Great-Britain, C.P.G.B., 89.
- Italie, Partito Comunista d'Italia, P.C.I., 42.
 - Mexique, Partido Comunista de México, P.C.M., 21.
 - Tchécoslovaquie, Komunistička Štrana Českoslovenka, H.S.Č., 186.
 - Ukraine, Ukrainskaja Kommunističeskaja Partija, U.K.P., 35.
 - U.R.S.S., Vserovosijkaja Komunističeskaja Partija, V.K.P., 69.
 - Yougoslavie, Komunistička Partija Jugoslavije, K.P.J., 42.
- Internationale (IV^e), 17, 18, 35, 40, 41, 44, 49, 52, 55, 61, 92, 100, 106-108, 120, 121, 126, 127, 140-143, 145, 202, 212-214, 219, 229.
- Sections*
- Argentine, Grupo Obrero Revolucionario, 25.
 - Belgique, Parti socialiste révolutionnaire, 120.
 - Ceylan, Lanka Sama Samaja Party, 165.
 - Etats-Unis, Socialist Workers Party, 17-21, 23-25, 27, 40, 63, 91, 113, 114, 118-121, 130-132, 137, 145, 147, 149, 165, 168, 170, 196, 200, 202, 203, 208, 210-222, 224, 225, 227, 229-233, 234.
 - France, Parti ouvrier internationaliste, 120, 124.
 - U.R.S.S., Vserovosijkaja Komunističeskaja Partija, V.K.P., 69, 71, 72, 75, 116, 155, 176.
 - Opposition de Leningrad ou Nouvelle Opposition, 103.
 - Opposition de 1923, 154.
 - Opposition unifiée, 70, 81, 93.
 - Yougoslavie, Komunistička Partija Jugoslavije, K.P.J., 42.
- Internationale (IV^e), 17, 18, 35, 40, 41, 44, 49, 52, 55, 61, 92, 100, 106-108, 120, 121, 126, 127, 140-143, 145, 202, 212-214, 219, 229.
- Sections*
- Argentine, Grupo Obrero Revolucionario, G.O.R., 25.
 - Belgique, Parti socialiste révolutionnaire, P.S.R., 120.
 - Ceylan, Lanka Sama Samaja Party, 165.
 - Etats-Unis, Socialist Workers Party, 17-21, 23-25, 27, 30, 63, 91, 113, 114, 118-121, 130-132, 137, 145, 147, 149, 165, 168, 170, 196, 200, 202, 203, 208, 210-222, 224, 225, 227, 229-230.
 - France, Parti ouvrier internationaliste, 120, 124.
- Izquierda Comunista (Espagne), 232.
- Jeunesses communistes*
- Etats-Unis, Youth Communist League, 130.
 - U.R.S.S., Komsomol, 82.
- Kommunistische Partei Deutschlands, voir Internationale (III^e), Allemagne.
- Komsomol, voir Jeunesses communistes, U.R.S.S.
- Komunistička Partija Jugoslavije, voir Internationale (III^e), Yougoslavie.
- Komunistička Štrana Československa, K.Š.Č., voir Internationale (III^e), Tchécoslovaquie.
- Lanka Sama Samaja Party, voir Internationale (IV^e), Ceylan.
- Leninbund (Allemagne), 49.
- Ligue américaine contre le Fascisme et la Guerre, 94.
- Ligue communiste internationaliste, L.C.I., 120.
- Milices ouvrières, 127.
- Opposition de gauche internationale, III, 120, 142, 143.
- Sections*
- Belgique, 120.
 - Espagne, voir Izquierda Comunista.
 - Etats-Unis, voir Communist League of America.
 - France, 57.
 - Italie, 17.
 - U.R.S.S., 42, 76, 142.
- Parti communiste internationaliste, P.C.I., 120.

- Partis communistes de..., voir Internationale (III^e), sections nationales.
- Partido de la Revolución Mexicana, P.R.M., 24.
- Parti ouvrier internationaliste, voir Internationale (VI^e), France.
- Partido Obrero de Unificación Marxista, P.O.U.M. (Espagne), 120, 232.
- Parti socialiste ouvrier et paysan, P.S.O.P. (France), 25, 212.
- Parti socialiste révolutionnaire, voir Internationale (IV^e), Belgique.
- Parti socialiste S.F.I.O., voir Internationale (II^e), France.
- Socialist Party of America, voir Internationale (II^e), Etats-Unis.
- Socialist Workers Party, voir Internationale (VI^e), Etats-Unis.
- Socialistes-révolutionnaires, s.r.
— de gauche (Russie), 80.
- Société des Nations, S.D.N., 25.
- Spartakus Youth League, S.Y.L., Etats-Unis, 130.
- Tchéka (V.Č.K.) (Russie soviétique), 76, 142.
- Toujours Prêts pour Servir, T.P.P.S. (France), 124.
- Workers Party of United States, W.P.U.S. (Etats-Unis), 217.
- Young People's Socialist League, Y.P.S.L. (Etats-Unis), 18, 91, 130.
- Youth Communist League, voir Jeunesses communistes, Etats-Unis.

*Achévé d'imprimer en juin 1986
sur presse CAMERON
dans les ateliers de la S.E.P.C.
à Saint-Amand-Montrond (Cher)*

N° d'édition : 904308. N° d'impression : 752-389.

Dépôt légal : juin 1986.

Imprimé en France